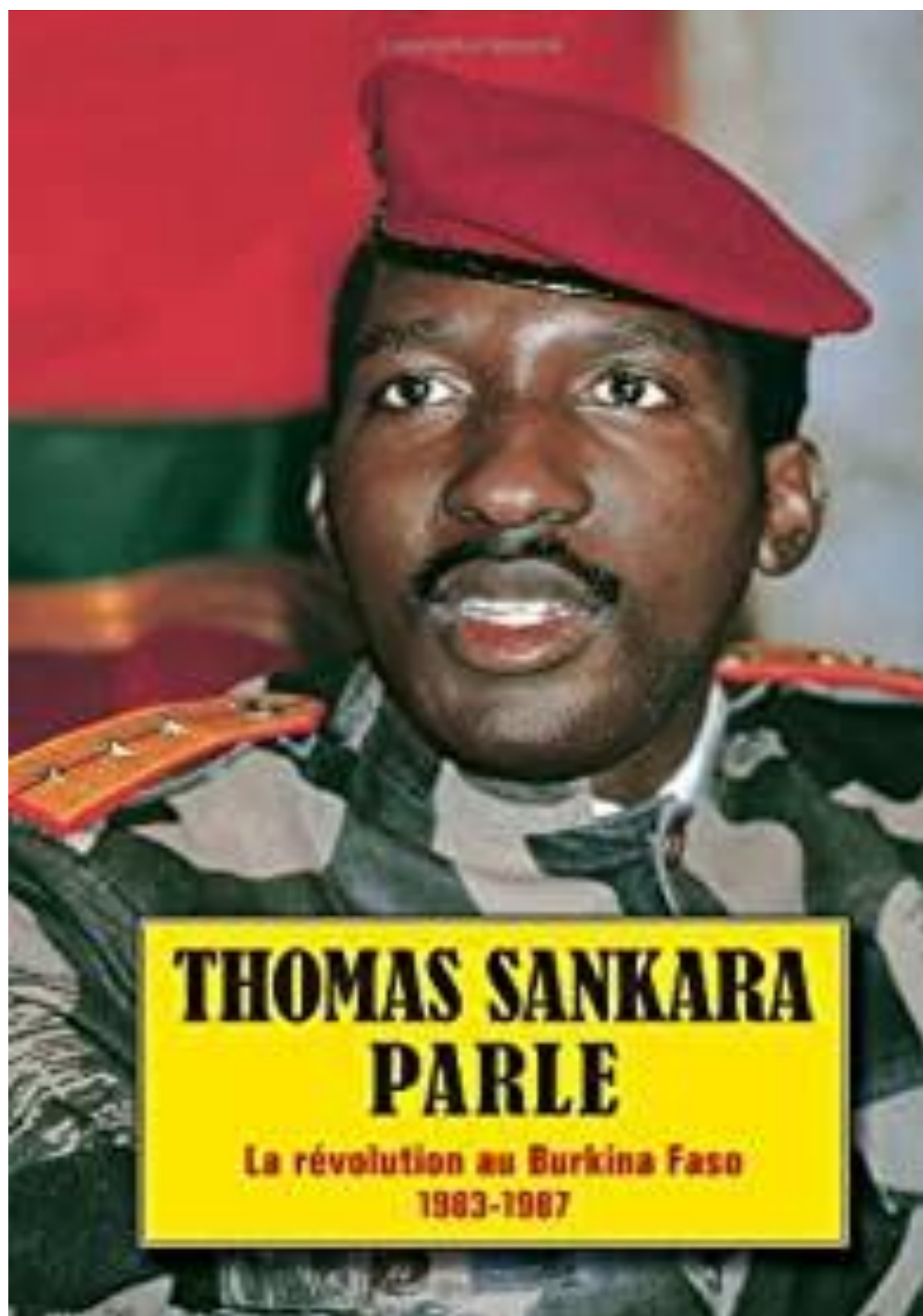




THOMAS SANKARA PARLE

**La révolution au Burkina Faso
1983-1987**

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

Thomas Sankara parle

PRÉFACE DE MARY-ALICE WATERS

INTRODUCTION PAR MICHEL PRAIRIE

LIVRES KWELA

cette édition numérique de *Thomas Sankara parle* peut différer de celle des autres versions, en fonction des paramètres de votre lecteur. Toute fois le fond reste le même bonne lecture a vous et vive le Burkina Faso le pays des hommes intègres.

Préface EAUX MARY-ALICE

Cette préface est tirée des remarques de Mary-Alice Waters à une présentation le 10 février 2005 à La Havane, Cuba, de l'édition en espagnol de We Are Heirs of the World's Revolutions de Thomas Sankara, un livret publié en français en 2001 et en anglais l'année suivante contenant cinq des discours et interviews qui sont dans cette édition de Thomas Sankara Speaks. L'événement était organisé dans le cadre de la Foire internationale annuelle du livre de La Havane.

Ont également pris la parole dans le cadre du panel: Manuel Agramonte, ambassadeur de Cuba au Burkina Faso pendant les quatre années du gouvernement révolutionnaire

dirigé par Thomas Sankara; Armando Hart, l'un des chefs historiques de la révolution cubaine et ministre de la Culture de longue date; et Ulises Estrada, directeur du magazine Tricontinental et lui-même combattant internationaliste avec un long historique de missions en Afrique et en Amérique latine.

En octobre 1984, adoptant une pratique employée si efficacement par Fidel [Castro] et Che [Guevara] avant lui, Thomas Sankara a utilisé la plate-forme de l'Assemblée générale des Nations Unies pour parler au nom et au nom des opprimés et exploités du monde. «Je viens ici pour vous apporter les salutations fraternelles d'un pays... dont sept millions d'enfants, de femmes et d'hommes refusent de mourir d'ignorance, d'humeur et de soif plus longtemps», a déclaré Sankara aux délégués réunis de 159 nations.

«Je ne prétends pas exposer ici des doctrines. Je ne suis ni un messie ni un prophète. Je ne possède aucune vérité. Ma seule aspiration est... de parler au nom de mon peuple... de parler au nom du «grand peuple déshérité du monde», ceux qui appartiennent au monde si ironiquement baptisé le Tiers-Monde. Et de dire, bien que je ne parvienne pas à les faire comprendre, les raisons de notre révolte.

Shankara voit la détermination et la dignité du peuple de l'un des pays les plus pauvres de l'Afrique ravagé par l'impérialisme - qui avait alors le taux de mortalité infantile le plus élevé dans le monde, un taux d'analphabétisme rural proche de 98 pour cent, et une durée de vie moyenne Expectancy d'une quarantaine d'années. Il a tendu la main et a parlé au nom de tous ceux du monde entier qui refusent d'accepter l'esclavage économique de la société de classe et

ses conséquences, y compris la dévastation écologique, la désintégration sociale, le racisme et les guerres de quête et de pillage inévitablement provoquées par le fonctionnement du capitalisme lui-même. Sankara savait que de telles conditions ne sont pas des phénomènes «naturels», mais les produits de l'ordre mondial impérialiste d'aujourd'hui.

Cet ordre mondial, a expliqué Sankara, peut être combattu et doit être détruit. Ce qui l'a marqué avant tout, c'est sa confiance dans les capacités révolutionnaires des êtres humains ordinaires pour y parvenir. Comme Fidel et Che, Sankara *croyait* aux hommes et aux femmes si arrogamment rejetés par les dirigeants du monde impérialiste. Sankara ra, comme Fidel l'a si mémorablement dit à propos du Che, ne pensait pas que l'homme était «un petit animal incorrigible, capable d'avancer seulement si vous le nourrissez d'herbe ou le tentez avec une carotte ou le fouettez avec un bâton». Sankara, comme le Che, savait que quiconque pensait ainsi "ne sera jamais un révolutionnaire... ne sera jamais un socialiste... ne sera jamais un communiste". ¹

Sankara croyait qu'un monde construit sur des fondations économiques et sociales différentes peut être créé non pas par des «technocrates», des «assistants financiers» ou des «politiciens», mais par les masses de travailleurs et de paysans dont le travail, joint aux richesses de la nature, est la source de toute richesse. Par des êtres humains ordinaires qui se transforment en devenant une force active et consciente, transformant leurs conditions de vie. Et le gouvernement révolutionnaire qu'il a dirigé s'est lancé dans cette voie, mobilisant les paysans, les ouvriers, les artisans, les femmes, les jeunes, les personnes âgées, pour mener une campagne d'alphabétisation, une campagne de

vaccination, pour creuser des puits, planter des arbres, construire des logements et commencer éliminer les relations de la classe oppressive sur la terre.

* * *

Sankara s'est distingué parmi les leaders des luttes pour la libération nationale en Afrique dans la dernière moitié du XXe siècle parce qu'il était communiste. Contrairement à tant d'autres, il n'a pas rejeté le marxisme comme un ensemble «d'Europe et d'idées», étranger à la lutte de classe en Afrique. Il a compris que le marxisme n'est précisément *pas* «un ensemble d'idées», mais la généralisation des leçons des luttes de la classe ouvrière sur la voie de son émancipation dans le monde entier, enrichie de toutes les bases. Et il a tiré de ces leçons au mieux de ses capacités.

S'exprimant devant les Nations Unies en 1984, il a lié la lutte pour la liberté du peuple burkinabé aux siècles de lutte révolutionnaire de la naissance du capitalisme à nos jours - des révolutions américaine et française de la fin du XVIIIe siècle à la grande Révolution d'octobre 1917 qui «transforma le monde, apporta la victoire au prolétariat, ébranla les fondements du capitalisme et rendit possible les rêves de justice de la Commune de Paris ». Nous sommes les héritiers de ces révolutions, dit-il - d'où le titre de ce petit livre.

Nous sommes «ouverts à tous les vents de la volonté des peuples du monde et de leurs révolutions, ayant également appris de certains des terribles échecs qui ont conduit à des violations tragiques des droits de l'homme», a-t-il noté. «Nous souhaitons ne retenir que le noyau de pureté de

chaque révolution. Cela nous empêche de devenir soumis aux réalités des autres.

Et le long de cette ligne de marche, Sankara a considéré Cuba comme l'exemple par excellence de la lutte révolutionnaire à notre époque.

* * *

Sankara n'était pas seulement un chef de file du peuple africain. Il n'était pas seulement un porte-parole des opprimés et exploités des pays semi-coloniaux. Il a également donné le leadership aux travailleurs du monde impérialiste. Au cours des dernières décennies du XXe siècle, des dirigeants prolétariens de la stature mondiale de Thomas Sankara, Maurice évêque de Grenade, et de la même manière Malcolm X aux États-Unis, sont sortis des rangs des peuples opprimés de tous les pays - même les moins développés économiquement - pour diriger la lutte internationale pour la libération nationale et le socialisme. Et ainsi prendre leur juste place dans l'histoire.

Ce fait est une mesure des vastes changements qui ont marqué le siècle dernier - le renforcement des forces révolutionnaires dans le monde prévu par [VI] Lénine et les dirigeants de l'Internationale communiste dans les premières années après la victoire de la Révolution d'octobre.

Telle est la tradition dans laquelle nous pouvons aujourd'hui donner l'exemple que nous donnent nos cinq frères cubains qui continuent à se battre non en tant que victimes, mais en tant que combattants de la Révolution cubaine placés par des circonstances indépendantes de leur volonté sur les lignes de front de la lutte de classe en les États

Unis. ² Dans des prisons fédéraux , où ils purgent des peines draconiennes les dirigeants américains qui leur sont imposées, ils exercent leur travail politique entre les quelque deux millions d'autres qui sont les bénéficiaires de ce que Washington appelle la justice. C'est là que nous voyons l'original du visage dont le monde entier a été si clairement témoin à la base navale de Guantánamo Bay et en Irak. ³

* * *

Le visage de Thomas Sankara a un impact puissant, voire unique. Certains ne savent pas qui est Sankara. Mais ils sont attirés par la confiance, le caractère et l'intégrité qu'ils voient sur son visage et veulent en savoir plus sur lui.

C'est parmi les dizaines de milliers de travailleurs immigrés d'Afrique de l'Ouest et du Centre qui, aujourd'hui, grossissent les rangs de la classe ouvrière dans les centres impérialistes, poussés là par le coup de fouet du capital, que Sankara est le plus connu et le plus respecté. Beaucoup sont étonnés de voir le visage de Sankara sur une table de rue dans le quartier où ils vivent ou travaillent, sur la couverture d'un livre de ses discours, édité, imprimé et distribué par des gens qui se tournent vers Sankara comme un leader révolutionnaire. . La lecture de Sankara est un élément important de l'élargissement des horizons historiques et culturels de ceux qui sont nés ou ont vécu pendant des années dans les centres impérialistes.

* * *

Dès le début, l'une des caractéristiques du cours révolutionnaire pour lequel Sankara s'est battu a été la mobilisation des femmes pour lutter pour leur émancipation. Comme il le dit dans l'un des discours publiés ici, une conférence d'octobre 1983 qui présente le programme du gouvernement qu'il dirigeait : «La révolution et la libération des femmes vont de pair. Nous ne parlons pas de l'émancipation des femmes comme un acte de charité ou par un élan de compassion humaine. C'est une nécessité fondamentale pour que la révolution triomphe. Les femmes soutiennent l'autre moitié du ciel ».

Devant les hauts dignitaires du gouvernement impérialiste français, Sankara a affirmé:

La bataille contre l'empiètement du désert est une bataille pour établir un équilibre entre l'homme, la nature et la société. En tant que tel, c'est une bataille politique avant tout, et non un acte du destin....

Comme le disait Karl Marx, ceux qui vivent dans un palais ne pensent pas aux mêmes choses, ni de la même manière, que ceux qui vivent dans une hutte. Cette lutte pour défendre les arbres et les forêts est avant tout une lutte contre l'impérialisme. L'impérialisme est l'incendiaire qui met le feu à nos forêts et nos savanes.

* * *

Pour terminer, je veux souligner la profondeur de l'internationalisme de Sankara si évidente dans ces pages. Pour lui, la lutte populaire, démocratique et

révolutionnaire du peuple burkinabé faisait partie des luttes pour faire tomber le régime d'apartheid de l'Afrique du Sud; il ne faisait qu'un avec les luttes anti-impérialistes des peuples de l'Angola, de la Namibie, de la Palestine, du Sahara occidental et du Nicaragua; c'était un avec les habitants de Harlem qui l'ont si chaleureusement accueilli là-bas en 1984; il ne faisait qu'un avec les travailleurs de France, des États-Unis et du monde impérialiste.

C'est à Managua en 1986 que j'ai eu le plaisir de rencontrer et de connaître Sankara en tant que leader. Nous étions tous les deux délégués à une conférence internationale marquant le vingt-cinquième anniversaire de la fondation du Front de libération nationale sandiniste (FSLN) et le dixième anniversaire de la chute au combat du dirigeant fondateur du FSLN, Carlos Fonseca. Sankara a été choisi pour prendre la parole lors du rassemblement au nom des 180 délégations internationales présentes.

Lorsqu'il a appris qu'une délégation du Socialist Workers Party aux États-Unis était présente, il a tenu à se rendre directement à notre table pour nous saluer. Ce n'était pas simplement un acte de diplomatie; il est venu parler politique avec des collègues révolutionnaires. Il savait que l'hebdomadaire *Militant* était l'un des rares journaux en dehors de l'Afrique à écrire régulièrement sur le cours révolutionnaire qui se déroulait au Burkina Faso, portant des interviews et des discours de Sankara chaque fois que nous pouvions les obtenir.

* * *

La présentation de *Somos herederos de las revoluciones del mundo* ici en

Cuba est particulièrement appropriée en raison de la sélection finale qu'elle contient, l'hommage de Sankara au Che le 8 octobre 1987. Ce vingtième anniversaire de la chute du Che au combat était à peine une semaine avant le coup d'État contre-révolutionnaire qui a mis fin à la vie de Sankara .

Ce n'est que grâce à une heureuse combinaison de circonstances que les paroles de Sankara lors de cet événement mémorable nous sont accessibles aujourd'hui. L'exposition consacrée au parcours révolutionnaire et à l'exemple du Che, inaugurée ce jour-là par Sankara, a coïncidé avec l'ouverture d'une conférence internationale anti-apartheid à Ouagadougou à laquelle ont participé des délégations de quelque vingt-neuf pays. Parmi eux se trouvaient des compañeros des États-Unis et du Canada, partisans du journal *Militant* . Ils regardaient les étalages lorsque Sankara est arrivé avec le fils du Che, Camilo, et un certain nombre d'autres compagnons cubains. Lorsque Sankara a commencé ses remarques impromptues, l'une des compañeras canadiennes a sorti un magnétophone qu'elle avait dans son sac à dos et les a enregistrées. Le *Militant* a transcrit et les a publiés peu après, et ils sont inclus ici.

Le Che nous a appris que « nous pouvions oser avoir confiance en nous-mêmes et en nos capacités », a souligné Sankara à cette occasion. Le Che nous a inculqué la conviction que « la lutte est notre seul recours ».

Che, a insisté Sankara, était «un citoyen du monde libre - le monde libre que nous construisons ensemble. C'est pourquoi nous disons que Che Guevara est aussi Africain et Burkinabè. »

Quel endroit plus approprié pour terminer?

10 février 2005

Présentation MICHEL PRAIRIE

Le 4 août 1983, un soulèvement populaire dans la nation ouest-africaine alors connue sous le nom de Haute-Volta a initié l'une des révolutions les plus profondes de l'histoire de l'Afrique. Ancienne colonie de France, la Haute-Volta, avec plus de sept millions d'habitants, figurait parmi les pays les plus pauvres du monde. Le chef central de la révolution était Thomas Sankara, qui devint président du nouveau gouvernement à l'âge de trente-trois ans. Un an plus tard, les habitants de la Haute-Volta ont adopté le nom de Burkina Faso - le pays des hommes droits.

Thomas Sankara est né en décembre 1949 à Yako dans le centre du pays. Son père était assistant policier, à l'époque l'un des rares habitants du pays à travailler pour l'administration coloniale. Sa famille a déménagé à Gaoua, près de la frontière avec la Côte d'Ivoire (Côte d'Ivoire) dans le sud-ouest du pays, où Sankara a fréquenté l'école primaire et faisait partie de la petite poignée de jeunes africains assez chanceux pour faire des études secondaires à Bobo-Dioulasso. Il entre ensuite à l'école militaire Ka diogo à Kamboinsé - l'une des rares voies permettant aux jeunes de

sa génération en Afrique subsaharienne de faire des études supérieures.

Alors que Sankara poursuivait sa formation à Madagascar, des dizaines de milliers de travailleurs et d'étudiants ont organisé des manifestations de masse et des grèves en 1972 qui ont renversé le gouvernement. L'ampleur et le caractère de la mobilisation populaire l'ont profondément marqué. C'est également à Madagascar que Sankara a fait la connaissance du marxisme pour la première fois, à travers des groupes d'étude et des discussions avec des étudiants français qui avaient participé à la recrudescence pré-révolutionnaire de mai 1968. Lors d'un séjour ultérieur en France à la fin des années 1970, suivant une formation de parachutiste, Sankara a parcouru les librairies à la recherche de littérature révolutionnaire, étudiant, entre autres, les ouvrages des dirigeants communistes Karl Marx et VI Lénine.

Lieutenant dans l'armée de Haute-Volta, Sankara s'est fait connaître en tant que chef militaire lors d'un conflit frontalier avec le Mali en décembre 1974 et janvier 1975, une guerre qu'il a plus tard dénoncée comme «inutile et injuste». Au cours des années suivantes, il s'est associé à d'autres officiers subalternes et soldats mécontents des conditions oppressives en Haute-Volta perpétuées par les dirigeants impérialistes à Paris et ailleurs, avec le soutien de propriétaires fonciers, d'hommes d'affaires, de chefs de tribu et d'hommes politiques au pays.

Emprisonné brièvement en 1982 après avoir démissionné d'un poste gouvernemental pour protester contre la politique répressive du régime, Sankara a été nommé Premier ministre en janvier 1983 à la suite d'un coup d'État qui a fait de Jean-Baptiste Ouédraogo le président du pays. Sankara a utilisé

cette plate-forme pour exhorter les habitants de la Haute-Volta et ailleurs en Afrique à faire valoir leurs intérêts contre les exploiters propriétaires au pays et à l'étranger. Cette voie sans compromis a conduit à un conflit croissant avec les forces pro-impérialistes au sein du gouvernement. En mai, Ouédraogo a fait arrêter Sankara et certains de ses partisans. Mais, face aux manifestations de rue par milliers, Ouédraogo a transféré Sankara de prison en résidence surveillée. Au cours des mois suivants, les tensions sociales se sont intensifiées dans tout le pays, se dirigeant vers une confrontation politique.

Le 4 août 1983, quelque 250 soldats conduits par le capitaine Blaise Compaoré ont marché d'une base militaire insurgée à Pô vers la capitale de Ouagadougou. Le régime de Jean-Baptiste Ouédraogo a été renversé dans un soulèvement populaire. Sankara est devenu président du nouveau Conseil national de la Révolution. Au cours des quatre années suivantes, le gouvernement révolutionnaire populaire sous la direction de Sankara a organisé les paysans, les travailleurs et les jeunes pour qu'ils mettent en œuvre des mesures économiques et sociales profondes qui restreignaient les droits et les prérogatives de l'aristocratie foncière de la région et des riches marchands. Ils se sont joints aux travailleurs du monde entier pour s'opposer à la domination impérialiste. Des organisations de masse de paysans, d'artisans, d'ouvriers, de jeunes, de femmes et d'anciens ont été lancées.

Avec un large soutien populaire, le gouvernement a aboli les paiements d'hommage et les services de travail obligatoire aux chefs de village. Il a nationalisé la terre pour garantir aux travailleurs ruraux - environ 90 pour cent de

la population - l'accès aux fruits de leur travail en tant qu'agriculteurs productifs. Les prix que les paysans ont reçus du gouvernement pour les cultures vivrières de base ont été augmentés. Le gouvernement a lancé des projets de plantation d'arbres et d'irrigation pour augmenter la productivité et arrêter l'avancée du désert dans la région du Sahel au nord du pays. Il a organisé des campagnes de vaccination massives et mis à la disposition de millions de personnes des services de soins de santé de base. En 1985, la mortalité infantile était tombée de 208 pour 1 000 naissances vivantes au début de la décennie à 145, et la propagation accélérée de la cécité des rivières induite par les parasites avait été freinée. Dans un pays où l'analphabétisme était de 92% - et même plus élevé à la campagne - des campagnes d'alphabétisation dans ses langues autochtones ont été lancées. Des mesures ont été prises pour lutter contre l'assujettissement séculaire des femmes, qui ont été encouragées à s'organiser pour lutter pour leur émancipation. Le gouvernement a financé des travaux publics pour la construction de routes, d'écoles et de logements. Faisant confiance à la justice de la classe ouvrière et du paysan, il a mis en place des tribunaux révolutionnaires populaires pour juger d'anciens dirigeants et hauts fonctionnaires accusés de corruption.

Dirigée par Sankara, la révolution burkinabè a tracé une voie de solidarité internationaliste avec ceux qui combattent l'oppression et l'exploitation en Afrique et dans le monde. Sankara s'est fait le champion de la lutte du peuple du Sahara occidental contre l'occupation de son pays par le Maroc et a contribué à mener une lutte fructueuse pour l'admission des représentants sahraouis à l'Organisation de

l'unité africaine. Il a activement ou assuré un soutien, en Afrique et au-delà, pour la lutte contre le régime d'apartheid en Afrique du Sud et pour la lutte des Palestiniens pour rétablir leur patrie. Sankara a fait campagne pour l'annulation de la lourde dette imposée aux pays semi-coloniaux par les gouvernements et les banques impérialistes. Il a pris la parole à Harlem, à New York, pour démontrer son soutien à la lutte des Afro-Américains contre l'oppression raciste et à d'autres luttes des travailleurs aux États-Unis. Il a tendu la main du Burkina à la montée des luttes révolutionnaires en Amérique centrale et Caraïbes, en visite à Cuba en 1984 et 1986, et au Nicaragua en 1986, où il a pris la parole au nom de tous les invités internationaux lors d'un rassemblement de 200 000 personnes marquant le vingt-cinquième anniversaire du Front national de libération sandiniste .

En août 1987, s'exprimant au Burkina Faso à l'occasion de l'anniversaire du soulèvement révolutionnaire quatre ans plus tôt, Sankara a souligné que: «La révolution démocratique et populaire a besoin d'un peuple convaincu, pas d'un peuple conquis - un peuple convaincu, pas un peuple soumis endurant passivement leur destin. Un nombre croissant de travailleurs, de paysans et de jeunes issus des rangs de ce peuple s'impliquait dans la vie sociale et politique au Burkina Faso, donnant un exemple qui se répercutait déjà dans toute l'Afrique centrale de l'Ouest - bien au-delà des frontières de ce pays sans littoral. . Le 15 octobre 1987, le capitaine Blaise Compaoré a mené un coup d'État militaire servant les intérêts de ceux - au pays et à l'étranger - dont la propriété et la domination de classe étaient menacées par cette profonde mobilisation révolutionnaire. Sankara et

douze de ses aides et gardes du corps ont été assassinés et le gouvernement révolutionnaire détruit.

Une semaine avant sa mort, lors d'une commémoration spéciale dans la capitale de Ouagadougou, Sankara avait parlé d'Ernesto Che Guevara, le chef de la révolution cubaine né en Argentine, mort au combat vingt ans plus tôt lors d'une mission internationaliste en Bolivie. Dans un discours reproduit dans ce livre, Sankara, parlant de l'héritage du Che, n'a pas dit que les révolutionnaires en tant qu'individus peuvent être tués mais «vous ne pouvez pas tuer les idées». Thomas Sankara est lui-même devenu un symbole pour des millions de travailleurs, de paysans et de jeunes à travers l'Afrique en particulier, qui reconnaissent dans la révolution burkinabè - et dans son héritage politique continu - une source d'idées politiques et d'inspiration pour les batailles pour une véritable libération sur la continent.

* * *

La présente collection de discours et d'entretiens est une nouvelle édition, entièrement révisée et enrichie, de deux livres antérieurs . Le premier, *Thomas Sankara Speaks* , a été rapidement publié en anglais dans les mois qui ont suivi l'assassinat de Sankara. Le second, *Oser inventer l'avenir*, a été coédité en français en 1991.

Une attention particulière a été accordée à replacer la révolution burkinabè dans son contexte historique et international. Cette édition comprend cinq nouveaux documents:

1. Les propos tenus par Sankara lors d'une réception officielle à Ouagadougou pour le président français François Mitterrand, le 17 novembre 1986.
2. Un discours sur la dette extérieure prononcé lors d'une conférence de l'Organisation de l'unité africaine à Addis-Abeba (Éthiopie) en juillet 1987.
3. Et le dernier grand discours prononcé par Sankara, le 2 octobre 1987, à l'occasion du quatrième anniversaire du discours d'orientation politique, document programmatique de la révolution burkinabè.

* * *

Cette édition de *Thomas Sankara Speaks* n'aurait pas pu voir le jour sans l'aide et les encouragements de nombreuses personnes.

Tout d'abord, nos remerciements vont à Mariam Sankara, épouse de Thomas Sankara, et à Paul Sankara, son frère. Tous deux ont été généreux en aidant à clarifier un certain nombre de questions sur les propos de Thomas Sankara ainsi que sur divers événements de la révolution.

Nos remerciements vont également à Germaine Pitroïpa, haut-commissaire de la province de Kouritenga pendant la révolution. Elle a patiemment répondu à de nombreuses questions orientées vers elle pendant que nous nous préparions.

La production de ce livre a été rendue possible grâce au travail de plus de 200 bénévoles qui ont offert leur temps et leurs compétences pour réviser les documents et leur traduction, mettre en place et relire le type, préparer les nombreux fichiers numériques pour l'impression et, enfin,

aider sortir le produit fini, permettant sa distribution dans les librairies, au coin des rues, aux portes des usines - partout où se trouvent les ouvriers, les maîtres et les jeunes à qui ces livres sont dédiés. Ce sont eux qui répondront à l'appel de Thomas Sankara, «osez inventer l'avenir».

Juillet 2007

Qui sont les ennemis du peuple?

(Lors d'un rassemblement de masse à Ouagadougou, 26 mars 1983)

S'exprimant en tant que Premier ministre du Conseil du salut populaire (CSP), Sankara a prononcé ce discours lors d'un rassemblement de plusieurs milliers de personnes dans la capitale du pays. Le texte est paru dans le numéro du 1er avril 1983 de l'hebdomadaire Carrefour africain , publié à Ouagadougou.

Merci d'être réunis ici au 3 January Square. Je vous salue d'avoir répondu à l'appel du Conseil du salut populaire. En agissant ainsi, vous montrez que les habitants de la Haute-Volta arrivent à maturité. ⁴

Quand le peuple se lève, l'impérialisme tremble. Alors qu'il nous regarde, l'impérialisme est inquiet. Ça tremble. L'impérialisme se demande comment rompre le lien qui existe entre le CSP et le peuple. L'impérialisme tremble. Il tremble parce qu'il a peur. Il tremble car ici même à Ouagadougou nous allons l'enterrer.

Je vous salue également d'être venu montrer que tous nos détracteurs, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, ont tort. Ils nous ont mal jugés. Ils pensaient pouvoir arrêter la marche du CSP vers le peuple avec leur manœuvre de propagande et d'intimidation. En venant ici, vous avez montré que le contraire est vrai. L'impérialisme tremble et continuera de trembler.

Les gens de la Haute-Volta, représentés ici par les habitants de la ville de Ouagadougou, merci. Merci de nous donner l'opportunité de vous fournir des informations véridiques, des informations qui viennent des rangs.

Quel est notre but ici? Notre objectif est de vous dire exactement ce que veulent nos ennemis, ce que veut le CSP et ce à quoi les gens ont droit. Les gens aiment la liberté et ils aiment la démocratie. Par conséquent, le peuple affrontera tous les ennemis de la liberté et de la démocratie.

Mais qui sont les ennemis du peuple?

Les ennemis du peuple sont à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du pays. En ce moment, ils tremblent, mais vous devez les exposer. Vous devez les combattre même enfouis dans leurs terriers. Les ennemis du peuple à l'intérieur du pays sont tous ceux qui ont profité de leur position sociale, de leur position bureaucratique, pour s'enrichir illicitement. De cette manière, par des manœuvres, par greffe, et par faux documents, ils se retrouvent sociétaires, ils se retrouvent à financer une entreprise, ils se retrouvent à demander l'approbation de telle ou telle entreprise. Ils affirment qu'ils desservent la Haute-Volta. Ce sont des ennemis du peuple. Ils doivent être exposés. Ils doivent être combattus. Nous combattons le m avec vous.

Qui sont les ennemis du peuple? Les ennemis du peuple sont aussi cette partie de la bourgeoisie qui s'enrichit malhonnêtement par la fraude et la corruption, par la corruption des agents de l'Etat, afin qu'ils puissent apporter en Haute-Volta toutes sortes de produits, dont les prix ont été décuplés. Ce sont les ennemis du peuple. Cette partie de la bourgeoisie doit être combattue et nous la combattons.

Qui sont les ennemis du peuple? Les ennemis du peuple sont aussi les politiciens qui ne parcourent les campagnes qu'en période électorale. Les politiciens qui sont convaincus qu'eux seuls peuvent faire fonctionner la Haute-Volta. Cependant, nous, le CSP, sommes convaincus que les sept millions d'habitants de la Haute-Volta représentent sept millions de politiciens capables de diriger ce pays. Ce sont les ennemis du peuple, que nous devons dénoncer et combattre. Et nous les combattons avec vous.

Les ennemis du peuple sont aussi les forces de l'obscurantisme qui, sous couvert spirituel, sous couvert de tradition, exploitent le peuple au lieu de servir véritablement ses intérêts moraux, au lieu de servir véritablement ses intérêts sociaux. Ils doivent être combattus et nous les combattons.

Permettez-moi de vous poser une question: aimez-vous ces ennemis du peuple, oui ou non?

[*Cris de "Non!"*]

Vous les

aimez? [*Cris de "Non!"*]

Nous devons donc les combattre.

Allez-vous les combattre à l'intérieur du pays?

Continuons le combat!

Les ennemis du peuple sont également hors de nos frontières. Ils se basent sur des personnes non patriotiques ici , parmi nous, à tous les niveaux de la société - civils comme dans l'armée; les hommes aussi bien que les femmes; jeunes comme vieux; en ville comme à la campagne. Les ennemis du peuple sont là. Les ennemis à l'extérieur du pays sont là: ces ennemis sont le néocolonialisme; ce sont l'impérialisme.

Ainsi, en se basant sur ces peuples antipatriotiques, sur ceux qui ont rejeté leur patrie, sur ceux qui ont rejeté la Haute-Volta - qui ont en fait rejeté le peuple de la Haute-Volta - l'ennemi à l'extérieur du pays organise une série d'attaques. Attaques en deux phases: la phase non violente et la phase violente.

Actuellement, nous sommes dans la phase non violente. L'ennemi à l'extérieur du pays - c'est-à-dire l'impérialisme; c'est-à-dire que le néocolonialisme tente de semer la confusion parmi le peuple voltaïque. Ainsi, à travers leurs journaux, leurs radios et leur télévision, ils nous feraient croire que la Haute-Volta est dévastée par les conflits armés.

Mais vous êtes ici, peuple de Haute-Volta, et votre présence prouve que l'impérialisme a tort et que ses mensonges ne resteront pas. Vous êtes présent, vous vous tenez debout, et c'est l'impérialisme qui tremble aujourd'hui.

Un journaliste étranger d'un pays lointain, assis dans son fauteuil pivotant, dans son bureau climatisé, a osé signaler que les tournées d'information du CSP sont un échec. Sont-ils des échecs? Vous êtes ici, répondez-moi. [*Cris de "Non!"*] Sont-ils des échecs?

[*Criez "Non!"*]

J'aimerais que l'impérialisme soit ici pour qu'il puisse vous entendre dire non. Répétez: sont-ils des échecs?

[*Cris de "Non!"*]

Vous voyez, l'impérialisme a tort. Mais l'impérialisme est un mauvais élève. Quand il a été vaincu, quand il a été renvoyé de la salle de classe, il y retourne. C'est un mauvais élève. Il ne tire jamais les leçons de ses échecs, il ne tire jamais les leçons de ses échecs. C'est là-bas en Afrique du Sud qui coupe la gorge des Africains, simplement parce que ces Africains pensent à la liberté, comme vous le faites aujourd'hui. L'impérialisme est là-bas au Moyen-Orient écrasant les peuples arabes. C'est du sionisme.

L'impérialisme est partout. Par la culture qu'elle répand, par sa désinformation, elle nous fait penser comme elle le fait, elle nous amène à nous y soumettre, et à aller de pair avec toutes ses manœuvres. Pour l'amour de Dieu, nous devons nous mettre en travers de la voie de l'impérialisme.

Comme je vous l'ai déjà dit, il passera à une phase violente. C'est l'impérialisme qui a organisé des débarquements de troupes dans certains pays que nous connaissons. C'est l'impérialisme qui a armé ceux qui tuent nos frères en Afrique du Sud. C'est l'impérialisme qui a assassiné les Lumumbas, les Cabrals et les Kwame Nkrumahs. Mais je te le dis et je te promets - parce que j'ai confiance en vous et vous avez confiance dans le CSP, parce que nous faisons partie du peuple - quand l'impérialisme viendra ici, nous l'enterrerons. Nous enterrerons l'impérialisme ici. Ouagadougou sera le *bolibana* de l'impérialisme, c'est-à-dire la fin de sa route. Par des méthodes très sophistiquées, l'impérialisme a tenté de semer la division au sein même du CSP. Cela a créé de l'anxiété et de l'hystérie parmi les peuples voltaïques eux-mêmes. Mais nous n'avons pas peur.

Pour la première fois, quelque chose de fondamental se passe en Haute-Volta, quelque chose de complètement nouveau. Le peuple n'a jamais eu le pouvoir d'établir une démocratie politique ici. L'armée a toujours eu la possibilité de prendre le pouvoir, mais elle n'a jamais voulu la démocratie. Pour la première fois, nous voyons une armée qui veut du pouvoir, qui veut la démocratie et qui veut vraiment se lier avec le peuple. Pour la première fois aussi, nous voyons les gens s'avancer massivement pour tendre la main à l'armée. C'est pourquoi nous pensons que cette armée, qui prend le contrôle du destin de la Haute-Volta, est l'armée du peuple. C'est pourquoi je salue aussi ces pancartes qui parlent de l'armée populaire.

Pour nous faire du mal, nos ennemis à l'intérieur comme à l'extérieur dépendent d'un certain nombre de facteurs. J'en mentionnerai quelques-uns et je vous laisserai compléter la liste. Ils essaient de nous faire croire que le CSP va mettre un terme au fonctionnement normal de l'appareil d'État en raison de la prise de décisions contre des fonctionnaires de haut niveau. ⁵ Nous avons pris ces décisions simplement parce que nous pensons qu'il y a ceux qui, à ce stade de notre Struggle, ne peut pas suivre le rythme. Il y a des fonctionnaires qui ne viennent au bureau qu'à 9h00 du matin et qui repartent à 10h30 pour se rendre dans leurs vergers et veiller sur leurs maisons. Est-ce normal? Lorsque nous voulons nous débarrasser de ce type de fonctionnaire, nos ennemis disent que le CSP veut mettre l'appareil d'État au point mort. Mais qui a peur de qui?

Nous sommes avec les gens. Ils sont contre le peuple. Nous prendrons donc des décisions qui seront contre les ennemis du peuple, parce que ces décisions seront en faveur du

peuple - le peuple militant de la Haute-Volta. Êtes-vous favorable à ce que nous gardions des fonctionnaires corrompus dans notre administration?

[*Cris de "Non!"*]

Nous devons donc nous en débarrasser. Nous allons nous en débarrasser.

Êtes-vous favorable à ce que nous gardions des soldats corrompus dans notre armée?

[*Cris de "Non!"*]

Nous devons donc nous en débarrasser. Nous allons nous en débarrasser.

Cela nous coûtera peut-être la vie, mais nous sommes ici pour prendre des risques. Nous sommes ici pour oser. Et vous êtes ici pour continuer la lutte à tout prix.

Nos ennemis disent que le CSP se prépare à nationaliser, que le CSP s'apprête à confisquer leurs biens. Qui a peur de qui?

Quand vous faites le tour de Ouagadougou et que vous faites une liste de toutes les maisons qu'il y a, vous verrez que ces maisons n'appartiennent qu'à une minorité. Combien d'entre vous, renvoyés à Ouagadougou depuis les coins les plus reculés du pays, ont dû déménager chaque nuit parce qu'ils ont été expulsés de la maison que vous aviez louée? Chaque jour, le propriétaire augmentait un peu plus le prix. Pour ceux qui ont acquis leur maison normalement, il n'y a pas de problème, il n'y a pas lieu de s'inquiéter. Cependant, pour ceux qui ont acquis leurs terres et leurs maisons par la corruption, nous leur disons: commencez à trembler. Si vous avez volé, tremblez! Parce que nous allons venir après vous. Non seulement le CSP viendra après vous, mais les gens prendront soin de vous. Oui ou non?

[*Cris de "Oui!"*]

Citoyens honnêtes, même si vous possédez 1000 maisons, n'ayez crainte! Citoyens malhonnêtes cependant, même si vous ne possédez qu'un demi-carré, une *entrée-coucher*⁶ sans assainissement, commencez à trembler, le CSP arrive! Nous ne sommes pas arrivés aussi loin que pour nous arrêter après un début aussi prometteur. Nous ne sommes pas ici pour vendre, nous ne sommes pas ici pour trahir le peuple.

Ils disent que nous voulons nationaliser. Le CSP ne comprend pas et ne comprendra jamais - comme vous aussi vous ne le comprendrez jamais - comment quelqu'un peut venir s'installer en Haute-Volta, créer une entreprise en Haute-Volta, réussir à obtenir des faveurs - toutes sortes d'exonérations fiscales - sur le prétexte de vouloir créer des emplois, de vouloir contribuer au développement économique, puis, après un certain nombre d'années d'exploitation effrontée, d'annoncer des réductions de personnel.

À quelle condition avez-vous obtenu ces faveurs? A condition de créer des emplois pour Voltaïcs. Aujourd'hui, lorsque vous avez pressé le citron, vous voulez le jeter. Non! C'est à cela que nous disons non!

Nos ennemis disent que le CSP a proclamé la liberté d'expression et de la presse, mais que le CSP commence à restreindre cette liberté. Camarade Jean-Baptiste Lingan, je l'ai dit plus tôt, et plus tard le camarade Jean-Baptiste Ouédraogo le dira mieux que moi: nous ne voulons pas mettre fin à la liberté. Nous disons seulement que la liberté de critiquer entraîne également la liberté de protester. Et la

liberté des hommes sincères ne doit pas être synonyme de liberté des hommes malhonnêtes.

Nous retirerons la liberté de ceux qui utilisent la liberté créée par le CSP pour attaquer le CSP, en fait, pour attaquer le peuple voltaïque. Nous leur enlevons la liberté de faire du mal et nous leur donnons la liberté de servir le peuple. Nous ne pouvons pas accorder la liberté de mentir, de laver le cerveau de la conscience voltaïque collective. Ce serait travailler contre les masses populaires de la Haute-Volta.

On dit aussi que certains membres du CSP, comme le capitaine Thomas Sankara, se sont rendus en Libye et en Corée du Nord, et que cela est dangereux pour la Haute-Volta. Peuple de la Haute-Volta, une question: la Libye ne nous a jamais rien fait. La Corée n'a jamais exploité la Haute-Volta. La Libye n'a jamais attaqué la Haute-Volta. Pourtant, nous connaissons des pays qui *ont* attaqué la Haute-Volta et qui ont mis nos parents en prison. Nos grands-parents sont morts sur le champ de bataille de ces pays. Lorsque nous coopérons avec eux, personne ne se plaint.

Sangoulé [Lamizana] s'est rendu en Libye. Saye Zerbo s'est rendu en Libye et en Corée. Pourquoi personne ne s'est plaint ? Il y a quelque chose de tordu ici. Hier, des préparatifs ont été faits pour une visite officielle de Saye Zerbo au [chef de l'Etat libyen Mouammar al-] Kadhafi dans l'avion de Kadhafi, et cela a été rendu public. Aujourd'hui, quand nous allons en Libye, il y a des plaintes.

Mais nous ne sommes pas allés en Libye de manière responsable et intelligente! Nous sommes allés en Libye après que le colonel Kadhafi nous ait envoyé trois fois des émissaires. Nous avons dit aux dirigeants libyens que nous n'avions rien contre la Libye, mais que nous avons nos

propres positions. En matière d'idéologie , nous ne sommes pas vierges. Nous sommes prêts à collaborer avec la Libye, mais nous sommes également prêts à leur dire, de manière responsable, tout ce que nous pourrions critiquer. C'est après avoir été approchés trois fois que nous avons décidé de partir, et nous avons posé des conditions concrètes, conformément aux intérêts du peuple voltaïque.

Quand le ciment commencera à arriver de Tripoli et que nous le vendrons à bas prix, les gens seront-ils satisfaits, oui ou non?

[*Cris de "Oui!"*]

Pourquoi le ciment de Kadhafi est-il souhaitable alors que négocier avec Kadhafi n'est pas souhaitable? Lorsque nous négocions des accords avec certains pays de 2 millions, 3 millions de francs CFA, ⁷ il a parlé à la radio. Avec Kadhafi, nous avons négocié un accord d'une valeur de 3,5 milliards. Et donc, les gens sont-ils satisfaits, oui ou non?

[*Cris de "Oui!"*]

Les peuples aiment la coopération entre États qui respectent leurs peuples. Les habitants de la Haute-Volta ne veulent pas qu'on leur dise quelle route prendre. Nous disons non à la diplomatie voltaïque effrénée! Nous disons non à la diplomatie voltaïque dirigée! Nous sommes libres d'aller où bon nous semble . Et je vais vous dire quelque chose, un secret. Ne dites pas cela aux impérialistes. Ceux qui nous reprochent d'être allés en Libye ont pris les dollars de Kadhafi pour développer leur pays. Pensent-ils qu'ils sont plus intelligents que nous? Ils vont s'occuper de Kadhafi. Pourquoi? Qui est plus intelligent que qui?

Nous irons là où se trouvent les intérêts des masses voltaïques. Nous avons vu des réalisations sociales en Libye -

des hôpitaux, des écoles, des maisons et tout cela est disponible gratuitement. Comment la Libye a-t-elle réussi à réaliser ces investissements sociaux? Merci à l'huile. Cette huile existait sous l'ancien régime du roi Idriss. Mais ce pétrole était exploité par les impérialistes et au profit du roi. Les gens n'en tiraient absolument aucun avantage. Aujourd'hui, les Libyens ont des maisons libres et des routes pavées. Si nous pouvions transformer demain la Haute-Volta comme Kadhafi a transformé la Libye, seriez-vous heureux, oui ou non?

[*Cris de "Oui!"*]

Donc dans nos relations avec les autres Etats, quand on prend leurs bons côtés, on mène simplement une politique d'indépendance diplomatique et on applique une des règles du CSP: travailler pour le peuple. Il n'y a pas de honte à se mettre à genoux quand c'est dans l'intérêt du peuple.

Alors que nous vous parlons, nous savons que dans cette foule il y a des gens qui aimeraient beaucoup nous tirer dessus, non . Ce sont les risques que nous prenons, convaincus que c'est dans l'intérêt du peuple. Nous leur disons: "Tirez!" Lorsque vous tirez, vos balles se retournent et vous frappent. C'est ce qu'on appelle la victoire du peuple sur les ennemis du peuple. Aujourd'hui, nous parlons avec la force du peuple et non avec la nôtre.

Les ennemis du CSP disent que certaines factions du CSP regardent favorablement tel ou tel pays, tel ou tel camp, ou le camp pro-occidental, etc. Nous disons que nous ne sommes contre aucun camp. Nous sommes pour tous les camps. Nous avons répété à New Delhi au sommet du Mouvement des non - alignés pays: ⁸ nous sommes pour tous les camps. Nous disons aussi que celui qui aime son propre

peuple aime les autres peuples. Nous aimons le peuple voltaïque et nous aimons les peuples du Nicaragua, de l'Algérie, de la Libye, du Ghana, du Mali et de tous les autres peuples.

Ceux qui n'aiment pas leur propre peuple n'aiment pas le peuple voltaïque.

Ceux qui s'inquiètent aujourd'hui des transformations qui se produisent en Haute-Volta n'aiment pas leurs propres peuples. Ils imposent leur volonté par la dictature et par des opérations de police contre leurs peuples. Nous ne sommes pas de ce type.

On nous dit que le CSP a une certaine admiration pour le capitaine d'aviation Jerry Rawlings. Rawlings est un homme. Chaque homme doit avoir des amis et des ennemis. Si Rawlings a des admirateurs en Haute-Volta, à qui la faute? C'est la faute de l'impérialisme. C'est parce qu'une situation s'est créée au Ghana dans laquelle les nouvelles autorités ont été contraintes de se battre pour les intérêts du peuple ghanéen. Lorsque le Ghana était prospère, nous les Voltaïques en avons pleinement profité! Aujourd'hui, alors que le Ghana connaît des difficultés, pourquoi devrions-nous oublier le Ghana?

Non, nous sommes sincères. Les gens gardent leurs attachements. Les hommes peuvent peut-être trahir, mais les peuples ne se trahissent pas. Le peuple ghanéen a besoin du peuple voltaïque, tout comme le peuple voltaïque a besoin du peuple ghanéen.

Lorsque le lieutenant d'aviation Rawlings a fermé ses frontières, il y a eu des protestations. ⁹ Vous n'aimez pas Rawlings. Pourtant, quand il ferme ses frontières pour rester chez lui, vous protestez!

Le Ghana ne peut rien nous imposer. Nous ne pouvons pas non plus imposer quoi que ce soit à Ghana. Rawlings ne peut pas nous donner de leçons. Mais nous ne pouvons pas non plus donner de leçons à Rawlings . Cependant, quand Rawlings dit: "Pas question de *kalabule* !" - c'est-à-dire, arrêtez la corruption - il dit cela dans l'intérêt du peuple ghanéen. Mais en fait, c'est dans l'intérêt de tous les peuples, car le peuple voltaïque est lui aussi contre la corruption.

Les ennemis du CSP disent aussi que nous sommes des «rouges», des communistes. Cela nous fait plaisir! Parce que cela prouve que nos ennemis sont en plein désarroi. Ils sont perdus. Ils ne savent plus ce qu'il faut faire, ce qu'il faut dire. Nous n'avons rien fait de communiste ici, nous avons simplement parlé de l'amélioration des conditions de vie, de la justice sociale, de la liberté et de la démocratie.

Lorsque nous avons pris la décision de révoquer le décret du Comité militaire pour la réparation et le progrès national interdisant l'ouverture des bars à certaines heures, nous avons entendu des gens dire: ces gens du CSP, qu'ils soient rouges ou verts, communistes ou non - nous avons nos intérêts et nous les préférons. C'est ce qu'on appelle être proche des masses populaires. Ce ne sont pas les étiquettes qui comptent.

Ils nous appellent communistes pour effrayer le peuple. Ils nous accusent d'être communistes et ils disent aux gens que le communisme est mauvais. Nous n'avons pas l'intention de vous dire que le communisme est bon, ni de vous dire le contraire. Nous avons seulement l'intention de vous dire que nous prendrons des mesures avec vous et pour

vous. L'étiquette qui sera épinglée sur ces actions importe peu.

Les ennemis du peuple disent aussi que nous nous attaquons aux étrangers. Non. Nous aimons tous les étrangers - ceux qui sont ici aujourd'hui et ceux qui viendront. Nous les aimons parce que nous supposons qu'ils aiment le peuple voltaïque. Nous ne pensons pas que ce sont des étrangers qui veulent nous exploiter.

Le CSP entend créer, avec vous, les conditions de mobilisation et de travail. Nous voulons que les gens s'organisent pour le travail, pour la bataille que nous allons mener. Par exemple, nous savons que certaines régions de la Haute-Volta, comme Orodara, ont très bien réussi à cultiver des fruits et légumes. Mais nous savons aussi que dans ces régions, les fruits et légumes pourrissent faute de moyens pour les faire sortir de la zone. Nous disons que les gens devraient être mobilisés à Orodara pour construire des pistes d'atterrissage afin que les avions y atterrissent. Les mangues viendront à Ouagadougou, iront à Dori, et ce sera bon pour les habitants de la Haute-Volta.

C'est le genre de travail dont nous parlons . Chaque jour maintenant - parce que nous allons commencer de grands projets de construction - nous voulons que vous sortiez en grand nombre pour construire. Nous allons construire un monument et un théâtre populaire à Ouagadougou. Nous construirons les mêmes choses dans toutes les régions administratives , et ce sera fait avec les jeunes. Vous allez construire pour prouver que vous êtes capable de transformer votre existence et de transformer les conditions concrètes dans lesquelles vous vivez. Vous n'avez pas besoin de nous pour chercher des bailleurs de

fonds étrangers , vous n'avez besoin que de nous pour donner aux gens leur liberté et leurs droits. Cela sera fait.

Le CSP entend également mettre un terme à certaines pratiques. Lorsque vous allez à l'hôpital avec une hémorragie ou une fracture, même si vous êtes sur le point de vous évanouir , ils vous ignorent et s'occupent du rhume d'un président, d'un premier ministre ou d'un ministre, simplement parce que vous 're un homme ordinaire, un ouvrier. Nous devons dénoncer cela chaque jour. Nous allons y mettre un terme. Avoir confiance. Nous allons mettre un terme à la spéculation , au détournement de fonds et à l'enrichissement illicite. C'est pourquoi nous enfermons - et nous continuerons à enfermer - tous ceux qui volent l'argent du peuple.

Nous disons au peuple d'être prêt à se battre, d'être prêt à prendre les armes, à résister quand c'est nécessaire. N'ayez pas peur, rien ne se passera. L'ennemi sait que le peuple voltaïque est désormais mature.

C'est pourquoi, lorsqu'on nous dit que deux ans, c'est trop court pour revenir à une vie constitutionnelle normale, nous disons que c'est tout à fait suffisant. Parce que lorsque vous laissez le peuple parler en toute liberté et en démocratie totale, le peuple vous dira en trente minutes ce qu'il veut. Nous n'avons pas besoin de deux ans.

Le CSP vous remercie car vous êtes mobilisé. Nous avons eu raison d'avoir confiance en vous, et nous avons eu raison de vous soutenir dans la lutte contre les ennemis du peuple - l'impérialisme. C'est pourquoi nous devrions crier ensemble: A bas l'impérialisme, à bas l'impérialisme, à bas l'impérialisme!

A bas les ennemis du peuple!

A bas les détourneurs de fonds publics!

A bas les faussaires de la Haute-Volta!

La falsification est terminée!

A bas ceux qui se cachent derrière les diplômes payés par la sueur du peuple, et qui, à cause de leurs diplômes, pensent avoir le droit de parler au nom du peuple, mais sont incapables de servir au nom du peuple!

A bas ceux qui gagnent les liens entre l'armée et le peuple!

A bas ceux qui se cachent dans divers vêtements - blancs ou noirs - contre le peuple!

L'impérialisme sera enterré en Haute-Volta! Ses laquais seront enterrés en Haute-Volta!

Vive la Haute-Volta!

Vive la démo cracy!

Vive la liberté!

Merci et à très bientôt!

Un avenir radieux pour notre pays

(Proclamation du 4 août 1983)

Le 17 mai 1983, Thomas Sankara, Jean-Baptiste Lingani et d'autres partisans du cours politique défendu par Sankara au sein du Conseil du salut populaire (CSP) ont été arrêtés lors d'un coup d'État organisé par le président Jean-Baptiste Ouédraogo et des officiers supérieurs appartenant au CSP. Le coup d'État a eu lieu le lendemain de l'arrivée à Ouagadougou de Guy Penne, conseiller spécial pour l'Afrique du président français François Mitterrand.

Des milliers de personnes sont descendues dans les rues de Ouagadougou pour demander la libération de Sankara. Le 30

mai, Sankara et Lingani ont été assignés à résidence. Les officiers et le personnel des forces armées et des partis politiques qui soutiennent l'orientation politique de Sankara ont lancé un effort soutenu pour se préparer à une confrontation inévitable avec les forces pro-impérialistes qui avaient mené le coup d'État du 17 mai.

Le 4 août 1983, le capitaine Blaise Compaoré et 250 hommes ont marché sur Ouagadougou et renversé le régime de Ouédraogo. A 22h00 ce soir-là, Sankara, aujourd'hui président du Conseil national de la révolution (CNR) et chef de l'Etat, s'est adressé au pays dans cette émission de radio.

Les habitants de la Haute-Volta:

Aujourd'hui, une fois de plus, soldats, sous-officiers et officiers de l'armée nationale et des forces paramilitaires se sont trouvés contraints d'intervenir dans la gestion des affaires de l'État afin de restaurer l'indépendance et la liberté de notre pays et la dignité de notre peuple.

Les objectifs patriotiques et progressistes qui ont justifié la formation du Conseil du salut populaire le 7 novembre 1982 ont été trahis le 17 mai 1983 - c'est-à-dire six mois plus tard seulement - par des individus farouchement opposés aux intérêts du peuple voltaïque et à ses aspirations à la démocratie. et la liberté.

Vous connaissez ces personnes, car elles se sont frauduleusement introduites dans l'histoire de notre peuple. Ils sont devenus notoires, d'abord par leurs politiques à deux visages, puis par leur alliance ouverte avec toutes les forces conservatrices et réactionnaires qui ne sont capables que de servir les intérêts des ennemis du peuple, les intérêts de la domination étrangère et du néocolonialisme. .

Aujourd'hui, 4 août 1983, soldats, sous-officiers et officiers de tous les services militaires et de toutes les unités, dans un élan de patriotisme, ont décidé de balayer ce régime impopulaire - le régime soumis et rampant établi le 17 mai 1983, par le médecin et commandant Jean-Baptiste Ouédraogo, sous la tutelle du colonel Gabriel Somé Yoryan et de ses acolytes.

Aujourd'hui, 4 août 1983, les soldats, sous-officiers et officiers patriotiques et progressistes ont ainsi restauré l'honneur de notre peuple et de son armée et leur ont rendu leur dignité, leur permettant de jouir à nouveau de l'estime et du respect que chacun, tant en Haute-Volta et à l'étranger, les a accordées du 7 novembre 1982 au 17 mai 1983.

Afin d'atteindre ces objectifs d'honneur, de dignité, d'indépendance authentique et de progrès pour la Haute-Volta et son peuple, le mouvement actuel des forces armées voltaïques, ayant tiré les leçons des expériences amères du CSP, a ce jour-là, Le 4 août 1983, forme le Conseil national de la Révolution. Cet organe assume désormais le pouvoir de l'Etat, mettant fin au régime américain du CSP du commandant Jean-Baptiste Ouédraogo, qui l'avait d'ailleurs arbitrairement dissous.

Peuple de Haute-Volta, le Conseil national de la Révolution appelle tous les voltaïques - hommes et femmes, jeunes et vieux - à se mobiliser et à rester vigilants, afin de donner au CNR leur soutien actif. Le Conseil National de la Révolution invite le peuple voltaïque à former partout des Comités de Défense de la Révolution, afin de participer à la grande lutte patriotique du CNR et d'empêcher nos ennemis d'ici et d'ailleurs de faire du mal à notre peuple. Il va sans dire que les partis politiques sont dissous. ^{dix}

Sur le plan international, le Conseil national de la Révolution s'engage à respecter les accords entre notre pays et les autres Etats. De même, il maintient l'adhésion de notre pays aux organisations régionales, continentales et internationales.

Le Conseil national de la révolution n'est dirigé contre aucun pays, État ou peuple. Il proclame sa solidarité avec tous les peuples et son intention de vivre en paix et en amitié avec tous les pays, en particulier avec tous les pays voisins de la Haute-Volta.

Le but et l'objectif fondamentaux du Conseil national de la Révolution est de défendre les intérêts du peuple voltaïque et de cerner ses profondes aspirations à la liberté, à une véritable indépendance et au progrès économique et social.

Les habitants de la Haute-Volta:

Avançons tous avec le Conseil National de la Révolution dans cette grande bataille patriotique pour l'avenir radieux de notre pays!

Patrie ou mort, nous gagnerons!

Vive le peuple voltaïque!

Vive le Conseil National de la Révolution!

Le pouvoir doit être l'affaire d'un peuple conscient

(Conférence de presse, 21 août 1983)

Le 21 août 1983, Sankara a donné sa première conférence de presse en tant que président de la Haute-Volta à la presse internationale. Il a été diffusé en direct sur la radio nationale. Vous trouverez ci-dessous des extraits majeurs.

Question: Monsieur le Président, le 4 août est considéré par certains comme un acte de vengeance contre ceux qui ont détenu le pouvoir après le 17 mai. Comment décririez-vous cette action?

Thomas Sankara: J'ai moi aussi entendu de telles analyses. Mais après tout, vous devez comprendre que pour certaines personnes, le problème du peuple voltaïque n'est qu'une question de cliques. Vous devez également comprendre qu'il est tout à fait normal pour certaines personnes de considérer chaque action comme un acte de vengeance, comme une reprise et un retour en arrière, etc.

Nous pensons que le 4 août était simplement l'aboutissement logique - la concrétisation - de la volonté populaire dont vous avez pu témoigner ici en Haute-Volta. De plus, nous disons que tous les voltaïques qui se sont mobilisés à Ouagadougou et ailleurs, après le fameux coup d'État du 17 mai, ne se sont pas mobilisés uniquement à cause du capitaine Sankara et de ses camarades, mais à cause d'un processus dans lequel ils étaient très engagés - le processus de libérer le peuple voltaïque. Ils se sont mobilisés pour que le peuple prenne en charge son destin et son développement. Ils se sont battus parce qu'ils n'acceptaient pas comment le peuple voltaïque était bousculé. Ils se sont battus parce que les intérêts du peuple voltaïque avaient été trahis - une trahison qu'ils ne pouvaient accepter.

S'il y avait vengeance, c'était la vengeance du peuple contre les forces de réaction, qui s'étaient formées autour de quelques hommes, de quelques individus. Il n'y a pas eu de revanche d'un groupe contre un autre.

Question: Monsieur le Président, le Conseil National de la Révolution [CNR] est-il une continuation du Conseil du Salut Populaire [CSP] d'avant le 17 mai?

Sankar a: Oui. Nous affirmons que le CNR poursuit le DSP d'avant le 17 mai et va au-delà. C'est le CSP d'avant le 17 mai qui nous a permis de nouer des liens avec les peuples voltaïques, de les amener à s'exprimer et à nous dire quelles étaient leurs aspirations les plus profondes et les plus sincères, à les connaître. Cela a ensuite permis de définir une politique - celle du CSP à l'époque - qui devait amener le peuple voltaïque à prendre de plus en plus le pouvoir et à le diriger véritablement dans son propre intérêt.

Comme vous le savez, le CSP d'avant le 17 mai a pris fin le 17 mai - c'est-à-dire que quelqu'un, quelque part, a trahi le peuple. Cette trahison a eu lieu le 17 mai.

Question: Monsieur le Président, dans une interview que vous avez eue avec des journalistes du *Carrefour africain* lorsque vous étiez Premier ministre, vous avez dit que le CSP cherchait une stratégie qui mettrait fin aux coups d'État militaires en Haute-Volta. Maintenant que vous présidez aux destinées du peuple voltaïque, pensez-vous que le CNR pourrait être la dernière intervention de l'armée dans les affaires politiques de l'Etat voltaïque?

Sankara: Nous l'espérons en tout cas. Nous sommes convaincus que le meilleur moyen de limiter l'usurpation du pouvoir par un groupe d'individus, militaires ou autres, est de remettre la responsabilité entre les mains du peuple dès le départ. Des complots et des coups d'État peuvent être perpétrés entre les factions et entre les cliques. Aucun coup d'État durable ne peut être perpétré contre le peuple. Par conséquent, la meilleure façon d'éviter que l'armée usurpe le pouvoir par

elle-même est d'avoir déjà le peuple voltaïque partageant ce pouvoir. Tel est notre objectif.

Question: Monsieur le Président, de nombreux observateurs politiques ont dit que vous étiez derrière l'arrivée au pouvoir du CSP le 7 novembre 1982. Si cela était vrai, pourquoi n'avez-vous pas assumé la direction politique du CSP? Les événements du 17 mai auraient-ils pu également être évités de cette manière?

Sankara: C'est vraiment dommage qu'il y ait des observateurs qui regardent les problèmes politiques comme s'il s'agissait de bandes dessinées. Il doit y avoir un Zorro, il doit y avoir une étoile. Non, le problème en Haute-Volta est plus grave que cela. C'était une grave erreur d'avoir cherché un homme, une star, quel qu'en soit le prix, allant même jusqu'à en créer une - c'est-à-dire aller jusqu'à dire que la personne dans les coulisses était le capitaine Sankara, qui était supposé être le cerveau, et ainsi de suite.

Permettez-moi de vous dire que le 7 novembre a une histoire complexe. Il y a beaucoup d'épisodes à raconter. Le 7 novembre a donné naissance à un gouvernement assez hétérogène, avec de nombreux éléments et des contradictions inévitables. Le 7 novembre, tous les efforts de mes camarades et de moi-même visaient à empêcher le coup d'État de se poursuivre. Curieusement, nous n'étions à Ouagadougou que par hasard. Et curieusement, nous avons fait tout notre possible pour convaincre ceux qui avaient intérêt à faire du 7 novembre un abandon de leur projet. Mais vous comprenez que tout le monde n'a pas les mêmes opinions politiques. Pour certains, il suffit d'avoir des armes et d'avoir quelques unités de l'armée avec vous pour prendre le pouvoir. D'autres croient

différemment. Par-dessus tout, le pouvoir doit être l'affaire d'un peuple conscient. Les armes ne constituent donc qu'une solution limitée, ponctuelle et complémentaire.

Il faut savoir que le 7 novembre, certains joueurs bien cachés tentaient de gagner du soutien pour leur projet, ou en tout cas de réaliser leurs ambitions, en utilisant et en exploitant d'autres. C'étaient ces personnes qui voulaient nommer un homme en particulier. Je fais allusion au colonel Somé Yoryan, qu'ils cherchaient à nommer président de la République du Haut Volta. C'étaient aussi les hommes qui voulaient libérer certaines figures de la Troisième République détenue à l'époque par le Comité militaire pour Réparation et progrès national.¹¹

Pour réussir dans ce projet, pour atteindre cet objectif, ils avaient besoin d'un soutien militaire. Et le meilleur moyen pour eux d'obtenir un soutien militaire - puisqu'ils se sont retrouvés isolés au sein de l'armée - était de lancer l'idée dans certaines unités de l'armée que tous ceux-ci devraient participer, ont-ils dit, qui voulaient libérer les officiers arrêtés - le capitaine Blaise Compaoré, Le capitaine Henri Zongo, le capitaine Sankara et d'autres, comme le commandant Lingani, qui étaient en danger.

Cette approche a été couronnée de succès, car de nombreux militaires ressentaient une obligation morale de soutenir ces officiers. Ils ont accepté de se battre, ignorant que tous les officiers que j'ai nommés étaient eux-mêmes contre ce coup d'État. Ils l'avaient dit à des officiers comme le capitaine Kamboulé, comme le médecin et le commandant Jean- Baptiste Ouédraogo, pour n'en nommer

que quelques-uns. Ils leur avaient expliqué, ils leur avaient fait comprendre tous les risques et tous les dangers d'un tel coup d'État.

Mais il y avait des opinions politiques différentes. Nous avons passé des heures, des nuits entières à discuter, à essayer de convaincre ces officiers. Néanmoins, ils sont entrés en action et le 7 novembre s'est produit. Bien entendu, face aux contradictions qui surgissaient entre eux, ils n'ont pas pu placer le colonel Somé Yoryan à la tête de l'Etat. Beaucoup étaient heureux d'avoir pu libérer ainsi moi des personnages de la Troisième République, mais en même temps étaient déçus que d'autres personnages de cette même Troisième République aient également été libérés. Ce sont des contradictions qui doivent être appréciées.

Ils n'hésitaient pas à dire que le capitaine Sankara était la force et à blâmer le capitaine Sankara pour le coup d'État, se disant que de toute façon, une fois le premier pas franchi, il ne pourrait plus faire demi-tour.

Je sais que la presse a répété cette information, nous obligeant ainsi à accepter des responsabilités politiques que nous avons précédemment refusées en raison de nos convictions politiques. Là encore, nous commençons à être contraints d'assumer des responsabilités pour des raisons strictement politiques . Comme vous pouvez le comprendre, un régime né de cette manière ne pourrait pas durer très longtemps.

Vous devez également savoir que malgré toutes les contradictions, les différences et les points de vue opposés existant parmi nous, et bien que les forces militaires et politiques soient les nôtres, nous avons toujours tenté, à

travers le débat démocratique, d'argumenter contre la clique putschiste - peut-être par sentimentalité, peut-être aussi d'être naïf, ou peut-être par honnêteté - pour amener les putschistes à une meilleure compréhension des choses. Nous avons également tenté d'éviter les affrontements violents dont nous serions naturellement sortis vainqueurs.

Vous savez que le commandant Jean-Baptiste Ouédraogo était protégé et gardé par des commandos que nous avons formés. Ils nous conservent toute la loyauté et la fidélité que les troupes d'élite sont capables de forger entre les hommes et leurs chefs. Donc, à tout moment, nous aurions pu effectuer un coup d'État contre lui si nous l'avions voulu. Nous avons même pris des risques pour éviter des coups d'État contre lui.

Il faut dire que le 7 novembre a été un coup très dur pour nous - très, très dur. À un certain moment, nous avons même remis notre démission au président Jean-Baptiste Ouédraogo. Il ne l'a jamais rendu public, mais il s'en souvient. Nous lui avons donné notre démission parce que nous n'étions pas d'accord avec sa politique. Nous savions qu'il était jusqu'à recevoir des commandes de quelque part. Nous savions également que nous ne pourrions pas le gagner à nos postes. Mais nous ne voulions pas non plus faire de coup d'État. Nous avons préféré, purement et simplement, soumettre notre démission, pour être honnête. Il ne l'a jamais accepté.

Cela révèle donc le côté caché du 7 novembre. Il y a des mystères qui restent secrets. L'histoire pourra peut-être en parler plus longuement et attribuer plus clairement les responsabilités.

Question: Pour revenir à l'une de vos réponses précédentes, pouvez-vous déjà envisager une date pour le retour de l'armée à la caserne? Sur un autre point, quel genre de relations souhaitez-vous établir avec les forces politiques civiles qui existaient dans le pays et, plus généralement, comment comptez-vous préserver la liberté d'expression à laquelle, je crois, vous vous êtes beaucoup déclaré personnellement attaché dans le passé?

Sankara: Première question, l'armée de retour à la caserne. Vous aimeriez ça, c'est votre droit. Mais vous devez comprendre que pour nous, ce n'est pas qu'il y a des révolutionnaires dans la caserne et d'autres à l'extérieur de la caserne. Les révolutionnaires sont partout. L'armée est une composante du peuple voltaïque, une composante sujette aux mêmes contradictions que les autres couches du peuple voltaïque. Nous avons supprimé le pouvoir des barracks.

Vous aurez remarqué que nous sommes le premier régime militaire à ne pas avoir établi notre quartier général dans un camp militaire. C'est très significatif. Mieux encore, nous l'avons mis en place au Conseil de l'Entente.¹² Vous savez ce que cela veut dire.

Il ne s'agit pas que l'armée prenne le pouvoir un jour et y renonce le lendemain. Il s'agit des militaires vivant avec le peuple voltaïque, souffrant avec eux et combattant à leurs côtés à tout moment.

Il n'y a donc pas de date limite qui fonctionnera. Bien sûr, je suis sûr que vous faites référence à ceux qui ont déclaré que les militaires ne devraient plus être impliqués dans la politique. Ces gens avaient ravi certains milieux voltaïques, qui pensaient que certains officiers ne devaient plus être impliqués dans la politique. C'est tout ce que cela voulait

dire. La preuve est qu'il y avait des officiers au pouvoir qui ont déclaré cela afin de maintenir d'autres officiers en résidence surveillée.

Quant à nos relations avec la classe politique: quel genre de relations auriez-vous aimé que nous établissions? Nous l'avons eu directement, face à face, avec les dirigeants, les anciens dirigeants des anciens partis politiques. En ce qui nous concerne, ces partis n'existent plus, ils ont été dissous.

C'est assez clair. Les relations que nous entretenons avec eux sont simplement les mêmes relations que celles que nous entretenons avec les citoyens voltaïques ou, s'ils le souhaitent, des relations entre révolutionnaires, s'ils veulent devenir révolutionnaires. En dehors de cela, il ne reste que des relations entre révolutionnaires et contre-révolutionnaires.

Vous avez parlé de la liberté d'expression, à laquelle j'étais «très attaché». Je dirais que je suis très cohérent, même si je change parfois de chapeau. Je suis très cohérent et je suis toujours attaché à la liberté d'expression. Je dis simplement que chaque voltaïque sera toujours en mesure de défendre la liberté, de défendre la justice et de défendre la démocratie. C'est tout ce que nous allons permettre.

Tous ceux qui souhaitent s'engager dans ce combat trouveront une place dans notre presse, dans les colonnes de nos journaux, dans nos médias, et même dans la rue tant qu'ils voudront défendre la liberté d'expression, la démocratie et la justice.

En dehors de ce combat, il n'y a que le combat entre révolutionnaires et contre-révolutionnaires. Cela signifie que nous allons livrer bataille.

Construire une nouvelle société, débarrassée de l'injustice sociale et de la domination impérialiste

(Discours d'orientation politique, 2 octobre 1983)

Au nom du Conseil national de la révolution (CNR), Sankara a prononcé ce discours à la radio et à la télévision. Le discours est devenu le document programmatique fondamental de la révolution burkinabè, connu sous le nom de Discours d'orientation politique. Il a été publié sous forme de brochure en octobre 1983 par le ministère de l'Information de la Haute-Volta. Les sous-titres proviennent de cette brochure.

Les gens de la Haute-Volta;

Camarades militants de la révolution:

Au cours de cette année 1983, notre pays a traversé des moments particulièrement intenses, dont l'impact reste encore indélébile dans l'esprit de nombre de nos concitoyens. Pendant cette période, la lutte du peuple voltaïque a connu des hauts et des bas.

Notre peuple a traversé l'épreuve de luttes héroïques et a finalement triomphé lors de la nuit désormais historique du 4 août 1983. La révolution progresse de manière irréversible dans notre pays depuis maintenant près de deux mois. Deux mois au cours desquels les combattants de la Haute-Volta se sont mobilisés comme un derrière le Conseil national de la Révolution pour construire une nouvelle société voltaïque libre, indépendante et prospère; une nouvelle société débarrassée de l'injustice sociale et de la domination et de l'exploitation séculaires de l'impérialisme international .

Au bout du court chemin parcouru jusqu'ici, je vous invite à faire un retour en arrière avec moi, à tirer les leçons nécessaires pour évaluer avec précision les tâches révolutionnaires qui se posent actuellement et dans un futur proche. En nous dotant d'une vision claire des événements qui se déroulent, nous nous renforçons d'autant plus dans notre lutte contre l'impérialisme et les forces sociales réactionnaires.

Pour résumer: d'où venons-nous? Et où allons-nous? Telles sont les questions du moment qui exigent de notre part une réponse claire, résolue et sans équivoque, si nous voulons marcher hardiment vers des victoires plus grandes et plus retentissantes.

LA RÉVOLUTION D'AOÛT EST LE RÉSULTAT RÉUSSI DE LA LUTTE DU PEUPLE VOLTAÏQUE

Le triomphe de la révolution d'août n'est pas seulement dû à la prise de contrôle révolutionnaire contre la sacro-sainte alliance réactionnaire du 17 mai 1983. C'est le résultat de la lutte du peuple voltaïque contre ses ennemis de longue date. C'est une victoire sur l'impérialisme international et ses alliés nationaux. Une victoire sur des forces arriérées, obscurantistes et sinistres. Une victoire sur tous les ennemis du peuple qui ont comploté et comploté derrière leur dos.

La révolution d'août est le point culminant de l'insurrection populaire lancée à la suite du complot impérialiste du 17 mai 1983, qui visait à endiguer la marée montante des forces démocratiques et révolutionnaires de ce pays.

Cette insurrection a été symbolisée non seulement par la position courageuse et héroïque des commandos de la ville de Pô, qui ont su résister farouchement au régime pro-

impérialiste et anti-populaire du commandant Jean-Baptiste Ouédraogo et du colonel Somé Yoryan. , mais aussi par le courage des forces populaires, démocratiques et révolutionnaires, qui ont su opposer une résistance exemplaire en alliance avec les soldats et officiers patriotes.

L'insurrection du 4 août 1983, la victoire de la révolution et la montée en puissance du Conseil national de la révolution représentent donc incontestablement l'aboutissement et l'aboutissement logique des luttes populaires voltaïques contre la domination et l'exploitation néocoloniales, contre l'assujettissement de notre pays, et pour l'indépendance, la liberté, la dignité et le progrès de notre peuple. Sur ce point, les analyses simplistes et superficielles, limitées à reproduire des schémas prédéterminés , ne peuvent en rien changer les faits de la réalité.

La révolution d'août triomphe ainsi en se présentant à la fois comme héritière et comme un approfondissement du soulèvement populaire du 3 janvier 1966. Elle est à la fois la continuation et le développement à un niveau qualitativement élevé de toutes les grandes luttes populaires, dont le nombre a augmenté ces dernières années. Ils ont tous montré le refus systématique du peuple voltaïque - en particulier de la classe ouvrière et des travailleurs - de se laisser gouverner comme avant. Les événements les plus inexistants et les jalons significatifs de ces grandes luttes populaires sont décembre 1975, mai 1979, octobre et novembre 1980, avril 1982 et mai 1983.

C'est un fait bien établi que le grand mouvement de résistance populaire qui a suivi immédiatement la

provocation réactionnaire et pro-impérialiste du 17 mai 1983, a créé des conditions favorables aux événements du 4 août 1983. En effet, le complot impérialiste du 17 mai a précipité un regroupement à grande échelle des forces et organisations démocratiques et révolutionnaires, qui se sont mobilisées pendant cette période, prenant des initiatives et menant des actions sans précédent et audacieuses. Pendant ce temps, la sacro-sainte alliance des forces réactionnaires autour du régime moribond a travaillé sous son incapacité à bloquer la percée des forces révolutionnaires, qui montaient une attaque de plus en plus ouverte contre les forces anti-populaires et antidémocratiques au pouvoir.

Les manifestations populaires des 20, 21 et 22 mai ont rencontré une large réponse nationale essentiellement en raison de leur grande importance politique. Ils ont fourni la preuve concrète que tout un peuple, en particulier la jeunesse, souscrivait ouvertement aux idéaux révolutionnaires défendus par les hommes contre lesquels les forces de la réaction s'étaient traîtreusement déplacées. Ces manifestations étaient d'une grande importance pratique, car elles exprimaient la détermination de tout un peuple et de toute sa jeunesse, qui s'est levé pour affronter concrètement les forces de domination et d'exploitation impérialistes. C'était l'illustration la plus évidente de la vérité que lorsque le peuple se lève, l'impérialisme et les forces sociales qui lui sont alliées tremblent.

L'histoire et le processus par lequel les masses populaires développent la conscience politique suivent une progression dialectique qui défie la logique réactionnaire. C'est pourquoi les événements de mai 1983 ont grandement contribué à accélérer le processus de clarification politique dans notre

pays, atteignant un niveau où les masses populaires dans leur ensemble ont fait un saut qualitatif important dans leur compréhension de la situation. Les événements du 17 mai ont grandement contribué à ouvrir les yeux du peuple voltaïque. Dans un éclair cruel et brutal, l'impérialisme leur a été révélé comme un système d'oppression et d'exploitation.

Il y a des jours où les leçons sont incomparablement plus riches que celles d'une décennie entière. Pendant ces jours, les gens apprennent avec une vitesse incroyable et si profondément que mille jours d'étude ne sont rien en comparaison.

Les événements de mai 1983 ont permis au peuple voltaïque de mieux connaître ses ennemis. Désormais en Haute-Volta, tout le monde sait qui est qui; qui est avec qui et contre qui; qui fait quoi et pourquoi.

Ce genre de situation, qui a constitué un prélude à de grands bouleversements, a contribué à mettre à nu les contradictions de classe croissantes de la société voltaïque. La révolution d'août est donc venue comme la solution aux contradictions sociales qui ne pouvaient plus être supprimées par des solutions de compromis .

L'adhésion enthousiaste des larges masses populaires à la révolution d'août est l'expression concrète des immenses espoirs que le peuple voltaïque place dans la montée du CNR. Ils espèrent que leurs aspirations profondes pourront enfin être réalisées - aspirations à la démocratie, à la liberté, à l'indépendance, à un véritable progrès et à la restauration de la dignité et de la grandeur de notre patrie, que vingt-trois ans de régime néocolonial ont traité avec une singulière mépris.

L'HÉRITAGE DE VINGT-TROIS ANS DE N ÉOCOLONIALISME

La formation du CNR le 4 août 1983 et la mise en place ultérieure d'un gouvernement révolutionnaire en Haute-Volta ont ouvert une page glorieuse dans les annales de l'histoire de notre peuple et de notre pays. Cependant, l'héritage que nous a légué vingt-trois ans d'exploitation et de domination impérialistes est lourd et pesant. Notre tâche de construire une société nouvelle débarrassée de tous les maux qui maintiennent notre pays dans un état de pauvreté et de retard économique et culturel sera difficile et ardue.

En 1960, le colonialisme français - traqué de toutes parts, défié à Dien Bien Phu et aux prises avec d'énormes difficultés en Algérie ¹³ - a tiré les leçons de ces défaites et a été contraint d'accorder à notre pays sa souveraineté nationale et son intégrité territoriale. Cela a été accueilli positivement par notre peuple, qui n'était pas resté impassible, mais avait plutôt développé des luttes de résistance appropriées. Ce mouvement de l'impérialisme colonial français a constitué une victoire pour le peuple sur les forces d'oppression et d'exploitation étrangères. Du point de vue des masses populaires, il s'agissait d'une réforme démocratique, alors que du point de vue de l'impérialisme, ce n'était qu'une transformation des formes de sa domination et de son exploitation de notre peuple.

Cette transformation a néanmoins abouti à un réaligement des classes et des couches sociales et à la formation de nouvelles classes. En alliance avec les forces arriérées de la société traditionnelle, l'intelligentsia petite-bourgeoise de l'époque - avec un mépris total pour les grandes masses, qu'elles avaient utilisées comme tremplin vers le pouvoir - entreprit de jeter les bases politiques et

économiques des nouvelles formes de domination et exploitation impérialistes. La crainte que la lutte des masses populaires puisse se radicaliser et conduire à une solution véritablement révolutionnaire avait été à la base du choix fait par l'impérialisme: à partir de là, elle maintiendrait sa mainmise sur notre pays et perpétuerait l'exploitation de notre peuple à travers l'utilisation d'intermédiaires voltaïques. Les ressortissants voltaïques devaient prendre le relais en tant qu'agents de la domination et de l'exploitation étrangères. Toute l'organisation de la société néocoloniale ne serait rien de plus qu'une simple opération de substitution d'une forme à une autre.

En substance, la société néocoloniale et la société coloniale ne diffèrent pas du tout. Ainsi, nous avons vu l'administration coloniale remplacée par une administration néocoloniale qui lui était identique à tous égards. L'armée coloniale a été remplacée par une armée néocoloniale avec les mêmes caractéristiques, les mêmes fonctions et le même rôle de sauvegarde des intérêts de l'impérialisme et de ses alliés nationaux. Les écoles coloniales ont été remplacées par des écoles néocoloniales, qui poursuivaient les mêmes objectifs d'aliéner les enfants de notre pays et de reproduire une société servant fondamentalement les intérêts impérialistes, et servant secondairement les laquais et alliés locaux de l'impérialisme .

Avec le soutien et la bénédiction de l'impérialisme, les ressortissants voltaïques se sont mis à organiser le pillage systématique de notre pays. Avec les miettes de ce pillage qui leur est tombé, ils se sont transformés peu à peu en une véritable bourgeoisie parasite qui ne savait plus contrôler son appétit vorace. Poussés uniquement par leurs propres

intérêts égoïstes, ils n'hésitaient plus à employer les moyens les plus malhonnêtes, à se livrer à une corruption massive, au détournement de fonds publics et de bénéfices, au trafic d'influence et à la spéculation immobilière, et à pratiquer le favoritisme et le népotisme.

C'est ce qui explique toute la richesse matérielle et financière qu'ils ont pu accumuler sur le dos des travailleurs. Non satisfaits de vivre des revenus fabuleux qu'ils tirent de l'utilisation sans vergogne de leurs richesses mal acquises, ils se battent bec et ongles pour monopoliser des positions politiques qui leur permettront d'utiliser l'appareil d'État à leurs propres fins d'exploitation et de gaspillage.

Jamais ils ne laissent passer une année sans s'offrir des vacances extravagantes à l'étranger. Leurs enfants quittent les écoles du pays pour des formations prestigieuses dans d'autres pays. A la moindre maladie, toutes les ressources de l'Etat sont mobilisées pour leur prodiguer des soins onéreux dans des hôpitaux luxueux de pays étrangers.

Tout cela se déroule à la vue des honnêtes, courageux et travailleurs

Peuple voltaïque, embourbé pourtant dans la misère la plus sordide. Alors que la Haute-Volta est un paradis pour la riche minorité, pour la majorité - le peuple - c'est un enfer à peine tolérable.

Faisant partie de cette grande majorité, les salariés, bien qu'ils soient assurés d'un revenu régulier, subissent les contraintes et les écueils de la société de consommation capitaliste. La totalité de leur salaire est dépensée avant même d'avoir été perçue. Et ce cercle vicieux continue encore et encore sans perspective d'être brisé.

Au sein de leurs syndicats respectifs, les travailleurs se joignent à des luttes autour de revendications visant à améliorer leurs conditions de vie. L'ampleur de ces struggles oblige parfois les autorités néocoloniales à accorder des concessions. Mais ils reprennent simplement d'une main ce qu'ils donnent de l'autre.

Ainsi, une augmentation de salaire de 10 pour cent est annoncée en grande pompe, pour être immédiatement imposée, anéantissant les avantages escomptés. Après cinq, six ou sept mois, les ouvriers finissent toujours par voir à travers l'escroquerie et se mobilisent pour de nouvelles luttes. Sept mois suffisent largement aux réactionnaires au pouvoir pour reprendre leur souffle et concevoir de nouveaux projets. Dans ce combat sans fin, le travailleur est toujours le perdant.

Parmi cette grande majorité se trouvent les paysans, les «misérables de la terre», qui sont chaque jour expropriés, volés, maltraités, emprisonnés, bafoués et humiliés, et pourtant parmi ceux dont le travail crée la richesse. Grâce à leur travail productif, l'économie du pays reste à flot malgré sa fragilité. C'est de leur travail que tous ces volailleries pour qui la Haute-Volta est un El Dorado se remplissent les poches.

Et pourtant, ce sont les paysans qui souffrent le plus du manque de bâtiments, d'infrastructures routières et du manque d'installations et de personnel de santé. Ce sont les paysans, créateurs de la richesse de la nation, qui souffrent le plus du manque d'écoles et de fournitures scolaires pour leurs enfants. Ce sont les enfants qui vont grossir les rangs des chômeurs après un bref passage sur des bancs dans des écoles mal adaptées aux réalités de ce pays. C'est parmi les paysans que le taux d'analphabétisme est le plus élevé -

98%. Ceux qui ont le plus besoin d' apprendre pour améliorer la production de leur travail productif sont à nouveau ceux qui bénéficient le moins des investissements dans les soins de santé, l'éducation et la technologie.

Les jeunes paysans - qui ont les mêmes attitudes que tous les jeunes, c'est-à-dire une plus grande sensibilité à l'injustice sociale et une volonté de progrès - finissent par se rebeller et ils désertent la campagne, la privant ainsi de ses éléments les plus dynamiques.

L'impulsion initiale de ces jeunes les pousse vers les grands centres urbains, Ouagadougou et Bobo-Dioulass o. Là, ils espèrent trouver des emplois mieux rémunérés et profiter, eux aussi, des avantages du progrès. Le manque d'emplois les pousse à l'oisiveté, avec tous ses vices caractéristiques. Enfin, pour ne pas finir en prison, ils cherchent le salut en partant à l'étranger, là où les humiliations et l'exploitation les plus éhontées les attendent. Mais la société voltaïque leur laisse-t-elle un autre choix?

Dit le plus succinctement possible, telle est la situation de notre pays après vingt-trois ans de néocolonialisme - paradis pour certains et enfer pour les autres.

Après vingt-trois ans de domination et d'exploitation impérialistes, notre pays reste un pays agricole arriéré, où le secteur rural - employant 90 pour cent de la main-d'œuvre - ne représente que 45 pour cent du produit intérieur brut (PIB) et fournit 95 pour cent des exportations totales du pays.

Plus simplement, il convient de noter que dans d'autres pays, les agriculteurs représentant moins de 5% de la population parviennent non seulement à se nourrir de manière adéquate et à satisfaire les besoins

fondamentaux de l'ensemble de la nation, mais aussi à exporter d'énormes quantités de leurs produits agricoles. Ici, cependant, plus de 90% de la population, malgré des efforts intenses, connaît la famine et le dénuement et, avec le reste de la population, est obligée de se rabattre sur les produits agricoles importés, sinon sur l'aide internationale.

Le déséquilibre entre exportations et importations ainsi créé accentue la dépendance du pays vis-à-vis de l'étranger. Le déficit commercial qui en résulte s'est considérablement creusé au fil des ans et la valeur de nos exportations ne couvre qu'environ 25 pour cent des importations. Pour le dire plus clairement, nous achetons plus à l'étranger que nous vendons à l'étranger. Et une économie qui fonctionne sur une telle base fait de plus en plus faillite et se dirige vers le cataclysme.

Les investissements privés de l'étranger sont non seulement insuffisants, mais constituent également une énorme ponction sur l'économie du pays et ne contribuent donc pas à renforcer sa capacité à accumuler des richesses. Une part importante de la richesse créée grâce aux investissements étrangers est siphonnée à l'étranger, au lieu d'être réinvestie pour accroître la capacité de production du pays. Dans la période 1973-1979, on estime que 1,7 milliard de francs CFA quittaient le pays chaque année sous forme de revenus d'investissements directs étrangers, tandis que les nouveaux investissements ne représentaient en moyenne que 1,3 milliard de francs CFA par an.¹⁴

Le niveau insuffisant des investissements productifs a conduit l'Etat voltaïque à jouer un rôle fondamental dans l'économie nationale en s'efforçant de compenser le manque d'investissements privés. Il s'agit d'une situation difficile,

étant donné que les revenus budgétisés de l'État sont essentiellement constitués de recettes fiscales, qui représentent 85 pour cent des recettes totales et proviennent en grande partie des droits et taxes à l'importation.

Outre les investissements nationaux, ces revenus financent les dépenses publiques, dont 70% servent à payer les salaires des fonctionnaires et à assurer le fonctionnement des services administratifs. Que peut-on donc éventuellement laisser pour les investissements sociaux et culturels?

Dans le domaine de l'éducation, notre pays est parmi les plus arriérés, avec 16,4% d'enfants scolarisés et un taux d'analphabétisme qui atteint 92% en moyenne. Cela signifie que sur 100 voltaïques, à peine 8 savent lire et écrire dans n'importe quelle langue.

Sur le plan de la santé, le taux de maladie et de mortalité est parmi les plus élevés de la sous-région en raison de la prolifération des maladies transmissibles et des carences nutritionnelles. Comment éviter une situation aussi catastrophique quand on sait que notre pays ne compte qu'un seul lit d'hôpital pour 1 200 habitants et un médecin pour 48 000 habitants?

Ces quelques éléments suffisent à eux seuls à illustrer l'héritage que nous ont laissé vingt-trois ans de néocolonialisme, vingt-trois ans d'une politique d'abandon national total. Aucun voltaïque qui aime et honore son pays ne peut rester indifférent à cette situation des plus désespérées.

En effet, notre peuple, un peuple courageux et travailleur, n'a jamais été en mesure de tolérer une telle situation. Parce qu'ils ont compris que ce n'était pas une situation inévitable,

mais une question d'organisation de la société sur une base injuste au seul profit d'une minorité. Ils ont donc mené différents types de luttes, à la recherche des voies et moyens pour mettre fin à l'ancien ordre des choses.

C'est pourquoi ils ont accueilli avec enthousiasme le Conseil national de la Révolution et la révolution d'août. Celles-ci constituent le couronnement des efforts qu'ils ont déployés et des sacrifices qu'ils ont acceptés pour renverser l'ordre ancien, établir un nouvel ordre capable de réhabiliter l'homme voltaïque et donner à notre pays une place de premier plan au sein de la communauté des libres, prospères et nations respectées.

Les classes parasites qui ont toujours profité de la Haute-Volta coloniale et néocoloniale sont et continueront d'être hostiles aux transformations entreprises par le processus révolutionnaire engagé le 4 août 1983. La raison en est qu'elles sont et restent attachées à l'impérialisme international par un cordon ombilical. Ils sont et restent fervents défenseurs des privilèges acquis par leur allégeance à l'impérialisme.

Indépendamment de ce qui est fait, peu importe ce qui est dit, ils resteront fidèles à eux-mêmes et continueront de comploter et de comploter afin de reconquérir leur «royaume perdu». N'espérez pas que ces nostalgiques changent de mentalité et d'attitude. Le seul langage auquel ils répondent et qu'ils comprennent est le langage de la lutte, la lutte de classe révolutionnaire contre les exploiters et les oppresseurs du peuple. Pour eux, notre révolution sera la chose la plus autoritaire qui existe. Ce sera un acte par lequel le peuple leur imposera sa volonté par tous les moyens à sa disposition, y compris les armes, si nécessaire.

Qui sont ces ennemis du peuple?

Ils se sont révélés aux yeux du peuple lors des événements du 17 mai par leur méchanceté contre les forces révolutionnaires. Le peuple a identifié ces ennemis du peuple dans le feu de l'action révolutionnaire. Elles sont:

1. La bourgeoisie voltaïque, qui peut être décomposée, par la fonction de ses différentes couches, en bourgeoisie d'État, en bourgeoisie compradore et en bourgeoisie moyenne.

La bourgeoisie d'État. C'est la couche connue sous le nom de bourgeoisie politico-bureaucratique. C'est une bourgeoisie qui s'est enrichie de manière illicite et criminelle grâce à son monopole politique. Il a utilisé l'appareil d'État comme un capitaliste industriel utilise ses moyens de production pour accumuler la plus-value tirée de l'exploitation de la force de travail des travailleurs. Cette couche de la bourgeoisie ne renoncera jamais volontairement à ses anciens privilèges et s'assiéra en observant passivement les transformations révolutionnaires en cours.

La bourgeoisie commerciale. Cette couche, de par son activité commerciale, est liée à l'impérialisme par de nombreuses bonds. Pour cette couche, l'élimination de la domination impérialiste signifie la mort de «l'oie qui pond l'œuf d'or». C'est pourquoi il s'opposera de toutes ses forces à la révolution actuelle. Venant de cette catégorie, par exemple, sont les marchands corrompus qui cherchent à affamer la population en retirant les vivres du marché à des fins de spéculation et de sabotage économique.

La bourgeoisie moyenne. Bien que cette couche de la bourgeoisie voltaïque ait des liens avec l'impérialisme, elle est en concurrence avec ce dernier pour le contrôle du marché. Mais comme il est économiquement plus faible, l'impérialisme le supplante. Il a donc des griefs contre l'impérialisme. Mais il craint aussi le peuple, et cette peur peut le conduire à faire un bloc avec l'impérialisme. Néanmoins, puisque la domination impérialiste de notre pays empêche cette couche de jouer son véritable rôle de bourgeoisie nationale, certains de ses membres pourraient, dans certaines circonstances, être favorables à la révolution, ce qui les placerait objectivement dans le camp du peuple. Cependant, nous devons cultiver la méfiance évolutive entre les gens et les individus comme ceux-ci qui viennent à la révolution. Parce que toutes sortes d'opportunistes se rallieront à la révolution sous ce couvert.

2. Les forces réactionnaires qui fondent leur pouvoir sur les structures traditionnelles et féodales de notre société. Dans leur majorité, ces forces ont pu opposer une résistance farouche à l'impérialisme colonial français. Mais depuis que notre pays a atteint sa souveraineté nationale, ils se sont joints à la bourgeoisie réactionnaire pour opprimer le peuple voltaïque. Ces forces ont mis les masses paysannes dans la position d'être un réservoir de voix à livrer au plus offrant.

Afin de sauvegarder leurs intérêts, qu'ils partagent avec l'impérialisme en opposition à ceux du peuple, ces forces réactionnaires s'appuient le plus souvent sur

les valeurs en déclin et en déclin de notre culture traditionnelle qui perdurent encore dans les zones rurales. Dans la mesure où notre révolution vise à démocratiser les relations sociales à la campagne, en donnant plus de responsabilités aux paysans et en leur rendant plus d'éducation et de connaissances disponibles pour leur propre émancipation économique et culturelle, ces forces arriérées s'y opposeront.

Ce sont les ennemis du peuple dans la révolution actuelle, des ennemis que les gens eux-mêmes ont identifiés lors des événements de mai. Ce sont ces individus qui constituaient l'essentiel des marcheurs isolés qui, protégés par un cordon de soldats, ont manifesté leur soutien de classe au régime déjà moribond issu du coup d'État réactionnaire et pro-impérialiste.

Le reste de la population, à part les classes réactionnaires et antirévolutionnaires et les couches sociales énumérées ci-dessus, est ce qui comprend le peuple voltaïque. Un peuple qui considère la domination et l'exploitation impérialistes comme une abomination et qui n'a cessé de le démontrer par une lutte concrète et quotidienne contre les différents régimes néocoloniaux. Dans la révolution actuelle, le peuple se compose de:

je. La classe ouvrière voltaïque, jeune et peu nombreuse, mais qui, par une lutte incessante contre les patrons, a pu prouver qu'elle est une classe véritablement révolutionnaire. Dans la révolution actuelle, c'est une classe qui a tout à

gagner et rien à perdre. Elle n'a aucun moyen de production à perdre, elle n'a pas de propriété à défendre dans le cadre de l'ancienne société néocoloniale. Il est cependant convaincu que la révolution est son affaire, car elle en sortira plus forte.

- ii. La petite bourgeoisie, qui constitue une vaste couche sociale très instable qui oscille bien souvent entre la cause des masses populaires et celle de l'impérialisme. Dans sa grande majorité, il finit toujours par prendre le parti des masses populaires. Il comprend les composantes les plus diverses, y compris les petits commerçants, les intellectuels petits-bourgeois (fonctionnaires, collégiens et lycéens, employés du secteur privé, etc.) et les artisans.
- 3. La paysannerie voltaïque, qui dans sa grande majorité est constituée de petits paysans, qui sont liés à de petites parcelles en raison de la désintégration progressive des formes de propriété collective depuis l'introduction du mode de production capitaliste dans notre pays. Les relations de marché ont de plus en plus dissous les liens communautaires et les ont remplacés par la propriété privée sur les moyens de production. Dans la situation nouvelle ainsi créée par la pénétration du capitalisme dans nos campagnes, le paysan voltaïque, lié à la petite production, incarne les relations productives bourgeoises. Compte tenu de toutes ces considérations, la paysannerie voltaïque fait partie intégrante de la catégorie de la petite bourgeoisie.

En raison du passé et de sa situation actuelle, la paysannerie est la couche sociale qui a payé le prix le plus élevé pour la domination et l'exploitation impérialistes. Le retard économique et culturel qui caractérise nos campagnes a longtemps isolé le pays paysan des grands courants de progrès et de modernisation, le reléguant au rôle de réservoir pour les partis politiques réactionnaires. Néanmoins, la paysannerie a un enjeu dans la révolution et, en termes de nombre, est sa principale force.

4. Le lum pen-prolétariat. C'est la catégorie des individus déclassés qui, faute de travail, ont tendance à s'engager auprès des forces réactionnaires et contre-révolutionnaires pour faire le sale boulot de ces dernières. Dans la mesure où la révolution peut leur offrir quelque chose d'utile à faire, ils peuvent devenir ses fervents défenseurs.

LE CARACTÈRE ET LA PORTÉE DE LA RÉVOLUTION D'AOÛT

Les révolutions qui se produisent dans le monde ne se ressemblent pas du tout. Chaque révolution présente des caractéristiques originales qui la distinguent des autres. Notre révolution, la révolution d'août, ne fait pas exception. Il prend en compte les particularités de notre pays, son niveau de développement et son asservissement par le système capitaliste impérialiste mondial.

Notre révolution est une révolution qui se déroule dans un pays agricole arriéré, où le poids de la tradition et de l'idéologie émanant d'une organisation sociale de type féodal pèse très lourdement sur les masses populaires. C'est une révolution dans un pays qui, en raison de la domination et de

l'exploitation de notre peuple par l' impérialisme , est passé d'une colonie à une néo-colonie.

C'est une révolution qui se produit dans un pays encore caractérisé par l'absence d'une classe ouvrière organisée consciente de sa mission historique, et qui ne possède donc aucune tradition de lutte révolutionnaire. C'est une révolution qui se produit dans un petit pays du continent, à un moment où, sur le plan international, le mouvement révolutionnaire se désagrège de jour en jour, sans espoir visible de voir naître un bloc homogène capable de donner une impulsion et soutien pratique aux mouvements révolutionnaires naissants. Cet ensemble de circonstances historiques, géographiques et sociologiques donne une certaine empreinte spécifique à notre révolution.

La révolution d'août présente un double caractère: c'est une révolution démocratique et une révolution populaire.

Ses principales tâches sont d'éliminer la domination et l'exploitation impérialistes; et de purger la campagne de tous les obstacles sociaux, économiques et culturels qui la maintiennent dans un état arriéré. Son caractère démocratique en découle.

Il tire son caractère populaire de la pleine participation des masses voltaïques à la révolution et de leur mobilisation constante autour de slogans démocratiques et révolutionnaires qui expriment concrètement leurs propres intérêts en opposition à ceux des classes réactionnaires alliées à l'impérialisme. Le caractère populaire de la révolution d'août réside également dans le fait qu'à la place de l'ancien appareil d'État, se construit un nouvel appareil capable de garantir l'exercice démocratique du pouvoir par le peuple et pour le peuple.

Notre révolution actuelle telle que décrite ci-dessus, tout en étant une révolution anti-impérialiste, se déroule toujours dans le cadre des limites de l'ordre économique et social bourgeois. En analysant les classes sociales de la société voltaïque, nous avons avancé l'idée que la bourgeoisie voltaïque ne constitue pas une masse unique, homogène, réactionnaire et antirévolutionnaire. En effet, ce qui caractérise la bourgeoisie dans les pays sous-développés sous les relations capitalistes, c'est son incapacité congénitale à révolutionner la société comme le faisait la bourgeoisie des pays européens dans les années 1780, c'est-à-dire à l'époque où elle constituait encore une classe montante.

Telles sont les caractéristiques et les limites de la révolution actuelle lancée en Haute-Volta le 4 août 1983. Avoir une vision claire et une définition précise de son contenu nous garde contre les dangers de déviations et d'excès qui pourraient nuire à la marche victorieuse de la révolution. . Tous ceux qui ont repris la cause de la révolution d'août devraient fixer fermement dans leur esprit les principes directeurs exposés ici. Ce faisant, ils peuvent assumer leur rôle de révolutionnaires conscients. Et, en tant que propagandistes authentiques, audacieux et infatigables, ils peuvent diffuser ces principes parmi les masses.

Il ne suffit plus de se qualifier de révolutionnaire. Nous devons également être absolument clairs sur le sens profond de la révolution que nous défendons avec ferveur. C'est la meilleure façon de la défendre contre les attaques et les distorsions que les contre-révolutionnaires ne manqueront pas d'utiliser contre elle. Savoir lier la théorie révolutionnaire à la pratique révolutionnaire sera désormais le critère décisif pour distinguer les révolutionnaires cohérents de tous ceux

qui affluent vers la révolution sous des motifs étrangers à la cause révolutionnaire.

SUR LA SOUVERAINETÉ POPULAIRE DANS L'EXERCICE DU POUVOIR RÉVOLUTIONNAIRE

Comme nous l'avons dit, l'un des traits distinctifs de la révolution d'août et qui lui confère son caractère populaire, c'est qu'elle est un mouvement de la grande majorité au profit de la grande majorité.

C'est une révolution faite par les masses populaires voltaïques elles-mêmes, avec leurs propres slogans et aspirations. Le but de cette révolution consiste à faire prendre le pouvoir au peuple. C'est pourquoi le premier acte de la révolution, après la proclamation du 4 août, a été l'appel adressé au peuple pour créer des comités de défense de la révolution [CDR]. Le Conseil national de la révolution est convaincu que pour que cette révolution soit une véritable révolution populaire, il doit procéder à la destruction de l'appareil d'État néocolonial et organiser de nouveaux mécanismes capables de garantir la souveraineté populaire. La question de savoir comment s'exercera ce pouvoir populaire, comment ce pouvoir devra s'organiser, est une question essentielle pour l'avenir de notre révolution.

Jusqu'à aujourd'hui, l'histoire de notre pays a été essentiellement dominée par les classes exploiteuses et conservatrices, qui ont exercé leur dictature antidémocratique et anti-populaire à travers leur emprise sur la politique, l'économie, l'idéologie, la culture, l'administration et le système judiciaire. .

Le but premier de la révolution est de transférer le pouvoir des mains de la bourgeoisie voltaïque alliée à l'impérialisme

aux mains de l'alliance des classes populaires qui constituent le peuple. Cela signifie qu'à partir de maintenant, le peuple, qui détient le pouvoir, devra opposer son pouvoir démocratique et populaire à la dictature antidémocratique et anti-populaire de l'alliance réactionnaire des classes sociales favorables à l'impérialisme.

Ce pouvoir démocratique et populaire sera le fondement, la base solide du pouvoir révolutionnaire en Haute-Volta. Sa tâche principale sera la conversion totale de tout l'appareil d'État avec ses lois, son administration, ses tribunaux, sa police et son armée, qui ont été conçus pour servir et défendre les intérêts égoïstes des classes et couches sociales réactionnaires. Sa tâche sera d'organiser la lutte contre les intrigues contre-révolutionnaires cherchant à reconquérir le «Paradis perdu», sur la voie de l'écrasement complet de la résistance des réactionnaires nostalgiques du passé. C'est là que réside la nécessité et le rôle des CDR en tant que base d'opérations des masses populaires alors qu'elles prennent d'assaut les citadelles de la réaction et de la contre-révolution.

POUR UNE COMPRÉHENSION PRÉCISE DE LA NATURE, DU RÔLE ET DU FONCTIONNEMENT DU CDRS

La construction d'un État démocratique populaire, qui est le but ultime de la révolution d'août, ne peut pas et ne se fera pas en un seul jour. C'est une tâche ardue qui exigera de nous d'énormes sacrifices. Le caractère démocratique de cette révolution nous oblige à décentraliser et à étendre le pouvoir administratif et à rapprocher l'administration du peuple, afin de rendre les affaires publiques la préoccupation de tous. Dans cet effort immense et de longue haleine, nous

avons entrepris de réviser la carte administrative du pays pour une plus grande efficacité.

Nous avons également entrepris de remplacer ceux qui gèrent les services administratifs, pour guider cela dans une direction plus révolutionnaire. Dans le même temps, nous avons licencié des fonctionnaires du gouvernement et des officiers militaires qui, pour diverses raisons, ne peuvent pas suivre le rythme de la révolution aujourd'hui. Il nous reste encore beaucoup à faire et nous en sommes conscients.

Le Conseil national de la révolution - qui, dans le processus révolutionnaire lancé le 4 août, est le pouvoir qui planifie, dirige et supervise la vie politique, économique et sociale au niveau national - doit avoir des organes locaux dans les différents secteurs de la vie. C'est là que réside la signification profonde de la création des CDR, qui sont les représentants du pouvoir révolutionnaire dans les villages, les quartiers urbains et les lieux de travail.

Les CDR sont l'organisation authentique du peuple pour exercer le pouvoir révolutionnaire. C'est l'instrument que le peuple a forgé pour prendre véritablement le contrôle de son destin et étendre ainsi son contrôle à tous les domaines de la société. Les armes du peuple, le pouvoir du peuple, la richesse du peuple - ce seront les gens qui les géreront. Les CDR existent à cet effet.

Les fonctions des CDR sont énormes et variées. Leur tâche principale est d'organiser le peuple voltaïque dans son ensemble et de les impliquer dans la lutte révolutionnaire. Organisés en CDR, le peuple acquiert non seulement le droit d'avoir son mot à dire sur les problèmes de son avenir, mais aussi de participer à la prise et à l'exécution des décisions sur son avenir. La révolution, en

tant que théorie précise pour détruire l'ordre ancien et construire un nouveau type de société à sa place, ne peut être menée que par ceux qui y ont un intérêt.

Les CDR sont donc les troupes de choc qui attaqueront tous les bastions de la résistance. Ils sont les bâtisseurs de la Haute-Volta révolutionnaire. Ce sont les graines qui doivent porter la révolution dans toutes les provinces, tous nos villages, tous les lieux de travail publics et privés, tous les foyers et tous les milieux. Pour ce faire, les militants révolutionnaires au sein des CDR doivent se surpasser avec zèle dans l'accomplissement des tâches vitales suivantes:

1. Action dirigée vers les membres de la CDR. Les militants révolutionnaires ont la responsabilité d'éduquer politiquement leurs camarades. Les CDR doivent être des écoles d'éducation politique. Les CDR sont le cadre approprié dans lequel les militants discutent des décisions des organes supérieurs de la révolution, du CNR et du gouvernement.
2. Action dirigée vers les masses populaires, visant à créer parmi elles un soutien écrasant pour les objectifs du CNR par une propagande et une agitation audacieuses et constantes. Les CDR doivent être capables de contrer la propagande et les calomnies mensongères de la réaction par une propagande et des explications révolutionnaires appropriées, fondées sur le principe que seule la vérité est révolutionnaire.

Les CDR doivent écouter les masses pour qu'elles comprennent leurs humeurs et leurs besoins, afin d'informer le CNR en temps opportun et faire des propositions concrètes correspondantes. Ils sont invités à se pencher sur les

questions relatives à l'amélioration de la situation des masses populaires en soutenant les initiatives prises par les masses elles-mêmes.

Il est essentiel que les CDR maintiennent un contact direct avec les masses populaires en organisant périodiquement des réunions publiques au cours desquelles sont discutées des questions qui les intéressent. Cela est indispensable si les CDR souhaitent contribuer à la bonne application des directives du CNR. Les décisions du CNR seront ainsi expliquées aux masses à travers des activités de propagande. Toutes les mesures visant à améliorer leurs conditions de vie seront également expliquées. Les CDR doivent lutter avec les masses populaires des villes et des campagnes contre leurs ennemis, contre les adversités de la nature et pour la transformation de leur existence matérielle et morale.

3. Les CDR doivent travailler de manière rationnelle, illustrant ainsi l'une des caractéristiques de notre révolution: sa rigueur. Par conséquent, ils doivent se doter de plans d'action cohérents et ambitieux que tous leurs membres doivent suivre.

Depuis le 4 août - date désormais devenue historique pour notre peuple - en réponse à l'appel du Conseil National de la Révolution, les Voltaics ont pris des initiatives pour se doter de CDR. Des CDR ont ainsi été implantés dans les villages, dans les quartiers urbains, et le seront bientôt sur les lieux de travail, dans les services publics, dans les usines et au sein de l'armée. Tout cela est le résultat d'une action spontanée des masses. Il faut maintenant travailler pour les structurer en interne sur une base claire et pour les organiser à l'échelle

nationale. Le Secrétariat général national des CDR assume actuellement cette tâche. En attendant les résultats définitifs des études en cours sur la base des expériences accumulées, nous nous limiterons à esquisser le plan et les principes directeurs généraux pour le fonctionnement des CDR.

L'idée principale derrière la création des CDR est de démocratiser le pouvoir. Les CDR deviendront des organes par lesquels le peuple exercera le pouvoir local dérivé du pouvoir central, qui est dévolu au Conseil national de la révolution. Le CNR est le pouvoir suprême sauf lors des sessions du congrès national. C'est l'organe directeur de toute cette structure, dont le principe directeur est le centralisme démocratique.

D'une part, le centralisme démocratique se fonde sur la subordination des organes inférieurs aux organes supérieurs, dont le CNR est le plus élevé et auxquels toutes les organisations sont subordonnées. En revanche, ce centralisme reste démocratique, puisque le principe des élections est la règle à tous les niveaux, et l'autonomie des collectivités locales est reconnue pour toutes les questions relevant de leur compétence, mais dans les limites et conformément aux directives générales rédigées par le corps supérieur.

SUR LA MORALITÉ RÉVOLUTIONNAIRE AU SEIN DES CDR

La révolution vise à transformer tous les aspects de la société - économique, social et culturel. Il vise à créer un nouvel homme voltaïque, avec une moralité et un comportement social exemplaires qui inspirent l'admiration et la confiance des masses. La domination néocoloniale a conduit à un tel

état de détérioration de notre société qu'il nous faudra des années pour la nettoyer.

Néanmoins, les membres de la CDR doivent forger une nouvelle conscience et un nouveau comportement dans le but de donner le bon exemple aux masses. En faisant la révolution, nous devons prêter attention à notre propre transformation qualitative. Sans une transformation qualitative des personnes mêmes qui sont censées être les architectes de la révolution, il est pratiquement impossible de créer une nouvelle société débarrassée de la corruption, du vol, du mensonge et de l'individualisme en général.

Nous devons nous efforcer que nos actions correspondent à nos paroles et surveiller notre comportement social afin de ne pas nous ouvrir aux attaques des contre-révolutionnaires qui nous guettent. Si nous gardons toujours à l'esprit que les intérêts des masses populaires prévalent sur les gains personnels, alors nous éviterons de dévier de notre cap.

Les activités de certains militants qui nourrissent le rêve contre-révolutionnaire d'accumuler des biens et des profits à travers les CDR doivent être dénoncées et combattues. La mentalité prima donna doit être éliminée. Plus tôt ces insuffisances seront combattues, mieux ce sera pour la révolution.

De notre point de vue, un révolutionnaire est quelqu'un qui sait être modeste, tout en étant parmi les plus résolus à accomplir les tâches qui lui sont confiées. Il les accomplit sans se vanter et n'attend aucune récompense.

Nous avons remarqué récemment certains individus qui ont participé activement à la révolution et qui espéraient que cela leur donnerait droit à un traitement privilégié, des

honneurs et des postes importants. Par vexation, ces personnes se consacrent à saper la révolution parce qu'elles n'ont pas obtenu ce qu'elles voulaient. Cela prouve qu'ils ont participé à la révolution sans jamais en comprendre les véritables objectifs.

On ne fait pas une révolution s implique de prendre la place des despotes qui ont été déposés. On ne participe pas à la révolution pour des raisons vindicatives, animées par le désir d'une position privilégiée: «Écartez-vous et faites-moi de la place!» Ce genre de motif est étranger aux idéaux de la révolution d'août. Ceux qui ont cette motivation démontrent leurs défauts carriéristes petits-bourgeois, sinon leur dangereux opportunisme contre-révolutionnaire.

L'image du révolutionnaire que le CNR cherche à imprimer dans la conscience de tous est celle d'un activiste qui ne fait qu'un avec les masses, qui leur fait confiance et qui les respecte. Il se débarrasse de toute attitude méprisante à leur égard. Il ne se considère pas comme un maître d'école à qui les masses doivent obéissance et soumission. Au voisin, il apprend d'eux, les écoute attentivement et prête attention à leurs opinions. Il abandonne toutes les méthodes autoritaires dignes des bureaucrates réactionnaires.

La révolution n'est pas une anarchie destructrice. Cela exige une conduite et une discipline exemplaires. Un acte de vandalisme et d'actions aventuristes de toutes sortes, plutôt que de renforcer la révolution en gagnant le soutien des masses, l'affaiblit et repousse d'innombrables masses. C'est pourquoi les membres de la CDR doivent accroître leur sens des responsabilités envers le peuple et chercher à inspirer respect et admiration.

De telles insuffisances reflètent le plus souvent une ignorance sur le caractère et les objectifs de la révolution. Pour se prémunir contre cela, nous devons nous plonger dans l'étude de la théorie révolutionnaire. L'étude théorique approfondit notre compréhension des phénomènes, clarifie nos actions et nous protège contre un bon nombre d'hypothèses. Désormais, nous devons accorder une importance particulière à cet aspect de la question et nous efforcer de donner des exemples qui inspirent les autres à nous suivre.

POUR LA RÉVOLUTION DE TOUS LES SECTEURS DE LA SOCIÉTÉ VOLTAÏQUE

Tous les régimes politiques précédents, l'un après l'autre, se sont jusqu'à présent efforcés d'introduire des mesures pour mieux gérer la société néocoloniale. Les changements introduits par ces régimes revenaient à installer de nouvelles équipes dans la continuité du pouvoir néocolonial. Aucun de ces régimes n'a souhaité ni n'a pu remettre en question les fondements socio-économiques de la société voltaïque. C'est pourquoi ils ont tous échoué.

La révolution d'août ne vise pas à établir un régime de plus en Haute-Volta. Il représente une rupture avec tous les régimes connus auparavant. Son but ultime est de construire une nouvelle société voltaïque, au sein de laquelle le citoyen voltaïque, animé par la conscience révolutionnaire, sera l'architecte de son propre bonheur, un bonheur à la hauteur des efforts qu'il aura faits.

Pour ce faire, la révolution - que les forces conservatrices et arriérées le veuillent ou non - sera un bouleversement

profond et total qui n'épargnera aucun domaine, aucun secteur d'activité économique, sociale et culturelle.

Révolutionner tous les domaines et tous les secteurs d'activité est le slogan du jour. Fort des principes directeurs énoncés ici, chaque citoyen doit œuvrer pour révolutionner son secteur d'activité, où qu'il se trouve.

La philosophie des transformations révolutionnaires affecte déjà les secteurs suivants: (1) l'armée nationale; (2) les politiques concernant les femmes; et (3) le développement économique.

(1) L'armée nationale: sa place dans la révolution

démocratique et populaire Selon la doctrine de défense de la Haute-Volta révolutionnaire, un peuple conscient ne peut laisser la défense de sa patrie à un seul groupe d'hommes, aussi compétents soient-ils. Les gens conscients prennent en charge eux-mêmes la défense de leur patrie. À cette fin, nos forces armées constituent simplement un détachement plus spécialisé que le reste de la population pour les besoins de sécurité intérieure et extérieure de la Haute-Volta. De même, même si la santé du peuple voltaïque est l'affaire du peuple et de chacun en particulier, il existe et continuera d'exister un corps médical plus spécialisé qui consacrera plus de temps à la question de la santé publique.

La révolution impose trois missions aux forces armées nationales:

1. Etre capable de combattre tous les ennemis internes et externes et participer à l'entraînement militaire du reste de la population. Cela suppose une capacité opérationnelle accrue, faisant de chaque soldat un

combattant compétent, contrairement à l'ancienne armée, qui n'était qu'une masse des employés.

2. Participer à la production nationale. En effet, le nouveau soldat doit vivre et souffrir parmi le peuple auquel il appartient. L'époque de l'armée libre est révolue. Désormais, en plus de la manutention des armes, l'armée travaillera dans les champs et élèvera du bétail, des moutons et de la volaille. Il construira des écoles et des dispensaires et assurera leur fonctionnement. Il entretiendra les routes et transportera le courrier, les malades et les produits agricoles entre les régions par voie aérienne.
3. Former chaque soldat en tant que militant révolutionnaire. Il est révolu le temps où l'armée était déclarée neutre et apolitique, tout en servant en fait de bastion de la réaction et de gardienne des intérêts impérialistes. Il est révolu le temps où notre armée nationale se conduisait comme un corps de mercenaires étrangers en territoire conquis. Ces jours sont révolus pour toujours. Armés d'une formation politique et idéologique, nos soldats, sous-officiers et officiers engagés dans le processus révolutionnaire ne seront plus des criminels potentiels, mais deviendront au contraire des révolutionnaires conscients, chez eux parmi le peuple comme un poisson dans l'eau.

En tant qu'armée au service de la révolution, l'Armée nationale populaire n'aura de place pour aucun soldat qui méprise, méprise ou brutalise son peuple. Une armée du peuple au service du peuple - telle est la nouvelle armée que

nous construisons à la place de l'armée néocoloniale, qui a été utilisée pour régner sur le peuple comme un véritable instrument d'oppression et de répression entre les mains de la bourgeoisie réactionnaire . Une telle armée, même au niveau de son organisation interne et de ses principes de fonctionnement, sera fondamentalement différente de l'ancienne armée. Ainsi, au lieu d'une obéissance aveugle des soldats envers leurs officiers, des subordonnés envers leurs supérieurs, se développera une saine discipline qui, bien que stricte, reposera sur son acceptation consciente par les hommes et les troupes.

Contrairement aux opinions des officiers réactionnaires nourries par une attitude coloniale, la politisation de l'armée, sa révolution, ne signale pas la fin de la discipline. La discipline dans une armée politisée aura un nouveau contenu. Ce sera une discipline révolutionnaire. C'est-à-dire une discipline qui tire sa force du fait que la dignité humaine de l'officier et du soldat, du personnel commandé et du sous-officier, vaut la même chose, et qu'ils ne diffèrent les uns des autres que par leur caractère concret. tâches et responsabilités respectives. Forts de cette compréhension des relations entre les hommes, les cadres militaires doivent respecter leurs hommes, les aimer et les traiter comme des égaux.

Ici aussi, les comités de défense de la révolution ont un rôle fondamental à jouer. Les militants de la CDR au sein de l'armée doivent être des pionniers infatigables dans la construction de l' Armée nationale populaire de l'État démocratique et populaire, dont les tâches essentielles en interne seront de défendre les droits et les intérêts du peuple, de maintenir l'ordre révolutionnaire et de

sauvegarder le pouvoir démocratique et populaire; sa tâche à l'extérieur sera de défendre notre intégrité territoriale.

(2) La femme voltaïque: son rôle dans la révolution

démocratique et populaire Le poids des traditions séculaires dans notre société a relégué les femmes au rang de bêtes de somme. Les femmes souffrent doublement de tous les fléaux de la société néocoloniale . Premièrement, ils éprouvent les mêmes souffrances que les hommes. Deuxièmement, ils sont soumis à des souffrances supplémentaires de la part des hommes.

Notre révolution est dans l'intérêt de tous les opprimés et de tous ceux qui sont exploités dans la société d'aujourd'hui. C'est donc dans l'intérêt des femmes, puisque la base de leur domination par les hommes réside dans le système par lequel s'organise la vie politique et économique de la société. En changeant l'ordre social qui opprime les femmes, la révolution crée les conditions de leur véritable émancipation.

Les femmes et les hommes de notre société sont tous victimes de l'oppression et de la domination impérialistes. C'est pourquoi ils mènent la même bataille. La révolution et la libération des femmes vont de pair. Nous ne parlons pas de l'émancipation des femmes comme un acte de charité ou par une poussée de compassion humaine. C'est une nécessité fondamentale pour que la révolution triomphe. Les femmes soutiennent l'autre moitié du ciel.

Forger une nouvelle mentalité chez les femmes voltaïques qui leur permette d'assumer la responsabilité du destin du pays aux côtés des hommes est l'une des tâches essentielles

de la révolution. Il en va de même de la transformation à opérer dans l'attitude des hommes envers les femmes.

Jusqu'à présent, les femmes ont été exclues du domaine de la prise de décision. La révolution, en confiant des responsabilités aux femmes, crée les conditions pour déclencher l'initiative de lutte contre les femmes. Dans le cadre de sa politique révolutionnaire, le CNR travaillera à mobiliser, organiser et unir toutes les forces dynamiques de la nation, et les femmes ne seront pas en reste. Ils seront impliqués dans toutes les batailles que nous devons mener contre les différentes entraves de la société néocoloniale pour construire une société nouvelle. Ils seront impliqués à tous les niveaux dans la conception des projets, la prise de décisions et leur mise en œuvre - dans l'organisation de la vie de la nation dans son ensemble. Le but final de cette grande entreprise est de construire une société libre et prospère dans laquelle les femmes seront égales aux hommes dans tous les domaines.

Cependant, nous devons avoir une compréhension correcte de la question de l'émancipation des femmes. Ce n'est pas une égalité mécanique entre les hommes et les femmes, l'acquisition d'habitudes reconnues comme masculines - boire, fumer et porter des pantalons. Ce n'est pas l'émancipation des femmes. L'acquisition de diplômes ne rendra pas non plus les femmes égales aux hommes ou plus émancipées. Un diplôme n'est pas un laissez-passer gratuit pour l'émancipation.

La véritable émancipation des femmes en est une qui confie des responsabilités aux femmes, cela les implique dans une activité productive et dans les différents combats auxquels les gens sont

confrontés. La véritable émancipation des femmes est celle qui oblige les hommes à donner leur respect et leur considération. L'émancipation, comme la liberté, n'est pas accordée, elle est vaincue. C'est aux femmes elles-mêmes de faire valoir leurs revendications et de se mobiliser pour les gagner.

Pour cela, la révolution démocratique et populaire créera les conditions nécessaires pour permettre aux femmes voltaïques de parvenir à un épanouissement total et complet. Car pourrait-il être possible d'éliminer le système d'exploitation tout en maintenant l'exploitation des femmes, qui constituent plus de la moitié de notre société?

(3) L'économie nationale: indépendante, autosuffisante et planifiée au service d'une société démocratique et populaire

Le processus de transformations révolutionnaires engagé depuis le 4 août met à l'ordre du jour des réformes démocratiques et populaires majeures. Le Conseil National de la Révolution est donc conscient que la construction d'une économie nationale indépendante, autosuffisante et planifiée passe par une transformation radicale de la société actuelle, transformation qui elle-même nécessite les réformes majeures suivantes:

- Réforme agraire.
- Réforme administrative.
- Réforme de l'éducation.
- Réforme des structures de production et de distribution dans le secteur moderne.
- La réforme agraire visera à:

Accroître la productivité du travail grâce à une meilleure organisation des paysans et à l'introduction de techniques agricoles modernes dans les campagnes.

- Développer une agriculture diversifiée , associée à une spécialisation régionale .
- Supprimer toutes les entraves qui font partie des structures socio-économiques traditionnelles qui oppriment les paysans.
- Enfin, faire de l'agriculture la base du développement de l'industrie.

Tout cela est possible en donnant un sens réel au slogan de l'autosuffisance alimentaire, slogan qui semble désormais dépassé pour avoir été si souvent proclamé sans conviction. Premièrement, ce sera une lutte acharnée contre la nature, qui, d'ailleurs, n'est pas plus ingrate pour nous que pour les autres peuples qui l'ont magnifiquement conquise sur le plan agricole. Le CNR ne se fera aucune illusion dans des projets gigantesques et sophistiqués. Au contraire, de nombreuses petites réalisations dans le système agricole nous permettront de transformer notre territoire en un vaste champ, une série sans fin de fermes.

Deuxièmement, ce sera une lutte contre ceux qui affament le peuple, les spéculateurs agricoles et les capitalistes de tous types. Enfin, il s'agira de protéger notre agriculture contre la domination de l'impérialisme - en ce qui concerne son orientation, le pillage de nos ressources, et la concurrence déloyale des importations contre nos produits locaux, importations dont le seul avantage est leur emballage destiné aux bourgeois affligés de snobisme. Quant aux

paysans, des prix suffisamment élevés et des installations agro-alimentaires industrielles leur garantiront des marchés pour leurs produits en toute saison.

La réforme administrative vise à rendre opérationnelle l'administration héritée du colonialisme. Pour ce faire, elle doit être débarrassée de tous les maux qui la caractérisent - à savoir, la bureaucratie lourde et acerbe et ses conséquences - et une refonte complète des statuts de la fonction publique doit être entreprise. La réforme devrait aboutir à une administration moins coûteuse, plus efficace et plus flexible.

La réforme de l'éducation vise à promouvoir une nouvelle orientation de l'éducation et de la culture. Elle doit aboutir à transformer les écoles en instruments au service de la révolution. Les diplômés du système ne doivent pas servir leurs propres intérêts et les classes exploiteuses, mais plutôt les masses populaires. L'éducation révolutionnaire qui sera enseignée dans les nouvelles écoles doit imprégner tout le monde d'une idéologie voltaïque, d'une personnalité voltaïque qui débarrasse l'individu du mimétisme aveugle. L'une des tâches de l'éducation dans une société démocratique et populaire sera d'apprendre aux élèves à assimiler les idées et les expériences d'autres peuples d'une manière critique et positive.

Pour mettre fin à l'analphabétisme et à l'obscurantisme, il faudra mettre l'accent sur la mobilisation de toutes les énergies, avec l'idée d'organiser les masses, pour accroître leur prise de conscience et leur induire une soif de savoir en leur montrant les inconvénients de l'ignorance. Toute politique de lutte contre l'analphabétisme sans la participation des plus concernés est vouée à l'échec.

Dans une société démocratique et populaire, la culture doit avoir un triple caractère: national, révolutionnaire et populaire. Tout ce qui est antinational, anti-révolutionnaire et anti-populaire doit être banni. Au contraire, notre culture prône la dignité, le courage, le nationalisme et les grandes vertus humaines.

La révolution démocratique et populaire créera les conditions favorables à l'éclosion d'une nouvelle culture. Nos artistes auront les mains libres pour aller de l'avant avec audace. Ils devraient saisir l'occasion qui se présente à eux pour élever notre culture au niveau mondial. Que les écrivains mettent leur plume au service de la révolution. Que les musiciens chantent non seulement le passé glorieux de notre peuple, mais aussi son avenir radieux et prometteur.

La révolution attend de nos artistes qu'ils soient capables de décrire la réalité, de la dépeindre dans des images vivantes et de les exprimer sur des airs mélodieux tout en montrant à notre peuple la vraie voie vers un avenir meilleur. Il attend d'eux qu'ils placent leur génie créateur au service d'une culture voltaïque nationale, révolutionnaire et populaire.

Nous devons pouvoir nous inspirer de ce qui est positif du passé - c'est-à-dire de nos traditions, et de ce qui est positif dans les cultures étrangères - pour donner une nouvelle dimension à notre culture. La source inébranlable et stable de l'inspiration créatrice des masses se trouve au sein des masses populaires. Savoir vivre avec les masses, s'impliquer dans le mouvement populaire, partager les joies et les souffrances des gens, travailler et lutter avec eux - tout cela devrait être la préoccupation majeure de nos artistes. Avant de produire, ils doivent se demander: à qui

s'adresse notre création? Si nous sommes convaincus que nous créons pour le peuple, alors nous devons comprendre clairement qui sont les gens, quelles sont leurs différentes composantes et quelles sont leurs aspirations les plus profondes.

La réforme des structures de production et de distribution de notre économie vise à établir de plus en plus un contrôle efficace par le peuple voltaïque sur les canaux de production et de distribution. Car sans un véritable contrôle sur ces canaux, il est pratiquement impossible de construire une économie indépendante au service du peuple.

Les gens de la Haute-Volta;

Camarades militants de la révolution:

Les besoins de notre peuple sont immenses. La satisfaction de ces besoins exige que des transformations révolutionnaires soient entreprises dans tous les domaines.

Dans le domaine des soins de santé et de l'assistance sociale des masses populaires, les objectifs à atteindre peuvent se résumer comme suit:

- Rendre les soins de santé accessibles à tous.
- Mise en place de l'assistance et des soins maternels et infantiles.
- Une politique de vaccination contre les maladies transmissibles en multipliant les campagnes de vaccination.
- Sensibilisation des masses à la nécessité d'acquérir de bonnes habitudes d'hygiène.

Tous ces objectifs ne peuvent être atteints qu'avec l'implication consciente des masses populaires elles-mêmes dans ce combat, sous la direction révolutionnaire des services de santé.

Dans le domaine du logement, domaine d'une importance cruciale, nous devons entreprendre une politique vigoureuse pour mettre fin à la spéculation immobilière et à l'exploitation des travailleurs par la fraude aux loyers. Des mesures importantes dans ce domaine doivent être prises:

- Fixer des loyers raisonnables.
- Diviser rapidement les quartiers en lots.
- Entreprendre la construction à grande échelle de maisons résidentielles modernes, en nombre suffisant et accessibles aux travailleurs.

L'une des préoccupations essentielles du CNR est d'unir les différentes nationalités qui existent en Haute-Volta dans la lutte commune contre les ennemis de notre révolution. Il existe en effet dans notre pays une multitude de groupes ethniques qui diffèrent les uns des autres par la langue et les coutumes. La nation voltaïque comprend la totalité de ces nationalités. L'impérialisme, par sa politique de division pour régner, s'est efforcé d'exacerber les contradictions entre eux, de s'opposer les uns aux autres.

La politique du CNR vise à fédérer ces différentes nationalités pour qu'elles vivent sur un pied d'égalité et bénéficient de l'égalité des chances de réussite. Pour ce faire, un accent particulier sera mis sur:

- Promouvoir le développement économique des différentes régions.
- Encourager les échanges économiques entre eux.
- Combattre les préjugés entre les groupes ethniques, résoudre dans un esprit d'unité les différences qui les divisent.
- Punir ceux qui fomentent des divisions.

Au vu de tous les problèmes auxquels notre pays est confronté, la révolution peut être décrite comme un défi que nous devons relever. Nous le faisons avec la volonté de victoire et avec la participation active des masses populaires mobilisées à travers les CDR.

Dans un proche avenir, avec l'élaboration de programmes pour les différents secteurs, l'ensemble du territoire de la Haute-Volta sera un vaste chantier.

La participation de tous les voltaïques capables et en âge de travailler sera nécessaire dans le combat impitoyable que nous mènerons pour transformer ce pays en un pays prospère et radieux, un pays où les peuples seront les seuls maîtres du matériel et du spirituel de la nation. richesse.

Enfin, nous devons définir la place de la révolution voltaïque dans le processus révolutionnaire mondial. Notre révolution fait partie intégrante du mouvement mondial pour la paix et la démocratie, contre l'impérialisme et toutes les formes d'hégémonisme. C'est pourquoi nous nous efforcerons d'établir des relations diplomatiques avec d'autres pays, quel que soit leur système politique et économique, sur la base des principes suivants:

- Respect de l'indépendance mutuelle, de l'intégrité territoriale et de la souveraineté nationale .
- Non-agression mutuelle.
- Non-ingérence dans les affaires intérieures.
- Commerce avec tous les pays sur un pied d'égalité et sur la base du bénéfice mutuel.

Nous apporterons une solidarité et un soutien actifs aux mouvements de libération nationale qui luttent pour l'indépendance de leurs pays et la libération de leurs peuples. Cet accompagnement est notamment orienté:

- Au peuple namibien, sous la direction de SWAPO.
- Au peuple sahraoui, dans sa lutte pour récupérer son territoire national.
- Au peuple palestinien, pour ses droits nationaux.

Objectivement, les pays africains anti-impérialistes sont des alliés dans notre lutte. Les alliances néocoloniales opérant sur notre continent rendent nécessaires des liens plus étroits avec ces pays.

Vive la révolution démocratique et populaire!

Vive le Conseil National de la Révolution!

Patrie ou mort, nous gagnerons!

Les tribunaux révolutionnaires populaires

(Discours prononcé à la séance inaugurale, 3 janvier 1984)

Le 3 janvier 1984, les nouveaux tribunaux révolutionnaires populaires (TPR) ont tenu leur première session à la Maison du peuple à Ouagadougou. L'ancien président Sangoulé Lamizana, renversé lors d'un coup d'État militaire de 1980, était accusé de détournement de fonds publics. Lamizana a par la suite été déclaré non coupable. Le discours suivant prononcé lors de la séance d'ouverture a été publié sous forme de brochure par le ministère de la Justice.

Camarades présidents d'institutions;

Camarades membres du Conseil national de la Révolution;

Camarades membres du gouvernement révolutionnaire;

Camarades membres des tribunaux révolutionnaires populaires; Camarades militants de la révolution

démocratique et populaire; Excellences, Mesdames et Messieurs:

Cela faisait exactement dix-huit ans jour pour jour que le peuple voltaïque est descendu dans la rue dans une vague révolutionnaire , criant des slogans tels que "A bas les détourners de fonds publics!" et "A bas ceux qui affament le peuple!" à ceux qui les avaient toujours bâillonnés, exploités et opprimés. Il y a dix-huit ans aujourd'hui, le peuple voltaïque est descendu dans la rue pour réclamer «du pain, de l'eau et de la démocratie!»

Le 3 janvier 1966, dans un sursaut collectif d'énergie, le peuple voltaïque a mis la bourgeoisie réactionnaire et corrompue de notre pays sur le banc des accusés. Après avoir utilisé le peuple comme tremplin pour accéder au pouvoir, la bourgeoisie leur avait tourné le dos dans une course effrénée pour accumuler des richesses mal acquises. Aujourd'hui, le peuple voltaïque accuse à nouveau. Le peuple voltaïque accuse et exige que le verdict du peuple soit exécuté.

Aujourd'hui, pour réaliser ses aspirations les plus profondes de longue date, le peuple voltaïque lui-même a forgé un instrument approprié - les tribunaux révolutionnaires du peuple. Nous avons fait notre choix et, désormais, rien ne peut empêcher le peuple de rendre son verdict. Désormais, rien ne pourra empêcher le peuple d'infliger un châtiment exemplaire à toutes les racailles politiques qui se sont nourries de famine, et à tous les criminels qui ont toujours méprisé et humilié le peuple en lui infligeant mille et une indignités.

Le peuple voltaïque accuse et le monde tremble.

Le monde des exploiters, des pillards et de tous ceux qui profitent du système néocolonial tremble parce que le peuple

voltaïque est maintenant devenu maître de son destin et veut rendre sa propre justice.

Camarades membres des tribunaux révolutionnaires populaires:

En choisissant le 3 janvier 1984, comme date d'ouverture solennelle de vos délibérations, vous ne faites donc que renouer avec un passé récent, qui a constitué un moment décisif dans le développement de l'opposition consciente de notre peuple à la ruine et à l'exploitation par des couches et classes sociales réactionnaires. , qui sont de véritables partisans locaux de l'impérialisme.

La création des tribunaux révolutionnaires populaires se justifie par le fait que, à la place des tribunaux traditionnels, le peuple voltaïque entend désormais mettre en pratique le principe de la participation réelle des classes laborieuses et exploitées à l'administration et à la gestion des affaires de l'État dans tous les domaines et dans tous les secteurs de la société.

Les juges des tribunaux révolutionnaires populaires ont été choisis parmi les ouvriers et par les ouvriers uniquement, avec pour mission d'exécuter la volonté du peuple. Pour cela, il n'est pas nécessaire pour eux de connaître les anciennes lois.

Nés parmi le peuple, il leur suffit de se laisser guider par leur sens de la justice populaire.

En l'absence de textes codifiés, ils n'ont qu'à se baser sur le droit révolutionnaire, rejetant les lois de la société néocoloniale. En établissant comme objectif la destruction de l'appareil d'État bureaucratique et en facilitant grandement l'accès du peuple à ses représentants, notre révolution, la révolution d'août, prouve - s'il en était encore besoin - que le

régime que nous ont établi est plus démocratique que la plus démocratique des républiques bourgeoises.

Cependant, nous devons nous attendre à la mise en place de la

Les tribunaux révolutionnaires doivent être attaqués par nos ennemis tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Sans l'ombre d'un doute, ils verront dans ces tribunaux un instrument de répression, sinon de nature politique . Ils crieront sûrement que les droits de l'homme sont violés. Mais laissez-les crier.

Notre système de justice populaire est différent du système de justice dans une société où les exploiters et les oppresseurs contrôlent l'appareil d'État, en ce qu'il s'efforcera de mettre en lumière et d'exposer publiquement tous les côtés sociaux et politiques cachés des crimes perpétrés contre les les gens, et les aider à en comprendre les conséquences afin de tirer des leçons de moralité sociale et de politique pratique. Les décisions des tribunaux révolutionnaires populaires permettront de révéler au monde les blessures du régime néocolonial en fournissant du matériel d'analyse critique et en faisant ressortir les éléments nécessaires à la construction d'une société nouvelle.

Par conséquent, en prononçant des verdicts contre des crimes socio-économiques et moraux, ce sont en fait des procès politiques , qui remettent en cause le système politique de la société néocoloniale. A travers les hommes jugés, c'est la société qui est en jeu ici. C'est pourquoi la procédure judiciaire doit revêtir un caractère pédagogique à travers les explications données aux masses populaires, tant au procès que dans la presse. Les verdicts rendus devraient susciter suffisamment de réflexion. L'hypocrisie de la morale

bourgeoise réactionnaire s'exprime par des accès d'indignation face aux verdicts de culpabilité de quelques individus , et par une complicité silencieuse dans le génocide généralisé d'un peuple mourant de pauvreté, de famine et d'obscurantisme.

Nous jugeons un homme pour donner des droits à des millions de personnes. Nous sommes donc de fervents défenseurs des droits de l'homme et non des droits d' un seul homme. À la «moralité» immorale de la minorité exploiteuse et corrompue, nous contre-posons la morale révolutionnaire de tout un peuple agissant dans l'intérêt de la justice sociale.

Armé de cette légitimité révolutionnaire, le Conseil National de la Révolution vous exhorte, camarades juges des TPR, à agir froidement et avec une conscience révolutionnaire, à agir fermement mais sans excès, avec lucidité plutôt que par passion, et avec discernement mais sans clémence, afin de protéger les acquis de notre révolution .

Nous avons choisi entre deux formes de droit - la loi révolutionnaire du peuple d'une part, et l'ancienne loi réactionnaire de la minorité bourgeoise d'autre part. La justice que vous êtes appelé à rendre est inspirée des principes démocratiques de notre révolution. Une démocratie pour le peuple et contre les exploiters et les oppresseurs - telle est la base du travail des tribunaux révolutionnaires populaires.

Tu devrais être fier. Fiers d'avoir été choisis et appelés à être les architectes d'une entreprise innovante à tous points de vue.

Laissons les partisans de la prétendue démocratie pure à leurs gémissements et à leur procrastination. Que les juristes et autres savants s'indignent et se scandalisent. Ce sont tous

des formalistes, obsédés par les procédures et le protocole, qu'ils n'ont pas encore compris, visent à tromper le peuple, à transformer le juge - drapé de sa robe, paré de sa ceinture, et parfois même d'une perruque - en clown pour à qui nous, révolutionnaires, éprouvons de la compassion, surtout quand nous le sentons si proche du peuple qu'il veut abandonner sa profession.

En effet, les régimes réactionnaires engendrent la justice réactionnaire. Nous comprenons la détresse d'un juge progressiste ou même révolutionnaire lorsqu'il est contraint d'appliquer des lois qui tournent en dérision ses convictions politiques les plus profondes. Nous avons observé de tels dilemmes dans d'autres professions - dans l'armée, pour ne citer qu'un exemple. Mais heureusement la révolution du 4 août, la révolution démocratique et populaire, est venue libérer et mobiliser la conscience de tous ceux qui ont consciemment choisi le camp du peuple.

Les masses populaires de Haute-Volta ont cessé d'être dupes des politiciens réactionnaires le jour où elles ont compris que dans une société où les exploiters exercent leur domination sur la majorité du peuple, la justice signifie incontestablement la justice pour les exploiters. Puisque l'un des objectifs de notre révolution populaire est d'instituer un État démocratique, cet État doit être fondamentalement différent de l'état des exploiters.

Le système de justice dans un État démocratique est donc différent du système de justice des exploiters. Les régimes politiques réactionnaires enterrés dans notre pays - et ceux qui comme eux se fossilisent ailleurs - n'ont jamais osé et n'osent pas traduire en justice ces gangsters politiques, précisément parce qu'ils ont compris que sous leur système

réactionnaire, ils ne peuvent pas instituer de tribunaux révolutionnaires populaires, dans lequel le peuple s'exprimerait sans se laisser emporter par lui-même. De même qu'ils ne peuvent pas laisser la question aux cours traditionnels, dont les verdicts ne feraient que provoquer la colère légitime des sans voix, de la voix du peuple.

Ce fut la raison des solutions grossières, telles que les détentions administratives, par exemple, que les philistins du Comité militaire pour la réparation et le progrès national administrèrent sous la tutelle savante de l'inventeur-historien-inquisiteur-réactionnaire, Joseph KiZerbo.

Ailleurs, il y a la réclusion à perpétuité et l'assignation à résidence permanente, où les autorités comptent sur le passage du temps pour faire oublier que les dirigeants étaient confrontés à des problèmes politiques qu'ils auraient dû résoudre - à savoir, le problème du peuple et son droit à la justice. .

En créant les tribunaux révolutionnaires populaires, le CNR, le gouvernement révolutionnaire et le peuple militant de la révolution démocratique et populaire savent que la justice populaire devra être rendue dans toute sa sévérité, même si elle implique des éléments dégénérés qui se trouvent en leur sein. rangs. En même temps, chaque militant sait que le caractère ouvert de son travail politique, de sa conduite quotidienne et de son activité sociale fera en sorte qu'il ne fasse pas de nuit ou dans l'ombre, ce qu'il peut faire avec une conscience claire au sens large. lumière du jour. En vérité, il n'y a pas d'autre vertu que celle impulsée par, et véritablement sous le contrôle de la société et du peuple.

Dans une société comme la nôtre, où la population est analphabète à 95% et tenue dans l'obscurantisme et l'ignorance par les classes dirigeantes, la loi bourgeoise, défiant tout bon sens, ose affirmer que «l'ignorance de la loi n'est pas une excuse». A l'aide de telles ruses, les classes possédantes oisives oppriment les larges masses populaires - les paysans de nos campagnes et les ouvriers de nos villes.

Il en va de même lorsque, au nom de ce même système juridique, on affirme que «la loi seule peut employer la force». Puisque la loi a été promulguée pour défendre et défendre les intérêts des classes dirigeantes, cet argument sur la force est remonté chaque fois que les intérêts de la minorité sont menacés. «La loi seule peut employer la force» est une expression sacrée des expropriateurs pour écarter toute idée de justice populaire.

Ainsi, tout est permis, sauf ne pas avoir assez d'argent pour acheter un avocat et des juges, qui sont les seuls responsables d'interpréter les propos et les textes déroutants qui utilisent un langage ésotérique et élitiste.

En fait, en dernière analyse, la loi seule emploie la force, ce qui signifie que la loi des plus riches, les lois appartenant au plus offrant et les talents oratoires vendus au plus offrant l'emportent toujours sur les «droits communs» de le peuple, ceux qui restent à jamais coupables d'être pauvres, de ne pas pouvoir acheter les services d'avocats renommés, ou qui se montrent simplement ignorants et analphabètes.

Chaque jour, sous nos yeux, nous voyons des voleurs poursuivis par une foule qui se réfugient dans un commissariat de police, convaincus que «la loi seule peut employer la force», et que leur protection sera assurée. En revanche, un paysan de passage à Ouagadougou, accusé pour

la moindre bagatelle, devra éviter à la fois ses poursuivants et le commissariat de police. Parce qu'il n'a aucun espoir de trouver justice nulle part dans le monde de la grande ville. En effet, il estime que le poste de police est un lieu où il sera puni au nom de la loi. Et il croit naïvement que tous les citoyens sont égaux devant la loi, une loi implacable et incontournable.

La révolution démocratique et populaire doit briser le système judiciaire antidémocratique et anti-populaire. Exactement comme notre peuple a brisé le verdict des élections truquées de décembre 1965, au cours desquelles le mégalomane réactionnaire Maurice Yaméogo affirmait avoir «démocratiquement» remporté 99,99% des voix. Quelques jours plus tard, le 3 janvier 1966, notre peuple - hors des urnes et contre les urnes - a imposé son propre verdict implacable et révolutionnaire en déposant l'imposteur. Aucun interprète des textes de droit romain, aucun juge, aucun avocat, aucun tribunal n'osait s'opposer à cette démocratie puissante, implacable et véritablement populaire. Et pour une bonne raison!

Plus récemment, après le coup d'État contre-révolutionnaire du 17 mai 1983, lorsque le camarade Blaise Compaoré a rejoint ses troupes et le peuple révolutionnaire de la ville de Pô pour préparer la contre-attaque révolutionnaire contre les usurpateurs, personne n'a osé contester l'héritage d'une telle réponse. De toute évidence, la légalité, les livres de droit et les règlements militaires de l'armée néocoloniale ont été totalement remis en question à cette occasion. Le camarade Compaoré savait que les commandos et le peuple de Pô incarnaient vraiment les sentiments les plus profonds de justice, d'honneur et de

dignité de tout notre peuple. De ce point de vue, son action était mille fois démocratique et légale. Aucune réglementation militaire, aucune loi du système judiciaire néocolonial voltaïque ne pouvait soutenir une telle attitude . Et pourtant, cette attitude était juste et légitime aux yeux de la grande majorité de notre peuple révolutionnaire, humilié et insulté par la trahison réactionnaire du 17 mai 1983.

Les actions de notre peuple dans ces deux exemples nous apprennent qu'il ne sert à rien de se conformer à la légalité bourgeoise de la minorité si nous ne sommes pas totalement d'accord avec la moralité non codifiée de notre peuple.

Le peuple voltaïque propose de partager son expérience avec les autres peuples du monde. Aucun arsenal d'intrigues juridico -politiques, aucune sorcellerie corruptrice de la féodalité financière, aucune violation de conscience et aucun cirque électoral ne pourra empêcher la justice populaire de triompher.

Camarades, tant qu'il y aura oppression et exploitation, il y aura toujours deux systèmes de justice et deux systèmes de démocratie: celui des oppresseurs et celui des opprimés, celui des exploiters et celui des exploités. La justice sous la révolution démocratique et populaire sera toujours justice pour les opprimés et exploités, par opposition à la justice néocoloniale d'hier, qui était celle des oppresseurs et des exploiters. Camarades, le peuple doit appliquer lui-même la justice, sa justice.

Les pleurnicheries et les larmes de crocodile ne doivent en aucune façon vous influencer lorsqu'il s'agit de porter des coups lourds contre ceux qui se montrent incapables de tout autre sentiment que le mépris le plus féodal du peuple et de

ses intérêts. Cependant, s'il se trouve que certains vous convainquent de leur gratitude envers les gens parce qu'en étant sévèrement punis, ils ont eu la possibilité de comprendre leurs crimes, alors tenez-leur la main.

Faites-leur nous connaître. Après leur avoir fait payer le dernier centime légitimement exigé d'eux par le peuple , nous créerons les conditions pour qu'ils comprennent qu'une fois dépouillés de leur immense richesse mal acquise, ils peuvent réussir à trouver le vrai bonheur. Ce bonheur, dans notre société révolutionnaire, ne sera rien d'autre qu'un travail honnête qui rapporte un salaire honnête. Ce salaire honnête apporte une dignité et une liberté qui ne peuvent être calculées ni en termes de comptes bancaires secrets en Suisse ou ailleurs, ni en titres spéculatifs sur les bourses les plus réputées, ni en défilant un luxe agressif et traumatisant devant un peuple mourant de faim. , la maladie et l'ignorance. Ce bonheur, dans lequel nous invitons d'éventuels pénitents à partager, résidera dans la satisfaction d'avoir prouvé votre utilité pour la société et de jouir de votre droit de participer à la définition et à la concrétisation des aspirations des personnes qui vous acceptent et vous incluent.

Camarades, les tribunaux révolutionnaires du peuple sonnent le glas de l'ancien droit romain. C'est le chant du cygne du droit social napoléonien étranger qui a marginalisé tant de nos peuples et qui a consacré les privilèges illégitimes et scandaleux d'une classe minoritaire. Que les toutes prochaines sessions de Ouagadougou ouvrent un chemin bien éclairé, au bout duquel, dans le ciel de la révolution universelle , brillera le grand soleil de la justice, projetant ses puissants rayons dans le cœur de tous ceux qui espèrent,

mais n'ose pas; de tous ceux qui osent, mais ne comprennent pas; et de tous ceux qui comprennent, mais n'osent pas.

Patrie ou mort, nous gagnerons!

Il n'y a qu'une seule couleur - celle de l'unité africaine

(Au retour de la tournée africaine, août 1984)

À l'été 1984, Sankara s'est rendu en Éthiopie, en Angola, au Congo (Brazzaville), au Mozambique, au Gabon et à Madagascar. A son retour, il a tenu une conférence de presse à Ouagadougou, qui a eu lieu après la célébration du premier anniversaire de la révolution, au cours de laquelle la Haute-Volta a été rebaptisée Burkina Faso. Vous trouverez ci-dessous des extraits majeurs, qui ont été publiés dans le numéro du 10 août 1984 du Carrefour africain.

Question: Quel est l'état des relations avec votre voisin conservateur, relativement plus riche, la Côte d'Ivoire?

Thomas Sankara: Que conserve la Côte d'Ivoire? Je sais ce que vous vouliez dire, mais j'aimerais savoir plus précisément quelle idéologie la Côte d'Ivoire conserve, afin de mieux juger du contraste, s'il y en a un, entre notre idéologie et la leur.

Nos relations sont bonnes, puisque la Haute-Volta entretenait des relations avec la Côte d'Ivoire. Le Burkina Faso déclare, comme je l'ai dit dans mon message du premier anniversaire, que nous serons ouverts à tous et que nous nous adresserons à tout le monde. Dans ce contexte, dans cet esprit, je pense que nos relations sont bonnes. Naturellement, il y a toujours quelque chose à faire pour améliorer les relations. Mais en ce qui nous concerne,

la situation actuelle nous convient. Et si nos frères ivoiriens le souhaitent, nous pouvons continuer comme ça et même faire mieux. Mais je n'ai pas connaissance de problèmes particuliers entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso.

Bien sûr, nous avons des adversaires en Côte d'Ivoire, de nombreux adversaires. Mais en tant que révolutionnaires - dès que nous avons commencé à nous considérer comme des révolutionnaires - nous savions très bien que le monde dans lequel nous vivons n'est pas révolutionnaire. Nous devons vivre avec des réalités qui ne nous plaisent pas toujours. Nous devons être prêts à vivre avec des gouvernements qui ne font pas du tout de révolution, ou peut-être même qui attaquent notre révolution. C'est une très grande responsabilité pour les révolutionnaires. Peut-être que ceux qui viendront après nous - les révolutionnaires - vivront dans un monde meilleur et auront une tâche beaucoup plus facile.

Pour nous, en tout cas, dès que nous acceptons cette réalité - que la Côte d'Ivoire ne fait pas de révolution, alors que nous le faisons - alors tout devient simple. Les difficultés, les complications et les préoccupations ne sont que dans l'esprit de ceux qui sont révolutionnaires, mais qui, d'une manière romantique, espèrent ou pensent que tout le monde devrait agir comme des révolutionnaires. Mais nous ne sommes pas surpris. Nous ne sommes donc pas dérangés. C'est une réalité à laquelle nous étions préparés.

Question: Des liens historiques existent entre le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire. Nous pouvons le voir par les visites périodiques que vous effectuez dans le cadre des organisations régionales et sous-régionales. Mais

concrètement, camarade président, depuis l'arrivée au pouvoir du Conseil national de la révolution, comment va l'axe Abidjan-Ouagadougou? Car certains parlent d'un certain sang-froid, et on prétend même que votre absence au dernier sommet du Conseil de l'Entente à Yamoussoukro ¹⁵ et l'annulation d'une visite de travail en Côte d'Ivoire sont significatives.

Sankara: Vous demandez comment va l'axe Abidjan-Ouagadougou. L'axe est droit, lorsqu'il est géré par Air Ivoire et Air Volta (bientôt Air Burkina). L'axe est vrillé et sinueux, lorsqu'il est représenté par le chemin de fer Abidjan-Ouagadougou. L'axe est chaotique, très difficile, avec des hauts et des bas, quand il correspond à la route Abidjan-Ouagadougou - un axe qui traverse des régions sombres, des régions forestières et de la savane, qui s'étend de l'océan au cœur du Sahel desséché. . C'est donc un ensemble de réalités complexes que chacun de nous doit saisir. Voilà cet axe. Vous voulez une description, vous y êtes.

Vous m'avez posé une deuxième question. Certains disent que la fraîcheur existe. Vous ne spécifiez pas qui dit cela, ce qui ne facilite pas notre tâche. Quoi qu'il en soit, vous dites que certaines personnes ou certains journaux parlent d'un certain sang-froid entre Abidjan et Ouagadougou.

Ici, nous vivons dans la chaleur de la révolution, et ceux qui frissonnent devraient simplement se protéger et prendre les précautions nécessaires. Entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso, il existe toutes sortes de relations - géographiques, historiques, économiques, sociales et autres. Ce sont des relations que nous ne pouvons pas simplement effacer en sonnant une cloche, des relations que les Ivoiriens ne peuvent pas nier non plus.

Aujourd'hui, le Burkina Faso est engagé dans une voie révolutionnaire pour transformer sa société, pour lutter contre un certain nombre de maux et de fléaux que nous connaissons ici, et nous pensons que seuls les ennemis du Burkina Faso s'en plaignent. Tout Ivoirien qui aime le peuple burkinabè devrait applaudir la révolution burkinabè. Tout Ivoirien qui n'aime pas la révolution burkinabè n'aime pas le peuple burkinabè. C'est de là que vous devez commencer pour déterminer où il fait froid et qui a froid.

Cela signifie-t-il que la Côte d'Ivoire, qui avait d'excellentes relations avec la Haute-Volta réactionnaire, se refroidit soudainement parce que la Haute-Volta est devenue révolutionnaire? C'est une question qui ne peut être posée qu'aux Ivoiriens. Nous vivons dans la chaleur de la révolution, chaleur que nous partageons volontiers avec quiconque est prêt à l'accepter. Mais on ne peut l'imposer à personne, et ce serait vraiment dommage si les peuples fraternels, voisins, ne partageaient pas la même joie, ou ne bénéficiaient pas de la même chaleur.

Question: Contrairement à la Côte d'Ivoire, le Ghana et son président sont les bienvenus au Burkina Faso. Nous avons même vu des troupes ghanéennes défiler lors de la commémoration de la révolution. Où se termine le support et où commence les interférences? En un mot, le Ghana peut-il devenir un handicap pour votre jeune pays?

Sankara: Soutenir à qui? Ingérence dans les affaires de qui? L'ingérence commence quand un peuple sent qu'une trahison est commise à son encontre. Tant que ce n'est pas le cas, il n'y aura jamais assez de soutien.

Le Ghana vient au Burkina Faso, se présente ici chaque fois qu'une occasion le justifie, lors d'occasions heureuses et aussi lors d'occasions moins heureuses. Parce que - nous n'en doutons pas, et je pense que vous n'en doutez pas non plus - les Burkinabè et les Ghanéens partagent une profonde affinité. Un s longtemps que dure cette affinité, on ne peut que déplorer le fait que nous avons pas assez fait pour augmenter le montant du soutien.

Nous n'avons pas une vision chauvine des choses et nous condamnons le sectarisme. Pour ces raisons, nous considérons les frontières comme des lignes administratives, peut-être nécessaires pour limiter la sphère d'activité de chaque pays et lui permettre de voir les choses clairement. Mais l'esprit de liberté et de dignité, de compter sur ses propres ressources, d'indépendance et de lutte anti-impérialiste cohérente doit souffler du nord au sud et du sud au nord, franchissant les frontières avec facilité. Nous sommes heureux de dire que c'est le cas entre le Burkina Faso et le Ghana, et cela doit continuer à être le cas.

Pensez-vous que notre pays aurait des problèmes ou des difficultés dans ses relations si le vent soufflait sur notre pays et tous les autres pays? Pensez-vous que les pays seraient arrivés au point de se menacer de l'apocalypse aujourd'hui si ce même vent soufflait dans tous les pays du monde? Actuellement, nous parlons de l'Iran et de l'Irak - ne pensez-vous pas qu'il serait bon que les Iraniens visitent les Irakiens de la même manière que les Ghanéens visitent les Burkinabè et vice versa? ¹⁶

Nous pensons que c'est un exemple que nous aimerions voir répété. Nous pensons que c'est dans l'intérêt des

peuples du monde. Ceux qui perdent peuvent être ceux qui voudraient opposer le Ghana au Burkina Faso pour leurs propres arrière-pensées.

Question: Que pense le Burkina Faso de la crise actuelle au sein de l'Organisation de l'unité africaine [OUA]?

Sankara: Nous pensons que c'est une crise tout à fait normale et bienvenue, car il y a un processus révolutionnaire en cours qui nécessite de remettre en question et de redéfinir les objectifs de l'OUA.

L'OUA ne peut pas continuer d'exister telle qu'elle a été. Le désir de s'engager dans la promotion de l'unité l'a emporté trop rapidement sur le désir de réaliser l'unité. Beaucoup de choses ont été sacrifiées au nom de l'unité et par la promotion de l'unité. Les peuples d'Afrique sont de plus en plus difficiles à plaire aujourd'hui. Et parce qu'ils le sont, ils disent non aux réunions et conférences dont la fonction est d'adopter des résolutions qui ne sont jamais suivies d'effet, ou dont la fonction est de ne pas adopter des résolutions attendues depuis longtemps qui pourraient être suivies d'effet.

L'Afrique est confrontée à ses problèmes - problèmes que l'OUA réussit toujours à éviter en remettant sa solution à demain. Que demain est aujourd'hui. Nous ne pouvons plus remettre toutes ces questions à demain. C'est pourquoi nous trouvons que cette crise est tout à fait normale. Il se peut même qu'il soit un peu tard à venir.

Question: Pouvez-vous nous dire la position du Burkina Faso sur le conflit au Sahara Occidental?

Sankara: Nous avons reconnu la République arabe sahraouie démocratique [RASD] et nous pensons qu'il n'y a aucune raison d'hésiter sur la question - lorsqu'un peuple a décidé de

choisir une organisation, c'est un devoir de la reconnaître. Nous pensons donc qu'il ne peut y avoir de sommet de l'OUA sans la RASD. Quelqu'un manquerait. Si quelqu'un est porté disparu et que les raisons de cette absence ne sont pas légitimes, le Burkina Faso ne jouera pas le jeu. ¹⁷

Question: Vous avez parlé à plusieurs reprises de l'aide et de la coopération, qu'elle soit africaine ou non africaine, mais pas de n'importe quel type d'aide. Que veux-tu dire par là?

Sankara: L' aide doit aller dans le sens du renforcement de notre souveraineté et non de la saper. L'aide doit aller dans le sens de la destruction de l'aide. Toute aide qui tue l'aide est la bienvenue au Burkina Faso. Mais nous serons contraints d'abandonner toute aide qui crée une mentalité de bien-être. C'est pourquoi nous sommes très prudents et très exigeants chaque fois que quelqu'un nous promet ou nous propose de l'aide, ou même lorsque c'est nous qui prenons l'initiative de la demander.

Vous ne pouvez pas faire une révolution ou gagner votre indépendance sans une certaine dose de stoïcisme et de sacrifice. Le peuple burkinabé se montre un tel stoïcisme, précisément pour éviter les tentations, pour éviter de prendre la voie de la facilité, comme certaines aides nous encourageraient à le faire. Ces mirages ont fait beaucoup de mal à notre pays et à d'autres. Nous voulons y mettre un terme.

Question: Com Rade Président, lors de votre retraite à Koupéla ¹⁸ vous avez reçu un membre de la Cour internationale de Justice. Il a dû vous parler du problème Burkina Faso-Mali. Alors, comment se déroulent les délibérations? Êtes-vous optimiste quant au résultat?

Sankara: Quarante-cinq jours après notre *arrivée au* pouvoir au Burkina Faso, nous avons exprimé au peuple malien notre plus grande volonté de travailler pour trouver une solution équitable à ce problème. Nous avons levé tous les veto, toutes les interdictions et tous les obstacles qui empêchaient un dialogue franc et constructif autour de cette question. ¹⁹ Je dois dire que les gestes spontanés sont généralement les plus sincères.

Nous considérons qu'il est important d'assurer le peuple malien de notre volonté, de notre sincérité et de notre profond désir de vivre en paix avec eux. C'est pourquoi nous nous sommes débarrassés de cette balle, qui était dans le camp du Burkina. Ce problème pour nous est terminé. Nous nous tournons vers les autres partenaires, que ce soit la Cour internationale de justice ou le Mali. Nous leur donnons le temps d'agir ou de réagir. Nous ne sommes pas inquiets à ce sujet.

Question: Votre homologue du Zaïre a récemment demandé la création d'une ligue d'États d'Afrique noire. Avez-vous été consulté et que pensez-vous de cette initiative du président Mobutu? Plus précisément, pensez-vous qu'une telle ligue pourrait résoudre les problèmes auxquels l'Afrique noire est confrontée? Et pensez-vous que les conflits au Sahara Occidental et au Tchad ²⁰ sont les causes de la situation actuelle de l'OUA?

Sankara: Votre question me dérange beaucoup parce que vous semblez dire encore une fois que les chefs d'Etat se sont concertés autour de cette fameuse proposition de ligue des Etats d'Afrique noire. C'est ce que votre question semble impliquer. En tout cas je n'ai pas été consulté, heureusement

pour moi! Peut-être que seuls ceux qui avaient quelque chose à «apporter» ont été consultés.

Nous ne sommes pas opposés à ce que les Africains noirs se réunissent, car la réalité est qu'il y a des Africains noirs et des Africains blancs, mais nous ne savons pas exactement ce que cela accomplirait. Nous ne savons pas à quoi cela servirait de répéter sans cesse que nous sommes des Noirs, comme si les problèmes auxquels fait face l'OUA étaient dus au fait qu'il y a une OUA bicolore, et que nous devrions songer à former une seule- couleur OAU. C'est le surréalisme, qui produit un certain type de peinture que nous ne trouvons pas attrayant.

Vous et *Jeune Afrique* semblez dire que le conflit au Sahara Occidental - nous l'appelons le conflit entre la RASD et le Maroc, pour que nous nous comprenions - et dans une moindre mesure le conflit au Tchad, pourrait expliquer pourquoi l'OUA est commencée à se désagréger. C'est un peu comme si ces deux questions, le Tchad et la RASD, étaient celles qui impliquaient des Africains non noirs et qu'en les jetant hors de l'OUA, nous pourrions nous retrouver harmonieusement parmi les Africains noirs. Je ne suis pas sûr que les relations entre la RASD, qui est africaine et majoritairement blanche, et certains pays d'Afrique noire sont pires qu'entre certains pays d'Afrique noire et d'autres pays d'Afrique noire. Ce n'est donc pas une question de couleur. En ce qui concerne la façon dont nous concevons l'OUA, il n'y a pas de place pour les sensibles aux couleurs. Il n'y a qu'une seule couleur - celle de l'unité africaine.

Question: Quelle est votre vision de l'évolution, notamment de l'échec, de la conférence de Brazzaville? ²¹

Sankara: Comme vous le savez très bien, nous avons soutenu les efforts à Brazzaville. Nous avons dit que la conférence de Brazzaville ne devrait pas être un ring de boxe d'où émergerait un champion poids lourd. Nous avons pleinement soutenu le président [congolais] Sassou Nguesso dans ses efforts pour créer les conditions d'un dialogue permettant aux Tchadiens de régler les choses entre eux. Mais nous avons également dit que pour que la conférence soit utile, il faudrait qu'elle reconnaisse le succès du peuple tchadien sur ses ennemis.

Question: Concernant vos relations avec la Libye, pourriez-vous citer un exemple d'aide de ce pays au Burkina Faso?

San kara: Vous me posez une question très délicate, très difficile. Il y a tellement d'exemples. Nous pourrions passer des heures et des heures, voire des jours et des jours, à vous parler de cette aide. Nous avons de très bonnes relations, qui ne se sont approfondies qu'au fur et à mesure que chaque pays a affirmé sa propre personnalité, que chaque pays a affirmé sa propre indépendance. Nous sommes très satisfaits, très heureux que la Libye respecte notre indépendance.

Nous visitons souvent la Libye. Il n'y a pas longtemps, j'ai rencontré le colonel Kadhafi. Nous avons discuté de nombreuses questions et fait quelques critiques mutuels. Nous sommes également prêts à nous engager dans l'autocritique lorsque nous estimons que la critique est bien fondée et qu'elle devrait nous inciter à changer de position. Tout comme nous invitons la Libye à faire de même. Parmi les révolutionnaires, nous devons nous engager dans la critique et l'autocritique. Cela ne veut pas dire que la Libye est parfaite, car rien n'est parfait dans aucun pays du monde. Et cela donne lieu à des

discussions. Nos relations continuent donc d'être telles qu'elles ont été et ont même pris un nouvel aspect avec cette forme de critique mutuelle et de débat fructueux.

Question: Lors d'une tournée en Afrique, vous avez visité le Mozambique et l'Angola. Cependant, nous savons que ces pays ont signé des pactes avec l'Afrique du Sud qui semblent, à première vue, contre nature.²² Quelle est la position du Burkina Faso sur ces accords?

Sankara: Nous avons déjà exprimé notre position. Il y a une question fondamentale impliquée ici. L'Afrique du Sud raciste ne cessera jamais d'être un poison, une épine dans le flanc de tous les Africains. Tant que cette épine, cette idéologie barbare, arriérée et anachronique - ap artheid - n'aura pas été supprimée, le racisme ne cessera pas. Il n'y a donc pas de place pour ourler et haw, pour changer de position sur cette question.

Les voies et moyens de résoudre ce problème sont des questions tactiques pour chaque pays. Mais fondamentalement, la lutte contre le racisme doit se poursuivre. En outre, la tactique et la stratégie ne doivent pas être confondues. C'est pourquoi, tout en évitant de donner des leçons ou de critiquer nos camarades angolais et mozambicains, nous leur rappelons leur devoir de lutter contre le racisme, et quelle que soit la tactique qu'ils utilisent, ils doivent mener une lutte permanente contre ce racisme. Toute autre position serait une négation des sacrifices consentis par les martyrs africains. Ce serait aussi une négation de tout ce qui se fait aujourd'hui et de tout ce qui est fait hier.

Dans le même temps, nous n'hésitons pas à critiquer les autres États africains pour avoir échoué à offrir un soutien

efficace, authentique et concret à ces pays du front, qui veillent à la sécurité de tous face au racisme. C'est parce que Mozambique a osé soutenir d'autres luttes que ce qui était autrefois la Rhodésie vit aujourd'hui une réalité différente.²³ C'est parce que l'Angola monte la garde contre l'Afrique du Sud que nous autres, aussi loin que l'Afrique de l'Ouest ou du Nord, pouvons échapper à la menace directe du racisme. Mais si ces deux pays devaient tomber, si les États de première ligne s'effondraient, cela signifierait une avancée régulière, dangereuse et incursionnaire des véritables frontières des racistes.

Nous ne pouvons donc qu'encourager les deux pays à poursuivre leur lutte acharnée contre le racisme, contre l'Afrique du Sud raciste. Et tant qu'on y est, on ne peut qu'espérer qu'ils exercent toute la vigilance nécessaire. Lorsque vous traitez avec le diable, vous devez faire attention à avoir une cuillère avec un manche très long - assez long, en tout cas.

Question: Que pense le Burkina Faso de la condition préalable posée par l'Afrique du Sud pour l'indépendance de la Namibie - le retrait des troupes cubaines d'Angola?²⁴

Sankara: La condition préalable que l'Afrique du Sud soulève est un hareng rouge, car elle a des relations avec des pays, y compris des pays africains, qui ont des troupes étrangères sur leur sol. Pourquoi n'y a-t-il pas de problème dans ces cas? Pourquoi veulent-ils empêcher l'Angola d'appeler des personnes qui, selon lui, apportent une contribution utile et apportent un soutien utile? C'est leur droit. Faire appel aux troupes cubaines est une question qui implique la souveraineté de l'Angola. C'est à l'honneur des Cubains qu'ils

acceptent d'aller mourir pour un autre pays alors qu'eux aussi ont des dangers à leur porte et sur leurs côtes.

En ce qui concerne la question de la présence de troupes étrangères dans tel ou tel pays, nous pensons qu'il y a des pays qui ont le droit de soulever la question et d'autres qui n'ont pas le droit, surtout quand ils ont des troupes étrangères dans leur propres pays. Les troupes cubaines ne sont pas moins légitimes que celles qui cherchent à étendre leur politique de domination.

Question: Vous avez fait référence dans votre discours aux pays qui vous accueillent avec le baiser de Judas, ou à ceux qui soutiennent les ennemis de votre peuple.

Comptez-vous la France parmi ces pays et comment envisagez-vous les relations entre la France et le Burkina Faso?

Sankara: Peut-être qu'à l'époque, seul Jésus a repéré Judas. Je ne suis pas sûr que les onze autres disciples l'aient fait. Ne prenons pas de l'avance sur nous-mêmes. Nous ne mettons les mots dans la bouche de personne. Mais nous sommes également conscients que les Judas savent qui ils sont et peut-être qu'ayant été pris en flagrant délit de complot contre nous, ils se trahiront d'une manière ou d'une autre.

Puisque nous sommes sur le sujet, une personne peut tout nier, mais ses intentions les plus profondes finiront par se manifester. Le premier des douze disciples, Pierre, s'est fait prendre lui-même. Quand Peter a prétendu qu'il n'était pas avec la personne qui faisait l'objet de la condamnation populaire, il a dit: «Ton accent t'a trahi». Eh bien, vous avez lu les Saintes Écritures comme tout le monde, alors je ne vais pas continuer.

La France entretient avec nous des relations que certains peuvent trouver surprenantes. Nous pensons que ces relations pourraient être meilleures. Nous voulons les améliorer. Nous l'avons répété plusieurs fois. Mais pour que ces relations s'améliorent, la France doit apprendre à traiter avec les pays africains, au moins avec nous, sur de nouvelles bases. Nous regrettons profondément que si mai 1981 a permis de transformer la France, vous êtes les seuls à le savoir. En ce qui concerne les relations de la France avec l'Afrique, en tout cas, mai 1981 n'a rien changé.²⁵

La France de mai 1981 suit pratiquement le même cours que les gouvernements précédents. Il a également affaire aux mêmes porte-parole représentant les différents groupes africains. La France d'aujourd'hui n'est pas différente de la France d'hier. C'est pourquoi nous, qui exprimons, qui véhiculons une nouvelle réalité africaine, ne sommes pas compris. Peut-être remuons-nous un peu l'étang tranquille des relations franco-africaines . Nous nous présentons en utilisant le langage de la vérité, une véracité qui est peut-être directe et un peu directe, mais une véracité couplée à une sincérité introuvable ailleurs. Pendant trop longtemps, la France s'est habituée au genre de langage utilisé par - je ne les appellerais pas tout à fait des sycophants, mais... La France était souvent habituée à la langue des laquais locaux du néocolonialisme. Dans de telles conditions, il ne peut pas comprendre qu'il y en a qui ne veulent pas faire la queue.

Si la France faisait l'effort de comprendre cette nouvelle réalité - qui est perçue au Burkina Faso comme une réalité largement partagée par de nombreux autres pays africains - si l'effort était fait pour l'accepter telle quelle, beaucoup de

choses changeraient. Mais malheureusement, ils veulent rejeter le Burkina Faso comme un problème mineur, un coup de chance, peut-être temporaire. Non, c'est la réalité en Afrique, et les relations entre l'Afrique et ses autres partenaires doivent donc évoluer en conséquence.

Question: Vous avez dit que vous étiez ouvert aux pays aux idéologies différentes. En mai 1981, les socialistes prirent le pouvoir en France. Pourtant, l'idéologie de votre pays s'oppose à celle de la France. Serait-il juste de dire qu'il devrait y avoir une amitié entre les deux pays, qui pourrait être qualifiée de conditionnelle? Si oui, quelles en seraient les conditions?

Sankara: Je pense que l'amitié inconditionnelle n'existe pas. Même le coup de foudre a, je crois, certaines conditions qui, lorsqu'elles se dissipent, ramènent les êtres humains sur terre et à des réalités étonnamment froides.

L'amitié entre le Burkina Faso et tout autre pays est une amitié conditionnée au respect de notre souveraineté et de nos intérêts, ce qui nous oblige à notre tour à respecter l'autre partenaire. Ces conditions ne sont pas une rue à sens unique. Nous pensons que le dialogue avec la France doit être franc. La véracité, tant que les deux partenaires sont vraiment disposés à la respecter, pourrait nous conduire à un programme d'amitié.

Le représentant de la France, son ambassadeur, a calculé que depuis le 4 août 1983, jusqu'à aujourd'hui, l'équilibre des échanges diplomatiques entre la France et l'ex-Haute-Volta a accusé un fort déficit à notre détriment. Cela en dit long. La France continue de croire que les positions du Burkina Faso peuvent être devinées, interprétées à travers, ou exprimées par tel ou tel grand coup. Ce qui signifie qu'à ce niveau, la

France n'a pas considéré le Burkina Faso comme quelque chose de nouveau - quelque chose de nouveau qui reflète une certaine réalité en Afrique.

Question: La Haute-Volta a décidé de ne pas participer aux Jeux olympiques [d'été de Los Angeles 1984]. Pourquoi? Comment expliquez-vous le fait que d'autres pays africains aient décidé de partir?

Sankara: La Haute-Volta a décidé de ne pas participer et le Burkina Faso confirme cette décision. Pas parce que nous n'avions pas beaucoup d'espoir de ramener des médailles à la maison, non! Mais par principe. Nous devrions utiliser ces jeux, comme toute plate-forme, pour dénoncer nos ennemis et le racisme de l'Afrique du Sud. Nous ne pouvons pas participer à de tels jeux aux côtés des partisans des politiques racistes de l'Afrique du Sud. Ni aux côtés de ceux qui rejettent les avertissements et les condamnations que les Africains ont émis pour affaiblir l'Afrique du Sud raciste. Nous ne sommes pas d'accord et avons choisi de ne pas y aller, même si cela signifie ne jamais aller aux Jeux Olympiques.

Notre position ne nous a été dictée par personne. Chaque pays qui a refusé de partir a ses raisons. Les nôtres concernent les relations entre les autorités sportives britanniques et l'Afrique du Sud. La Grande-Bretagne n'a jamais accepté les différents avertissements et les nombreuses protestations. La Grande-Bretagne n'a pas bougé et nous non plus. Nous ne serons pas à ses côtés pour célébrer. On ne peut pas aller à cette fête! Nous n'avons pas envie de célébrer.

Question: Vous savez que ce qui effraie souvent l'Occident, l'Europe et la France, c'est le terme de «révolution». Dans votre discours, vous avez dit que «la révolution ne peut pas

être exposée». Est-ce une manière de rassurer les pays qui ont un peu peur?

Est-il possible de ne pas exporter la révolution, alors que les frontières ne sont que des lignes administratives?

Sankara: La révolution ne peut pas être exportée. Un choix idéologique ne peut être imposé à personne. Exporter la révolution signifierait aussi que nous, Burkinabè, pensons pouvoir aller enseigner aux autres ce qu'ils doivent faire pour résoudre leurs problèmes. C'est une vision contre-révolutionnaire. C'est ce que proclament les pseudo-révolutionnaires, la petite bourgeoisie livresque et dogmatique. Ce serait dire que nous avons importé notre révolution, et cela étant vrai, nous sommes maintenant censés continuer la chaîne.

Ce n'est pas le cas.

Nous avons dit que notre révolution n'ignore pas les expériences des autres peuples, leurs luttes, leurs succès, et leurs revers. Cela signifie que la révolution au Burkina Faso prend donc en compte toutes les révolutions du monde, quelles qu'elles soient. La révolution de 1917 nous apprend beaucoup de choses, par exemple; et la révolution de 1789 nous fournit de nombreuses sonneries. La théorie de Monroe sur «l'Amérique pour les Américains» nous apprend beaucoup. Nous nous intéressons à tout cela.²⁶

Nous pensons également qu'avoir des frontières qui ne sont que des lignes administratives ne signifie pas que notre idéologie peut envahir d'autres pays. Parce que s'ils ne l'acceptent pas, s'ils le rejettent, cela ne fera pas beaucoup de progrès. Pour que ces frontières ne soient pas non plus un obstacle aux idées, elles doivent être comprises

des deux côtés de la ligne comme étant purement administratives. Si le Burkina Faso voit telle ou telle frontière comme étant seulement une ligne administrative , alors que de l'autre côté elle est vue comme un rempart protecteur, le résultat ne sera pas ce qui se passe entre le Ghana et le Burkina Faso.

Mieux la révolution est connue, mieux on comprendra qu'elle n'est pas dangereuse - qu'elle est bonne pour les peuples du monde. Beaucoup d'hommes ont peur de la révolution parce qu'ils ne la connaissent pas ou parce qu'ils ne connaissent que les excès rapportés par les chroniqueurs et les correspondants de journaux à la recherche de quelque chose de sensationnel.

Soyons clairs. Bien que notre révolution ne soit pas faite pour l'exportation, nous n'avons pas l'intention de faire tout notre possible pour enfermer la révolution burkinabè dans une forteresse impénétrable. Notre révolution est une idéologie qui souffle librement et est à la disposition de tous ceux qui ressentent le besoin d'en profiter .

Notre lutte tire sa force de l'exemple et du soutien de Cuba

(Réception de l'Ordre de José Martí, La Havane, 25 septembre 1984)

Sankara a dirigé une délégation officielle à Cuba du 25 au 30 septembre 1984. Il a rencontré le président Fidel Castro et d'autres dirigeants du gouvernement révolutionnaire. Le jour de l'arrivée de Sankara, le Conseil d'État de Cuba lui a décerné l'Ordre de José Martí, la plus haute distinction décernée par le gouvernement cubain. Armando Hart, membre du Bureau

politique du Parti communiste cubain et ministre de la Culture, a pris la parole lors de la cérémonie. Voici les remarques de Hart et la réponse de Sankara, qui a été donnée en espagnol. Le texte en langue anglaise a été publiée dans 7 Octobre 1984 numéro 0 f Granma Revue hebdomadaire , publié à La Havane.

ARMANDO HART

Le camarade Fidel;

Cher camarade capitaine Thomas Sankara, président du Conseil national de la Révolution et chef de l'Etat et du gouvernement du Burkina Faso; Chers camarades de la délégation visiteuse; Co mrades:

Nous avons l'honneur ce soir d'exécuter la résolution de notre Conseil d'État, qui vous confère, cher Président Sankara, une décoration haute et distinguée: l'Ordre de José Martí. Notre révolution la réserve, de manière très sélective, comme une reconnaissance bien méritée de ceux qui ont rendu un service remarquable à la cause de leur peuple, aux relations internationales entre nos pays; à la dignité et à l'honneur; ou à la lutte contre l'impérialisme, la domination coloniale et néocoloniale, et pour une véritable libération nationale. Vous, camarade Thomas Sankara, affichez tous ces mérites simultanément.

Tout d'abord, nous devons souligner les sentiments profonds d'amitié et de solidarité avec lesquels la direction de notre parti, notre gouvernement et l'ensemble du peuple cubain ont suivi les événements révolutionnaires qui se déroulent dans l'ancienne République de Haute-Volta, aujourd'hui connue sous son nouveau nom, Burkina Faso.

Les peuples révolutionnaires, ceux qui ont connu la dure lutte pour l'indépendance, la dignité et le développement, n'ont aucune difficulté à comprendre les efforts et les batailles des autres peuples frères. Ils ressentent le besoin d'étendre immédiatement le soutien politique et la solidarité - qui sont tous deux si importants à tout moment, mais encore plus au début d'une révolution. Thi s est ce que nous ressentons envers le peuple du Burkina Faso, vers le processus de renouvellement et de transformation qui a lieu dans leur pays et envers leur leader exceptionnel, le capitaine Thomas Sankara.

Le président Sankara est un exemple éclatant du rôle que la jeunesse patriotique dans l'armée peut jouer et joue dans la lutte pour la libération et le développement de leur pays, avec leurs idées avancées et leurs engagements profonds envers le peuple. Le camarade capitaine Sankara a dirigé les forces progressistes de l'armée, les ouvriers et les jeunes de son pays avec une ténacité, une intelligence et un courage admirables. Il a réussi à contrecarrer les manœuvres réactionnaires visant à endiguer le processus révolutionnaire. Avec votre peuple, vous avez empêché le rétablissement de l'ordre néocolonial , avec toute la pauvreté, l'oppression et la corruption qui l'accompagnent - des problèmes que la nouvelle direction du Burkina Faso lutte.

Nous nous identifions profondément à ces objectifs et à la politique étrangère active du Burkina Faso - une politique d'une telle solidarité avec les peuples africains confrontés à l'apartheid, à l'agression des racistes sud-africains et à la domination des forces de la réaction et de l'impérialisme; une politique de soutien aux mouvements de libération nationale

et d'adhésion aux principes du Mouvement des non-alignés; en conclusion, une politique d'unité anti-impérialiste et de lutte pour la paix.

Nous sommes convaincus, cher camarade Sankara, que cette visite de vous et de votre délégation, ainsi que vos conversations avec le camarade Fidel et d'autres dirigeants de l'évolution cubaine, contribueront à renforcer davantage nos liens fraternels et marqueront une étape plus élevée d'amitié et de coopération entre nos pays, qui se sont développés de manière si satisfaisante.

Le Burkina Faso et Cuba ont établi des relations très récemment. L'impérialisme et le colonialisme nous ont séparés pendant longtemps. En fait, cependant, nos liens remontent à des siècles et ce n'est que maintenant, en cette ère de révolution, que nous pouvons leur rendre justice. Dans le passé, d'innombrables fils et filles de votre pays ont été déracinés de leur terre natale et emmenés enchaînés à Cuba, comme esclaves d'exploiteurs sans scrupules. Ils ont contribué à forger une nouvelle nation à la sueur de leurs sourcils et avec leur vie, une nation pour l'indépendance de laquelle ils combattraient plus tard avec un héroïsme admirable. José Martí, l'extraordinaire Cubain qui incarne la pensée et l'action révolutionnaires à Cuba et dans les Amériques au cours du siècle dernier, et après qui ce prix précieux a été nommé, a été témoin du terrible spectacle de l'esclavage africain comme un enfant et exprime son impression inoubliable dans le cœur -des lignes de feutre. Cela le fit trembler de passion pour ceux qui criaient de douleur, et il s'engagea à justifier ce crime avec son sang. Aujourd'hui, Fidel termine le travail que Martí n'a pas

pu terminer. À Cuba comme au Burkina Faso, la révolution a fait de ces rêves une réalité.

Aujourd'hui, les hommes qui viennent dans nos deux pays ne portent plus les chaînes de l'esclavage, ils portent l'étoile de la liberté à la place. Dans cet esprit, en signe d'amitié, d'admiration et de respect, chère Comra de Sankara, veuillez recevoir des mains du Commandant en chef Fidel Castro la médaille de l'Ordre de José Martí.

THOMAS SANKARA

Camarades:

Les révolutionnaires ne perdent pas de temps à se louer hypocritement, une pratique courante chez les réactionnaires.

L'hommage que le peuple cubain a rendu à mon peuple, en me conférant la plus haute distinction de la révolution cubaine, est plus qu'un geste symbolique. C'est un gage de soutien politique à mon pays, le Burkina Faso, et à sa révolution démocratique et populaire . C'est un engagement ferme fondé sur la mémoire de l'un des plus grands patriotes non seulement de Cuba et d'Amérique latine, mais de tous les coins du monde où les peuples se battent pour la liberté et l'indépendance.

Cette distinction témoigne du profond sentiment d'amour du peuple cubain pour le peuple burkinabè. José Martí lui-même n'a-t-il pas intitulé son œuvre inoubliable «L'amour est remboursé par l'amour»? José Martí, qui à l'âge de seize ans a été expulsé de son pays en raison de ses idées politiques révolutionnaires , a ressenti la réalité de la solidarité militante entre les peuples du monde dans son sang et ses os.

Les peuples du monde s'aiment et savent s'aimer. Pendant neuf ans, Martí a vécu aux États-Unis, au Mexique et au Guatemala, où il est devenu partie intégrante du peuple et a gagné leur amour. Sans cet amour profond, lorsqu'il a été déporté - cela s'est produit deux fois dans sa courte vie, en 1869 et 1879 - il aurait pu être découragé et son moral aurait pu faiblir. Mais en 1895, José Martí retourna dans son comté et prit les armes contre les oppresseurs coloniaux. L'homme qui est mort à Dos Ríos l'a fait pour la liberté de tous les peuples du monde. Il appartient à nous tous, à Cuba et au Burkina Faso.

Le sang précieux de héros comme lui nourrit les peuples du monde et leur donne la force de mener des batailles toujours plus importantes. Le camarade Fidel Castro et ses camarades de la Sierra Maestra en 1956 poursuivaient simplement la même bataille révolutionnaire menée par le peuple cubain pour sa pleine liberté.²⁷ Les révolutionnaires et le peuple burkinabè, qui ont passé des années à combattre les régimes réactionnaires et pro-impérialistes au Burkina Faso, ont suivi les traces de la bataille menée par José Martí et continuent de le faire aujourd'hui.

Cuba et le Burkina Faso sont si loin et pourtant si proches, si différents et pourtant si similaires, que seuls les révolutionnaires peuvent comprendre l'amour sincère qui nous pousse irrésistiblement l'un vers l'autre.

Mon pays est petit. Il couvre 274 000 kilomètres carrés et compte une population de sept millions - sept millions de paysans, hommes et femmes, qui pendant des siècles ont vécu dans des conditions identiques, sinon pires, à celles endurées par votre peuple sous la dictature fasciste de Batista. L'eau potable, trois repas par jour, une clinique, une

école et une simple charrue sont encore des éléments d'un idéal dans la vie que des millions de Burkinabè n'ont pas encore atteint après un an de pouvoir révolutionnaire. Je dois expliquer que le Conseil national de la Révolution et le peuple burkinabé ont conquis le pouvoir de l'Etat et l'exercent aujourd'hui sous le poids d'un lourd héritage du passé.

Mais il y a des exemples positifs comme le vôtre qui ravivent le moral des moins déterminés, renforcent les convictions révolutionnaires des autres et incitent les gens à lutter contre les centres de la faim, de la maladie et de l'ignorance qui existent encore dans notre pays.

Nous nous sommes battus, nous nous battons et nous continuerons à nous battre pour créer, de nos propres mains, les bases matérielles de notre bonheur. À tout moment dans ce combat, nous savons que nous pouvons compter sur le ferme soutien du peuple révolutionnaire de Cuba et de tous ceux qui ont embrassé les idéaux de José Martí.

Que José Martí m'entende!

Que cette médaille me guide, moi et mes camarades, pour mener notre révolution vers la victoire au service du peuple qui réclame sa part de bonheur!

Ce n'est pas du tout un hasard si notre slogan national est repris dans un slogan que vous connaissez si bien:

Patrie ou mort, nous gagnerons! ²⁸

Affirmer notre identité, affirmer notre culture

(A l'exposition d'art burkinabè à Harlem, 2 octobre 19 84)

Lors d'une visite à New York pour s'adresser à l'Assemblée générale des Nations Unies, Sankara a inauguré une exposition d'art burkinabè au Third World Trade Center de Harlem.

Chers amis, merci.

Merci de nous donner l'opportunité de présenter Burki na Faso. Comme notre frère vient de l'expliquer si brillamment, nous avons décidé de changer de nom. Cela arrive à un moment de renaissance pour nous. Nous voulions tuer la Haute-Volta pour permettre au Burkina Faso de renaître. Pour nous, le nom de Haute-Volta symbolise la colonisation . Nous sentons que nous ne sommes pas plus intéressés par la Haute-Volta que par la Basse-Volta, la Volta occidentale ou la Volta orientale. Cette exposition nous permet de présenter ici au monde le vrai nom que nous avons choisi: le Burkina Faso. C'est une très grande opportunité pour nous.

Vous vous demandez peut-être pourquoi nous avons choisi de commencer notre exposition à Harlem. C'est parce que nous sentons que le combat que nous menons en Afrique, principalement au Burkina Faso, est le même combat que vous menez à Harlem. Nous pensons que nous, en Afrique, devons apporter à nos frères de Harlem tout le soutien dont ils ont besoin pour que leur combat soit également connu. Lorsque les gens du monde entier apprendront que Harlem est devenue un cœur vivant battant au rythme de l'Afrique, alors tout le monde respectera Harlem. Tout chef d'État africain qui vient à New York devrait d'abord s'arrêter à Harlem. Parce que nous considérons que notre Maison Blanche est à Black Harlem.

L'exposition que vous êtes venu voir ce soir a une signification profonde pour nous. Il transmet tout notre passé et aussi notre présent. En même temps, cette exposition s'ouvre sur notre avenir. Il constitue un lien vivant entre nous et nos ancêtres, nous et nos enfants. Chaque objet que vous verrez ici exprime la douleur de l'Africain. De plus, chaque objet exprime la lutte que nous menons non seulement contre les pulsions naturelles , mais aussi contre les ennemis qui sont venus nous subjuguier.

Chaque objet ici exprime les sources d'énergie sur lesquelles nous nous appuyons dans le combat que nous menons. Qu'ils soient dans le style de nos ancêtres ou dans un style moderne, nous pensons que notre avenir est également représenté et incarné dans ces objets d'art.

La magie cachée dans ces objets, dans ces masques, est peut-être la même magie qui a permis aux autres d'avoir confiance en l'avenir, d'explorer les cieux et d'envoyer des fusées sur la lune. Nous voulons être libres, libres de donner à notre culture et à notre magie tout leur sens. C'est, après tout, un phénomène magique de simplement basculer un interrupteur et de voir la lumière apparaître soudainement. Si Jules Verne avait été stoppé sur ses traces, il n'y aurait certainement pas tous ces développements dans l'espace aujourd'hui.

Nos ancêtres en Afrique ont commencé une certaine forme de développement. Nous ne voulons pas que ces grands sages africains soient dénigrés. C'est pourquoi nous avons décidé de créer un centre de recherche sur l'homme noir au Burkina Faso. ²⁹ Dans ce centre, nous étudierons les origines de l'homme noir. Nous étudierons également l'évolution de sa culture, la musique africaine dans le monde entier, l'art de

s'habiller dans le monde entier, l'art culinaire africain dans le monde entier et les langues africaines à travers le monde entier. Bref, tout ce qui nous permet d'affirmer notre identité sera étudié dans ce centre.

Le centre de recherche ne sera pas un lieu fermé. Nous appelons tous les Africains à venir y étudier. Nous appelons les Africains d'Afrique, nous appelons les Africains de l'extérieur de l'Afrique et nous appelons les Africains de Harlem. Que chacun vienne participer à son niveau au développement et à l'épanouissement de l'Africain. Nous espérons que cette exposition constitue une sorte de prélude à la tâche gigantesque qui nous attend.

Faisons en sorte, chers frères et camarades, que les générations à venir ne nous accusent pas de sacrifier ou de faire taire le Noir.

Je ne veux pas prendre plus de votre temps. D'autres objets d'art devraient compléter cette exposition - en particulier des objets en bronze, je crois - et j'espère aussi avoir l'occasion, peut-être demain ou après-demain, de m'arrêter ici à Harlem et de discuter de cette exposition avec vous.

Je vous remercie d'avoir permis à un pays africain, le Burkina Faso, de se faire connaître. Au nom du peuple burkinabé, et au nom de nos frères qui sont ici à Harlem, je voudrais déclarer cette exposition ouverte.

Merci.

Notre Maison Blanche est à Black Harlem

(Lors d'un rassemblement à Harlem, le 3 octobre 1984)

Lors de son voyage à New York, Sankara a pris la parole lors d'un rassemblement de plus de 500 personnes à la Harriet Tubman School de Harlem. L'événement était organisé par la Coalition Patrice Lumumba .

Impérialisme!

[*Cris de "A bas!"*] Néo-colonialisme!

[*Cris de "A bas!"*] Racisme!

[*Cris de "A bas!"*] Régimes
de marionnettes!

[*Cris de "A bas avec eux!"*]

Gloire!

[*Cris de "Au peuple!"*]

Dignité!

[*Cris de "Au peuple!"*]

Pouvoir!

[*Cris de "Au peuple!"*] Patrie
ou mort, nous gagnerons!

Merci camarades. [*Applaudissements prolongés*]

Je ne vais pas être long, car ceux qui ont parlé avant moi ont dit ce que devrait être la révolution. Le camarade qui est membre du Comité central [du Parti révolutionnaire panafricain] a fait du bon travail en expliquant ce que devrait être la révolution et quel devrait être notre engagement. Le camarade révérend a dit en des termes très ironiques ce que devrait être la révolution. Les camarades des autres régions du continent et de l'extérieur du continent ont également expliqué ce que devrait être la révolution. Les chanteurs, danseurs et musiciens ont dit ce que devrait être la révolution.

Il ne nous reste plus qu'à faire la
révolution! [*Applaudissements*]

Il y a un instant, alors que je regardais le bal et, je pensais
vraiment que nous étions

Afrique. [*Applaudissements*] C'est pourquoi j'ai toujours dit -
et je le répète - que notre Maison Blanche est à Black
Harlem. [*Applaudissements prolongés*]

Nombreux sont ceux qui pensent que Harlem est un
dépotoir. Nombreux sont ceux qui pensent que Harlem est un
endroit où s'étouffer . Mais nous sommes également
nombreux à croire que Harlem donnera à l'âme africaine sa
vraie dimension. [*Applaudissements*] Nous sommes
nombreux, Africains - très nombreux en fait - à comprendre
que notre existence doit être consacrée à la lutte
pour réhabituer le nom de l'Africain. Nous devons mener le
combat pour nous libérer de la domination des autres
hommes et de l'oppression.

Certains Noirs ont peur et préfèrent prêter allégeance aux
Blancs. Ils doivent être dénoncés. Ils doivent être
combattus. Nous devons être fiers
d'être noirs. [*Applaudissements prolongés*] Souvenez-vous
que beaucoup de ces politiciens ne pensent aux Noirs qu'à la
veille des élections. Nous devons être Noirs avec les autres
Noirs, jour et nuit. [*Applaudissements prolongés*]

Nous comprenons que notre lutte est un appel à
construire. Nous ne demandons pas que le monde
soit construit pour les Noirs seuls et contre les autres
hommes. En tant que Noirs, nous voulons apprendre aux
autres à s'aimer. Malgré leur méchanceté envers nous, nous
serons capables de résister et de leur enseigner ensuite le
sens de la solidarité. Nous savons également que nous

devons être organisés et déterminés. [*Applaudissements*]
Nos frères sont en Afrique du Sud. Ils doivent être libérés. [*Applaudissements prolongés*]

L'année dernière, j'ai rencontré [le Premier ministre de la Grenade] Maurice Bishop. Nous avons eu une longue discussion. Nous nous sommes donné des conseils mutuels. Quand je suis retourné dans mon comté , l'impérialisme m'a fait arrêter. J'ai pensé à Maurice Bishop. Quelque temps plus tard, j'ai été libéré de prison grâce à la mobilisation de la population. Encore une fois, j'ai pensé à Maurice Bishop. Je lui ai écrit une lettre. Je n'ai jamais eu l'occasion de l'envoyer à lui . Encore une fois, à cause de l'impérialisme. Nous avons donc appris qu'à partir de maintenant, l'impérialisme doit être combattu sans relâche. Si nous ne voulons pas que d'autres évêques de Maurice soient assassinés demain, nous devons commencer à nous mobiliser dès aujourd'hui. [*Applaudissements*]

C'est pourquoi je veux vous montrer que je suis prêt pour l'impérialisme. [*Déboucle la ceinture et brandit le pistolet dans son étui. Acclamations et applaudissements prolongés*]
Croyez-moi, ce n'est pas un jouet. Ces balles sont réelles. Et quand nous tirerons ces balles, ce sera contre l'impérialisme. Ce sera au nom de tous les Noirs. Ce sera au nom de tous ceux qui souffrent de la domination. Ce sera également au nom de ces Blancs qui sont de véritables frères pour les Noirs. Et ce sera également au nom du Ghana, car le Ghana est un pays frère.

Savez-vous pourquoi nous avons organisé les manœuvres de Bold Union avec le Ghana? ³⁰ Il était à l' impérialisme montrer ce que nous sommes capables de en Afrique. De nombreux autres pays africains préfèrent organiser leurs

manœuvres militaires conjointement avec des puissances étrangères. Lors de nos prochaines manœuvres, il devrait y avoir des combattants de Harlem qui viennent participer avec nous. [*Acclamations et applaudissements prolongés*]

Notre révolution est symbolisée par notre drapeau. C'est le nouveau drapeau de notre pays. Notre pays a également changé de nom. Comme vous pouvez le voir, ce drapeau ressemble au drapeau de votre parti. C'est parce que nous aussi, nous sommes dans ce parti. C'est parce que nous travaillons pour la même cause que la fête. C'est pourquoi, tout naturellement, les couleurs des deux drapeaux se ressemblent. Et ces couleurs ont la même signification. Nous n'avons pas utilisé la couleur noire car nous sommes déjà en Afrique. [*Applaudissements, acclamations, cris de "A bas l'impérialisme!"*] Mais vous pouvez considérer les deux drapeaux comme équivalents. ³¹

Vous savez, il est important que chacun de vous se souvienne chaque jour d'une chose. Pendant que nous discutons ici, pendant que nous nous parlons ici en tant qu'Africains, il y a des espions qui sont ici pour faire un rapport demain matin. Nous leur disons qu'ils n'ont pas besoin d'apporter des microphones secrets parce que même si les caméras de télévision venaient ici, nous répéterions exactement la même chose. [*Applaudissements*]

Je dois donc vous dire que nous avons la force et la capacité en nous-mêmes de combattre l'impérialisme. La seule chose dont vous devez vous souvenir, c'est que lorsque le peuple se lève, l'impérialisme tremble. [*Applaudissements*]

J'ai beaucoup admiré les ballets qui ont été joués. C'est pourquoi je voudrais vous inviter à la prochaine Semaine nationale du culte qui se déroulera au Burkina Faso en

décembre. Même si vous ne pouvez envoyer qu'une seule personne, vous devez envoyer quelqu'un. [*Applaudissements*] Je vous invite également au prochain festival du film panafricain à Ouagadougou en février. Tous les pays africains seront représentés. L'Afrique du Sud sera représentée par le mouvement de libération africain. Harlem devrait être représentée. [*Applaudissements*]

Nous ferons tout notre possible pour vous envoyer des troupes du Burkina Faso ici à Harlem pour jouer au nom de nos frères et sœurs africains qui sont son e. Je vous demande de les encourager et de les soutenir et de leur permettre de se rendre dans d'autres villes américaines pour rencontrer d'autres Africains qui se trouvent dans ces villes.

J'ai remarqué que vous tenez le camarade Jerry John Rawlings en haute estime, alors nous vous enverrons des vêtements africains enveloppants imprimés avec sa photo. Et nous avons également imprimé sur ces vêtements, «Ghana-Burkina Faso: même combat». Ces vêtements doivent être portés partout - au travail, dans la rue, en faisant du shopping, partout. Soyez fier d'eux, montrez que vous êtes des Africains. N'ayez jamais honte d'être africain. [*Applaudissements*]

J'ai dit que je ne prendrais pas longtemps. Avant de terminer, je voudrais vous demander de vous lever, car demain, lorsque je m'adresserai aux Nations Unies, je parlerai des ghettos. Je parlerai de Nelson Mandela, qui doit être libéré. [*Applause*] Je parlerai de l'injustice. Je parlerai de racisme. Et je parlerai de l'hypocrisie des dirigeants du monde entier. Je leur dirai que nous et vous, nous tous, menons nos combats et qu'ils feraient bien d'y prêter attention. [*Applause*] Parce que

vous représentez le peuple. Partout où vous vous tenez,
l'impérialisme tremble. C'est pourquoi je vous demande de
répéter:

Quand le peuple se lève, l'impérialisme tremble!

[*Des cris de "Quand le peuple se lève, l'impérialisme
tremble!"*] De nouveau!

[*Des cris de "Quand le peuple se lève, l'impérialisme
tremble!"*] L'impérialisme!

[*Cris de "A bas!"*] Régimes
de marionnettes!

[*Cris de "A bas avec eux!"*]

Racisme!

[*Cris de "A bas!"*] Sionisme!

[*Cris de "A bas!"*] Néo-colonialisme!

[*Cris de "A bas!"*] Gloire!

[*Cris de "Au peuple!"*]

Dignité!

[*Cris de "Au peuple!"*]

Musique!

[*Cris de "Au peuple!"*]

Santé!

[*Cris de "Au peuple!"*]

Éducation! [*Cris de
"Au peuple!"*]

Pouvoir! [*Cris de "Au
peuple!"*] Toute la
puissance!

[*Cris de «Au peuple! »*] Patrie
ou mort, nous
gagnerons! Merci, camarades.

[*Applaudissements prolongés*]

La liberté doit être conquise

(À l'Assemblée générale des Nations Unies, 4 octobre 1984)

Sankara a prononcé ce discours à la trente-neuvième session de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York. Son discours a été publié sous forme de brochure par la Mission permanente du Burkina Faso auprès des Nations Unies.

Monsieur le Président;

Monsieur le Secrétaire général;

Hono représentants urable de la communauté internationale:

Je viens ici pour vous apporter les salutations fraternelles d'un pays de 274 000 kilomètres carrés dont sept millions d'enfants, de femmes et d'hommes refusent de mourir d'ignorance, de faim et de soif plus longtemps. Au cours de leur quart de siècle d'existence en tant qu'État souverain assis à l'ONU, ils ont été incapables de vivre vraiment.

Je viens m'adresser à vous en cette trente-neuvième session au nom d'un peuple qui, sur la terre de ses ancêtres, a décidé de s'affirmer désormais comme elfes et d'accepter son histoire - tant ses aspects positifs que négatifs - sans le moindre complexe.

Je viens ici, enfin, mandaté par le Conseil National de la Révolution du Burkina Faso, pour exprimer les vues de mon peuple sur les problèmes à l'ordre du jour - consistant en la trame tragique d'événements qui brisent douloureusement les fondations de notre monde à la fin du XXe siècle. Un

monde dans lequel l'humanité s'est transformée en cirque, déchirée par les luttes entre les grands et les semi-grands, attaquée par des bandes armées, soumise à la violence et au pillage. Un monde dans lequel les nations, échappant au droit international, commandent des groupes de hors-la-loi qui, armes à la main, vivent du pillage et organisent des trafics sordides.

Monsieur le Président:

Je ne prétends pas exposer ici des doctrines. Je ne suis ni un messie ni un prophète. Je ne possède aucune vérité. Ma seule aspiration est double: premièrement, pouvoir parler au nom de mon peuple, le peuple burkinabé, avec des mots simples, des mots clairs et factuels. Et puis, à ma manière de parler aussi au nom des «grands déshérités du monde», ceux qui appartiennent au monde si ironiquement baptisé le Tiers-Monde. Et de dire, bien que je ne parvienne pas à les faire comprendre, les raisons de notre révolte .

Tout cela montre notre intérêt pour les Nations Unies. Nous comprenons que revendiquer nos droits exige de nous une conscience vigoureuse et rigoureuse de nos devoirs.

Personne ne sera surpris de nous voir associer l'ex-Haute-Volta, aujourd'hui le Burkina Faso, à ce méli-mélo tenu dans un tel mépris - le Tiers Monde - inventé par les autres mondes alors que de nombreux pays sont devenus formellement indépendants pour mieux assurer notre intellectuel, aliénation culturelle, économique et politique.

Nous voulons nous situer dans ce monde, sans donner aucun crédit à cette gigantesque fraude de l'histoire, et certainement sans accepter le statut d '«arrière-pays d'un Occident rassasié». Nous voulons plutôt affirmer notre conscience d'appartenir à un tout tricontinental et, avec la

force de convictions profondément ressenties, reconnaître, en tant que pays non signé, qu'il existe une relation particulière de solidarité unissant les trois continents d'Asie, d'Amérique latine, et l'Afrique dans une seule lutte contre les mêmes trafiquants politiques, les mêmes exploiters économiques.

Par conséquent, reconnaître que nous faisons partie du tiers monde signifie, pour paraphraser José Martí, «affirmer que notre joue ressent le coup porté à n'importe quel homme au monde». Jusqu'à présent, nous avons tourné l'autre joue. Les coups augmentèrent. Mais les méchants n'ont pas été émus. Ils ont piétiné la vérité des justes. La parole du Christ a été trahie. Sa croix a été transformée en club. Et après avoir mis sa robe, ils nous ont entaillé le corps et l'âme. Ils ont obscurci son message. Ils l'ont occidentalisé, alors que nous l'avions compris comme une libération universelle. Puis nos yeux se sont ouverts sur la lutte des classes. Il n'y aura plus de coups.

Il faut proclamer qu'il ne peut y avoir de salut pour nos peuples que si nous tournons résolument le dos à tous les modèles que tous les charlatans, taillés dans le même tissu, tentent de nous vendre depuis vingt ans. Il ne peut y avoir de salut sans dire non à cela. Pas de développement sans rompre avec ça.

De plus, tous les nouveaux «leaders intellectuels» sortant de leur sommeil, réveillés par la montée vertigineuse de milliards d'hommes en haillons, consternés par la menace que cette multitude affamée présente à leur digestion, commencent à réorganiser leurs discours. Dans une quête anxieuse, ils cherchent à nouveau dans notre direction, des concepts miracles et de nouvelles formes de développement

pour nos pays. Il suffit de lire les nombreux actes d'innombrables colloques et séminaires pour s'en convaincre.

Loin de moi l'idée de ridiculiser les efforts patients de ces intellectuels honnêtes qui, parce qu'ils ont des yeux pour voir, découvrent les terribles conséquences de la dévastation imposée par les soi-disant spécialistes du développement du tiers monde. La peur qui me hante est que le fruit de tant d'efforts puisse être réquisitionné par Prosperos de toutes sortes pour fabriquer une baguette magique, conçue pour nous ramener dans un monde d'esclavage refait à la mode du jour. ³²

Cette crainte est d'autant plus justifiée par le fait que la petite bourgeoisie instruite d'Afrique - sinon du tiers monde - n'est pas prête à renoncer à ses privilèges, soit par paresse intellectuelle, soit simplement parce qu'elle a goûté au mode de vie occidental. Il oublie donc que toute véritable lutte politique nécessite un débat théorique rigoureux et refuse de faire l'effort de réfléchir et d'inventer de nouveaux concepts à la hauteur du combat meurtrier qui nous attend. Consommatrice passive et pathétique, la petite bourgeoisie regorge de terminologie fétichisée par l'Occident, tout comme elle regorge de whisky et de champagne occidentaux, appréciés dans les salons au goût douteux.

Nous chercherions en vain des idées véritablement nouvelles qui ont émané de l'esprit de nos «grands» intellectuels depuis l'émergence des concepts désormais dépassés de la négritude et de la personnalité africaine. ³³ Le vocabulaire et les idées nous viennent d'ailleurs. Nos professeurs, ingénieurs et économistes se contentent d'ajouter simplement de la couleur - car souvent les seules choses qu'ils ont rapportées des universités européennes

dont ils sont les produits sont leurs diplômes et leurs adjectifs et superlatifs veloutés!

Il est à la fois nécessaire et urgent que notre personnel qualifié et nos scribes apprennent que l'écriture impartiale n'existe pas. En ces temps orageux, nous ne pouvons pas laisser nos ennemis de oui terday et aujourd'hui avec un monopole exclusif sur la pensée, l'imagination et la créativité.

Avant qu'il ne soit trop tard - parce qu'il est déjà tard - ces élites, ces hommes d'Afrique et du Tiers Monde, doivent revenir à qui ils sont, c'est-à-dire à leurs sociétés et à la misère dont nous avons hérité. Ils doivent comprendre que la bataille pour un système de pensée au service des masses déshéritées n'est pas vaine. Ils doivent également comprendre qu'ils ne peuvent devenir crédibles au niveau international qu'en étant véritablement inventifs, c'est-à-dire en brossant un tableau fidèle de leur peuple. Cette image doit permettre au peuple de réaliser des changements fondamentaux dans la situation politique et sociale, des changements qui nous permettent de rompre avec la domination et l'exploitation étrangères qui ne laissent à nos États aucune perspective autre que la faillite.

C'est ce que nous avons entrevu - nous, les Burkinabè - dans la soirée du 4 août 1983, lorsque les premières étoiles ont commencé à scintiller dans le ciel de notre patrie. Nous avons dû prendre la direction des révoltes paysannes, dont les signes étaient visibles dans une campagne paniquée par l'avancée du désert, exhalée par la faim et la soif, et abandonnée. Il fallait donner du sens à la révolte brassicole des masses urbaines oisives, frustrées et lassées de voir des limousines conduire les élites, des élites déconnectées, se succédant à la tête de l'état en n'offrant aux masses urbaines

que du faux. des solutions élaborées et conçues par l'esprit des autres. Nous devions donner une âme idéologique aux justes luttes de nos masses populaires alors qu'elles se mobilisaient contre le monstre de l'impérialisme. La révolte passagère , le simple coup de pinceau, devait être remplacé à jamais par la révolution, la lutte permanente contre toutes les formes de domination.

D'autres ont expliqué avant moi, et d'autres expliqueront après moi, à quel point le gouffre s'est creusé entre les peuples aisés et ceux qui n'aspirent qu'à manger à leur faim, à se désaltérer, à survivre et à conserver leur dignité. Mais nul ne peut imaginer à quel point «le grain du pauvre» dans nos pays «a engraisé la vache du riche»!

Dans le cas de la forme r Haute-Volta, le processus était encore plus frappant. Nous avons représenté une condensation merveilleuse, la quintessence de toutes les calamités qui se sont jamais abattues sur les pays dits en développement. L'exemple de l'aide étrangère, présentée comme une panacée et souvent annoncée sans rime ni raison, en est un témoignage éloquent. Très peu de pays ont été inondés comme le mien avec toutes sortes d'aides. Théoriquement, cette aide est censée travailler dans l'intérêt de notre développement. Dans le cas de ce qui était autrefois la Haute- Volta, on cherche en vain un signe de tout ce qui a à voir avec le développement. Les hommes au pouvoir, soit par naïveté, soit par égoïsme de classe, ne pouvaient pas ou ne voulaient pas prendre le contrôle de cet afflux de l'étranger, en comprendre la signification ou soulever des revendications dans l'intérêt de notre peuple.

Dans son livre *Le Sahel demain* , Jacques Giri, avec beaucoup de bon sens, analyse un tableau publié en 1983 par

le Sahel Club, et en tire la conclusion qu'en raison de sa nature et des mécanismes en place , l'aide au Sahel ne sert qu'à la simple survie. Trente pour cent de cette aide, souligne-t-il, sert simplement à maintenir le Sahel en vie. Selon Jacques Giri, le seul objectif de cette aide extérieure est de continuer à développer les secteurs non productifs, accaparer nos maigres budgets de dépenses insupportables, désorganiser nos campagnes, creuser notre balance commerciale déficitaire et accélérer notre endettement.

Quelques images pour décrire l'ancienne Haute-Volta: sept millions d'habitants, avec plus de six millions de paysans; un taux de mortalité infantile estimé à 180 pour 1 000; une espérance de vie moyenne limitée à 40 ans; un taux d'analphabétisme pouvant atteindre 98%, si nous définissons comme alphabétisé quiconque sait lire, écrire et parler une langue; un médecin pour 50 000 habitants; 16% des jeunes d'âge scolaire fréquentant l'école; et, enfin, un produit intérieur brut par habitant de 53 356 francs CFA, soit à peine plus de 100 dollars américains.

Le diagnostic était clairement sombre. La racine de la maladie était politique. Le traité ne pouvait être que politique.

Bien sûr, nous encourageons l'aide qui nous aide à nous débarrasser de l'aide. Mais en général, les politiques de bien-être et d'aide ont fini par nous désorganiser, nous subjuguer et nous priver du sens de la responsabilité de nos propres affaires économiques, politiques et culturelles.

Nous avons choisi de risquer de nouvelles voies pour atteindre un plus grand bien-être. Nous avons choisi d'appliquer de nouvelles techniques. Nous avons choisi de

rechercher des formes d'organisation mieux adaptées à notre civilisation, rejetant catégoriquement et définitivement toute forme de diktats extérieurs, afin de jeter les bases d'un niveau de dignité à la hauteur de nos ambitions. Refuser d'accepter un état de survie, alléger les pressions, libérer nos campagnes de la stagnation médiévale voire de la régression, démocratiser notre société, ouvrir les esprits à un monde de responsabilité collective pour oser inventer l'avenir. Briser l'appareil administratif, puis le reconstruire avec un nouveau type d'employé du gouvernement, plonger notre armée dans le peuple par le travail productif et lui rappeler constamment que sans éducation politique patriotique, un soldat n'est qu'un criminel potentiel. Tel est notre programme politique.

Sur le plan de la gestion économique, nous apprenons à vivre modestement, à accepter et à nous imposer l'austérité pour pouvoir mener à bien des projets ambitieux.

Grâce à l'exemple du Fonds national de solidarité, financé par des contributions volontaires, nous commençons déjà à trouver des réponses aux dures questions posées par la sécheresse. Nous avons soutenu et appliqué les principes d'Alma Ata en élargissant la gamme des services de soins de santé primaires. Nous avons adopté la stratégie GOBI FFF recommandée par l'UNICEF comme la nôtre, ce qui en fait une politique gouvernementale.³⁴

À travers le Bureau des Nations Unies pour le Sahel (UNSO), nous pensons que l'ONU devrait permettre aux pays touchés par la sécheresse de mettre en place un plan à moyen et long terme pour atteindre l'autosuffisance alimentaire.

Pour préparer le XXI^e siècle, nous avons lancé une vaste campagne pour éduquer et former nos enfants à un nouveau type d'école, financée par la création d'un tirage spécial

«Enseignez à nos enfants». Par l'action salubre des Comités de Défense de la Révolution, nous avons lancé un vaste programme de construction de logements sociaux (500 logements en trois mois), de routes, de petits réservoirs, etc. Notre aspiration économique est de créer une situation où chaque Burkinabè puisse au moins utiliser son cerveau et ses mains pour inventer et créer suffisamment pour lui assurer deux repas par jour et de l'eau potable.

Nous jurons, nous proclamons, que désormais plus rien au Burkina Faso ne se fait sans la participation des Burkinabè. Rien que nous n'ayons d'abord décidé et élaboré nous-mêmes. Il n'y aura plus d'attaques contre notre sens de la décence et de notre dignité.

Forts de cette conviction, nous voudrions que nos paroles embrassent tous ceux qui souffrent en chair et en os et tous ceux dont la dignité est bafouée par une poignée d'hommes ou par un système qui les écrase. À vous tous qui m'écoutez, permettez-moi de dire: je ne parle pas seulement au nom de mon cher Burkina Faso, mais aussi au nom de tous ceux qui souffrent quelque part.

Je parle au nom des millions d'êtres humains qui sont dans les ghettos parce qu'ils ont la peau noire ou parce qu'ils viennent de cultures différentes, et qui jouissent d'un statut à peine supérieur à celui d'un animal.

Je souffre au nom des Indiens qui ont été massacrés, écrasés, humiliés et confinés pendant des siècles dans des réserves afin de les empêcher d'aspirer à des droits et de les empêcher d'enrichir leur culture par une union joyeuse avec d'autres cultures, y compris la culture de l'envahisseur.

Je crie au nom de ceux qui sont mis au chômage par un système structurellement injuste et périodiquement déséquilibré, qui sont réduits à n'apercevoir dans la vie que le reflet de la vie des riches.

Je parle au nom des femmes du monde entier qui souffrent d'un système d'exploitation à caractère masculin. En ce qui nous concerne, nous sommes prêts à accueillir des suggestions de partout dans le monde qui nous permettent d'atteindre l'épanouissement total des femmes burkinabè. En échange , nous proposons de partager avec tous les pays l'expérience positive que nous avons commencée, avec des femmes désormais présentes à tous les niveaux de l'appareil d'Etat et de la vie sociale au Burkina Faso. Des femmes qui luttent et qui proclament avec nous que l'esclave qui n'est pas en mesure de prendre en charge sa propre révolte ne mérite aucune pitié pour son sort. Cet esclave sera seul responsable de son propre malheur s'il nourrit des illusions dans la générosité douteuse d'un maître prétendant le libérer. La liberté ne peut être gagnée que par la lutte, et nous appelons toutes nos sœurs de toutes races à passer à l'offensive pour conquérir leurs droits.

Je parle au nom des mères de nos pays démunis qui regardent leurs enfants mourir du paludisme ou de la diarrhée, ignorant qu'il existe des moyens simples de les sauver. La science des multinationales ne leur offre pas ces moyens, préférant investir dans des laboratoires de cosmétiques et de chirurgie plastique pour satisfaire les caprices de quelques femmes ou hommes dont l'apparence chic est menacée par trop de calories dans leurs repas trop riches, dont la régularité vous donnerait le vertige - ou plutôt

nous du Sahel. Nous avons décidé d'adopter et de vulgariser ces moyens simples, recommandés par l'OMS et l'UNICEF.

Je parle aussi au nom de l'enfant. L'enfant d'un pauvre qui a faim et qui regarde avec fureur l'accumulation de l'abondance dans un magasin pour les riches. Le magasin protégé par une vitre en verre épais. La fenêtre protégée par des volets imprenables. Les volets gardés par un policier avec un casque, des gants et armé d'un billy club. Le policier qui y est posté par le père d'un autre enfant, qui viendra se servir - ou plutôt se faire servir - parce qu'il offre des garanties de représentation des normes capitalistes du système, auxquelles il correspond.

Je parle au nom d'artistes - poètes, peintres, sculpteurs, musiciens et acteurs - de bons hommes qui voient leur art se prostituer par l'alchimie des astuces du show-business.

Je crie au nom des journalistes réduits au silence ou au mensonge pour ne pas subir la dure loi du chômage .

Je proteste au nom des athlètes du monde entier dont les muscles sont exploités par les systèmes politiques ou par les marchands d'esclaves modernes.

Mon pays regorge de tous les malheurs des peuples du monde, synthèse douloureuse de toutes les souffrances de l'humanité , mais aussi - et surtout - de la promesse de nos luttes. C'est pourquoi mon cœur bat naturellement au nom des malades qui scrutent anxieusement les horizons d'une science monopolisée par les marchands d'armes.

Mes pensées vont à tous ceux qui sont touchés par la destruction de la nature et à ces 30 millions qui mourront comme ils le font chaque année, frappés par la redoutable arme de la faim. En tant que militaire, je ne peux pas oublier

le soldat qui obéit aux ordres, son doigt sur la détente, qui sait que la balle tirée ne porte que le message de la mort.

Enfin, je suis indigné de penser aux Palestiniens, qu'une humanité inhumaine a décidé de remplacer par un autre peuple - un peuple martyrisé hier seulement. Je pense à ce vaillant peuple palestinien, c'est-à-dire à ces familles brisées errant à travers le monde à la recherche d'un refuge. Courageux, déterminés, stoïques et infatigables, les Palestiniens rappellent à chaque conscience humaine la nécessité morale et l'obligation de respecter les droits d'un peuple. Avec leurs frères juifs, ils sont antisionistes.

Aux côtés de mes frères soldats d'Iran et d'Irak qui meurent dans une guerre fratricide et suicidaire, je souhaite aussi me sentir proche de mes camarades du Nicaragua, dont les ports sont minés, dont les villages sont bombardés, et qui, malgré tout, affrontent leur destin avec courage et lucidité. Je souffre avec tous ceux d'Amérique latine qui souffrent de l'emprise de l'impérialisme.

Je souhaite me tenir aux côtés des peuples afghan et irlandais, aux côtés des peuples de la Grenade et du Timor oriental, dont chacun recherche le bonheur fondé sur sa dignité et les lois de sa propre culture.³⁵

Je proteste ici au nom de tous ceux qui cherchent en vain un forum dans ce monde où ils peuvent faire entendre leur voix et la faire véritablement prendre en considération. Beaucoup m'ont précédé sur ce podium et d'autres suivront. Mais seuls quelques-uns prendront les décisions. Pourtant, nous sommes officiellement présentés comme égaux. Eh bien, je suis le porte-parole de tous ceux qui cherchent en vain un forum dans ce monde où ils peuvent se faire entendre. Alors oui, je souhaite parler au nom de

tous «ceux qui restent», car «je suis humain, rien de ce qui est humain ne m'est étranger».

Notre révolution au Burkina Faso embrasse les malheurs de tous les peuples. Il s'inspire également de toutes les expériences de l'homme depuis son premier souffle. Nous souhaitons être les héritiers de toutes les révolutions du monde et de toutes les luttes de libération des peuples du tiers monde. Nos yeux sont braqués sur les bouleversements profonds qui ont transformé le monde . Nous tirons les leçons de la Révolution américaine, les leçons de sa victoire sur la domination coloniale et les conséquences de cette victoire. Nous adoptons comme nôtre l'affirmation de la doctrine selon laquelle les Européens ne doivent pas intervenir dans les affaires américaines, ni les méricains dans les affaires européennes. Tout comme Monroe a proclamé «l'Amérique aux Américains» en 1823, nous en faisons écho aujourd'hui en disant «l'Afrique aux Africains», «le Burkina aux Burkinabè».

La Révolution française de 1789, qui a renversé les fondements de l'absolutisme, a établi le lien entre les droits de l'homme et les droits des peuples à la liberté. La grande révolution d'octobre 1917 [en Russie] transforma le monde, apporta la victoire au prolétariat, ébranla les fondements du capitalisme et rendit possible les rêves de justice de la Commune de Pa ris.³⁶

Ouverts à tous les vents de la volonté des peuples du monde et de leurs révolutions, ayant également appris de certains échecs terribles qui ont conduit à des violations tragiques des droits de l'homme, nous souhaitons ne retenir que le noyau de pureté de chaque révolution. Cela nous empêche de devenir soumis aux réalités des autres, même

lorsque nous partageons un terrain d'entente à cause de nos idées.

Monsieur le Président:

Il n'est plus possible de maintenir la tromperie. Le nouvel ordre économique international pour lequel nous luttons et continuerons de lutter ne peut être réalisé que si nous réussissons à détruire l'ordre ancien qui nous a ignorés; si nous imposons notre juste place dans l'organisation politique du monde; et si, conscients de notre importance dans le monde, nous obtenons le droit de participer aux discussions et aux décisions sur les mécanismes régissant le commerce, l'économie et les monnaies à l'échelle mondiale.

Le nouvel ordre économique international devrait simplement être inscrit aux côtés de tous les autres droits du peuple - le droit à l'indépendance, au libre choix des formes et des structures gouvernementales - comme le droit au développement. Et comme tous les droits des peuples, il est conquis dans la lutte et par la lutte des peuples. Ce ne sera jamais le résultat d'un acte de générosité de la part des pouvoirs en place.

Je maintiens personnellement une confiance inébranlable - une confiance partagée par l'immense communauté des pays non signés - que, sous les coups violents de l'angoisse hurlante de nos peuples, notre groupe maintiendra sa cohésion, renforcera son pouvoir de négociation collective, trouvera des alliés entre toutes les nations, et commencer, avec ceux qui peuvent encore nous entendre, à organiser un système international de relations économiques véritablement nouveau.

Monsieur le Président:

J'ai accepté de me présenter devant cette illustre assemblée pour prendre la parole car, malgré toutes les critiques formulées à son encontre par certains de ses grands contributeurs, les Nations Unies restent le forum idéal pour nos revendications - le lieu où les pays sans voix doivent apparaître comme légitimes. .

C'est ce que notre secrétaire général [Javier Pérez de Cuéllar] a si correctement exprimé en écrivant:

«L'Organisation des Nations Unies est unique en ce qu'elle reflète les aspirations et les frustrations de nombreux pays et groupements à travers le monde. L'un de ses plus grands mérites est que toutes les nations, y compris celles qui sont faibles, opprimées et victimes d'injustice »- il parle de nous -« peuvent, même lorsqu'elles sont confrontées à la dure réalité du pouvoir, venir trouver une tribune pour être entendu. Si une cause juste peut se heurter à un mauvais accord ou à de l'indifférence, elle peut néanmoins trouver un écho aux Nations Unies. Cette caractéristique de notre organisation n'a pas toujours été appréciée, mais elle est néanmoins essentielle. »

Il ne peut y avoir de meilleure définition du sens et de l'importance de notre organisation.

C'est pourquoi il est urgent pour chacun de nous de consolider les fondements de notre organisation, de lui donner les moyens d'agir. Nous approuvons donc les propositions faites dans ce sens par le secrétaire général pour sortir l'organisation de nombreuses impasses, qui ont été soigneusement favorisées par les manœuvres des grandes puissances pour discréditer l'ONU aux yeux de l'opinion publique.

Monsieur le Président:

Reconnaissant les mérites, même limités, de notre organisation, je ne peux que me réjouir de la voir accueillir de nouveaux membres. C'est pourquoi la délégation burkinabè salue l'admission du 159ème membre de notre organisation: l'Etat de Brunei Darussalam.

En raison de la folie de ceux entre les mains desquelles la direction du monde est tombé par caprice du destin, le Mouvement des non-alignés pays - dont j'espère Brunei va bientôt devenir membre - est obligé de considérer la lutte pour le désarmement b e l'un des objectifs permanents de sa lutte. C'est un aspect essentiel et une condition fondamentale de notre droit au développement.

À notre avis, nous avons besoin d'études sérieuses qui tiennent compte de tous les éléments qui ont conduit aux calamités qui se sont abattues sur le monde. À cet égard, le président Fidel Castro a admirablement exprimé notre point de vue en 1979 lors de l'ouverture de la sixième Conférence au sommet des pays non signés lorsqu'il a déclaré:

«Trois cents milliards de dollars suffisent pour construire 600 000 écoles par an d'une capacité de 400 millions d'enfants; ou 60 millions de logements confortables d'une capacité de 300 millions de personnes; ou 50 000 hôpitaux avec 18 millions de lits; ou 20 000 usines pour fournir un emploi à plus de 20 millions de travailleurs; ou rendre possible l'irrigation de 150 millions d'hectares de terres qui, avec un niveau technique adéquat, pourraient nourrir un milliard de personnes.³⁷

En multipliant ces chiffres aujourd'hui par dix - et je suis sûr que cela ne correspondrait pas à la réalité - nous réalisons ce que l'humanité gaspille chaque année dans le domaine militaire, c'est-à-dire contre la paix.

On comprend aisément pourquoi l'indignation des masses se transforme rapidement en révolte et en révolution à la vue des miettes jetées sur leur chemin sous la forme dégradante d'un petit secours, parfois lié à des conditions franchement méprisables . Il est donc clair pourquoi, dans la lutte pour le développement, nous nous considérons comme des militants infatigables pour la paix.

Nous nous engageons à lutter pour apaiser les tensions, à introduire les principes de la vie civilisée dans les relations internationales et à les étendre à toutes les régions du monde. Cela signifie que nous ne pouvons plus regarder passivement les différents concepts qui sont débattus. Nous réaffirmons notre détermination à être des partisans actifs de la paix; prendre notre place dans la lutte pour le désarmement; et enfin d'agir comme un facteur décisif de la politique internationale, totalement libre de l'une quelconque des grandes puissances, quels que soient leurs plans.

Mais la recherche de la paix va de pair avec la ferme application du droit des pays à l'indépendance, des peuples à la liberté et des nations à une existence autonome. Sur ce point, le record le plus pitoyable et le plus effroyable - oui, le plus épouvantable - en termes d'arrogance, d'insolence et d'incroyable obstination, est détenu par un petit pays du Moyen-Orient, Israël. Avec la complicité de leur puissant protecteur, les États-Unis - que les mots ne sauraient décrire - Israël continue de défier la communauté internationale depuis plus de vingt ans.

Méprisant l'histoire, qui, hier encore, condamnait chaque juif à l'horreur de la chambre à gaz, Israël a fini par infliger aux autres une épreuve qui était autrefois la sienne. En tout

état de cause, Israël, dont nous aimons le peuple pour son courage et ses sacrifices d'hier, doit être conscient du fait que les conditions de sa propre tranquillité ne peuvent être réalisées grâce à une puissance militaire financée de l'étranger. Israël doit commencer à apprendre à devenir une nation comme les autres et entre autres.

Pour le moment, d'ici à cette tribune, nous voulons affirmer notre solidarité militante et active envers les combattants - femmes et hommes - du merveilleux peuple de Palestine, car nous savons qu'aucune souffrance ne dure éternellement.

Monsieur le Président:

En analysant la situation économique et politique qui prévaut en Afrique, nous ne pouvons manquer de souligner les profondes inquiétudes que nous nourrissons concernant les dangereux défis posés aux droits des peuples par certaines nations qui, sûres dans leurs alliances, méprisent ouvertement les normes morales internationales.

Bien sûr, nous avons le droit de nous réjouir de la décision de retirer les troupes étrangères du Tchad, afin que sans intermédiaires les Tchadiens puissent chercher entre eux les moyens de mettre fin à cette guerre fratricide et enfin donner à leur peuple, qui a pleuré pendant tant d'hivers. , le moyen de sécher leurs larmes.

Malgré quelques progrès enregistrés çà et là par les peuples africains dans leur lutte pour l'émancipation économique, notre continent continue de refléter la réalité fondamentale des conflits entre les grandes puissances. Nous continuons à supporter les difficultés intolérables du monde contemporain.

C'est pourquoi nous considérons le sort infligé au peuple du Sahara occidental par le Royaume du Maroc comme

inacceptable et nous le condamnons sans condition. Le Maroc utilise des tactiques dilatoires pour reporter une décision qui, de toute façon, lui sera imposée par la volonté du peuple sahraoui. Ayant personnellement visité les régions libérées par le peuple sahraoui, je suis convaincu que rien ne pourra plus entraver leur marche vers la libération totale de leur pays, sous la direction militante et éclairée du Front Polisario.

Monsieur . Président:

Je ne souhaite pas trop m'attarder sur la question de Mayotte et des îles de l'archipel malgache. Lorsque les choses sont claires, lorsque les principes sont évidents, il n'y a pas lieu d'élaborer. Mayotte appartient aux Comores. Les îles de l'archipel malgache appartiennent à Madagascar. ³⁸

En Amérique latine, nous saluons l'initiative du Groupe Contadora, qui marque une étape positive dans la recherche d'une solution juste à la situation explosive actuelle. Au nom du peuple révolutionnaire du Nicaragua, le commandant Daniel Ortega a fait ici des propositions concrètes et posé des questions fondamentales aux personnes appropriées. Nous espérons voir la paix s'instaurer dans son pays et en Amérique centrale le 15 octobre et par la suite, et nous demandons à l'opinion publique mondiale de témoigner de ce qui se passe. ³⁹

Tout comme nous avons condamné l'agression étrangère contre l'île de Grenade, nous dénonçons également toutes les interventions étrangères. Par conséquent, nous ne pouvons pas garder le silence sur une intervention militaire étrangère en Afghanistan.

Il y a cependant une question particulière d'une telle gravité qu'elle exige une réponse franche et décisive de

chacun de nous. Comme vous pouvez l'imaginer, cette question ne peut être autre que celle de l'Afrique du Sud. L'incroyable arrogance de ce pays envers toutes les nations du monde - même envers ceux qui soutiennent le terrorisme qu'il a intégré dans un système conçu pour liquider physiquement la majorité noire du pays - et le mépris avec lequel il traite toutes nos résolutions, sont parmi les préoccupations les plus importantes du monde d'aujourd'hui.

Mais le plus tragique n'est pas que l' Afrique du Sud se soit placée en dehors de la communauté internationale en raison du caractère méprisable de ses lois d'apartheid. Encore moins qu'elle continue de maintenir illégalement la Namibie sous la botte du colonialisme et du racisme. Ou qu'il se comporte envers ses voisins avec l'impunité d'un gangster. Non, la chose la plus méprisable, la plus humiliante pour la conscience humaine, c'est qu'elle a réussi à rendre «ordinaire» le malheur de millions d'êtres humains qui n'ont que la poitrine et l'héroïsme de leurs mains nues pour se défendre. . Sécurisée dans la complicité des grandes puissances, sachant que certaines vont même intervenir activement en son nom, comptant aussi sur la collaboration criminelle de quelques misérables dirigeants de pays africains, la minorité blanche ne se fait pas de souci pour se moquer des sentiments de tous les peuples du monde entier. à travers le monde, qui jugent intolérable la sauvagerie des méthodes employées.

Il fut un temps où des brigades internationales se formaient pour défendre l'honneur des nations dont la dignité avait été agressée. Aujourd'hui, malgré les blessures purulentes que nous portons tous, nous allons voter pour des résolutions dont le seul but, nous dira-t-on, est de ramener à la raison

cette nation de pirates, qui «détruit un sourire comme la grêle tue les fleurs».

M. President:

Nous célébrerons bientôt le 150^e anniversaire de l'émancipation des esclaves par l'Empire britannique. Ma délégation appuie la proposition faite par les pays d'Antigua et de la Barbade de commémorer cet événement d'une manière majeure, un événement dont le sens a pris une très grande importance pour les pays africains et pour le monde noir. À notre avis, tout ce qui est fait, dit ou organisé dans le monde dans le cadre des cérémonies commémoratives doit souligner le terrible prix payé par l'Afrique et le monde noir pour le développement de la civilisation humaine. Un prix payé sans rien recevoir en retour, et qui explique sans doute les raisons de la tragédie actuelle sur notre continent.

C'est notre sang qui a alimenté le développement rapide du capitalisme, qui a rendu possible notre état de dépendance actuel et qui a consolidé notre sous-développement. La vérité ne peut plus être évitée, les chiffres ne peuvent plus être falsifiés. Pour chaque Noir qui s'est rendu dans les plantations, au moins cinq autres ont été tués ou mutilés. Je laisse volontairement de côté la dévastation de notre continent et ses conséquences.

Monsieur le Président:

Si, grâce à vous et avec l'aide du secrétaire général, le monde entier peut être convaincu de cette vérité à l'occasion de cet anniversaire, alors il comprendra pourquoi nous désirons la paix entre les nations de toutes les fibres de notre être. Et pourquoi nous revendiquons et revendiquons notre droit au développement sur la base de l'égalité totale, à

travers l'organisation et la redistribution des ressources humaines.

De toutes les races humaines, nous appartenons à celles qui ont le plus souffert. C'est pourquoi nous, Burkinabè, nous nous sommes solennellement promis de ne plus jamais accepter le moindre déni de justice sur le moindre morceau de cette terre. C'est le souvenir de cette souffrance qui nous place aux côtés de l'OLP contre les bandes armées d'Israël. C'est le souvenir de cette souffrance qui nous conduit, d'une part, à soutenir l'ANC et la SWAPO, et nous rend intolérable d'autre part que l'Afrique du Sud abrite des hommes qui incendient le monde au nom d'être blanc. Enfin, c'est cette même mémoire qui nous amène à placer dans les Nations Unies toute notre foi en un devoir partagé, un effort partagé et une espérance partagée.

Nous appelons à intensifier dans le monde entier la campagne pour libérer Nelson Mandela et garantir sa présence effective à la prochaine session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Ce sera une victoire dont nous pourrions être fiers ensemble.

En mémoire de nos souffrances et en guise de pardon collectif, il convient de créer un Prix international de la réconciliation humaine, décerné à tous ceux dont les recherches ont contribué à la défense des droits de l'homme. Tous les budgets de recherche spatiale devraient être réduits de 1%, et les fonds consacrés à la recherche en santé et à la restauration de l'environnement, qui a été perturbé par tous ces feux d'artifice nuisibles à l'écosystème.

Nous proposons également que les structures de l'ONU soient repensées et que nous mettions un terme à ce scandale connu sous le nom de droit de veto. Il est vrai que

les effets pernicioeux de son utilisation abusive ont été atténués par la vigilance de certains de ceux qui détiennent un veto. Cependant, rien ne justifie un tel droit - ni la taille des pays qui le détiennent ni leur richesse.

Il y a ceux qui justifient une telle iniquité en invoquant le prix payé pendant la dernière guerre mondiale. Les nations qui se sont accordées ces droits doivent savoir que chacun de nous a aussi un oncle ou un père qui, comme des milliers d'autres innocents, a été arraché au tiers monde pour défendre des droits bafoués par les hordes hitlériennes. Notre chair porte aussi les cicatrices des balles nazis. L'arrogance des grandes puissances doit donc cesser - les puissances qui ne manquent aucune occasion de contester les droits des peuples du monde. L'absence de l'Afrique du club de ceux qui détiennent le droit de veto est injuste et doit cesser.

Enfin, ma délégation ne remplirait pas tous ses devoirs si elle ne demandait pas la suspension d'Israël et l'expulsion pure et simple de l'Afrique du Sud de notre organisation. Avec le temps, lorsque ces pays auront opéré la transformation qui les rend à la communauté internationale, chacun de nous, à commencer par mon pays, devrait les accueillir avec bienveillance et guider leurs premiers pas.

Nous voulons réaffirmer notre confiance dans l'Organisation des Nations Unies. Nous lui sommes redevables du travail réalisé par ses agences au Burkina Faso et de leur présence à nos côtés dans les moments difficiles que nous traversons. Nous remercions les membres du Conseil de sécurité de nous avoir permis de présider les travaux du Conseil deux fois cette année. Nous souhaiterions simplement voir le Conseil adopter et appliquer le principe de

la lutte contre l'extermination de 30 millions d'êtres humains chaque année par l'arme de la faim, qui fait aujourd'hui plus de ravages que l'arme nucléaire.

Cette confiance et cette foi dans l'organisation me poussent à remercier le secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuéllar, pour la visite très appréciée qu'il nous a faite pour voir de première main les dures réalités de notre existence et obtenir une image fidèle de la situation. l'aridité du Sahel et la tragédie de la conquête du désert.

Je ne pourrais pas terminer sans rendre hommage aux éminentes qualités de notre président [Paul Lusaka de Zambie], qui, avec la perspicacité pour laquelle nous le connaissons, dirigera habilement les travaux de cette trente-neuvième session.

Monsieur le Président:

J'ai parcouru des milliers de kilomètres. Je suis venu ici pour demander à chacun de vous de conjuguer nos efforts pour que cesse l'arrogance de ceux qui ont tort, pour que le triste spectacle des enfants mourant de faim disparaisse, pour que l'ignorance disparaisse, pour que la révolte des légitimistes des gens triomphent, pour que le bruit des armes se taise, et pour qu'enfin, alors que nous luttons pour la survie de l'humanité, unis par une seule volonté, nous puissions chanter avec le grand poète Novalis:

«Bientôt, les étoiles revisiteront la terre qu'elles ont quittée à l'âge de l'obscurité. Le soleil déposera son spectre dur et redeviendra une étoile parmi tant d'autres. Toutes les races du monde se réuniront à nouveau, après une longue séparation. Les familles orphelines d'antan seront réunies et chaque jour sera un jour de réunification et d'étreintes renouvelées. Alors les habitants des temps anciens

retourneront sur la terre, dans chaque tombeau les cendres éteintes seront rallumées, et partout les flammes de la vie brûleront à nouveau. Les anciennes habitations seront reconstruites, les temps anciens renaîtront, et l'histoire sera le rêve du présent qui s'étend à l'infini.

» Patrie ou mort, nous gagnerons!

Merci.

Osez inventer le futur

(Entretien avec Jean-Philippe Rapp, 1985)

En 1985 , le journaliste suisse Jean-Philippe Rapp a mené un certain nombre d'entretiens avec Sankara à Ouagadougou, qui ont été publiés comme Sankara: Un nouveau Pouvoir africain [Sankara: une nouvelle puissance africaine] par Jean Ziegler, extrait ci - dessous.

Jean-Philippe Rapp: La décision de devenir chef de l'Etat n'est-elle pas une décision prise dans des circonstances bien définies?

Thomas Sankara: Il y a des événements, des moments de la vie, qui sont comme une rencontre, un rendez-vous, avec les gens. Pour les comprendre, il faut remonter un long chemin dans le passé, l'arrière-plan de chaque individu. Vous ne décidez pas de devenir chef d'État. Vous décidez de mettre fin à telle ou telle forme de harcèlement ou d'humiliation, telle ou telle forme d'exploitation ou de domination. C'est tout.

C'est un peu comme quelqu'un qui a souffert d'une maladie grave, dit le paludisme, et qui décide ensuite de

consacrer toutes ses énergies à la recherche de vaccins - même si cela signifie en cours de route qu'il devient un éminent scientifique en charge d'un laboratoire ou de la tête. d'une équipe médicale de pointe.

Quoi qu'il en soit, j'ai commencé avec une conviction très claire. Vous ne pouvez lutter efficacement que contre des choses que vous supportez bien, et vous ne pouvez gagner que si vous êtes convaincu que votre combat est juste. On ne peut pas mener une lutte comme prétexte, comme levier, pour acquérir du pouvoir, car généralement le masque se fissure très vite. Vous ne vous engagez pas dans une lutte aux côtés des masses populaires pour devenir chef d'État. Tu te bas. Ensuite, la nécessité de s'organiser signifie qu'il faut quelqu'un pour un poste donné.

Rapp: Mais pourquoi toi?

Sankara: Vous devez vous convaincre que vous êtes capable de vous battre, que vous êtes assez courageux pour vous battre pour votre elfe, mais surtout que vous avez une volonté suffisante pour vous battre pour les autres. Vous trouverez des hommes déterminés à se battre et qui savent comment s'y prendre. Mais ils ne le font que pour eux-mêmes et ne vont pas très loin.

Rapp: Vous pensez que c'est à cause de leurs origines?

Sankara: Oui. Il y a des leaders qui ont des racines naturelles, et il y a ceux qui ont des racines artificiellement créées. Par artificiel, j'entends ces dirigeants qui ont été créés en érigeant un mur autour d'eux-mêmes. Ces personnes sont définitivement coupées des masses populaires. Ils peuvent être généreux jusqu'à un certain point, mais cela ne fait pas d'eux des révolutionnaires. Vous rencontrerez des fonctionnaires à différents niveaux qui sont mécontents

parce que personne ne les comprend, même s'ils ont prouvé leur engagement. Bien que ce soient des sacrifices honnêtes, personne ne comprend ce qu'ils font.

C'est un peu comme certains des volontaires de l'aide internationale venus d'Europe. Eux aussi sont très sincères, mais leur ignorance de l'Afrique les conduit à faire des erreurs, des bévues, parfois insignifiantes, mais qui deviennent décisives avec le temps. Ainsi, après un séjour de plusieurs années, ils rentrent chez eux complètement dégoûtés de l'Afrique. Pourtant, ce n'est pas faute d'un noble objectif. C'est juste qu'ils sont venus ici avec une attitude condescendante. Ils étaient des donneurs de leçons.

Rapp: En ce qui vous concerne, il faut avoir vécu la réalité?

Sankara: D'autres dirigeants ont eu la chance de s'immerger dans la vie quotidienne des gens. C'est là qu'ils trouvent les réserves d'énergie nécessaires. Ils savent qu'en prenant telle ou telle décision, ils pourront résoudre tel ou tel problème, et que la solution qu'ils ont trouvée va aider des milliers, voire des millions de personnes. Ils ont une parfaite compréhension de la question sans l'avoir étudiée dans un département de sociologie . Cela change votre perception des choses.

Rapp: Mais quelles expériences personnelles concrètes vous ont amené à découvrir vous-même ces réalités?

Sankara: Il y en avait plusieurs. Par exemple, je me souviens d'un homme que je connaissais bien. Nous étions en plein milieu d'une période de sécheresse. Pour éviter la famine, plusieurs familles de son village ont rassemblé le peu d'argent qui leur restait et lui ont confié le travail d'aller à Ouagadougou pour acheter de la nourriture. Il s'est rendu

dans la capitale à vélo. À son arrivée, il a eu une rencontre brutale et douloureuse avec la ville. Il a fait la queue pour obtenir ce dont il avait besoin, sans succès. Il a vu un bon nombre de personnes sauter devant lui pour acheter leur mil parce qu'elles savaient parler français. Puis, pour aggraver la situation, le vélo de l'homme a été volé avec tout l'argent que les villageois lui avaient confié.

Désespéré, il s'est suicidé. Les habitants de Ouagadougou n'ont pas perdu le sommeil à cause de lui. Il n'était qu'un autre cadavre. Ils ont creusé un trou et l'ont jeté dans le corps comme un poids inutile dont ils devaient se débarrasser. La ville allait joyeusement à ses affaires - indifférente et même ignorante de ce drame. En attendant, au loin, des dizaines de personnes, des familles entières, attendaient l'heureux retour de cet homme qui devait leur redonner vie, mais qui ne revenait jamais. Nous devons nous demander: avons-nous le droit de tourner le dos à de telles personnes?

Rapp: Cela vous a choqué?

Sankara: Oui. J'y pense souvent, même aujourd'hui.

Rapp: Mais avez-vous vécu vous-même l'inégalité ou avez-vous juste observé son impact sur d'autres personnes?

Sankara: Non, je l'ai vécu personnellement. Quand j'étais petite, j'allais à l'école primaire à Gaoua. Le principal était une Europe et ses enfants avaient une bicyclette. Les autres enfants ont rêvé de ce vélo pendant des mois et des mois. Nous nous sommes réveillés en y pensant; nous en avons dessiné des photos; nous avons essayé de supprimer le désir qui continuait à jaillir en nous. Nous avons fait à peu près tout pour essayer de les convaincre de nous le prêter. Si les enfants du directeur voulaient du sable pour construire

des châteaux de sable, nous leur apportions du sable. Si c'était une autre faveur qu'ils voulaient, nous nous sommes précipités pour le faire. Et tout cela juste dans l'espoir de faire un tour - faire un tour, comme nous le disons ici. Nous avons tous le même âge, mais il n'y avait rien à faire.

Un jour, j'ai réalisé que tous nos efforts étaient vains. J'ai attrapé le vélo et je me suis dit: "Dommage, je vais m'offrir ce plaisir quelles qu'en soient les conséquences."

Rapp: Et quelles ont été les conséquences?

Sankara: Ils ont arrêté mon père et l'ont jeté en prison. J'ai été expulsé de l'école. Mes frères et sœurs n'ont pas osé rentrer. C'était terrifiant. Comment cela pourrait-il ne pas créer de profonds sentiments d'injustice chez les enfants du même âge?

Ils ont mis mon père en prison une autre fois, car une de mes sœurs avait cueilli des fruits sauvages en lui jetant des pierres. Certaines pierres sont tombées sur le toit de la maison du principal. Cela a dérangé la sieste de sa femme. J'ai compris qu'après un repas merveilleux et rafraîchissant, elle voulait se reposer, et c'était énervant d'être dérangée comme ça. Mais nous voulions manger. Et ils ne se sont pas arrêtés à mettre mon père en prison. Ils ont publié un avis interdisant à quiconque de cueillir ce fruit.

Ra pp: Aujourd'hui, quand vous êtes avec votre père et qu'il peut voir ce que vous êtes devenu et dans quoi vous vous êtes engagé, qu'est-ce qu'il a à vous dire?

Sankara: Mon père est un ancien soldat. Il a combattu pendant la Seconde Guerre mondiale et a été fait prisonnier par les Allemands. En tant qu'ancien soldat, il pense que nous n'avons encore rien vu, que c'était bien pire pour eux. Disons

que nos discussions ressemblent plus à des confrontations. [*Rires*]

Rapp: Cela nous amène à la question des anciens, qui jouent un rôle important dans la société traditionnelle et qui doivent avoir d'énormes difficultés à comprendre et surtout à accepter ce qui se passe aujourd'hui.

Sankara: Il y en a beaucoup, et nous devons toujours les reconnaître avec un mot ou deux. Ils sont surpris que nous les mentionnions dans différents discours. Ces personnes âgées ont le sentiment d'être exclues. C'est d'autant plus frustrant que, lorsqu'ils avaient notre âge, ils ont fait preuve d'un courage admirable. Aujourd'hui, ils se reposent sur leurs lauriers. Mais nous devons tout de même être justes en reconnaissant leurs réalisations passées, afin de puiser dans l'énergie dynamique qu'elles peuvent inspirer avec un simple mot.

Rapp: Mais comment pensez-vous les intégrer?

Sankara: Nous avons décidé de créer une organisation pour cela. Il n'a pas encore de nom, mais nous savons qui sera en charge. Des comités provisoires sont en cours de formation dans toutes les provinces et une convention nationale se tiendra prochainement au cours de laquelle les anciens établiront un bureau national. Différents comités et organes de direction définiront les modalités de

participation . ⁴⁰ *Rapp:* Il y a une réelle volonté d'être ouvert d'esprit?

Sankara: Nous sommes en Afrique, une société où la féodalité, au sens large du terme, est très puissante. Quand l'aîné, le patriarche, a parlé, tout le monde suit. Nous disons donc: «Tout comme les jeunes révolutionnaires doivent combattre les jeunes réactionnaires, les vieux réactionnaires seront

combattus par les vieux révolutionnaires». Je suis sûr qu'il y a des limites idéologiques à cela. Mais nous pouvons accepter ces limites tant que les anciens combattent ceux qui doivent être combattus dans leur secteur.

Rapp: Revenons à votre enfance. Avez-vous d'autres souvenirs qui pourraient aider à faire la lumière sur votre personnage et à expliquer certains aspects de votre conduite?

Sankara: Je suis allé au lycée à Bobo-Dioulasso. Ma famille vivait à Gaoua et je ne connaissais personne à mon arrivée. En l'occurrence, les cours du jour étaient censés commencer, on nous a dit que, pour des raisons de gestion, l'école n'ouvrirait que le lendemain. Les internats étaient également fermés, nous avons donc dû nous débrouiller seuls pour trouver un endroit où dormir.

Avec ma valise sur la tête - j'étais trop petite pour la porter autrement - j'ai erré dans la ville, qui était beaucoup trop grande pour moi. J'étais de plus en plus fatigué, jusqu'à ce que finalement je me retrouve devant une maison bourgeoise. Il y avait des voitures et un gros chien dans la cour. J'ai sonné la cloche. Un monsieur est venu à la porte et m'a regardé avec dédain. «Que fait un petit garçon comme toi à ma porte?» Il a demandé. «J'ai vu cette maison et je me suis dit: c'est là que je vais passer la nuit», lui ai-je dit. Il a laissé échapper un gros sigh - il n'en croyait pas ses oreilles - puis m'a accueilli. Il m'a installé, m'a donné quelque chose à manger, puis m'a expliqué qu'il devait sortir parce que sa femme attendait à la maternité. Le lendemain, j'ai pris mes affaires, j'ai dit au revoir et je suis parti.

Un jour, alors que j'étais devenu ministre du gouvernement, j'ai nommé quelqu'un au poste de

secrétaire général au ministère de l'Information. Je lui ai demandé: "Tu ne te souviens pas de moi?" Il a dit non. Un mois plus tard, même question, même réponse. Le jour où il quittait son poste, je l'ai appelé . «Vous travailliez à la radio de Bobo. Vous habitiez dans tel ou tel quartier et vous aviez une voiture Ami 6. Tu as ouvert ta porte à moi et m'a nourri quand je n'étais qu'un petit garçon au lycée. «Alors c'était toi? Il a demandé.

«Oui, c'était moi.

Son nom était Pierre Barry. Quand j'ai quitté sa maison, je me suis juré qu'un jour je ferais quelque chose pour cet homme afin qu'il sache que sa gentillesse n'avait pas été vaine. Je l'ai cherché. Le destin était gentil. Nous nous sommes rencontrés. Aujourd'hui, il est à la retraite.

Rapp: Le Burkina Faso était membre du Conseil de sécurité des Nations Unies. Vous vous êtes vous-même adressé à l'Assemblée générale. Que pensez-vous de ceci?

Sankara: Si je n'étais pas allé là-bas, je n'aurais jamais eu cette expérience, donc comme on dit, chaque nuage a une liaison argentée . Mais pour vous dire la vérité, vous devez éviter de devenir l'un des rats dans les couloirs de l'ONU. Parce qu'on peut très vite tomber dans la complicité internationale, une sorte d'acquiescement qui réduit les problèmes auxquels les gens sont confrontés aux combats stériles entre théoriciens.

Quand on voit les gens là-bas, on a l'impression qu'ils sont sérieux, mais je n'aime pas beaucoup être avec eux. Ce n'est qu'au début que j'ai ressenti le besoin d'y aller.

Mais comme vous le dites, nous étions membres du Conseil de sécurité. Nous avons estimé que si notre rôle à l'ONU ne devait pas se limiter à remplir notre rôle, nous devrions avoir le courage de nous exprimer au nom des

peuples qui nous avaient fait confiance. Le Burkina Faso a été élu avec les voix de plus de 104 pays. Nous devions représenter leurs intérêts, en particulier ceux des pays non alignés. Leurs intérêts, ainsi que ceux des autres peuples en révolte, doivent être défendus chaque jour, constamment et courageusement. Sinon, l'ONU deviendrait une chambre d'écho manipulée par quelques puissants batteurs.

Rapp: Dans ces circonstances, avez-vous subi des pressions? Y a-t-il eu des menaces de couper certaines aides?

Sankara: À l'époque, l'ambassadeur américain, par exemple, a tenté de nous faire pression de cette manière. C'était en rapport avec Porto Rico, le Nicaragua, la Grenade et plusieurs autres questions. Nous lui avons expliqué la sincère amitié que nous ressentons pour le peuple américain, mais nous lui avons dit qu'il n'était pas dans son intérêt de causer des souffrances dans d'autres pays. Nous étions si sincères dans notre amitié, avons-nous ajouté, que nous ne pouvions nous solidariser avec quiconque aurait lancé des attaques vides et sans fondement contre les États-Unis.

Je dois ajouter, dans un souci d'honnêteté intellectuelle, que l'ambassadeur américain a fait marche arrière après notre conversation et a expliqué notre position à son gouvernement.

Rapp: Ces pressions étaient-elles dues au fait que vous étiez membre du Conseil de sécurité?

Sankara: En réalité, il y avait toutes sortes de pressions différentes, sous différentes formes, par différents groupes de personnes. Mais pourrions-nous rester silencieux lorsqu'une grande puissance attaque un petit pays, ou lorsqu'une nation envahit une autre? Nous étions d'avis que nous avions une bataille à mener là-bas au nom de tous

ceux qui nous avaient fait confiance et, tout aussi important, de tous ceux qui ne l'avaient pas fait parce qu'ils ne nous connaissaient pas encore assez bien .

Rapp: Êtes-vous satisfait des résultats?

Sankara: Nous avons pris les positions que nous devons prendre. Nous nous sommes fait connaître par un bon nombre de personnes de cette façon. Nous nous sommes également fait un bon nombre d'ennemis. Nous avons attaqué à gauche et à droite, à l'est et à l'ouest. Tout le monde a pris une petite raclée. Cela valait-il la peine de se faire autant d'ennemis? Aurions-nous dû ouvrir autant de fronts à la fois? Je ne sais pas.

Rapp: Compte tenu de votre situation, si une grande puissance retire son aide, cela pourrait vous causer de graves problèmes. Ce serait vrai , par exemple, dans le cas de la France, des États-Unis, de l'Union soviétique et d'autres pays occidentaux.

Sankara: C'est précisément pour cette raison que nous devons lutter contre l'impérialisme et tout ce qui y est lié. Du point de vue de l'impérialisme, il est plus important de nous dominer culturellement que militairement. La domination culturelle est plus flexible, plus efficace, moins coûteuse. C'est pourquoi nous disons que pour renverser le régime burkinabè, il n'est pas nécessaire de faire venir des mercenaires lourdement armés. Il vous suffit d'interdire l'importation de champagne, de rouge à lèvres et de vernis à ongles.

Rapp: Pourtant, ce ne sont pas des produits souvent utilisés par les Burkinabè.

Sankara: Seule la bourgeoisie est convaincue qu'elle ne peut pas vivre sans elle.

Nous devons travailler à décoloniser notre mentalité et atteindre le bonheur dans les limites des sacrifices que nous devrions être prêts à accepter. Nous devons reconditionner notre peuple pour qu'il s'accepte tel qu'il est, ne pas avoir honte de sa situation réelle, s'en contenter, s'en glorifier même.

Nous devons être cohérents. Nous n'avons pas hésité à refuser l'aide de l'Union soviétique qui, à notre avis, ne répondait pas à nos attentes. ⁴¹ Nous avons eu une discussion franche avec les Soviétiques, et je pense que nous nous comprenons. Nous avons notre dignité à protéger.

Rapp: Quand vous avez un budget de 58 milliards de francs CFA et que 12 milliards sont consacrés à la dette, pouvez-vous vraiment avoir un plan ou une stratégie financière?

Sankara: Oui, en posant simplement et très nettement le choix entre champagne et eau. Nous nous efforçons de rejeter les allocations inégales. Alors que trouvons-nous? Sur un budget de 58 milliards, 30 000 employés du gouvernement monopolisent 30 milliards, et cela ne laisse rien pour tout le monde. Ce n'est pas normal. Si nous voulons une plus grande justice, chacun de nous doit reconnaître la situation réelle du peuple et accepter les sacrifices que chaque individu doit consentir pour que justice soit faite. Qui sont ces 30 000 employés du gouvernement? Des gens comme moi.

Prends mon cas. Sur 1 000 enfants nés la même année que moi, la moitié est décédée au cours des trois premiers mois. J'ai eu la grande chance d'échapper à la mort, tout comme j'ai eu la grande chance de ne pas mourir plus tard d'une des maladies ici en Afrique qui a tué plus de ceux qui sont nés la même année.

Je fais partie des 16 enfants sur 100 qui ont pu aller à l'école. C'est une autre chance extraordinaire. Je suis l'un des 18 sur 100 qui ont réussi à obtenir un diplôme d'études secondaires, et l'un des 300 de tout le pays qui ont pu partir à l'étranger et poursuivre leurs études et qui, en rentrant chez eux, ont été assurés d'un emploi. Je fais partie de ces 2 militaires sur 100 qui, sur le plan social, ont un poste stable et bien rémunéré, parce que je suis officier dans une armée où ce grade représente quelque chose.

Le nombre de personnes dont la vie a été touchée ne serait-ce qu'une partie de cette chance ne s'élève qu'à 30 000 dans un pays de 7 millions d'habitants. Et nous en absorbons à eux seuls plus de 30 milliards! Cela ne peut pas continuer.

Rapp: Sans parler des autres avantages!

Sankara: En fait, ce sont ceux d'entre nous en ville qui donnent le ton, qui expliquent à l'opinion publique mondiale ce qui fonctionne bien et ce qui ne fonctionne pas et comment interpréter la situation ici. C'est nous qui parlons des droits de l'homme, de la baisse du pouvoir d'achat, d'un climat de terreur. Nous oublions que nous avons condamné à mort des milliers d'enfants parce que nous n'accepterions pas de réduire un tout petit peu nos salaires pour qu'une petite clinique puisse être construite. Et nous n'avons pas soulevé l'opinion publique internationale contre le scandale que représentent ces morts. Nous faisons partie de la complicité internationale des hommes de bonne conscience: «Je vous pardonnerai vos erreurs si vous me pardonnez les miennes. Je garderai le silence sur vos sales actes si vous gardez le silence sur les miennes, et nous serons tous purs

ensemble. C'est un véritable «gentlemen's agreement» entre hommes de bonne conscience.

Rapp: Être indigné à ce sujet est une chose . Mais que peut-on y faire?

Sankara: Il faut oser regarder la réalité en face et oser frapper des coups de marteau sur certains des privilèges de longue date - si anciens en fait qu'ils semblent être devenus normaux, incontestables. Bien sûr, vous courez le risque d'être violemment attaqué dans les médias. Mais alors personne ne demandera jamais à sept millions de paysans sans voix s'ils sont satisfaits ou non d'une route, d'une petite école, d'une clinique ou d'un puits.

Rapp: Mais que feriez-vous sans l'aide internationale et les prêts d'ajustement structurel? ⁴²

Sankara: En 1983, lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, les caisses de l'État étaient vides. Le régime que nous avons renversé avait négocié et obtenu de la France un prêt d'ajustement structurel de 3 milliards de francs CFA. Après un certain nombre de pressions et de pressions, ce prêt a été réaffecté à notre gouvernement. Ce n'était pas une tâche facile et je peux vous assurer que depuis, personne ne nous a prêté quoi que ce soit, ni la France ni aucun autre pays. Nous ne recevons aucune aide financière.

Rapp: Dans ces circonstances, comment éviter un déficit budgétaire?

Sankara: Nous comblons le trou en l'empêchant d'apparaître - c'est-à-dire que nous n'autorisons pas un déficit. Nous avons réduit les salaires. Les agents de l'État ont perdu jusqu'à un mois de revenus. Les employés du gouvernement ont dû renoncer à certains de leurs avantages , ce qui, comme vous pouvez l'imaginer, n'est jamais bien accueilli par

personne. Voilà le genre de sacrifices que nous imposons aux membres du gouvernement, dont nous exigeons un style de vie extrêmement modeste. Un pasteur qui est instituteur reçoit un salaire d'instituteur. Le président qui est capitaine reçoit un salaire de capitaine, rien de plus.

Rapp: Le pouvoir de l'exemple?

Sankara: Oui. Pouvez-vous croire que dans le passé, dans ce pays, on parlait d'introduire un treizième et même un quatorzième mois de salaire? Dans le même temps, les gens mouraient par manque d'argent pour acheter une minuscule capsule de quinine. ⁴³

Il ne faut donc pas s'étonner que le Cartierisme apparaisse en France contre ces rois noirs qui s'achètent des voitures et construisent des hôtels particuliers avec les moyens fournis par leurs contribuables. Le Cartierisme était en grande partie le produit de nos propres erreurs et erreurs.

Saviez- vous aussi qu'il y avait des Burkinabè qui ont obtenu des prestations de service extérieur - dans leur propre pays - une compensation supplémentaire pour le soleil brûlant! D'autres avaient des salaires compris entre 200 000 et 300 000 francs CFA uniquement pour diriger des syndicats. Et ils ont exigé des augmentations de salaire malgré les sommes colossales qu'ils recevaient déjà! Nous avons dû exiger des sacrifices. C'est ce que signifie changer la mentalité des gens. Et nous sommes loin de la limite de nos possibilités. Ce n'est qu'une des nombreuses étapes à venir.

Rapp: Dans une telle situation, est- il possible de prévoir n'importe quel type d'investissement?

Sankara: En baissant les salaires, en adoptant des modes de vie plus modestes, mais aussi en gérant mieux les fonds dont nous disposons, et en empêchant leur détournement, nous avons pu générer un surplus qui permet un investissement modeste. Mais cela ne fait que témoigner de la nécessité de continuer dans cette voie. Nous établissons notre budget une fois par an, puis chaque trimestre, nous voyons où nous en sommes et comparons cela avec où nous devrions être. Cela vous dira à quel point nous surveillons attentivement nos sous.

Je vais vous donner quelques chiffres, si vous le souhaitez. Au premier trimestre de 1983, le budget - dans lequel nous étions déjà impliqués en tant que membres du CSP, mais nous n'avions pas le dernier mot - affichait un déficit de 695 millions de francs CFA. Au premier trimestre de 1984, nous l'avons ramené à 1 million de francs CFA, car nous étions en mesure de diriger et d'exécuter nous-mêmes le budget. Au premier trimestre de 1985, nous n'avions plus de déficit mais un excédent de 1,0985 milliard de francs CFA, et c'est ainsi que cela se poursuivra.

Rapp: Oui, mais à quel prix?

Sankara: Nous nous sommes resserrés dans tous les domaines. Vous n'êtes pas autorisé à écrire sur une seule face d'une feuille de papier ici. Nos ministres voyagent en classe économique et bénéficient d'une allocation de dépenses de seulement 15 000 francs CFA par jour. C'est pareil pour moi, sauf qu'en tant que chef de l'Etat j'ai l'avantage d'être pourvu lorsque je suis reçu à l'étranger.

Notre ministre du Travail s'est rendu à Genève il y a peu de temps pour une conférence internationale. Vous êtes bien placé pour savoir qu'avec son indemnité journalière de

15 000 francs CFA , il ne pouvait pas espérer trouver une chambre à Genève. Il a dû se rendre en France voisine et partager une chambre d'hôtel modeste avec ses collègues. Il n'y a pas de quoi avoir honte. Peut-être que ses conditions de vie lui ont permis de mener à bien sa mission encore mieux qu'il n'avait séjourné dans un palais. Ceci n'est qu'un exemple parmi tant d'autres.

Rapp: Il y a quelques mois, *Sidwaya a publié* un titre qui disait: «Si Lénine avait su ce que nous faisons, il nous aurait aidés.»

Cela reflète-t-il une certaine déception vis-à-vis de l'Union soviétique et d'autres pays?

Sankara: Compte tenu des risques que nous prenons - car nous menons une véritable révolution ici - et peut-être manquons-nous de modestie, mais étant donné ce que nous pensons pouvoir représenter pour l'Afrique, nous ne comprenons pas cette politique attentiste , ce manque d'intérêt, ce manque d'urgence à nous aider de la part de ceux qui devraient le plus logiquement le faire. Du point de vue des tendances idéologiques, ils sont dans le même camp que nous.

On a encore plus de mal à le comprendre car on peut être étouffé à mort faute de 5 millions de francs CFA. Plusieurs fois, nous avons failli fermer les opérations normales et mettre des gens au chômage faute de ce genre de somme. Les conséquences auraient été des grèves, des manifestations et peut-être même la chute complète de notre gouvernement, si la situation avait été exploitée par des gens plus rusés. Et comme on dit: "Une fois mordu, deux fois timide!" Des mesures horribles auraient été prises pour s'assurer qu'il n'y aurait jamais un autre gouvernement comme le nôtre.

Rapp: C'était donc vraiment un cas de déception?

Sankara: L'article de *Sidwaya* a exprimé cela, oui. Mais d'un autre côté, je ne pense pas que vous puissiez demander aux autres de se sacrifier pour vous au point d'ignorer leurs propres problèmes, même si les leurs ne sont pas comparables. Le malheur de la personne dans votre pays qui trouve la qualité du vin médiocre est aussi valable que la tristesse de quelqu'un ici qui n'a pas d'eau à boire.

Ailleurs dans le monde, la population est mécontente du gouvernement parce qu'il n'a pas créé une troisième, une quarantaine ou une vingt-cinquième chaîne de télévision. Il n'y a aucune raison pour nous de vous demander de marquer le temps, de nous attendre, pour ceux d'entre nous qui n'en ont qu'un, et parfois même pas un. D'autres pays ont leurs propres fardeaux à porter.

Nous devons également ajouter que nous sommes les seuls à faire notre révolution. Tant mieux ou pire pour nous, nous devons en accepter les conséquences. Après tout, personne ne nous a demandé de le faire! Nous aurions pu hypothéquer notre pays et le louer - quelqu'un aurait payé. C'est nous qui avons décidé que toutes les formes de contrôle extérieur devaient être rejetées. C'est nous qui devons en payer le prix.

Rapp: Apprenez à vous débarrasser de la mentalité du bien-être?

Sankara: Oui. Nous devons nous débarrasser de cette mentalité. N'avions-nous pas été colonisés et donc pas eu de relations avec la France au départ, comment pourrions-nous penser que nous avons le droit d'attendre quelque chose de la France? Pourquoi? En Corrèze et dans le Larzac, il y a ceux qui ne sont toujours pas contents.⁴⁴ Il faut donc en finir avec cette mentalité, même si, au nom d'une certaine forme

d'internationalisme , on aurait aimé que l'aide aille là où elle devrait.

Mais même là, il ne faut pas oublier qu'à moins d'être masochiste ou d'avoir des tendances suicidaires, on n'aide pas son ennemi. Vous ne lui fournissez pas d'armes pour qu'il puisse survivre et faire sentir son influx et convaincre ceux qui l'entourent de suivre son exemple. Il y a beaucoup, beaucoup de gens qui ont peur que nous réussissions. Ils viennent après nous avec toutes sortes de défis.

Rapp: Le temps ne joue - t-il pas contre vous?

Sankara: Eh bien, ils nous donnent moins d'un an, par exemple, avant que nos coffres ne soient vides - avant que nous ne soyons plus en mesure de payer les employés du gouvernement et que nous devions courir vers le Fonds monétaire international ou une autre organisation pour obtenir de l'aide. Mais en luttant, pour le meilleur ou pour le pire, nous traverserons cette tempête et émergerons de l'autre côté la tête haute. Ensuite, ils fixeront une autre date limite à laquelle, cela leur paraît évident, nous échouerons. Mais nous nous tiendrons debout à travers l'épaisseur et la fin. Nous prouvons sur le long terme et dans la vraie vie qu'il existe d'autres plans de jeu qui peuvent permettre de contourner les méthodes classiques de remplissage des coffres.

Rapp: Mais que peuvent faire de plus les Burkinabè? Cela ne vous retournera-t-il pas si vous exigez trop de sacrifices?

Sankara: Pas si vous savez donner l'exemple. Nous avons mis en place un Fonds de Solidarité Révolutionnaire auquel contribuent des milliers de Burkinabè. Leurs contributions, bien que modestes individuellement, représentent un effort considérable visant à soulager notre peuple de la nécessité

de mendier une aide alimentaire. Le fonds nous a permis de conjurer les problèmes les plus urgents, en particulier le problème de la survie de la population de la région du Sahel.

Rapp: Une question connexe est celle de la dette extérieure. Lors de la conférence de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) à Addis-Abeba, les participants étaient assez partagés sur la manière de traiter la question du remboursement de cette dette.

Sankara: En ce qui nous concerne, nous disons très clairement: la dette extérieure ne doit pas être remboursée. C'est injuste. C'est comme payer deux fois les réparations de guerre. D'où vient sa dette, de toute façon? Cela vient des besoins qui nous sont imposés par d'autres pays. Avons-nous besoin de construire des hôtels particuliers ou de dire aux médecins qu'ils recevraient un salaire fabuleux à la fin du mois? Ou favoriser la mentalité d'hommes surpayés parmi nos officiers? Nous avons été contraints d'accumuler des dettes très lourdes et les entreprises économiques rendues possibles par ces prêts ne se sont pas toujours bien déroulées. Nous avons pris d'importants engagements financiers à leur égard - souvent suggérés, proposés, organisés et mis en place par les mêmes personnes qui nous ont prêté l'argent.

Ils ont tout un système. D'abord les membres de l'escouade d'assaut,

qui savent exactement ce qu'ils vont proposer. Ensuite, ils font sortir l'artillerie lourde, et le prix ne cesse d'augmenter. Ce sont de merveilleux investissements pour les investisseurs. Ils ne placent pas leur argent dans leurs propres banques car chez eux, les rendements ne sont pas

bons . Ils doivent créer le besoin de capitaux ailleurs et faire payer les autres.

Avons-nous vraiment besoin de fumer telle ou telle marque de cigarette? Ils nous ont convaincus: "Si vous fumez telle ou telle marque, vous serez l'homme le plus puissant du monde, capable de séduire n'importe quelle femme." Nous avons donc commencé à fumer et nous avons eu le cancer en prime. Les plus privilégiés d'entre nous sont allés en Europe pour se faire soigner. Et tout pour donner un second souffle à votre marché du tabac.

Rapp: Mais est-ce que refuser de payer la dette a du sens si seulement un ou deux pays le font?

Sankara: La pression pour payer la dette ne vient pas de l'usure isolée d'un seul banquier. Il provient d'un système organisé complet, de sorte qu'en cas de non-paiement, ils puissent retenir vos avions dans un aéroport ou refuser de vous envoyer une pièce de rechange absolument indispensable. Donc, pour décider de ne pas payer la dette, nous devons former un front uni. Tous les pays doivent agir ensemble - à la condition, bien entendu, que chacun de nous soit ouvert à un regard critique sur la manière dont nous gérons nous-mêmes ces fonds. Les personnes qui ont contracté d'énormes dettes en raison de leurs dépenses personnelles somptueuses ne méritent pas notre soutien. Nous l'avons dit clairement dans le message que nous avons transmis à l'OUA: «Soit nous résistons collectivement et refusons catégoriquement de rembourser la dette, soit, si nous ne le faisons pas, nous devons partir mourir seuls, un par un.»⁴⁵

Rapp: Mais ce point de vue n'a pas fait l'unanimité?

Sankara: Bien que tout le monde comprenne la logique d'un refus de payer aussi légitime, chacun de nous pense qu'il est plus intelligent, plus rusé que l'autre . Un gouvernement en particulier contournera la nécessité d'une action collective pour aller voir les prêteurs. Ce pays est alors immédiatement dépeint comme le mieux organisé, le plus moderne, le plus respectueux des accords écrits. Ils reçoivent plus de prêts, de sorte que d' autres conditions peuvent être imposées. Lorsque le mécontentement se répand dans les rues, ils suggèrent d'envoyer des «lourds» pour briser ceux qui ne feront pas la queue - et pour mettre quelqu'un de leur choix sur le trône.

Rapp: N'avez -vous pas peur d'une réaction publique violente contre vos mesures économiques internes?

Sankara: Le soutien général que nous trouvons lorsque nous imposons des mesures qui ne sont pas en soi très populaires montre la nature de notre révolution. C'est une révolution dirigée non contre aucun peuple ni aucun pays, mais plutôt une révolution qui vise à restaurer la dignité du peuple burkinabè, à lui permettre d'atteindre le bonheur tel qu'il le définit.

Dans d'autres pays, le bonheur et le développement sont définis par des ratios - tant de centaines de livres rouges d'acier par habitant, tant de tonnes de ciment, tant de lignes téléphoniques. Nous avons des valeurs différentes. Nous ne sommes pas du tout gênés de dire que nous sommes un pays pauvre. Au sein des organisations internationales, nous n'avons pas du tout peur de nous lever et de parler et de bloquer les discussions afin d'obtenir une réduction d'un ou deux dollars des cotisations ou contributions que les pays doivent payer. Nous savons

que cela irrite bon nombre de délégations qui sont capables de jeter des milliers, voire des millions de dollars par la fenêtre.

Lorsque nous recevons un ambassadeur étranger venu présenter ses lettres de créance, nous ne le faisons plus dans ce bureau présidentiel. On l'emmène dans la brousse, avec les paysans. Il voyage sur nos routes chaotiques et endure la poussière et la soif. Après cela, nous pouvons le recevoir, en expliquant: «M. Ambassadeur, Excellence, vous venez de voir le Burkina Faso tel qu'il est réellement. C'est le pays avec lequel vous devez traiter, pas ceux d'entre nous qui travaillent dans des bureaux confortables. »

Nous avons des gens sages et expérimentés capables de façonner un certain mode de vie. Alors qu'ailleurs, les gens meurent d'être trop bien nourris, ici nous mourons de ne pas avoir assez de nourriture. Entre ces deux extrêmes, il y a un mode de vie à découvrir si chacun de nous rencontre l'autre à mi-chemin.

Rapp: Un autre facteur économique à prendre en compte est la croissance des organisations non gouvernementales (ONG). Il existe environ 600 organisations de ce type au Burkina, dont 400 d'origine française. Comment expliquez-vous cette croissance?

Sankara: Je pense que les organisations non gouvernementales ont à la fois un bon et un mauvais côté. Surtout, ils reflètent l'échec des relations d'État à État, de sorte que les gens sont obligés de trouver d'autres canaux de contact et de dialogue. Même si vous trouverez dans d'autres pays un ministère de la coopération, un ministère des relations étrangères ou un ministère des affaires extérieures, ils se

tournent vers d'autres moyens. Cela indique politiquement que ces ministères ne sont pas fonctionnels.

Bien sûr, nous savons qu'il existe des organisations non gouvernementales qui servent d'agences d'espionnage pour l'impérialisme. Si nous pensions autrement, nous serions soit totalement naïfs, soit nous nous aveuglerions à la réalité. Mais ce n'est pas le cas de tous. Beaucoup sont des organisations d'hommes et de femmes qui pensent que c'est le moyen idéal pour eux de s'exprimer et d'apporter une contribution. Ils parlent ardemment de souffrance dans différents pays et se sentent mal à l'aise sous le fardeau de leurs calories et de leur luxe. Ils ressentent le besoin de faire quelque chose à ce sujet, et c'est bien.

Rapp: Mais cela ne pourrait-il pas créer des problèmes qui ne peuvent être réglés simplement par de bonne volonté?

Sankara: Nous nous sommes dit: «Les ONG sont venues, nous devons les organiser.» Sinon, cela pourrait devenir très dangereux. Auparavant, ces organisations étaient établies selon la carte électorale du pays. S'il y avait un homme d'importance politique dans un certain fief, c'est là que les puits seraient creusés, quitte à creuser un puits tous les vingt-cinq centimètres. Tandis qu'ailleurs, là où il y avait un réel besoin, rien ne serait fait parce que dans ces régions, il n'y avait aucun citoyen de notre pays aux yeux du public.

Le travail des ONG est également entravé dans la mesure où les puits sont construits dans le style anglais, allemand ou français, tandis que l'eau est bue à la manière burkinabè. Les ONG refusent de partager les informations nécessaires, préférant laisser chacune répéter les mêmes erreurs pour pouvoir dire: «Vous voyez, ces gens ne comprennent vraiment rien».

Rapp: Mais ces organisations ne sont-elles pas dans une position plutôt difficile et délicate?

Sankara: Le fait est qu'ils ont souvent commis l'erreur de ne pas oser s'affirmer et dire aux dirigeants locaux: «Écoutez, messieurs, nous sommes venus pour telle ou telle raison précise. Si vous êtes d'accord, nous sommes en affaires. Sinon, nous ferons nos valises et irons ailleurs. »

Leur volonté de plaire est parfois devenue complicité. Pour certains, le plus important est de faire circuler de bonnes coupures de presse en Europe afin qu'ils puissent dire: «Vous voyez, mes braves gens, nous sommes là-bas pour sauver des âmes. Donnez-nous vos sous, Dieu vous remboursera. Alors qu'en réalité, ils ne font que soutenir les politiques de tel ou tel député ou sénateur qui utilise leur travail comme preuve de son influence grandissante.

Rapp: Pensez-vous qu'ils ont bouleversé la scène politique locale?

Sankara: L'essentiel est qu'ils n'ont pas eu le courage d'affronter ceux qui agissent mal. Le résultat est qu'ils arrivent ici et se font dire: «Vous venez d'Europe, très bien. Vous avez de l'argent et vous souhaitez aider le pays, bravo, c'est ce qu'il faut faire car les gens meurent de faim ici. Mais vous allez avoir besoin d'un bureau, alors pourquoi ne pas louer le mien. Vous aurez besoin d'un directeur national puisque nous voulons vraiment assurer une certaine continuité - j'ai un cousin qui est prêt à le faire. Pour la réceptionniste, j'ai un cousin . Et en tant que concierge, il y a mon neveu. Pour faire une histoire courte, ils y font entrer tout le village et fournissent tout jusqu'au concierge adjoint. Vous, bien entendu, êtes assez satisfait puisque votre

travail est évoqué en France ou en Suisse . Il est heureux parce qu'il peut aller dans son village et dire: «Si vous êtes intelligent et votez pour moi, je vous apporterai du lait en poudre». Le lait arrive et tout le monde est en extase devant la performance remarquable qui produit de tels miracles.

Rapp: Mais comment te prémunir contre de telles situations?

Sankara: Vous devez également mener une bataille autour de cela. C'est pourquoi nous avons créé un «Bureau de supervision des organisations non gouvernementales». Nous n'avons pas l'intention de les empêcher d'exister ou de fonctionner normalement. Ils ont besoin d'une certaine flexibilité compte tenu de la nature de leur financement et de leurs méthodes de travail particulières. Mais nous devons nous assurer qu'ils apprennent tous des expériences de ceux qui les ont précédés. Nous devons également indiquer les domaines dans lesquels ils peuvent être les plus efficaces et les plus utiles, ainsi que la manière de mener à bien leur travail.

Rapp: Dans quelles conditions votre gouvernement accepte-t-il l'aide internationale?

Sankara: Nous le faisons lorsque l'aide offerte respecte notre indépendance et notre dignité. Nous rejetons l'aide qui rachète les consciences et qui ne profite qu'aux dirigeants. Si vous nous offrez de l'aide pour faciliter notre achat de vos produits ou pour permettre à certains d'entre nous d'ouvrir des comptes bancaires dans votre pays, nous le refuserons.

Rapp: La nourriture est un problème dramatique dans votre pays. La malnutrition touche plus de 50 pour cent des enfants. L'apport calorique moyen est de 1 875 par jour, soit seulement 79% de l'apport calorique recommandé. Que peut-on faire à ce sujet?

Sankara: La faim est, en fait, un problème cyclique au Burkina Faso depuis de nombreuses années maintenant. Ceci reflète également notre manque d'organisation comme la faible attention accordée à la population rurale. Le problème vient aussi d'un niveau de production insuffisant car notre sol est de moins en moins fertile; de la croissance démographique; mais aussi des précipitations imprévisibles et rares. Nous devrions ajouter des spéculations à cette liste.

Nous sommes confrontés à une combinaison de problèmes physiques, sociaux et politiques qui doivent être résolus simultanément. Nous prévoyons de prendre un certain nombre de mesures techniques et politiques pour transformer notre production agricole d'une entreprise aléatoire en une source de richesse. Notre objectif est de passer de la stabilité alimentaire à l'autosuffisance, et de devenir un jour une puissance productrice de nourriture.

Rapp: Un programme ambitieux. Comment comptez-vous le réaliser?

Sankara: Nous devons d'abord comprendre comment intéresser la population rurale, comment l'organiser pour la production, car nous fournissons une assistance technique et organisationnelle. Je vais vous donner un exemple. L'anarchie complète de notre distribution de céréales a été une joie pour les spéculateurs et une misère pour les consommateurs. Nous connaissons des milliers et des milliers de paysans qui ont été contraints de céder leurs terres aux usuriers et à tous les types de capitalistes pendant les périodes difficiles entre les récoltes. Les capitalistes pourraient alors utiliser cette terre pour la spéculation à

un moment ultérieur . Nous avons donc pris des mesures pour empêcher cela en nationalisant la terre.

Rapp: Plus de 90% de la population vit sur la terre. Compte tenu des conditions extrêmement difficiles - sols pauvres, pénurie de terres agricoles, manque de points d'eau - quel est votre plan de développement rural?

Sankara: Le développement nécessite de résoudre une série de problèmes différents. Premièrement, nous devons maîtriser le problème de l'eau. Nous construisons actuellement un certain nombre de petits barrages pour retenir l'eau. Mais il faut aussi maîtriser les différents aspects de la production. Il faut créer des points de vente comme incitation, ainsi qu'une industrie agro-alimentaire capable d'absorber et de préserver les récoltes produites. Nous avons également besoin d'une meilleure distribution dans tout le pays afin d'éviter les pénuries saisonnières et géographiques. Et enfin, nous ne voyons aucune raison pour laquelle nous ne devrions pas augmenter nos exportations vers d'autres marchés.

Nous ne privilégions pas les grandes installations industrielles car l'automatisation supprime les emplois et nécessite l'utilisation de capitaux importants, dont nous ne disposons pas. Il y a aussi le problème du maintien de cette technologie. Une seule pièce cassée peut signifier l'envoi d'un avion en Europe car le remplacement ne peut être obtenu que là-bas.

Rapp: Vous prévoyez donc une augmentation de la production alimentaire?

Sankara: En termes d'agrumes, de maraîchage, d'élevage, notre pays a des possibilités qui pourraient donner de très bons résultats si nous appliquons le savoir-faire de ceux qui ont déjà fait ce genre de travail ailleurs. Nous ne sommes pas

opposés à l'entreprise privée tant qu'elle ne porte pas atteinte à notre honneur, à notre dignité et à notre souveraineté. Nous ne voyons aucune raison pour que les étrangers ne viennent pas se joindre aux Burkinabè pour développer le pays, que ce soit dans le secteur privé ou public.

Rapp: À quel rythme?

Sankara: À notre rythme. Nous préférons de loin les petites installations , à mi-chemin entre la production industrielle et artisanale - des ateliers qui emploient une main-d'œuvre peu formée. Compte tenu de leur petite taille, ils peuvent être implantés à proximité des zones de production. Nous préférons les vieux clunkers aux machines de haute technologie.

Rapp: Vous cultivez des haricots verts , même s'il s'agit d'une culture d'exportation au gré du marché international.

Sankara: Chaque nuage a une lueur d'espoir. Les haricots verts nous causent des problèmes, c'est vrai. Mais cela a le mérite de mettre à nu la réalité du monde capitaliste et d'exposer la manière dont les étrangers perçoivent notre révolution. Elle nous a permis de montrer clairement qui sont ces différents groupes de pression qui ont décidé de maintenir le Burkina Faso dans les griffes de la dépendance, liée à un certain type d'exportation.

Rapp: Pouvez-vous nous donner des exemples concrets?

Sankara: Le haricot vert est cultivé dans la région de Kougassi et ce depuis longtemps. Il pousse bien et est régulièrement expédié en Europe, en France en particulier. Cela a toujours été fait, bien entendu, en collaboration avec les compagnies aériennes: l'Union de Transport Aérien, société française, et Air Afrique, une multinationale africaine essentiellement

contrôlée par la France. En 1984, nous avons remarqué que malgré une saison des pluies médiocre, elle avait été, assez curieusement, une saison splendide pour le haricot vert. Eh bien, ces mêmes compagnies aériennes ont refusé de les expédier.

Le haricot vert est fragile. Chaque jour, environ 30 tonnes de haricots sont arrivées à Ouagadougou, mais seulement 20 tonnes au maximum ont été expédiées. En conséquence, des tonnes de haricots ont commencé à pourrir à l'aéroport, car nous n'avons pas d'installations pour stocker et conserver les produits. Les compagnies aériennes nous ont dit que leurs services avaient été achetés pour d'autres vols. Nous pensons que si une coopération doit exister entre nous et ces entreprises, notamment avec Air Afrique, à laquelle nous participons en tant qu'Etat souverain, il faut faire des sacrifices. Par exemple, certains des vols d'agrément auraient pu être annulés pour sauvegarder les revenus des paysans pauvres qui transpiraient le sang pour produire les haricots et démontraient leurs capacités dans le processus.

Et autre chose. Lorsque nos grains arrivent en Europe, ils sont immédiatement classés comme produits de deuxième qualité. Mais nous savons qu'ils sont ensuite reconditionnés et remis sur le marché sous une autre étiquette. C'est une extorsion de bas niveau. Nous ne pouvons pas les ramener à la maison, nous devons donc les vendre à tout prix.

Rapp: Pensez-vous qu'il y a des raisons politiques derrière ce genre de chose?

Sankara: Oui, il y en a aussi. Un boycott systématique des exportations du Burkina est organisé afin de nous étrangler

économiquement et de causer des problèmes entre nous et les producteurs.

Rapp: Est-ce le seul exemple?

Sankara: Pas du tout. Prenons l'exemple du bétail. Notre pays est un gros exportateur de bétail, mais nous avons actuellement des problèmes. Ils refusent d'acheter notre bétail, ou bien ils nous imposent des conditions tellement inacceptables qu'il est impossible que nous puissions l'exporter.

Mais le boycott est également pratiqué dans le domaine des importations, notamment en ce qui concerne les produits dont nous avons un besoin urgent. Des pressions sont exercées pour nous empêcher d'importer la quantité de ciment dont nous avons besoin pour les travaux généraux de construction. Ils savent qu'en nous privant de tels matériaux, nous aurons beaucoup d'ouvriers sur nos chantiers qui finiront par se retourner contre nous, pensant que nous ne sommes que des démagogues. Nous avons envoyé des délégations d'information et de bonne volonté pour expliquer au plus grand nombre que notre révolution ne vise pas d'autres peuples et qu'ils n'ont aucune raison de nous attaquer. A l'avenir, cependant, nous serons obligés de considérer ce genre de geste provocateur comme un motif de guerre.

Rapp: Ces types de blocus sont-ils des représailles pour certaines de vos positions internationales?

Sankara: Vous avez raison. Les positions que nous adoptons ne rendent pas toujours les gens heureux. Mais nous sommes confrontés à un dilemme: soit nous gardons le silence sur des positions que nous croyons correctes, mentons consciemment pour profiter des bonnes grâces de ceux qui

peuvent nous aider, pour plaire à nos partenaires délicats et puissants. Ou nous disons la vérité avec la ferme conviction que nous aidons notre propre peuple et les autres.

Lorsqu'une grève est en cours en Europe, ce n'est pas nous qui avons incité les travailleurs à agir ainsi contre un industriel en particulier. Non, mais nous savons que les travailleurs font grève pour défendre leurs intérêts légitimes. Il faut savoir exprimer la solidarité, même sans lien formel entre nous.

Rapp: Une autre préoccupation au Burkina Faso est la détérioration lente et apparemment inéluctable de l'environnement. Que pouvez-vous faire pour arrêter les dégâts?

Sankara: Les sociétés africaines vivent une rupture brutale avec leur propre culture, et nous nous adaptons très mal à notre nouvelle situation. Des approches économiques entièrement nouvelles sont nécessaires. Nos populations grandissent ainsi que nos besoins. De plus, notre univers naturel, et son développement spontané auquel nous sommes habitués - l'expansion des forêts, la cueillette de nourriture, etc. - existe de moins en moins.

Nous sommes devenus de grands prédateurs. Prenons par exemple la consommation annuelle de bois de chauffage au Burkina. Si on mettait bout à bout les charrettes traditionnellement utilisées pour transporter le bois ici, elles formeraient un convoi l'équivalent de 4,5 fois la longueur de l'Afrique du nord au sud. Pouvons-nous permettre aux gens de continuer une telle dévastation? Mais de même, peut-on interdire aux gens de le faire, sachant que le bois est ici la principale source d'énergie?

Nous sommes confrontés à de nouveaux besoins, à de nouvelles pressions démographiques et sociologiques, pour lesquels nous n'avons pas encore trouvé de solutions correspondantes. La déforestation a également fait des ravages ailleurs, mais le reboisement était possible et, surtout, il s'est avéré possible de trouver des substituts du bois. Au Burkina, le bois est notre seule source d'énergie. Nous devons constamment rappeler à chaque individu son devoir de maintenir et de régénérer la nature. La propagation galopante et catastrophique du désert, dont notre peuple peut voir concrètement l'impact, nous y aide.

Rapp: Expliquer cela, essayer d'en convaincre les gens, c'est une chose. Mais quelles mesures concrètes peuvent être appliquées?

Sankara: Après une analyse détaillée de ce phénomène, de ses causes et manifestations, nous sommes arrivés à la conclusion que nous n'avons qu'une seule solution: prendre des mesures draconiennes. Et je veux dire draconien, car ils affectent ce que les gens considèrent comme leurs droits les plus fondamentaux et les plus immédiats. Cependant, nous pensons qu'au bout du compte, notre liberté collective sera préservée grâce à ces mesures. Nous avons donc lancé ce que nous appelons les trois ba tles.

Premièrement, nous avons interdit la coupe anarchique et non planifiée du bois. Il doit être coupé dans certaines limites définies par des spécialistes pour pouvoir le contrôler dans une certaine mesure. Ce n'est pas parce que vous avez du bois à quelques mètres de votre maison que vous pouvez le couper. Non. Vous irez à cinq kilomètres s'il le faut, si c'est là qu'il y a assez de bois pour vous. Pour

maîtriser la situation, nous avons interdit le transport de bois sauf dans des véhicules spécialement blanchis à la chaux et clairement identifiables. De cette façon, ceux qui travaillent dans ce métier sont en nombre limité et peuvent être réglementés, ce qui nous permet de les accompagner plus facilement avec une assistance technique.

Deuxième bataille: nous avons interdit la pratique de laisser le bétail errer librement, la deuxième cause majeure, après l'homme, de destruction incontrôlée . Là aussi, je considère que les mesures que nous avons dû prendre sont vraiment draconiennes, mais nous ne pourrions pas résoudre le problème sans imposer des changements rigoureux dans les mentalités des gens. Nous avons décidé que tout animal découvert en train de paître sur les cultures pouvait être abattu sur place sans aucune forme de procès. Il s'agit de forcer nos éleveurs à adopter des méthodes plus rationnelles. Pour le moment, notre méthode d'élevage est purement contemplative. Les éleveurs se contentent d'avoir 5000 têtes de bétail sans se soucier de la façon de les nourrir, au point de leur permettre de détruire les récoltes des autres et de dévaster la forêt, jusqu'à ses plus jeunes pousses. Tout le monde est égoïstement fier de son grand nombre de bétail. En réalité, malgré leur nombre , ces animaux ne produisent pas beaucoup de richesse, que ce soit en termes de poids, de lait ou de capacité de travail. Ils sont chétifs. Il faut obliger les éleveurs à se demander: «Quels sont mes frais d'élevage et quel est le nombre optimal de bétail pour que je puisse obtenir le meilleur rendement pour le moins de dépenses?»

Rapp: Mais cette solution ne pourrait-elle pas entraîner un certain nombre d'abus?

Sankara: Je dois admettre qu'il y a eu des cas très douloureux d'éleveurs de bétail qui sont mécontents parce que les fermiers ont tué leurs animaux. Ils ont l'impression d'avoir été trompés, car il y a des fermiers rusés et rusés qui vont volontairement cultiver juste à côté des animaux et les attendent avec un gourdin. C'est l'étape que nous traversons. Je sais que je n'ai pas la solution parfaite. Mais même si cette décision n'était juste qu'à 60%, je resterais fidèle à cette décision. À mon avis, nous sommes bien au-dessus de ce pourcentage.

Rapp: Il y a donc des interdictions et des contraintes, mais qu'en est-il des mesures constructives?

Sankara: Nous avons un programme de reboisement, un acte positif pour régénérer la nature. Nous avons décrété que chaque village et ville doit avoir un bosquet d'arbres. Dans le cadre de son système socio-économique, la tradition africaine incluait une forme de préservation de la nature appelée les bois sacrés. Un certain nombre de rituels, notamment des rituels d'initiation, y étaient pratiqués. Selon le mythe et l'animisme, ces bois auraient possédé certains pouvoirs qui les protégeaient. Au fur et à mesure que ces valeurs cédaient la place à des valeurs plus modernes, à un certain cartésianisme ainsi qu'à d'autres formes de religion, la protection échoua et les bois disparurent. Le bouclier protecteur offert par la forêt a été détruit et la propagation du désert s'est naturellement déroulée à un rythme encore plus rapide.

C'est l'une des raisons pour lesquelles nous avons créé des bosquets. Et bien que nous n'ayons pas réussi à les investir du contenu religieux d'autrefois, nous essayons de leur donner une valeur sentimentale équivalente. C'est

pourquoi tous les événements heureux sont marqués par la plantation d'un arbre, que ce soit un baptême, un mariage ou une autre cérémonie .

Le 3 août, une cérémonie de remise de prix a eu lieu. Ceux qui ont reçu des récompenses, après avoir été félicités, sont allés planter des arbres en famille et entre amis. Nous ferons la même chose chaque année. Même si seulement 15% de ces arbres survivent, ce sera un bon début.

Rapp: Les cuisinières améliorées sont un autre moyen de réduire la consommation de bois? ⁴⁶

Sankara: Au cours des dernières années, nous avons beaucoup parlé de ces cuisinières améliorées. Nous avons été subventionnés par des centaines de millions - des milliards - pour promouvoir et vulgariser leur utilisation. D'abord, nous avons fait de la recherche fondamentale, puis nous avons appliqué nos recherches, puis, enfin , est venu l'étape de leur vulgarisation. Mais nous n'avons commencé à faire de réels progrès que lorsque le bois s'est raréfié. Face à une urgence, il fallait trouver des solutions pour préserver cette précieuse ressource. Puis les femmes se sont finalement intéressées.

Nous avons dit que le développement agricole au Burkina Faso ne peut se faire que par un mariage harmonieux entre les techniques d'élevage et de culture. Mais il est impossible d'intégrer l'élevage tant que l'éleveur lui-même n'adopte pas la même approche que l'agriculteur . Aujourd'hui, il doit adopter une approche rentable. Ce n'est pas seulement le lait, la viande, le fumier et les os qui doivent être vendus, mais aussi, puisqu'ils sont présents toute l'année, la capacité de travail des

animaux. Par nécessité, nous établissons un rythme de production positif .

Rapp: Vous utilisez souvent des symboles dans vos discours et dans cette interview aussi.

Sankara: C'est un style pédagogique, le produit de notre réalité. Comme vous l'aurez remarqué, nous ne parlons pas seulement beaucoup, nous donnons aussi des réponses très longues et, comme vous le dites, nous aimons les symboles. En effet, les discours s'adressent à des auditeurs habitués à la tradition orale de la civilisation africaine, où la parole progresse avec de nombreux rebondissements.

Je parle le plus souvent aux paysans, alors je laisse mon esprit couler dans cette forme de dialogue, de débat et d'échange de vues, bien que j'admire beaucoup l'éclat de ceux qui adoptent d'autres styles. Ils donnent des réponses courtes, concises et bien structurées même sans texte écrit. Leur compétence est le produit du type d'audiences auxquelles ils sont habitués. Lorsque vous parlez au milieu universitaire, vous n'avez pas à développer votre point pendant des heures comme nous devons le faire ici. En fin de compte, en Afrique, on se méfie de ceux qui donnent des réponses journalistiques. Ce sont des politiciens professionnels , pas des hommes du peuple.

Rapp: Il semble que la période de grâce suivant le 4 août 1983 soit terminée. A votre avis, à quel stade en êtes-vous aujourd'hui?

Sankara: Chose intéressante, il y a moins d'exubérance aujourd'hui et pourtant il est plus facile de convaincre les gens . Le phénomène a perdu une partie de sa nouveauté et, jusqu'à un certain point, de son éclat, de son éclat séduisant. La révolution est devenue notre rythme

normal. Quand je vous ai vu en mai 1984, je vous ai dit que j'étais convaincu qu'après la mobilisation euphorique, il faudrait penser en termes de mobilisation consciente des masses. Nous avons atteint ce point.

Rapp: Sans difficultés ni période de transition?

Sankara: Il y a eu une courte période de transition entre les deux phases, une période de dérive et de doutes, de désespoir même. Pendant cette période, beaucoup de gens ont dit: «Vous voyez, maintenant qu'ils en ont terminé avec leurs discours pompeux et démagogiques, ces gens se révèlent incapables de faire avancer notre pays. À l'époque, chaque décision que nous essayions de prendre se heurtait à l'hostilité, qu'elle soit organisée et consciente ou non. Mais heureusement pour nous, cette période est passée assez vite et nous avons pu mener de bout en bout un certain nombre de décisions qui nous avaient paru irréflechies.

Les avantages et les réalisations ont été reconnus. Aujourd'hui, il n'y a pas d'euphorie auto-satisfaite, mais il y a un enthousiasme conscient. C'est moins exubérant, mais c'est notre meilleure source de soutien et nous permet de prendre d'autres décisions. Un exemple: lorsque vous invitez tous les fonctionnaires d'un pays à se lancer dans le sport et que vous dites que cela sera pris en compte pour les promotions de chacun, il faut avoir le courage de ses convictions. C'est bien beau d'être convaincu des effets bénéfiques de l'exercice physique, mais ce n'est pas facile à accepter. Pourtant, les gens l'ont fait.

Rapp: Tout le monde?

Sankara: Non. Ici et là, les gens ont refusé ou ont dit: «Ils n'auraient pas dû faire ça.» C'était surtout une poignée de

petits bourgeois qui redoutaient de devoir faire l'effort. Mais dans l'ensemble, c'est accepté. Les gens n'en font pas un point de discorde. Ils croient que nous savons où nous allons. Aujourd'hui, participer à des activités sportives organisées est devenu une vraie partie de notre vie.

Rapp: Mais certaines personnes parlent d'une baisse du niveau d'enthousiasme et de mobilisation.

Sankara: Le côté séduisant, la fascination d'un phénomène aussi nouveau, s'est dissipé. Les gens connaissent déjà notre orientation générale - certains peuvent même deviner à l'avance plus ou moins ce qui sera dit et fait. Les gens continuent à aimer la révolution, mais la période de prosélytisme a pris fin il y a quelque temps.

Malheureusement, des observateurs mal informés ont affirmé que cela reflétait une baisse d'enthousiasme, une démobilisation, etc. Mais ce n'est pas le cas.

Rapp: Thomas Sankara sait-il encore ce qui se passe dans le pays - l'attitude de certains employés du gouvernement qui abusent de leur pouvoir, ou les actions de l'une ou l'autre CDR qui terrorise un quartier?

Sankara: Il est 22h00 maintenant. Une fois cette interview terminée, vers minuit, je partirai pour un petit village, où je resterai jusqu'à 5 heures du matin. Il faut prendre le temps d'écouter les gens et faire un réel effort pour entrer tous les milieux, y compris ceux qui n'ont pas grand-chose à recommander. Vous devez entretenir des relations de toutes sortes - avec les jeunes, les personnes âgées, les athlètes, les travailleurs, les grands intellectuels et les analphabètes. De cette façon, vous obtenez une montagne d'informations et d'idées.

Lorsqu'un leader s'adresse à un public, je pense qu'il devrait le faire de manière à ce que chaque personne se sente incluse. Lorsque les félicitations sont de mise, chacun doit avoir le sentiment d'être personnellement félicité. Quand c'est une question de critique, chacun doit reconnaître que ses propres actions sont également jugées - tout le monde doit savoir qu'il a fait une telle chose lui-même, avoir le sentiment d'être nu, d'avoir honte et déterminé à ne pas faire la même chose. erreurs à nouveau dans le futur.

De cette manière, nous pouvons prendre conscience de nos erreurs collectivement et revenir ensemble sur nos pas. Je dois prendre des mesures pour m'informer. Je dois rompre avec le protocole et tout ce qui nous enferme. Parfois aussi, je dois dire ce que j'ai découvert et dénoncer des situations spécifiques. Cela bouleverse les choses.

Bien sûr, je ne suis pas informé de tout, d'autant plus qu'il y a ceux qui hésitent à me parler, qui croient que je ne suis pas accessible. Des efforts doivent être constamment déployés pour nous rapprocher. Chaque semaine, je réponds à une cinquantaine de lettres privées, au minimum, et me raconte les questions les plus inimaginables et les plus sans réponse. Mais nous gardons les voies de communication ouvertes. Je suis extrêmement heureux que les gens me présentent leurs propositions en réponse aux problèmes que j'ai exposés, même si nous n'acceptons pas toujours leurs solutions particulières .

Rapp: Comment envisagez-vous une manière plus systématique de gérer cela? Il est difficile de croire que vous n'êtes pas complètement dépassé.

Sankara: Le Conseil national de la révolution mettra bientôt en place un organe pour traiter de cela. Mais l'important est de convaincre tout le monde que chaque individu a le droit de porter plainte, et que peut-être sa plainte sera prise en compte, et dans tous les cas elle sera étudiée avec la même considération et la même importance quels que soient les pouvoirs conférés. sur la personne qui est à l'origine de son problème. Nous devons donner des exemples, même si ce sont nos propres parents.

Rapp: Avec le cours que vous avez suivi, prévoyez-vous la création d'un parti unique et quand?

Sankara: L'avenir nous conduit vers une organisation beaucoup plus développée que l'actuelle mobilisation de masse, qui est par nécessité beaucoup moins sélective. Un parti pourrait donc naître dans le futur, mais nous n'avons pas l'intention de concentrer notre réflexion et nos préoccupations sur la notion de parti. Cela pourrait être dangereux. Nous créerions un parti pour nous conformer aux dictons révolutionnaires - «Une révolution sans parti n'a pas d'avenir» - ou pour appartenir à une Internationale pour laquelle ce serait une condition préalable indispensable à l'adhésion.

Si les dirigeants créent un parti par simple acte de volonté, vous ouvrez la porte à toutes sortes d'opportunisme. Un parti doit avoir des structures, des dirigeants, des gens qui prennent leurs responsabilités. À qui demanderais-tu de faire cela, à part ceux qui sont déjà là et qui ne sont pas forcément les plus combatifs des révolutionnaires? Toutes sortes de gens professaient allégeance à ce parti pour être sûrs d'un poste, un peu comme on voit la répartition des ministères du gouvernement. Certaines personnes voudraient que nous la

divisions de cette façon afin qu'elles puissent aussi avoir un poste. Il faut à tout prix éviter la tentation opportuniste de créer un parti sur mesure. La création d'un parti après la prise du pouvoir est vraiment une entreprise délicate.

Un parti peut aussi avoir ses inconvénients. Elle peut devenir trop restrictive, trop sélective vis-à-vis des masses mobilisées. A partir du moment où vous commencez à vous baser sur rien de plus qu'une minorité, les masses se déconnectent de la lutte que vous menez.

Pour éviter cela , le parti doit jouer son rôle de leader, de guide et d'avant-garde. Il doit mener toute la révolution. Il doit faire partie intégrante des masses. Pour cela, ses membres doivent être les personnes les plus sérieuses, celles qui avancent et qui réussissent à convaincre les autres par leur propre exemple. Mais d'abord, les masses doivent être autorisées à lutter sans parti et à fabriquer leurs armes sans parti. Sinon, vous tombez dans l'utilisation d'une *nomenklatura* .⁴⁷

Rapp: Nous sommes à quinze ans du troisième millénaire. A votre avis, allons-nous assister à la renaissance d'un front uni continental? Ou allons-nous nous retrouver dans la même situation qu'à La Havane en 1966?⁴⁸ Autrement dit, chaque groupement nationaliste révolutionnaire continuera-t-il à agir seul, sans cohésion, sans unité au-delà des frontières nationales?

Sankara: C'est une question difficile, qui appelle vraiment à la spéculation. Mais je pense que nous nous dirigeons vers une plus grande cohésion. Il faut être optimiste même s'il est naturel et humain, à une époque où les États souverains se muent, que chacun soit plus préoccupé de jouir de ses nouveaux pouvoirs que de comprendre l'évolution du

monde. Comme on dit: «Il y a autant de nuances d'opinion qu'il y a de gens qui écrivent des livres.» Mais cela va changer.

Bien sûr, nos prédécesseurs étaient plus ou moins obligés d'agir ainsi pour montrer la voie à suivre, même s'ils tombaient parfois à agir comme des messies. Mais tout comme nous parlons de plus en plus en termes de civilisation universelle, nous parlerons d'une révolution universelle. L'impérialisme organise depuis longtemps une Internationale de domination et d'exploitation à l'échelle mondiale, mais nous n'avons pas d'Internationale de la révolution, pas d'Internationale de résistance à l'oppression. Bien sûr, il y a eu quelques tentatives - les troisièmes Internationaux - et on parle même d'un quatrième.⁴⁹

Pas à pas, les dirigeants en tant que tels seront remplacés par les masses organisées, d'autant plus que les moyens de communication franchissent les barrières et réduisent les distances. En même temps, la mise à niveau des différentes cultures nous permet de ressentir les choses plus ou moins de la même manière. Les dirigeants actuels seront donc remplacés.

Rapp: Comment allez-vous résoudre le problème de l'analphabétisme?

Sankara: En matière d'éducation, nous entendons attaquer à la fois le conteneur et son contenu . Lorsque les maîtres coloniaux ont ouvert des écoles, ils n'avaient aucune intention bienveillante ou humanitaire en tête. Leur souci était de produire des commis capables d'accomplir des travaux utiles à leur système d'exploitation. Notre tâche aujourd'hui est d'injecter de nouvelles valeurs dans

nos écoles, afin qu'elles puissent produire un homme nouveau qui comprend les idées, qui les absorbe et qui fonctionne en totale harmonie avec l'évolution dynamique de son peuple.

Rapp: Mais votre principale préoccupation n'est-elle pas de démocratiser l'éducation?

Sankara: Précisément. Jusqu'à présent, seuls les privilégiés avaient accès aux écoles. Démocratiser l'éducation signifie construire des salles de classe partout. Aujourd'hui, les gens sont mobilisés pour faire cela - et avec un tel enthousiasme, en fait, qu'ils ont dépassé la capacité du gouvernement à les soutenir techniquement. Ils vont un peu trop vite pour nous, mais nous n'allons certainement pas arrêter quelque chose qui va si bien.

Rapp: En 1984, 1 500 enseignants membres de l'Union nationale des enseignants africains de Haute-Volta ont été licenciés. Pouvez-vous vraiment vous permettre le luxe d'une telle décision alors que plus de 90% de votre population est analphabète?

Sankara: Ils ont été licenciés pour avoir mené une grève qui était en réalité un mouvement subversif contre le Burkina Faso. À l'époque, nous leur avons dit très clairement: «N'allez pas de l'avant avec cette grève car elle fait partie d'un plan de déstabilisation visant à la fois le Ghana et notre pays». La date avait été fixée pour une action commune. Il devait y avoir une tentative de coup d'État au Ghana voisin, et simultanément une série de frappes ici. Nous en avons été informés et avons pris les mesures nécessaires.

Vous savez qu'au Burkina Faso, les grèves ont toujours été utilisées pour faire et défaire les gouvernements. Nous avons rendu public un certain nombre de preuves dans ce

cas, mais pas toutes de peur d'exposer certaines sources d'informations. Nous avons invité les enseignants à renoncer à leur action. Le même jour, vendredi 23 mars, une chaîne de télévision française a diffusé une émission entièrement consacrée à un dissident burkinabè. La manœuvre était transparente. Ils visaient à bâtir cet homme, à lui donner une certaine crédibilité. C'était une double manœuvre visant à la fois à remettre ce genre d'individu en selle et à déstabiliser la situation à l'intérieur du pays.

Nous avons arrêté les principaux dirigeants, qui avaient reçu 250 000 dollars à dépenser pour acheter du soutien à l'action. Dans le cadre de la même opération, des agents de sécurité ont également arrêté un syndicaliste qui, selon nos informations, n'était pas impliqué dans le plan. Nous l'avons libéré pour la simple raison qu'il protestait légitimement en tant que syndicaliste et qu'il n'avait pas participé au complot.

Rapp: Mais pourquoi s'en prendre aux professeurs?

Sankara: Nous ne sommes pas contre les enseignants mais contre le complot qui utilisait les enseignants. Parce que le parti qui a lancé le complot est principalement composé d'enseignants du primaire, du secondaire et même d'université.⁵⁰ Il a lancé ses troupes de choc contre notre régime - un régime qu'il condamne depuis le 4 août 1983, depuis le jour où notre régime est né. Nous avons exécuté notre menace parce qu'il nous a semblé extrêmement sérieux que les professeurs de SE, qui ont d'énormes responsabilités et ne peuvent pas prendre de décisions pour eux-mêmes, se laissent entraîner comme les moutons de Panurge.⁵¹

Rapp: Compte tenu de l'urgence, les gens ont du mal à comprendre pourquoi vous ne modifiez pas votre position maintenant.

Sankara: Nous prenons le temps d'examiner un par un les cas de ceux qui nous ont écrit pour se repentir. Mais il ne peut être question de confier l'éducation des enfants burkinabè à des personnes irresponsables. La porte n'est cependant pas fermée. Nous nous réengageons petit à petit, en fonction de notre évaluation du comportement concret de l'individu, qu'il montre ou non une capacité sincère à changer de caractère et à devenir plus responsable. Beaucoup sont en train d'être réembauchés ou sont en bonne voie.

Rapp: En attendant, avec qui ont-ils été remplacés?

Sankara: Avec d'autres du même niveau - des personnes à qui nous avons fait appel et à qui nous avons donné un minimum de formation, en particulier une formation idéologique. Nous ne pouvons tout simplement pas nous soumettre au chantage massif de notre peuple. L'éducation des enfants burkinabè a été prise en otage pour nous forcer à démissionner.

Rapp: Mais quand seulement 16% du budget est consacré à l'éducation et que seulement 20% de vos enfants terminent leurs études, quelles mesures pouvez-vous prendre pour obtenir de meilleurs résultats?

Sankara: Même 100% de notre budget ne suffirait pas à éduquer tous nos enfants. Il faut donc faire appel à d'autres formes d'enseignement qui n'ont rien de commun avec les modèles d'enseignement classiques. Nous lancerons bientôt une campagne dans laquelle quiconque sait lire aura le devoir d'enseigner un certificat à plusieurs autres. Ceux qui ne participent pas perdront la possibilité de se poursuivre.

Rapp: Mais comment allez-vous faire ça? Par une sorte de période obligatoire de service public?

Sankara: Nous lancerons une vaste campagne nationale. Nous devons aller partout. De plus, je suis convaincu que tous les problèmes entre hommes sont des problèmes de communication. Lorsque vous parlez et que les gens ne comprennent pas tout à fait ce que vous essayez de dire, des malentendus sont toujours possibles. Nous avons besoin d'une bonne dose de non-conformité. Vous allez voir.

Rapp: Cela signifie-t-il que vous pensez plus généralement à la mise en place d'une période de service public obligatoire?

Sankara: Nous voulons réorganiser complètement notre service militaire. À l'heure actuelle, le service militaire est obligatoire et dure dix-huit mois. Mais avec les moyens dont nous disposons, nous n'atteignons que 2% des éligibles.

Ici, l'armée représente une opportunité, un emploi stable. La ruée vers les bureaux de recrutement est tout le contraire de la situation en Europe. Je me souviens que lorsque je m'entraînais avec des officiers français, on nous donnait des cours pour nous préparer à convaincre les jeunes d'accepter une vie militaire. Dans mon pays, nous devons apprendre à en détourner le plus possible.

Rapp: Mais que vas-tu changer et dans quel but?

Sankara: Nous allons prolonger le service militaire. Ce sera deux ans au lieu de dix-huit mois. Pendant cette période, les gens apprendront évidemment à utiliser les armes. Mais les trois quarts de leur temps seront consacrés à la production. C'est parce que nous croyons que la défense d'un peuple est la tâche du peuple lui-même. Ils doivent pouvoir se mobiliser et avoir accès aux armes nécessaires, car nous avons de nombreux ennemis. Nous pensons également qu'il

n'est pas question de confier la défense d'un pays à une minorité , aussi spécialisée soit-elle. Le peuple doit se défendre. Ils doivent décider de faire la paix lorsqu'ils ne peuvent pas - ou ne souhaitent pas - poursuivre une guerre. Ils doivent également décider de ce que devrait être l'armée.

Rapp: Qu'est-ce que cela signifie concrètement?

Sankara: Nous ne voulons pas d'une caste au-dessus des autres. Nous voulons rompre avec ce genre de réflexion et apporter un certain nombre de changements. Nos rayures, par exemple; nous voulons les changer pour que l'armée fusionne avec le peuple.

Rapp: Qu'entendez-vous par «travailler sur la production»?

Sankara: Ceux qui font leur service national travailleront dans l'agriculture, certains d'entre eux. D'autres enseigneront ou seront des agents de santé. Nous ne parlons pas de devenir médecins, mais d'acquérir une certaine connaissance de l'hygiène et des premiers soins afin qu'ils puissent à leur tour apprendre d' autres techniques qui sauvent des vies. C'est tout. Ce sera beaucoup plus précieux que de multiplier le nombre de médecins par dix. Nous ne pensons à aucune innovation à cet égard. Nous envisageons un système qui mobiliserait des personnes de couches sociales différentes et d'âges différents, un peu similaire au système suisse.

Rapp: Mais quelles qualifications ces gens auront-ils?

Sankara: Ils seront assez hétérogènes. Les médecins, avant d'entrer dans la fonction publique, devraient prendre sur eux d'exercer dans les forces armées . Ils découvriront ou redécouvriront ainsi le peuple burkinabè. Nous convoquerons à la fois des universitaires de haut rang et de simples paysans. Pour un petit nombre, il serait même possible de

faire un apprentissage, ou du moins d'apprendre les rudiments d'un métier: agriculture, élevage, construction.

Rapp: Et qu'en est-il de ceux qui sont actuellement enrôlés?

Sankara: De même, nous pensons que l'armée est une arme du peuple et qu'elle ne peut pas vivre dans la tranquillité et l'opulence qui se heurtent à la pauvreté chronique de notre peuple. Nos soldats doivent constamment faire l'expérience de ce que vivent les gens. Il n'est pas normal que les militaires soient payés régulièrement alors que la population civile dans son ensemble n'a pas les mêmes possibilités. Alors pour mettre les militaires en contact avec la réalité, nous les mettons en relation avec les besoins du jour. Nous avons décidé qu'en plus de leurs activités purement militaires, professionnelles et tactiques, ils devraient participer à la vie économique. Nous leur avons demandé de construire des poulaillers et de commencer à travailler dans l'élevage.

Rapp: Quel était le slogan?

Sankara: Un quart de poulet par soldat par semaine. De cette façon, non seulement la qualité de la nourriture s'améliorera, mais en plus, cette couche particulière de personnes avec un salaire régulier ne sera pas en train d'acheter des poulets, ce qui fera sûrement baisser le prix pour la population civile. Avec ce type d'entraînement, le soldat qui a pris l'habitude d'agir ainsi, soit sous les ordres de son officier, soit de sa propre initiative, fera de même chez lui. Le mouvement sera donc généralisé. Certains disent que nous avons déjà dépassé notre objectif. C'est tout ce que nous demandons, car la révolution n'est pas seulement le moyen d'une vie meilleure, mais d'une vie meilleure et d'un plus grand bonheur pour tous.

Rapp: Vous n'êtes pas à l'abri d' une élimination physique imminente. Quelle image aimeriez-vous laisser de vous-même et de votre rôle si cela se produit?

Sankara: J'espère simplement que ma contribution a servi à convaincre les plus incrédules qu'il existe une force, appelée le peuple, et que nous devons nous battre pour et avec le peuple. Je voudrais laisser derrière moi la conviction qu'après avoir pris quelques précautions et s'être organisé dans une certaine mesure, nous verrons la victoire - une victoire sûre et durable. Je voudrais que cette même condamnation s'empare de toutes les autres pour que ce qui leur semble aujourd'hui être un sacrifice semble demain être des activités normales et simples.

Peut-être que dans notre vie, il semblera que nous nous inclinons vers des moulins à vent. Mais peut-être sommes-nous en train de tracer la piste le long de laquelle, demain, d'autres avanceront joyeusement, sans même y penser - comme nous le faisons quand nous marchons. Nous plaçons un pied devant l'autre sans jamais nous interroger, bien que tous nos mouvements soient soumis à un ensemble complexe de lois liées à l'équilibre de nos corps, à la vitesse, au rythme et au rythme. Ce sera une vraie consolation pour moi et mes camarades si nous avons pu être utiles à certains égards, si nous avons pu être des pionniers. À condition, bien sûr, que nous puissions obtenir cette consolation là où nous allons.

Rapp: Si quelqu'un ne partage pas votre point de vue, êtes-vous prêt à utiliser la violence et la contrainte et, ce faisant, à aller à l'encontre de vos convictions?

Sankara: Étant donné le choix entre deux solutions, je ne suis pas prêt à dire que je choisirais la violence, mais je sais que la

logique de certaines situations ne vous laisse parfois pas le choix. C'est une décision que vous devez prendre seul. C'est pénible, douloureux. Angoissant. Le lendemain, vous vous retrouvez face à face avec ceux contre qui vous avez dû ordonner des mesures violentes, et tout le temps, jusqu'à la toute dernière minute, vous espériez qu'il y aurait un autre moyen d'éviter de recourir à la violence, un moyen pour sauver ces hommes.

Parfois, vous ne trouvez pas une telle solution.

Rapp: Contre qui avez-vous eu recours à la violence?

Sankara: Il y a ceux qui pensent naïvement qu'ils peuvent s'en tirer avec n'importe quoi. Ce n'est pas un problème grave. Nous pouvons faire preuve de retenue dans notre utilisation de la force contre ces personnes.

Ensuite, il y a ceux qui, à leurs propres fins, conçoivent des moyens élaborés, cyniques et machiavéliques pour provoquer une escalade de la violence dans le pays. Ils envoient des gens comploter contre nous. Si vous faites preuve de faiblesse envers eux et qu'ils réussissent, tout ce que vous avez accompli, tout votre engagement au service du peuple dans son ensemble sera réduit à néant. Ces gens sont totalement cyniques. Ils ne se soucient pas de la vie de ceux qu'ils enrôlent pour leurs complots. Nous pouvons en attraper dix, vingt, trente. Ils ne verseront pas une seule larme. Ils iront simplement en trouver d'autres à envoyer contre nous.

Et si vous vous battez contre ces actions avec violence, ils recourront à des moyens puissants, voire terrifiants, pour essayer de vous donner une mauvaise conscience. "Il y a un homme avec du sang sur les mains." Mais le fait est de savoir si vous devez sacrifier la majorité afin de préserver

une minorité - ce qui équivaut donc souvent à un seul individu? Quelqu'un doit décider seul de ces questions.

Rapp: Une tâche difficile qui peut conduire à des décisions arbitraires?

Sankara: C'est extrêmement difficile pour l'individu par rapport à lui-même. Extérieurement, on peut refuser d'écouter ou d'entendre tout ce qui se dit. Il y a ceux ailleurs qui ont baigné dans le sang sans éprouver le moindre remords. Mais intérieurement, si on a un minimum de conviction et de foi en l'homme, c'est profondément bouleversant.

Je suis un militaire. Je peux être appelé sur le champ de bataille à tout moment. Sur le champ de bataille, j'espère pouvoir aider mon ennemi et lui épargner des souffrances insensées, même si la logique du champ de bataille exige que j'utilise mon arme contre lui et que je le tue le plus vite possible pour ne pas me tuer moi-même.

Rapp: Mais jusqu'où êtes-vous prêt à laisser aller vos ennemis avant de recourir à la violence?

Sankara: J'espère pouvoir donner à mon ennemi l'occasion de me comprendre, car à partir de ce moment il comprendra une chose fondamentale: on peut être en désaccord sur un certain nombre de questions sans que je sois forcément contre lui. Les objectifs que je vise sont nobles. Pense-t-il que mes méthodes sont mauvaises, inadéquates? Si c'est ce qu'il pense, nous devrions en discuter.

Rapp: Mais quand sa position est-elle plus radicale?

Sankara: Nous avons libéré un certain nombre de prisonniers, y compris celui qui m'a trahi et m'a fait emprisonner.⁵² Je suis toujours en vie non pas parce qu'il a eu pitié de moi, ni parce qu'il n'a pas essayé de me tuer. J'ai été renvoyé. Je ne suis pas mort. J'ai eu de la chance.

Nous l'avons libéré. Certains disent que nous avons agi pour des raisons sentimentales, par faiblesse. Mais je crains que cet homme comprenne qu'il est à notre merci, qu'il l'a toujours été, et qu'aujourd'hui encore nous pourrions encore le condamner à mort, lui tirer dessus, mais que quelque chose de plus élevé que la vengeance nous empêche de lui faire du mal.

Rapp: Pourquoi tu ne l'as pas fait?

Sankara: Nous n'étions pas après sa vie. Il est vrai que nous aurions pu le faire couper exécuter le jour où nous avons pris le pouvoir.

Rapp: Votre attitude était peut-être simplement une bonne décision politique?

Sankara: C'est ce qu'il pense probablement, que je l'ai déclaré homme libre aujourd'hui pour me donner une bonne image. Il pense peut-être: «Nous sommes définitivement des ennemis, mais comme il est le plus fort en ce moment, je ferai le mort et je prendrai ma revanche dès que l'occasion se présentera». Je ne sais pas, mais cela m'attristerait de penser qu'il voit autre chose dans cet acte qu'une conviction profonde qu'il faut amener tous les hommes à se comprendre les uns les autres et à travailler ensemble. C'est une tâche très longue et laborieuse.

Rapp: Des exécutions ont cependant été ordonnées.⁵³ Ces âmes ne pouvaient-elles pas être sauvées?

Sankara: N'importe quelle âme peut être sauvée. Je crois que le meilleur d'un homme est toujours devant lui. Mais nous étions dans une situation particulière qui ne m'a pas permis de répondre favorablement aux demandes de pardon des condamnés. La justice devait suivre son cours.

Rapp: N'as-tu jamais peur - demain tout pourrait être fini?

Sankara: Non, ce genre de peur que je n'ai pas. Je me suis dit: soit je finirai un vieil homme quelque part dans une bibliothèque en train de lire des livres, soit je rencontrerai une fin violente, puisque nous avons tant d'ennemis. Une fois que vous avez accepté cette réalité, ce n'est qu'une question de temps. Ça arrivera quand ça arrivera.

Rapp: Connaissez-vous d'autres types de peur?

Sankara: Oui, la peur de l'échec, la peur de ne pas en avoir assez fait. Vous pouvez échouer à cause d'un désaccord, mais pas à cause de la paresse, parce que vous auriez dû faire quelque chose que vous aviez les moyens de faire mais que vous n'avez pas fait. Cela me fait peur et je suis prêt à me battre jusqu'au bout contre une telle chose.

Imaginez ce que ce serait si demain quelqu'un disait que vous aviez volé de l'argent et que c'était vrai; ou si vous laissez les gens mourir de faim parce que vous n'avez pas eu le courage de punir la personne qui leur a apporté de la nourriture et qui ne l'a pas fait; que vous connaissiez cet homme et que vous saviez qu'il était coupable selon l'accusation. J'aurais dû, et je ne l'ai pas fait. Si je suis abattu pour avoir ce genre d'attitude, très bien. Mais si je ne le suis pas, ce serait une croix que je devrais porter pour le reste de mes jours - la croix de ma propre incapacité, de ma propre échappatoire à la responsabilité. Chaque jour de ma vie, devoir m'expliquer à tout le monde - cela vous ferait vraiment perdre la tête. Imaginez que vous êtes là-bas dans la rue, sur le trottoir, un homme se parlant à lui-même, essayant de dire à tout le monde: «Je suis innocent, croyez-moi, sauvez-moi. Non, ce serait impossible.

Rapp: Mais une sorte de folie Sankara n'existe-t-elle pas déjà d'une certaine manière?

Sankara: Oui. Vous ne pouvez pas effectuer de changement fondamental sans une certaine folie. Dans ce cas, cela vient de la non-conformité, du courage de tourner le dos aux anciennes formules, du courage d'inventer l'avenir. D'ailleurs, il a fallu les fous d'hier pour que nous soyons capables d'agir avec une extrême clarté aujourd'hui. Je veux faire partie de ces fous.

Rapp: Pour inventer le futur?

Sankara: Oui. Il faut oser inventer le futur. Dans le discours que j'ai prononcé lors du lancement du plan quinquennal, j'ai dit: «Tout ce que l'homme est capable d'imaginer, il peut créer». Je suis convaincu que c'est vrai.

Le travail des CDR est d'élever la conscience, d'agir, de produire

(Lors de la première conférence nationale des CDR, 4 avril 1986)

La première Conférence nationale des comités de défense de la révolution (CDR) s'est tenue à Ouagadougou du 31 mars au 4 avril 1986, en présence de plus de 1 300 délégués. Ce discours a été publié sous forme de brochure par le Secrétariat national des CDR.

Après le spectacle que nous venons de voir, après ce que nous venons d'entendre, ma tâche est facile. C'est facile car je n'ai que quelques choses à vous dire.

Chers camarades,

Chers invités:

Nous voici après un travail acharné. Nous voici à la recherche d'un type particulier de test, le premier du genre, au cours duquel les comités de défense de la révolution ont volontairement et consciemment accepté de se poser un regard critique. Ils ont été en session sans arrêt jour et nuit, dans un esprit de critique et d'autocritique, afin d'examiner le travail qu'ils ont accompli pendant les deux ans et demi de révolution au Burkina Fa donc. Ce principe est une victoire en soi. Victoire dans le sens où seules les révolutions sont prêtes à se remettre en question, seules les révolutions sont prêtes à dresser des bilans critiques de leur lutte. En revanche, les forces de réaction passent leur temps à faire leurs propres louanges et à sonner leur propre trompette, pour finir par un échec inévitable. [*Applaudissements*]

Camarades, je voudrais d'abord demander à toutes les délégations étrangères qui n'ont pas pu être représentées ici de bien vouloir comprendre et excuser cette procédure. Le fait que nous ayons estimé que cette première conférence nationale des CDR devrait se dérouler en grande partie à huis clos, c'est-à-dire exclusivement parmi les Burkinabè, ne signifie pas que nous sous-estimons l'internationalisme qui nous lie à d'autres luttes. Je suis convaincu qu'ils nous noteront leur indulgence et leur compréhension.

En effet, partout dans le monde, des messages avaient été préparés pour nous être envoyés. Des délégations devaient également être envoyées. Nous demandons à tous les pays fraternels, à toutes les révolutions sœurs qui ont été compréhensives et se sont abstenues d'envoyer leurs délégations, nous leur demandons de transmettre à leurs membres les salutations internationalistes des Comités de défense de la révolution du Burkina.

Faso. [*Applaudissements*]

Je voudrais remercier les pionniers qui étaient présents ici et qui ont animé cette première conférence nationale du début à la fin. Pour nous, les Pionniers constituent l'espoir, l'espoir de demain. Ils symbolisent et représentent le futur dans le présent. Mais en même temps, ils montrent à chacun de nous notre tâche quotidienne. Ce que deviennent ces jeunes révolutionnaires, leur évolution, dépend directement de notre conscience de la manière dont nous assumons nos responsabilités à leur égard. En tant que révolutionnaires, nous n'avons pas le droit de penser que les pionniers doivent être tenus à l'écart de l'activité révolutionnaire, pour être inclus dans notre activité seulement lorsqu'ils atteignent l'âge de dix-huit ans.

Partout où les révolutionnaires sont directement concernés par la vie de ces pionniers, ils devraient assumer leurs responsabilités - guider, éduquer, élever la conscience de ces jeunes enfants afin qu'ils grandissent en révolutionnaires, vivent en révolutionnaires et meurent en révolutionnaires. [*Applaudissements*]

Alors comment ne pas féliciter et admirer ces jeunes enfants - l'orchestre Voice of the Pioneers de Bobo-Dioulasso; les Petits chanteurs aux poings levés de Ouagadougou; les Little Dancers du District 27 à Ouagadougou et du District 6 à Banfora, qui ont joué plus tôt.

Comment ne pas être écouté ! Dès que nous les voyons jouer et s'exprimer, nous savons que notre culture est entre de bonnes mains. Si seulement chacun de nous avait appris à la fois la musique et la maîtrise de notre culture à l'âge de ces enfants, Mozart serait aujourd'hui une misérable

célébrité par rapport à nous. Hélas, nous avons grandi avec des défauts. [*Applaudissements*]

Je remercie également l'Union Nationale des Anciens du Burkina pour sa participation à cette Première Conférence Nationale des CDR du Burkina Faso. [*Applaudissements*]

L'Union nationale des anciens du Burkina Faso apporte une contribution importante. C'est très important, sur le plan tactique, car nous savons que si nous ne mobilisons pas les anciens, nos ennemis les mobiliseront contre nous. [*Applaudissements*] Tous les réactionnaires, tous les contre-révolutionnaires, nous encouragent à laisser les anciens à l'écart pour qu'ils puissent les mobiliser contre nous. [*Applaudissements soutenus*] Eh bien, camarades, ne jouons pas un seul instant entre les mains des forces de réaction et de contre-révolution. Ne jouons pas un seul instant le jeu du populisme. Au contraire, disons-nous qu'il ne doit pas y avoir un seul être humain au Burkina Faso, quel que soit son âge, qui n'ait pas été mobilisé. Nous avons besoin d'eux.

Je dois néanmoins dire aussi à nos chers camarades anciens que, s'il est vrai que la neige sur le toit ne veut pas dire qu'il ne fait pas chaud à l'intérieur, il est important de comprendre que même parmi les anciens, il y a des tortues à double carapace. [*Applaudissements*] Parmi les anciens, il y a des hiboux à l'air sombre dans les yeux, [*Applaudissements*] c'est-à-dire un certain nombre de caméléons qui pensent et calculent que, comme dans un jeu de dames, la révolution vient de leur donner une ouverture dangereuse dont ils profiteront pour se positionner pour reprendre leur sport favori - intrigues, complots, règlements de compte , diffamation, intrigues, et je ne sais pas quoi d'autre!

Il appartient avant tout aux anciens de démasquer et de combattre ces mauvais anciens. [*Applaudissements*] Si après avoir croisé le fer avec ces mauvais anciens - qui sont généralement tenaces parce qu'ils ont des peaux résistantes [*Laug hter*] - les bons anciens n'ont pas réussi, ils devraient faire appel aux CDR. Ils devraient nous laisser aller de l'avant. Nous saurons quoi faire. N'est-ce pas vrai, camarades, n'est-ce pas? [*Cris de "Oui!" et applaudissements*] Alors soyons vigilants.

Nous remercions également l'Union des femmes du Burkina [*Applaudissements*] dont le silence au début de la première conférence nationale des CDR a été particulièrement «assourdissant» et a été noté.⁵⁴ [*Applaudissements*] Organisation de masse, retardataire par rapport aux autres, elle est pourtant loin d'être marginale à notre marche victorieuse . Nous comptons sur l'UFB pour mobiliser toutes les femmes - toutes nos femmes, chaque femme et toutes les femmes du monde entier. La tâche est donc difficile.

Je félicite le Secrétariat général national des CDR pour l'important travail d'organisation qui vient d'être accompli. [*Applaudissements*] Je le félicite d'autant plus qu'il n'était pas certain que nous puissions organiser une réunion aussi importante de manière aussi méticuleuse et dans un délai aussi court. Dans un laps de temps impertinent, notre quotidien *Sidwaya* a même osé *dénoncer* le Secrétariat général national des CDR. Le Secrétariat général des CDR répondra à cette ingérence de *Sidwaya* en temps opportun. [*Applaudissements*]

Je félicite donc tous les organisateurs, tous ceux qui sont venus de toutes les provinces pour cette impressionnante

manifestation, car une fois de plus, nous venons de remporter une victoire pour nous-mêmes.

Vous souvenez-vous du 4 août 1984, après la célébration du premier anniversaire de la révolution populaire et démocratique? Rappelez-vous comment les forces de réaction et de contre-révolution, chantant à l'unisson, ont dit que nous avions dépensé des milliards et des milliards pour organiser cette célébration - c'est à quel point elle avait été magnifique et belle. Consternés, ces messieurs ne pouvaient pas imaginer que l'ingéniosité de la révolution Bélair puisse compenser - et même surcompenser - le manque de ressources! Depuis, ils ne parlent plus des milliards dépensés. Au contraire, lorsqu'ils apprennent que nous organisons un événement, ils paniquent et essaient de le saboter du mieux qu'ils peuvent.

La dernière conférence au sommet des chefs d'État de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest [CEAO] a été un succès retentissant pour la révolution démocratique et populaire.⁵⁵ [*Applaudissements soutenus*] Ce fut un succès non pas parce que cela nous a apporté beaucoup de ressources, mais parce que les révolutionnaires se surpassent lorsqu'ils sont attaqués. Et nous avons été attaqués, comme vous le savez bien! [*Applaudissements*] Nous avons même suscité l'admiration de ceux qui ne voulaient pas venir. Mais ils sont venus malgré eux, ici même à Ouagadougou. [*App lause*]

Le dernier Tribunal Révolutionnaire Populaire [TPR], le quinzième du genre, a également donné un cachet international à cette autorité révolutionnaire. [*Applaudissements*] Nous avons jugé et condamné des escrocs

internationaux! ⁵⁶ [*Applaudissements*] Nous avons osé faire ce que beaucoup n'ont pas osé faire. Nous avons donc glorieusement établi le TPR parmi les formes de juridiction véritablement nécessaires aux peuples du monde. Nous sommes heureux de constater que dans certaines régions du monde, des tentatives ont été faites pour imiter notre exemple. [*Applaudissements*]

Ailleurs aussi, il y a une volonté de juger et de condamner, et nous savons que des individus peuvent être traduits en justice et condamnés. Mais la différence sera toujours entre la vérité - toute la vérité que l'on ose prononcer - et les demi-vérités que l'on est obligé de proclamer parce que... peut-être que la personne est elle-même impliquée, ou en tout cas dirige un régime réactionnaire et corrompu. [*Applaudissements*] Avez-vous déjà vu un chat demander un certificat de bonne conduite pour son fils! [*Rires, applaudissements*] Il est lui-même un voleur. Après tout, nous savons que même les chats essaient de ressembler à des personnes sérieuses. Nous prévenons ceux qui imitent. Ils nous suivent, ils nous imitent. Mais il reste un secret, un seul secret, qui nous permet de surmonter de grands obstacles. C'est quelque chose qu'ils ne possèdent pas et cela mènera à leur chute. [*Applaudissements*]

Camarades, on a beaucoup parlé ici et là lorsque cette conférence nationale de la CDR a été convoquée. On a dit que la conférence serait l'occasion de tout dire. En «tout dire», certaines personnes ont compris que ce serait une opportunité pour elles de régler certains comptes avec certaines personnes. D'autres ont également déclaré que cette conférence nationale de la CDR ne serait qu'une simple mascarade pour donner l'impression de laisser parler le

peuple, mais qu'en réalité elle empêcherait la vérité d'être diffusée. Alors même que je vous parle maintenant, certains participants à cette conférence pensent que ce n'était rien d'autre qu'une mascarade parce qu'ils n'étaient pas appelés à prendre la parole.

Il y avait plus de 1310 délégués et rien qu'en donnant dix minutes à chaque délégué - faites le calcul, les maths! - cela aurait représenté plus de dix jours d'affilée en n'écoutant que les remarques des délégués. Cela aurait évidemment été impossible. Nous avons donc dû faire des résumés. Mais je dois admettre que le résumé des résumés a parfois déformé certaines idées. Certaines remarques, certains points de vue ne sont plus pleinement ou adéquatement exprimés dans ce qui est présenté en analyse finale, dans le projet final. Malheureusement, ce sont les règles de procédure normales dans un effort qui vise à s'adresser au plus grand nombre de personnes, et pas simplement à se limiter à une minorité.

C'est pourquoi, à partir de maintenant, j'invite instamment le Secrétariat général national du CDR à prendre toutes les mesures nécessaires pour que, périodiquement - par exemple tous les trois mois - des sessions se tiennent dans tout le pays entre le Secrétariat général national du CDR et les principaux représentants du CDR. Cela permettra de mieux entendre ce que chacun pense et de faire en sorte que, lorsque nous sommes obligés de résumer les idées, nous ne finissions pas par les déformer malgré nous. [*Applaudissements*]

Certains pensaient que cette première conférence nationale des CDR avait été appelée à mettre définitivement au repos les CDR. C'est vrai, certaines personnes sont venues ici présenter leurs condoléances au Secrétariat général

national des CDR. Des condoléances qui, comme c'est souvent le cas, ne seraient que des formes d'hypocrisie, car en réalité beaucoup sont venus célébrer la disparition de ces fameuses CDR.

Pourquoi les CDR?

Vous savez que, historiquement, rien ne peut être plus erroné que de dire que les CDR ont été créés le lendemain du 4 août 1983. Les CDR sont nés avec les premières balles qui ont été tirées ici. Les CDR ont été créés précisément le 4 août 1983. [*Applaudissements*] Les CDR sont nés dialectiquement en même temps que la révolution au Burkina Faso [*Applaudissements*] car au moment même où nous avons prononcé le mot «révolution» dans ce pays, la nécessité de défendre c'était ressenti. Et celui qui parle de révolution sans prendre les mesures nécessaires pour protéger cette révolution commet une grave erreur et méconnaît les capacités de combat, les capacités destructrices, les forces de réaction.

Quant à nous, nous avons appelé le peuple le soir du 4 août à s'organiser partout en comités de défense de la révolution parce que nous n'avions aucune illusion - la révolution serait attaquée. La révolution a été attaquée, elle est attaquée et elle sera attaquée. Par conséquent, les comités pour la défense de la révolution ont été attaqués, sont attaqués et seront attaqués. [*Applaudissements*] Aucune des réalisations positives de la révolution n'aurait pu être réalisée sans les CDR.

Nous savons que nous, les CDR, ne sommes pas parfaits. Nous le savons, mais nous continuons à chercher des exemples de perfection dans ce monde. En tant que CDR, nous avons été appelés à exercer un pouvoir populaire. Sur le

plan politique, sur le plan économique, sur le plan militaire , à tous les niveaux de la vie nationale, à tous les niveaux de la vie des Burkinabè, nous, en tant que CDR, sommes directement impliqués. Il est donc important que nous comprenions que le bon fonctionnement du Les CDR ont des conséquences bénéfiques et favorables pour chacun de nous. Tourner le dos aux CDR, c'est se faire du mal, à moins que vous ne soyez en mesure de quitter le Burkina Faso. Nous avons besoin des CDR et nous aurons toujours besoin des CDR, quelle que soit leur forme à l'avenir.

Au Burkina Faso, on constate que lorsque certains étrangers arrivent, ils pensent que le pays est divisé en deux. Il y a le Burkina Faso normal avec un drapeau, un hymne, des bureaux, une administration, des structures organisationnelles - c'est-à-dire le Burkina Faso qui connaît les bonnes règles, qui porte des gants blancs, de jolies cravates, et qui sait quoi d'autre! Et puis il y a le Burkina Faso des CDR. Oh, ces CDR! [*Applaudissements*] Ils nous disent: «Quel pays magnifique vous avez! Et quel travail colossal vous avez accompli! Dommage pour vos CDR. » [*Applaudissements*] Mais que voulez-vous que nous fassions de nos CDR? Mettez-les dans des bouteilles? Il y en a tellement que si on les met en bouteilles, ils seront dans tous les bars! [*Applaudissements*]

Même les citoyens, burkinabè, nous disent: «Ah! Camarade président, nous sommes vraiment très satisfaits. Ce qui a été accompli est magnifique. Mais ne pourriez-vous pas faire quelque chose à propos des CDR, [*Rires*] parce que ces enfants... »J'écoute avec beaucoup d'intérêt leurs remarques et leurs conseils, avec tout le respect dû à la barbe blanche qui parle de cette manière. Puis je leur demande: quelle est,

en fait, la différence d'âge entre ces CDR et moi-même? [*Applaudissements*]

Non, nous ne pourrions jamais accepter d'éliminer les CDR. Il n'y en a pas deux

Burkina Faso. Il n'y a qu'un seul Burkina Faso - le Burkina Faso des CDR. Il commence par les CDR et se termine par les CDR. [*Applaudissements*] C'est pourquoi là où les CDR n'existent pas encore, il faut les former rapidement. Partout où il y a des Burkinabè, leur premier réflexe doit être de former un Comité de Défense de la Révolution car ils doivent leur existence à la révolution. Et s'ils ne le font pas, ils vont à l'encontre de la révolution et il n'y a aucune raison pour eux de profiter des réalisations de la révolution.

À cet égard, il est important que je vous fasse part de certains problèmes que nous avons rencontrés en ce qui concerne les organisations internationales. Prétendant ne pas être politiques, les organisations internationales interdisent et s'opposent à la formation de CDR en leur sein. Eh bien, nous disons que les Burkinabè qui travaillent dans les organisations internationales doivent rester connectés à la révolution par le biais des CDR. [*Applaudissements*] Il doit donc y avoir des CDR partout. [*Applaudissements*] Je ne nommerai aucun de ces organismes internationaux, mais ils savent qui ils sont.

Lorsque nous traduisons en justice les voleurs de la Communauté économique ouest-africaine - ces bandits, ces gangsters, ces manipulateurs - s'il y avait eu un seul Burkinabè de la CEAO impliqué, pensez-vous que les comités de défense de la révolution auraient dessiné une motion pour féliciter ce voleur? Vous voyez donc, les CDR - l'inspiration des tribunaux révolutionnaires populaires - sont une garantie

pour la CEAO. Contre les voleurs, par exemple! C'est parce que nous avons les CDR que nous osons nous attaquer aux méchants, aux voleurs. Ils gagnent des milliards depuis longtemps. [*Applaudissements*]

Qu'on le dise une fois pour toutes: toute organisation internationale qui nous accepte doit également accepter nos CDR. Bien entendu, nous respecterons les règles et statuts de conduite de ces organisations internationales. Nous nous organiserons en leur sein dans la mesure du possible . Il ne s'agit pas d'aller demander au secrétaire général de l'ONU la permission de tenir une assemblée générale des CDR dans la verrière de New York - ce qui, d'ailleurs, ne serait pas si mal!

Cette première conférence nationale des CDR doit contribuer à une plus grande cohésion, à une plus grande unanimité, à une plus grande unité organique au sein des CDR. C'est très important.

En tant que membre dirigeant des CDR, je ne peux pas me soustraire au devoir de critiquer profondément et complètement nos CDR. Mais en même temps, je n'hésite pas à lui apporter tout le soutien et tout le renfort dont il a besoin pour continuer à avancer. [*Applaudissements soutenus*] C'est pourquoi nous devons avoir le courage de nous regarder en face. Il y a de mauvais membres de la CDR parmi nous! Ne faisons aucun secret de cela.

Vous savez bien qu'au début de la révolution, très peu de gens voulaient rejoindre les CDR. Mais dès qu'il est devenu clair que les CDR pouvaient jouer un rôle dans la résolution d'un certain nombre de problèmes, les vieux filous revenaient à leurs anciennes habitudes pour se faire élire dans les CDR. [*Applaudissements*]

Vous les avez vus rouler dans leurs voitures pendant la bataille pour le chemin de fer.⁵⁷ Ils ont demandé: «La télévision viendra-t-elle?» [*Rires, applaudissements*] Dès qu'ils ont été sûrs que la télévision viendrait, ils sont allés là-bas et ont bu, des glacières et de la bière fraîche dans la voiture. Ils roulaient, allaient et venaient devant le caméraman, qui ne semblait pas comprendre. [*Rires*] Ils ont fini par faire des gestes au caméraman et à la foule: «Travaillez dur, les gars! Nous sommes ici depuis des heures ! Oh oui!" Et tous les journalistes finiraient par leur demander: «Vos impressions?» Ahh, c'était le moment qu'ils attendaient! [*Applaudissements*] «Oui, très impressionné! Mes impressions sont très bonnes. Quoi qu'il en soit, nous ne faisons qu'un! »

Les vieux réfrains, vous les connaissez! Nous avons chanté la même chose sur la place de la Révolution, anciennement place du 3 janvier: «Nous sommes solidaires.» Pendant ce temps, certains partaient à gauche et d'autres à droite. [*Applaudissements*] Ah, oui! Ces opportunistes ont compris de quelle manière le vent souffle, le vent du pouvoir, et les voilà dans les CDR. On peut aussi les voir faire tout pour se faire élire et devenir des fonctionnaires.

Je veux dire quelque chose qui pourrait être une arme à double tranchant. Mais je vais le dire quand même parce que c'est la vérité . En ce qui concerne le Fonds de solidarité révolutionnaire, on voit souvent ceci: «Le camarade tel ou tel fait don d'un dixième de son salaire pendant trois mois et demande à rester anonyme.» Bien! Savez-vous quelle forme cet anonymat prend?

Le bon camarade, le valia nt militant, ce grand militant, va d'abord voir le ministre sous lequel il travaille et lui dit:

«Camarade ministre, j'ai donné une partie de mon salaire. Mais je demande à rester anonyme car, personnellement, je préfère être discret. [*Applaudissements*] Il se rend au Secrétariat général national des CDR et répète: «Je contribue, mais je veux rester anonyme. Je veux être discret. Il va dans son secteur et il dit la même chose. Il écrit une longue lettre au camarade président, pour montrer comment, depuis la nuit historique du 4 août, il [*rires*] et tout son chéquier tremblent juste pour la révolution, mais il demande l'anonymat. Il signe, il imprime son nom, son prénom, son numéro de secteur, sa date de naissance, le nom de sa femme et de ses enfants. [*Rires*] Il écrit au camarade ministre du Développement de la famille et demande l'anonymat. Maintenant, il attend. Un Conseil des ministres annonce que le camarade fait don d'un dixième de son salaire pendant trois mois et a demandé à rester anonyme. Cependant , toute la ville et surtout «ses électeurs» savent qui est cette personne généreuse et anonyme. Ce sont tous des stratagèmes pour se faire élire.

Bien sûr, personne ne devrait dire qu'à partir d'aujourd'hui, il ne vaut plus la peine d'envoyer quoi que ce soit au Fonds de solidarité. Nous devons continuer à contribuer à ce fonds, ainsi qu'aux autres fonds qui ont besoin de beaucoup d'argent pour aider ceux qui critiquent les fonds et qui en profitent néanmoins. [*Applaudissements*]

Le pouvoir politique est ainsi utilisé pour des arrière-pensées. Il y a de mauvais éléments. Ils doivent être supprimés. Ces éléments néo-féodaux dans nos rangs doivent être extirpés, combattus et vaincus. Ils s'érigent en véritables despotes dans les districts locaux, dans les villages et dans les

provinces. Ils sont également très dangereux pour nous. Leur mode de fonctionnement est anarchiste.

Régnant et dominant comme des seigneurs de guerre, ce sont des fascistes. En dernière analyse, ce sont des anarcho-fascistes. Nous avons affaire à une nouvelle race. [*Applaudissements soutenus*]

Il est également à cet égard que les CD - R, en particulier les services de CDRs, ⁵⁸ terrorisent vraiment les administrateurs. En ce moment, il y a des directeurs de service qui ne peuvent même plus signer un bon de livraison, ils ont tellement peur de leur CDR. [*Applaudissements*] Il y a des directeurs de service qui convoquent une assemblée générale avant de décider quelle peinture choisir pour leur voiture, car, camarades, ce sont les gens qui décideront. Ils ont peur. Ils ont peur parce qu'ils ont été terrorisés. Ils ont été vraiment maltraités - ils ont été menacés de suspension, de licenciement et de licenciement. Nous devons admettre qu'il y a eu des règlements de comptes à cet égard que nous devons redresser aujourd'hui. [*Applaudissements*]

Ou parfois, vous avez le cas des administrateurs qui ont obtenu leurs postes par le biais de la rotation et de la négociation. Ils font du porte-à-porte tous les soirs pour devenir réalisateur. En conséquence, ils sont à la merci de ceux qui les ont nommés.

Sur le plan politique, nous avons vu des CDR lâches qui n'osent pas assumer leurs responsabilités. Suspensions, par exemple. Tel ou tel camarade est suspendu pour telle ou telle faute grave. Le camarade est dans la rue pour se plaindre, déclamer et lancer des menaces. Les mêmes personnes qui ont proposé sa suspension viennent et disent: "Eh bien, vous savez, nous ne connaissions pas nos

douze s." [*Applaudissements*] Ce genre de lâcheté doit être combattu. Certaines CDR, lorsqu'elles sont menacées, courent au Secrétariat général national des CDR et disent: «Nous sommes attaqués par un groupe de fascistes, par des populistes, par des contre-révolutionnaires, par des réactionnaires .» Non! C'est à eux d'affronter leurs ennemis là où ils se trouvent. [*Applaudissements*]

Continuons. Nous sommes obligés de résoudre des problèmes à Ouagadougou qui impliquent des affrontements à des milliers de kilomètres entre nos CDR et les contre-révolutionnaires. Cela indique une compréhension du rôle du Secrétariat général national des CDR. Il y en a qui n'hésitent pas à traverser la Méditerranée, la mer Caspienne, voire le Sahara, pour venir jusqu'à Ouagadougou pour soulever leurs problèmes. Non! C'est là-bas au Trocadéro ou dans le XIXe arrondissement [de Paris] qu'il faut combattre et triompher. Ce n'est pas ici. Le combat dans le secteur 26 [CDR] n'est pas le combat de camarades qui peuvent être à Leningrad ou à Bouaké [en Côte d'Ivoire].

Sur le plan militaire, les CDR ont souvent été criblées de personnes incompetentes. La compétence ne se résume pas à prendre les armes et à bien les gérer. Car s'il ne s'agissait que de dextérité, de finesse avec les armes, il suffirait de descendre à la prison de Ouagadougou - on y trouve beaucoup de gens très habiles. S'il ne s'agissait que de savoir-faire et d'intelligence, on pourrait simplement demander à Moussa Ngom d'être le représentant des affaires économiques de la CDR. Parce que Moussa Ngom, comme vous le savez, est très intelligent. Son patron, [Mohamed] Diawara, pourrait être secrétaire général

national des CDR. [Moussa] Diakité pourrait s'occuper des questions sociales. [*Applaudissements soutenus*]

Maintenant, nous avons eu beaucoup d'accidents. Ces accidents ne sont pas le résultat d'un entraînement inadéquat, car, j'insiste pour le signaler tout de suite, nous n'avons pas eu plus d'accidents avec des armes dans les CDR que parmi les troupes régulières, ici au Burkina ou à l'étranger. Chaque année, dans toutes les armées du monde, des accidents se produisent. Ils ne sont pas dupes . Il y a des gens qui meurent, des parachutistes, des pilotes. Lorsque l'avion français s'est écrasé à Bangui [en République centrafricaine], combien de morts cela a-t-il causé? Beaucoup, en tout cas. Était-ce un CDR? Vous voyez, il y a des accidents partout. Lorsque le *Challenge r* a explosé, des gens sont morts. Ce sont des accidents, ils arrivent même à la NASA. Les accidents arrivent partout.

Ce qu'il faut plutôt condamner, ce sont les mauvais éléments, et nous en avons dans nos rangs. Nous devons les combattre. Parce que pour se montrer, ils arborent tout un arsenal d'armes, comme s'ils en avaient besoin, comme s'ils étaient les adjoints de Himmler. Non! Ce sont les gens qui doivent être mis de côté. Ils sont très souvent à l'origine d'accidents. «Si tu fais ça, je vais te faire exploser.» C'est ce qu'il faut condamner. C'est le genre de personne que vous devez vous efforcer de punir sévèrement à partir de maintenant. Ainsi soit-il. La personne qui n'est pas sûre d'elle-même doit déposer ses armes.

Militairement, nous savons aussi que lors des patrouilles, certaines CDR ont commis des atrocités, des choses indescriptibles. Mais comme ce n'est pas un concept révolutionnaire, il faut parler de tout. En fait, certains CDR

ont profité de la patrouille pour se livrer au pillage. Eh bien, nous les poursuivrons comme des voleurs à partir de maintenant et nous les abattons, purement et simplement. Qu'on le sache: si on a des armes, c'est pour défendre le peuple. Tous ceux qui volent les gens et pillent seront abattus.

Il y a même eu des cas - cela aussi doit être dit - où des comptes ont été réglés pendant la période de couvre-feu. Cela doit être condamné. Il y a eu des camarades qui, parce qu'ils sont membres de la CDR en charge de la sécurité, armés d'un gros fusil - sans même être sûr qu'il tirerait - pensaient pouvoir faire n'importe quoi. Lorsque le couvre-feu devait commencer à 19 h 00, ils se présentaient chez une camarade à 18 h 50 et commençaient à dire à leurs rivaux, aux autres prétendants: «Il est presque l'heure! Tu dois partir! Si vous ne partez pas, vous serez enfermé. " Oh oui! Certains ont demandé que le couvre-feu soit maintenu en permanence afin qu'ils puissent continuer à régner en maître. Eh bien, nous avons levé le couvre-feu afin que nous puissions tous être sur un pied d'égalité à cet égard. Et ceux voués à l'échec à cause de leur incompetence échoueront.

Encore une fois en ce qui concerne les questions militaires, nous avons vu des militants de la CDR mal habillés. Bien sûr, le problème des formes uni est réel. Il n'y en a pas assez, c'est vrai. Mais le peu que vous avez, vous devez vous en occuper. Ces militants sont mal vêtus, négligents et négligents. Non! Désormais, tous les responsables des CDR ne doivent plus hésiter à déshabiller immédiatement les militants qui se présentent mal habillés. Ce sont des signes extérieurs d'une incapacité à s'organiser.

Nous avons vu des CDR arrêter quelqu'un, l'enfermer, puis dire: «C'est ça. Ce sont les règles, c'est la justice. Nous traiterons avec vous. Non! Chaque Burkinabè a le droit à la protection de la CDR. Le bureau de la CDR ne doit pas être un lieu de tortionnaires mais le contraire: un bureau où l'on trouve des responsables qui dirigent, qui organisent, qui se mobilisent, qui éduquent et qui luttent en tant que révolutionnaires. Mais vous pouvez avoir l'occasion d'éduquer d'une main ferme. Dans ce cas, vous devez être clair tout en étant ferme. Cependant, l'abus de pouvoir doit être considéré comme étranger à notre lutte.

Sur le plan économique et social également, il y a beaucoup de militants, très nombreux, qui planifient des travaux de construction , par exemple, mais qui eux-mêmes sont en marge. Ils font travailler les masses! Leur propre paresse ressort si clairement que les masses elles-mêmes se démoralisent et se démobilisent. Nous devons lutter contre cela.

De plus, les fonds confiés aux CDR sont souvent gérés de manière anarchique, frauduleuse, gaspilleuse et voleuse. C'est pourquoi il est juste de créer des structures pour contrôler les fonds. À partir de maintenant, combien il y a dans le fonds et ce qui en a été fait doit être divulgué. Et ce n'est pas assez. De nombreuses personnes se sont enrichies sur le dos des militants de la CDR en se déclarant militants de la CDR. C'est une nouvelle catégorie de voleurs.

Ne pensez pas qu'au Conseil National de la Révolution, nous ne sommes pas conscients de ces nombreuses lacunes et failles qui continuent de saper nos CDR. Nous en sommes conscients et nous sommes fermement résolus à lutter contre toutes ces pratiques négatives qui nuisent à la

révolution. C'est en fait l'une des raisons de cette conférence. Les militants de la CDR devraient partout et à tout moment donner le bon exemple. C'est pourquoi, en saluant les petits enfants qui ont joué pour nous plus tôt, nous saluons également leurs entraîneurs qui ont rendu leur performance possible.

Mais en même temps, nous signalons que dans les provinces, il y a ceux qui sont à la traîne. Il y a des hauts-commissaires agissant comme des commandants de cercle et des gouverneurs régionaux, qui pensent être encore à l'ère de la colonne Voulet-Chanoine. D'autres pensent qu'ils sont à l'ère des collectifs ruraux.⁵⁹ Tout cela est mauvais. Nous devons les dénoncer et les combattre. En tant que hauts-commissaires, nous devons diriger nos provinces à tous les niveaux. Nous devons être énergiques et pleins d'initiative, soutenir l'innovation et organiser sa mise en œuvre.

Si nos trente provinces organisaient trente spectacles comme ceux que nous avons vus, ce serait bien! Nous ferions de bons progrès. Mais ce n'est pas encore le cas.

Au niveau du lieu de travail, les CDR fonctionnent toujours très mal. Ils fonctionnent très mal car, loin de chercher à offrir un service de bonne qualité, loin de chercher à augmenter qualitativement et quantitativement la production de richesse sociale et économique, nos ouvriers organisés en comités de défense de la révolution sont plutôt occupés à rechercher les honneurs, les titres. et la puissance. Ce goût boulimique du pouvoir doit être combattu. [*Applaudissements*] Si nous continuons ainsi, c'est ainsi que la bureaucratie peut s'enraciner dans nos lieux de travail et dans notre administration. Car pour un document

donné, vingt-cinq personnes veulent signer «vu et transmis», «vu et transmis». Cela n'ajoute absolument rien à la qualité du document, mais tout le monde veut être sûr d'ajouter ses deux cents. [*Applaudissements*] Nous sommes retenus simplement parce que le militant de la CDR en charge veut que les gens de la ville disent: «Ah, oui, vraiment camarade, merci! Vraiment, merci à vous...! » [*Rires*] Si vous ne l'avez pas remercié et n'avez pas été le voir pour s'incliner, eh bien, il tarde, il tient votre document autant qu'il le veut jusqu'à ce que vous compreniez que c'est peut-être vrai.

Nous ne voulons rien avoir à faire avec ce genre de méthodes. Parce que le bureaucratisme et les bureaucrates sont les pires ennemis de notre cause. Et à ce titre, nous devons lutter contre eux sous toutes leurs formes sans relâche et obstinément.

Nos lieux de travail sont sales et mal entretenus malgré les jours révolutionnaires, malgré les semaines révolutionnaires, et bientôt les mois révolutionnaires, les années révolutionnaires et les décennies et siècles révolutionnaires. Nous continuerons d'avoir des lieux de travail mal organisés et mal entretenus tant que nous ne prendrons pas nos responsabilités en dénonçant ce qui doit être dénoncé.

J'ai toujours cité certains lieux de travail comme exemples. Il y en a qui sont très bien entretenus et qui méritent des félicitations, et chacun devrait se tourner vers leur exemple. Je ne les énumérerai pas tous. Je ne veux pas rendre les gens jaloux. Je me limiterai à mentionner les bureaux présidentiels. [*Applaudissements*] C'est ce qu'il faut faire! Comment entrer dans un bureau révolutionnaire et trouver des chaises qui vacillent, non pas parce qu'elles n'ont

pas été achetées neuves, mais parce qu'elles ont été mal utilisées? Il y a des officiers , des gérants sales, mal habillés, sales comme leurs propres documents, [*Rires*] des dactylos paresseux et des opérateurs téléphoniques distraits. [*Rires*] Ce n'est pas digne des CDR et nous devons améliorer nos habitudes. La qualité commence par accepter la vérité. Regardons nos faiblesses, prenons-en conscience et engageons-nous à nous améliorer. Mieux encore, en tant que révolutionnaires, nous devons toujours nous distinguer.

On pourrait dire beaucoup de choses contre les anciens qui se disent mobilisés au sein de l'UNAB, ou qu'ils sont dans la révolution maintenant, mais qui interdisent à leurs enfants d'aller aux réunions de la CDR. On pourrait dire beaucoup de choses contre les maris qui empêchent leurs femmes d'aller aux réunions du CDR ou qui terrorisent eux. Cela doit également être dénoncé. [*Applaudissements*] Nous devons maintenant passer à un niveau d'organisation beaucoup plus conscient.

Pendant les premiers jours de la révolution, notre mobilisation a été enthousiaste, euphorique - un festival. Mais de plus en plus, nous devons nous organiser beaucoup plus scientifiquement, beaucoup plus méthodiquement, et nous devons nous corriger à chaque étape pour avancer. Nous avons des exemples ailleurs des échecs de certaines organisations similaires aux CDR - comités révolutionnaires. Partout où de tels échecs se sont produits, c'est parce que les forces de réaction ont réussi à poser des pièges à ces autres organisations dans certains pays. Nous devons être conscients de nos faiblesses.

C'est pourquoi nous devons lutter sans cesse. Nous devons lutter et nous devons garder à l'esprit que les Comités de

Défense de la Révolution sont synonymes de courage, de courage politique et surtout de courage face à nos responsabilités. Nous ne sommes pas les CDR uniquement pour crier des slogans. Nous sommes les CDR pour élever la conscience, pour agir, pour produire. C'est pourquoi nous devrions bannir les slogans vides de sens - fastidieux, inutilement répétitifs, et finalement irritants - de nos manifestations. Vous arrivez à une manifestation, quelqu'un vous crie vingt-cinq fois: «Patrie ou mort, nous gagnerons!» Ça commence à être un peu trop, [*rires*] surtout quand il n'y a même pas une bonne exp lanation militante avec ça. C'est juste une répétition. Non! CDR Taperecorder, écoutez-vous! [*Applaudissements*] Nous improvisons des slogans pour prendre du temps. Donc à bas avec «A bas les voleurs! A bas les menteurs! [*Rires*] Ce n'est pas bon. Nous devons nous différencier des troupes de théâtre folklorique .

Dans certains spectacles, il y a des scènes grossières où des camarades exécutent parfois des danses obscènes. Ce n'est pas non plus révolutionnaire. La révolution doit avoir un sens de la dignité. [*Applaudissements*] Nous devons critiquer le manque d'organisation de nos événements publics . Si nous avons remporté des victoires dans certains domaines, ce n'est pas le cas dans d'autres. Non! Certaines cérémonies sont fastidieuses. Et, sans approuver les ambassadeurs qui sont souvent absents de nos cérémonies, je comprends néanmoins pourquoi ils pourraient ne pas vouloir venir. C'est très important. Nous devons mettre un terme aux formes de louanges qui sont l' expression de réflexes insuffisamment réprimés, insuffisamment éteints de notre part. Cette chanson, par exemple: "O CNR, Thomas Sankara,

qu'il soit à jamais président!" n'est pas bon. [*Applaudissements*] Parce que lorsque vous êtes président, vous êtes président. Soit vous êtes président, soit vous ne l'êtes pas. [*Applaudissements*] Nous devons être clairs. Cette chanson n'est pas bonne. A ce rythme, dans un an, ou dans deux ans, on se retrouvera dans certains festivals avec des troupes qui auront beaucoup plus pratiqué ça et qui n'auront peut-être rien d'autre à faire que ça.

Les comités de défense de la révolution sont là pour produire. Bien sûr, si nous avons besoin de thèmes autour desquels nous mobiliser, si nous avons besoin de slogans, d'accord, nous avons besoin de slogans! Si nous avons besoin d'images et de symboles de la révolution pour comprendre, d'accord, nous en avons besoin! Nous n'hésiterons pas! Mais nous ne devons pas valoriser la forme par rapport au contenu. La révolution ne se mesurera pas au nombre de slogans et au nombre de ténors et de basses qui chanteront. Elle sera mesurée par autre chose, elle sera mesurée par le niveau de production . Nous devons produire, nous devons produire. C'est pourquoi je salue le slogan «Deux millions de tonnes de céréales».

Notre pays produit suffisamment de nourriture pour nous nourrir. Nous pouvons même dépasser notre niveau de production. Malheureusement, faute d'organisation, nous sommes toujours obligés de tendre la main pour demander une aide alimentaire. Par une production massive, nous devons faire disparaître cette aide alimentaire, qui est un obstacle sur notre chemin, créant et inculquant cette habitude dans nos esprits, ces instincts de mendiants et de bénéficiaires de l'aide sociale. Nous devons réussir à produire

plus - à produire plus, car il est naturel que celui qui vous nourrit impose également sa volonté.

Au festival Tabaski, ⁶⁰ à Pâques, à Noël, lors de réunions de famille, quand on abat les coqs, les dindes et les moutons, c'est fait, kno wing que nous avons nourri le coq, la dinde et les moutons. Ils peuvent être abattus quand on veut. À Noël, à Pâques, pendant la Pentecôte, ou même pendant le Carême. Nous sommes libres. Celui qui ne vous nourrit pas ne peut rien exiger de vous. Ici, cependant, nous sommes nourris chaque jour, chaque année, et nous disons: «A bas l'impérialisme!» Eh bien, ton estomac sait ce qui est quoi. [*Rires , applaudissements*] Même si en tant que révolutionnaires nous ne voulons pas exprimer de gratitude, ou en tout cas, nous voulons en finir avec toutes les formes de domination , nos estomacs se feront entendre et pourraient bien prendre le chemin de la droite , la route de la réaction et de la coexistence pacifique [*Applaudissements*] avec tous ceux qui nous oppriment au moyen du grain qu'ils déversent ici.

Ne consommons que ce que nous contrôlons! Il y a ceux qui demandent: «Mais où est l'impérialisme?» Regardez vos assiettes quand vous mangez - les grains importés de riz, de maïs, de millet - c'est de l'impérialisme. N'allez pas plus loin. [*Applaudissements*] Alors, camarades, nous devons nous organiser pour produire ici, et nous pouvons produire plus que ce dont nous avons besoin.

Ils disent que la sécheresse a fait chuter notre production. Le ministère de l'Agriculture est là pour témoigner que même pendant la sécheresse, la production de coton a tout simplement continué d'augmenter. Pourquoi est-ce? Eh bien, parce que SOFITEX ⁶¹ paie. Eh bien,

nous allons changer de méthode. Oui, il faut changer de méthode.

Mais la production ne se limite pas uniquement aux céréales. Nous devons produire dans tous les domaines - dans les usines, dans les bureaux - et j'invite tout le monde à participer à la production intellectuelle. La conférence nationale CDR a réuni - et à juste titre - tous ceux qui ont écrit, qui ont produit quelque chose dans le domaine de la littérature et de l'art, et dans tous les autres domaines. C'est la production, nous sommes des révolutionnaires!

J'ai lu dans un télex, dans une dépêche d'agence, que le Burkina Faso avait été battu par le Nigéria et par le Libéria dans un tournoi de tennis de table. J'ai trouvé que c'était très bien. Nous devrions être battus à nouveau. Si nous sommes battus maintenant, c'est la faute de ceux qui n'ont pas réussi à nous organiser ces dernières années. Par contre, si nous sommes battus dans les années à venir, c omrades, ce sera de notre faute. [*Applaudissements soutenus*] Nous devons donc produire, produire et produire encore plus.

Sur le plan intellectuel, beaucoup de choses positives sont dites mais pas écrites. Prenons l'exemple des tribunaux révolutionnaires populaires. Qui peut nous citer un livre écrit par un Burkinabè sur les tribunaux révolutionnaires populaires, les TPR? Le peu qui a été écrit a été écrit par des étrangers - étudiants, professeurs d'université et chercheurs. Et pourtant, les TPR nous apprennent de grandes leçons que nous ferions bien d'écrire soigneusement dans des livres. Demandez à notre station de diffusion si elle a encore l'enregistrement sur bande du quatorzième TPR. Ils vous diront que la cassette, la cassette, a été utilisée pour

enregistrer la dernière chanson à succès de I don't know which star.

Ça n'est pas correct. Nous n'avons pas développé l'instinct de sauvegarder notre capital intellectuel. Nous devons produire plus. Après tout, nous détenons le record en matière de littérature clandestine. C'est au Burkina Faso, après tout, qu'il y a le plus de prospectus, vous le savez bien! Cela prouve que nous savons lire et écrire. Mamadou et Bineta ont grandi il y a très longtemps. Ils commencent à vieillir. ⁶² [*Rires et applaudissements*]

Camarades, il est important que nous revenions à d'autres occasions sur ce qui n'a pas été fait, sur ce qui doit être fait: l'unité, l'unité dans nos rangs! Unité, critique, autocritique, unité. Bannons toute manœuvre de nos rangs; les intrigues insidieuses, visibles et invisibles, qui se préparent; les directives orchestrées de loin et par télécommande. Heureusement, cette conférence nous a permis de voir que l'unité s'est renforcée. Cela prouve que des éléments sains de partout ont été à l'œuvre consciemment et loyalement pour consolider l'unité. C'est une victoire. [*Applaudissements*]

Camarades, je vous félicite tous pour les efforts consentis. Je vous félicite particulièrement pour les efforts que vous avez faits avant cette conférence. Tout ce que nous avons accompli au Burkina Faso dans la révolution a été accompli avant tout grâce aux CDR. Nous avons construit des maisons, des écoles, des cliniques, des routes, des ponts et des barrages. Nous avons réalisé une production intellectuelle et artistique. Bref, nous avons fait des progrès. Sur les plans économique, financier et budgétaire, nous avons consenti des sacrifices et des efforts. Et chacun de

nous a payé le prix qui devait être payé. Je sais que personne n'aime les retenues sur salaire. Qui dans ce monde humble est prêt à renoncer à une partie de son salaire, sauf lorsque la nécessité l'exige?

L'univers dans lequel nous évoluons et les forces qui nous entourent ne sont pas propices à un développement indépendant comme le nôtre. Au contraire, tous les pièges possibles seront posés pour nous contraindre à nous prostituer afin de parvenir à un semblant de développement. «Comptez avant tout sur nos propres ressources!» doit cesser d'être un slogan, il doit nous posséder. Et nous devons savoir que c'est un principe pour nous de toujours compter sur nos propres ressources. C'est parfois difficile et nous entendons ici et là des sirènes défaitistes nous chanter les louanges de l'aide. Aide, non! Coopération, oui! Nous avons besoin de la coopération de tous les peuples du monde entier. Mais nous ne voulons vraiment pas d'aide qui crée une mentalité de bien-être en nous. [*Applaudissements*]

C'est pourquoi nous avons fait et faisons un effort. Ces efforts ont été opposés et déformés. Il y a des gens qui disaient: «Là, voyez-vous, avec la révolution , les salaires sont bas, le pouvoir d'achat est bas, il y a des gens qui n'ont que 20 francs par mois. Pourquoi? À cause du douzième du salaire, à cause des 12 pour cent, à cause des retenues. » Allez, camarades, c'est une insulte grossière! Nous ne pouvons pas tomber dans ce piège. Quand quelqu'un a 20 francs par mois parce que nous avons retenu un douzième de son salaire, 12% de son salaire, qu'est-ce que cela signifie? Ceux qui n'ont que 20 francs par mois parce que nous avons retenu 12 pour cent seront remboursés à 100

pour cent de leur salaire. Ils auront donc 22,40 francs à la fin du mois. Mathématiquement, c'est ce que c'est!

Ne nous dites pas que les salaires des gens ont disparu à cause de l'effort d'investissement populaire [EPI] ou d'autres déductions. Les salaires ont disparu en raison de l' utilisation de la bière, des brochettes, du luxe offensant et des habitudes de consommation. [*Applaudissements*] Ceux qui conduisent dans des voitures achetées à crédit, les intrigants, ceux qui vont chez les sorciers pour augmenter leur argent - ce sont eux qui n'ont plus leur pouvoir d'achat.

Mais la révolution est faite pour nous et nos efforts sont destinés à nous tous. C'est pourquoi je vous dis qu'il faut se mobiliser tout de suite pour les prochaines réunions budgétaires. Nous devons largement informer nos militants que ces réunions se poursuivront dans les mêmes limites que ce qui a été fait à ce jour. Et en particulier, que le but de ces réunions budgétaires sera de souligner les efforts fructueux réalisés au profit du peuple. C'est pourquoi, à partir du prochain budget, il n'y aura plus de PEV. [*Applaudissements*]

Je vois que vous n'êtes pas heureux que le salaire complet soit rétabli. Je connais. Mais je comprends ce que vous ressentez, n'est-ce pas, camarades? [*Cris de "Oui!"*] La sincérité vous a échappé. Le courage de vos opinions vous a échoué. Eh bien, nous rétablissons les salaires parce que les efforts que nous avons faits nous permettent de le faire. Nous voulons être francs avec notre peuple - ne leur promettez jamais rien que nous ne pouvons leur donner. [*Applaudissements*] Il y a des pays où des augmentations de salaire sont promises et où les salaires ne sont pas payés. Nous avons promis de faire des retenues

salariales. Doit- on faire les déductions, oui ou non? [*Cris de "Oui!"*] Nous avons donc tenu parole! [*Applaudissements*]

Voilà la différence. Lorsque nous disons que nous allons faire des retenues salariales, nous faisons des retenues. Et cela peut être vérifié. Si une seule personne parmi vous n'a pas été déduite par erreur, elle doit l'indiquer au ministère du Budget. [*Rires*] Le Conseil National de la Révolution entend canaliser ces efforts vers l'amélioration du développement de notre pays. C'est possible. Cela peut être fait grâce à notre unité, parce que nous sommes côte à côte. Mais après ce premier national

Conférence des CDR, nous devons apprendre à combattre nos ennemis sans crainte, sans pitié, sans faiblesse, sans sentimentalité inutile. Chaque fois que nous nous laissons émouvoir par les larmes, nous sommes ceux qui perdent.

Moussa Ngom a versé des larmes et il a fait pleurer d'autres personnes. Mais lorsque des enfants sont morts à l'hôpital ici faute de seulement 1000 francs de médicaments à soigner, tout le monde a compris que 6 milliards de francs égaux conduisaient 6 millions de fois à acheter des médicaments pour la garde des enfants. Les larmes de Moussa Ngom ne peuvent pas nous émouvoir. [*Applaudissements*] Et s'il y a quelqu'un parmi vous avec un cœur sensible - inutilement sensible, sensible à l'impact de la bourgeoisie, des forces de réaction ionaires, des forces contre-révolutionnaires - il devrait faire un effort pour rester ferme.

Camarades, je félicite tous ceux qui sont venus de loin, en particulier de l'étranger, de l'extérieur du Burkina Faso, pour participer à cette conférence. Je leur souhaite un bon retour dans les pays où la recherche de connaissances - ou en tout

cas la recherche de la capacité de produire plus pour leur pays, les a peut-être amenés. Je voudrais qu'ils communiquent à leurs camarades là-bas le message du Conseil national de la Révolution et les résolutions de cette première conférence nationale des CDR à laquelle ils ont eux-mêmes participé.

À ceux qui sont venus de nos provinces proches ou lointaines, je souhaite un bon retour. Passez un bon voyage à la maison. Qu'ils retournent sains et saufs dans leurs provinces pour transmettre le message du Conseil national de la révolution et des comités de défense de la révolution. Je leur souhaite un bon retour chez eux et je les exhorte à faire attention à ce que les accidents que nous avons subis ne se reproduisent plus, afin que ces accidents ne nous fassent pas perdre des militants, afin que ces accidents ne se reproduisent pas. nous faire perdre du matériel.

Nous devrions profiter de l'occasion pour dire que nous, les comités de défense de la révolution, avons jusqu'à présent mal entretenu l'équipement. Nous avons des véhicules cassés, des pompes, des générateurs, des machines à écrire, des haut-parleurs, des microphones et même des armes. Ce n'est pas normal. Désormais, une meilleure gestion de nos équipements doit être mise en place comme une forme de respect de nos collaborateurs, car ce matériel a été acquis par nos collaborateurs, il appartient aux populations. Il faut bien en prendre soin. Ceux qui endommagent les véhicules doivent savoir qu'ils endommagent les véhicules des gens, qu'ils méprisent et insultent les gens.

Je réitère mes félicitations au Secrétariat Général National des Comités de Défense de la Révolution pour les grands efforts consentis. Le Secrétariat général national des CDR, qui

- malgré l'adversité, l'ingratitude et le dénigrement -
évolue efficacement. Une efficacité qui s'améliore chaque
jour. [*Applaudissements*]

Notre première conférence nationale des CDR tire à sa
fin. Mais en même temps, elle ouvre la porte à d'autres
conférences nationales, à d'autres congrès, à un
approfondissement de notre révolution, à une radicalisation
de notre révolution. Je vous encourage donc dès maintenant
à réfléchir sérieusement aux futures batailles. Je vous
encourage également à vous engager véritablement dans une
activité militante solide, une activité militante réelle, une
activité militante consciente et cohérente.

Je déclare close la première conférence nationale des CDR
du Burkina.

Patrie ou mort, nous gagnerons!

Merci.

[*Applaudissements et chants*]

Que fait le mouvement non signé?

(Au Nonaligned Summit, Harare, 3 septembre 1986)

*La huitième Conférence au sommet du Mouvement des pays
non alignés s'est tenue à Harare, Zimbabwe, du 1er au 7
septembre 1986. Le discours de Sankara a été publié dans le
numéro du 12 septembre 1986 du Carrefour africain .*

Du fait de notre présence à Harare, notre huitième
Conférence doit être à la hauteur des attentes des
mouvements de libération. C'est pourquoi cette conférence
au sommet doit avoir lieu sous le thème pressant de la

relation étroite entre le non-alignement et les revendications concrètes des luttes de libération, notamment en matière d'alliances et de soutien.

L'expérience des luttes des peuples du monde entier démontre chaque jour que nous pouvons et devons être non alignés, même si par nécessité nous avons reçu un soutien important dans la lutte de pays et d'États puissants. Pour y parvenir, vous devez être doté d'une idéologie garantissant une direction correcte de la lutte avec une ligne politique cohérente et fondamentalement exacte. Les trois dimensions de cette lutte pour la liberté sont: la dimension anticoloniale, la dimension anti-impérialiste et la dimension class-lutte.

Ceux qui ont gagné leur indépendance ont réussi grâce à la lutte anticoloniale. Cette indépendance n'est devenue réelle que lorsqu'ils ont compris que d'autres batailles contre le néo-colonialisme et l'impérialisme devraient s'ensuivre. Nous pensons que le monde est divisé en deux camps antagonistes: le camp des exploiters et le camp des exploités. En principe, toute lutte de libération nationale fait partie du camp des exploités, est dans l'intérêt des peuples du monde. Une alliance automatique s'établit naturellement entre tous les pays et gouvernements du camp populaire. Mais cela ne suffit pas pour protéger les pays d'une nouvelle servitude. Nous devons pouvoir voir plus loin et poursuivre une lutte permanente. Nous pouvons recevoir de l'aide sans être soumis. Nous pouvons forger des alliances et rester indépendants et non alignés. Nous pouvons nous proclamer partie de la même école de pensée que les autres tout en préservant notre autonomie. Telle est notre profonde conviction.

Camarade président;

Excellences;

Camarades;

La meurt et messieurs:

Je voudrais saluer la mémoire de Mme Indira Gandhi, qui m'a donné une occasion exceptionnelle de parler de ma conception du non-alignement et, surtout, de recevoir de précieux conseils de sa part. Aujourd'hui, elle me manque.

Étant parmi les plus jeunes ici en âge et en ancienneté, je me sens obligé de vous expliquer les sentiments d'une jeunesse de ce monde, une jeunesse du Tiers Monde, une jeunesse africaine, une jeunesse du Burkina Faso. Je voudrais décrire les pensées de tous ceux qui, comme moi, ont entendu parler du mouvement non signé dans leur enfance; qui, à l'adolescence, ont proclamé fanatiquement que le Mouvement des non-alignés est une force contre le colonialisme, le néo-colonialisme, l'impérialisme et le racisme. Et que le Mouvement non signé est une force qui rugit et qui, comme un volcan, mettra bientôt le feu à la terre pour créer un nouvel ordre international.

Nous sommes maintenant en 1986 et mon dix-huitième anniversaire remonte à longtemps. L'histoire de mon pays m'a placé parmi les dirigeants du Mouvement des non-signataires. Le non-alignement a déjà vingt-cinq ans. Aujourd'hui, un sentiment plus de déception, d'échec et de frustration a pris la place de la certitude, de la promesse enthousiaste de la victoire et de la satisfaction pleine d'espoir. Cela s'appelle peut-être réalité et réalisme. Si oui, quel triste réalisme est! Dans ce cas, je préfère le rêve! Car ce rêve a rendu possible les actes d'audace les plus fous de l'époque. Et c'est cette sauvagerie qui a permis aux hommes

de se dresser contre la barbarie du colonialisme, de croire en leur victoire et, en fait, de fusionner victorieux.

Bien sûr, toutes les victoires anticoloniales n'ont pas été remportées après la formation du Mouvement des non-signataires. Beaucoup ont obtenu leur indépendance - sous quelque forme que ce soit - bien avant la naissance du Mouvement des non-signataires. Mais fondamentalement, la philosophie des luttes qui prirent de nombreuses formes et conduisirent à l'indépendance n'était rien d'autre que l'application des principes généraux du Mouvement des non-alignés.

Le rêve qui animait le Mouvement des non-alignés était le sous-roi moralement juste et scientifiquement logique qui a donné naissance à nos projets économiques: la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, le Nouvel ordre économique international. Et même si ces contacts étaient congénitalement limités par certaines caractéristiques réformistes, il n'en était pas moins vrai que l'utopie des uns, combinée à la grande prudence pragmatique des autres, produisait des résultats bénéfiques. La combinaison de ces deux courants a abouti à une force capable de donner un élan à un ordre où les relations économiques cesseraient d'être invariablement défavorables à nos peuples.

Le rêve audacieux que nous préférons est cette ferveur bouillonnante anti-raciste, anti-apartheid, anti-sioniste qui nous a conduit à croire à un moment donné que le glas avait sonné pour l'ethno-fascisme qui a relégué nos frères de la diaspora au statut de bêtes. du fardeau sur tous les continents. Ce même ethno-fascisme qui a instauré le déni de justice le plus inique du Moyen-Orient, au malheur du peuple

palestinien. Ce même ethno-fascisme qui, non loin d'ici présente le nazisme de notre temps, avec Pieter Botha et sa superstructure dans le rôle d'Hitler; et, dans le rôle des non-Aryens, les Noirs - encore eux!

Le Mouvement des non-signataires signifie cet éveil et ce refus d'être l'herbe que les éléphants de combat piétinent en toute impunité. C'est la force qui doit être respectée et avec laquelle il faut compter. Le mouvement non signé est la dignité retrouvée.

Mais aujourd'hui, nous avons envie de crier: «Tito, Nehru, Nasser, Kwame Nkrumah, réveillez-vous! Le mouvement non signé est en train de mourir! » Nous voudrions les appeler de toute la force de nos poumons et de notre foi: «Au secours! La Namibie est toujours occupée, le peuple palestinien est toujours à la recherche d'une maison, la dette extérieure nous tourmente. Qui oserait le nier?

Ne voit-on pas que les Palestiniens sont de plus en plus dispersés, et qu'ils sont maintenant attaqués et bombardés même dans les États souverains qui étaient prêts à les accueillir à des milliers de kilomètres des zones à haut risque autour de leur territoire? ⁶³ Le mouvement non signé n'a pas encore rétabli les droits des Palestiniens. L'admission de l'OLP au Mouvement des non-signataires n'a plus le même effet apaisant pour ces frères, qui errent depuis des décennies et qui ne peuvent nous dire où ils ont passé la dernière nuit, jamais où ils passeront la prochaine! Et cela dure depuis longtemps. Eux aussi attendent une protection définitive de la part du Mouvement des non-signataires.

En Afrique du Sud, en Namibie, les Noirs continuent d'être traités comme des esclaves dans les réserves. Une expression utilisée dans le monde entier dit qu'il n'y a pas d'endroit

comme à la maison. Pour nos frères d'Afrique du Sud, c'est faux. Les Noirs ne sont pas chez eux dans leur pays. C'est la seule patrie au monde qui sert également de prison collective. Si vous êtes né Noir, vous devez fuir l'Afrique du Sud ou pour respirer l'air de la liberté. Eux aussi avaient confiance dans le mouvement des non-signataires. Le soutien du Mouvement des non-alignés, ainsi que celui des autres, les a motivés. Ils sont sortis de leurs townships et ont affronté les racistes. Hélas, ils meurent en nombre toujours plus grand . Après les clubs et les chiens policiers des Blancs, sont venus les gaz lacrymogènes et les balles explosives des armes à feu qui sont devenus les outils de base de la répression raciste.⁶⁴ Alors, où est le mouvement non signé? Que fait le mouvement non signé?

Nous sommes à Harare , à seulement une heure de vol du bunker de Pieter Botha, siège du nazisme. Nous ne sommes pas très loin des townships où les mères enterrent leurs enfants, fauchés par les balles des blancs, et où les cercueils sont tous les jours enfoncés dans le sol à cause de la répression. Oui, hors des murs de cette auguste et rassurante salle de conférence, la mort est le sort de tous ceux qui ne sont pas blancs. La souffrance morale est le lot de tous ceux qui, sans être noirs, ont des idéaux opposés à la catégorisation des hommes selon la couleur de leur peau. Oui, en partant d'ici, à quelques pas de là, nous trouvons un monde où la mort est la suprême délivrance, le seul chemin restant vers la liberté.

Et que faisons-nous? Allons-nous continuer à fouetter nos frères noirs en Afrique du Sud avec des discours fiévreux et à les tromper sur notre détermination, les jetant ainsi imprudemment contre les hordes racistes? Sachant très bien

que nous n'avons rien fait pour créer un rapport de forces favorable aux Noirs? Ne sommes-nous pas criminels pour exacerber des luttes auxquelles nous ne participons pas?

Et qu'en est-il de notre devoir envers les États de première ligne - le rempart vivant qui nous protège des bêtes sauvages d'Afrique du Sud? Avons-nous fait notre devoir en tant que membres non signés? Ce pays [le Zimbabwe] a été bombardé et d'autres États de la frontière sont également régulièrement soumis à des attaques militaires et économiques, directement ou indirectement par des bandits agissant en tant qu'intermédiaires. Que fait le mouvement non signé?

En nous réunissant à Harare, nous exprimons bien entendu notre solidarité avec tous ceux qui luttent en Afrique du Sud et dans les États de première ligne. N'oublions pas que nous exaspérons par la présente les racistes qui concentreront leur colère vindicative sur ceux que nous abandonnerons bientôt. Qu'allons nous faire? Envoyer des messages de soutien, de compassion, de condamnation? Non! Cela ne rendra pas à leurs mères les enfants qui ont été tués. Cela ne restaurera pas l'économie sabotée du pays.

Que ferons-nous si, dès notre départ et à cause de nos discours très menaçants, Pieter Botha envoie ses bombes contre le Zimbabwe, pays coupable d'impertinence en accueillant un tel sommet unanimement antiapartheid? Il est inutile de féliciter et de louer Robert Mugabe. Il est plus important de le protéger ainsi que tous les autres de la ligne de front.

Le mouvement non signé est aussi la lutte pour notre développement.

Aujourd'hui, nos économies sont frappées par le terrible problème de l'endettement. Sur cette question, menacée quotidiennement par nos créanciers, nous nous sommes tournés en vain vers le Mouvement des non-signataires. Chacun de nous a donc essayé de comprendre son sort à sa manière. Certains parlent de rembourser la dette mais demandent un moratoire. D'autres pensent qu'ils déclareront leur moratoire unilatéralement. D'autres encore estiment que la dette ne doit pas être remboursée. En fait, nous effectuons tous des remboursements de la manière souhaitée par les capitalistes, car nous sommes désunis.

Mais nous devons pouvoir dire non. Car rembourser la dette n'est pas un choix moral basé sur le respect supposé des obligations contractées. C'est une question concrète à résoudre concrètement. Objectivement, nous ne pouvons continuer à le rembourser. L'arithmétique élémentaire le démontre. Arrêtons donc de payer individuellement notre docilité. Arrêtons de négocier avec nos créanciers en trahissant nos frères, dans l'espoir secret de recevoir un bonus ou deux pour cela. Ces faveurs sont des récompenses pour l'indignité, la honte et la trahison. Sur le plan moral, en ce qui concerne la logique, ils expriment notre maigre compréhension des questions économiques. Ce sont des sacrifices futiles. Nous devons résister ensemble, collectivement. Que fait le mouvement non signé? Toutes ces questions doivent nous conduire à nous demander quelle force le

Le mouvement non signé a aujourd'hui, maintenant que les Titos, Nehrus, Nassers et Kwame Nkrumah sont partis.

Je ne ferai plus la liste en citant les conflits fratricides entre les Etats membres du Mouvement des non-signataires que nous n'avons toujours pas été en mesure de résoudre; les expéditions punitives contre la Grenade, la Libye et les États de première ligne; la sécheresse qui ruine les faibles économies de certains d'entre nous; les criquets migrateurs qui nous amènent à nous demander ce qui est préférable - sécheresse sans criquets ou pluie avec criquets. Ensuite, il y a les cyclones chaque année qui ravagent inévitablement les régions côtières de certains pays présents ici.

Pour tout cela, nous sommes tentés de faire appel aux pères fondateurs . Pourtant, ce n'est pas une solution. Premièrement, parce que je veux abandonner le messianisme. Oui, il n'y a ni prophète ni messie à attendre. Il faut y faire face. Deuxièmement, parce que je suis convaincu que les lois historiques du développement de l'humanité produisent des contradictions qui génèrent elles-mêmes des solutions radicales. C'est pourquoi, tout en ne cachant pas la déception dont j'ai parlé plus tôt, je suis heureux de constater la confiance dans la lutte que suscite une évaluation précise de la situation.

Oui, le Mouvement des non-alignés fait face à des difficultés croissantes. Notre front uni a été fissuré. Notre combativité a diminué. Personne n'a plus peur de notre mouvement. Mais tout en nous débarrassant de l'enthousiasme, du romantisme et du lyrisme des pères fondateurs - attitudes compréhensibles compte tenu de la réalité de l'époque - nous devons donner un nouvel élan à notre mouvement.

Camarade président;

Excellences; Mes
dames et
Messieurs; Camar
ades:

Le Burkina Faso est un petit pays enclavé d'Afrique de l'Ouest. Membre du Mouvement Nonaligné d, le Burkina maintient son adhésion parce que c'est dans notre intérêt de le faire, et parce que les principes du mouvement sont conformes à nos convictions révolutionnaires. Mon pays, le Burkina Faso, est venu à Harare chercher des solutions aux problèmes de sécurité , de paix, de bon voisinage, de coopération économique, de dette extérieure et, enfin, dans l'espoir d'échapper à l'humiliation des petits pays aux mains de grands qui méprisent la sagesse des nations refusant d'accepter que la force est juste. Le Mouvement des non-alignés peut-il m'aider sur ce point aujourd'hui, ou devons-nous attendre encore vingt-cinq ans?

Le Burkina Faso est un pays qui refuse de continuer à être classé parmi les plus pauvres parmi les pauvres. L'un des obstacles au développement de mon pays est cette fameuse question de la dette extérieure. Mon pays sait que cette dette a été contractée sur les conseils de - a été imposée au moyen d'un piège infernal par - ceux qui font aujourd'hui preuve d'une telle intransigeance et d'un tel cynisme à notre égard, que seuls leurs portefeuilles comprennent. Le Burkina Faso sait que la dette extérieure est un cercle vicieux dans lequel ils veulent nous enfermer - s'endetter pour payer sa dette, et s'endetter encore plus. Pourtant, le Burkina Faso veut mettre fin à cette situation. Le pays sait cependant qu'un seul il ne peut rien faire ou pratiquement rien. Il lui

faut au moins quinze autres pays pour résister ensemble et gagner.

Le Mouvement des non-signataires compte plus d'une centaine de membres. Lorsque les pauvres se mobiliseront, comme l'a fait l'OPEP, ils imposeront leur loi aux riches. Vous pouvez être sûr que ce sera simplement la loi de la justice. L'économie mondiale sera alors réorganisée. Nous parlons d'un nouvel ordre économique international depuis vingt-cinq ans. Devons-nous traverser encore vingt-cinq ans de vaines plaidoiries ?

Le désarmement, la paix et le développement sont des concepts étroitement liés pour les non-signataires. On ne peut pas sincèrement en vouloir un sans se battre pour les autres.

La fin de la famine, de l'ignorance et de la maladie est une condition préalable au développement. Nous espérons donc que la Journée internationale de l'alphabétisation, célébrée chaque année le 8 septembre, sera l'occasion d'une réflexion approfondie de tous les membres sincères du Mouvement. L'analphabétisme doit figurer parmi les maux à éliminer le plus rapidement possible de la face de notre planète afin de favoriser des jours meilleurs pour nos peuples. C'est pourquoi l'action de l'UNESCO est et restera irremplaçable.

Les faiblesses objectives du Mouvement expliquent pourquoi nous sommes incapables de nous en tenir à nos principes. Ils déclenchent notre instabilité, qui est liée à la relation internationale actuelle des forces et aux pressions réelles des puissances impérialistes qui déterminent les positions d'États non alignés théoriquement indépendants. Ces mêmes faiblesses font du choix du pays

hôte du neuvième sommet un cauchemar pour ceux qui rejettent le non-alignement et qui prennent du retard sur les puissances minant les eaux territoriales des autres, bombardant des villes, envahissant des territoires qui ne leur appartiennent pas, imposant certaines les gouvernements et en renversant les autres, et en finançant les mouvements qu'ils créent, organisent et forment simplement parce qu'ils sont les plus forts.

Le Burkina Faso aurait pu être candidat pour accueillir notre neuvième sommet. Ce n'est pas le manque de structures d'accueil qui nous retient. Ce n'est pas la règle non écrite de l'alternance des continents qui nous préoccupe. C'est simplement parce que nous pensons qu'il y a un autre peuple qui a souffert plus que nous et qui mérite donc plus que nous d'accueillir le sommet. Le Nicaragua, plus que tout autre pays aujourd'hui, connaît le prix du non-alignement. Il paie quotidiennement en sang et en sueur ses choix courageux.

S'il est possible pour la Conférence non signée d'aider à ouvrir la voie à la victoire du pays qui l'héberge, alors nous irons sans aucun doute à Managua pour soutenir le Nicaragua, apporter aide et réconfort dans sa lutte et lui permettre une fois pour toutes. garantir un travail agricole pacifique à ses agriculteurs; une promenade à l'école par ses enfants sans crainte d'attaques contre-révolutionnaires; et des nuits paisibles à tous ses habitants. ⁶⁵

Le mouvement non signé doit survivre et gagner. Des milliers d'hommes et de femmes y investissent leurs espoirs. Hier, des générations de jeunes du tiers monde ont assisté à la naissance du Mouvement des non-signataires avec euphorie et passion. Le rendez-vous n'est venu que plus tard. Faisons en sorte que les générations futures qui

connaissent moins notre Mouvement le découvrent à travers les victoires qu'il accumule.

Patrie ou mort, nous gagnerons!

Merci.

Une mort qui doit nous éclairer et nous fortifier

(Discours sur la mort de Samora Machel, octobre 1986)

Samora Machel, président du Mozambique et leader du Frelimo (Front de libération du Mozambique), a été tué le 19 octobre 1986, lorsque son avion s'est écrasé en Afrique du Sud. De nombreux partisans de la lutte pour la liberté en Afrique ont exprimé leurs soupçons que le régime d'apartheid était responsable de l'accident. Le discours suivant prononcé à Ouagadougou a été publié dans le numéro du 31 octobre 1986 du Carrefour africain .

Camarades militants:

Notre tâche aujourd'hui n'est pas de pleurer, mais d'adopter une attitude révolutionnaire face à la situation tragique causée par la disparition de Samora Machel. Pour éviter de tomber dans le sentimentalisme, il ne faut pas pleurer. Avec le sentimentalisme, on ne peut pas comprendre la mort. Le sentimentalisme appartient à la vision messianique du monde, qui, puisqu'elle s'attend à ce qu'un seul homme transforme l'univers, inspire la lamentation, le découragement et le découragement dès que cet homme disparaît.

Une autre raison pour laquelle nous ne devrions pas pleurer est d'éviter d'être confondus avec tous les hypocrites d'ici et d'ailleurs - ces crocodiles, ces chiens - qui font croire que la mort de Samora Machel les attriste. On sait très bien qui est attristé et qui se réjouit de la disparition de ce combattant. Nous ne voulons pas nous joindre à la compétition entre cyniques qui décrètent ici et là ceci et cela de nombreux jours de deuil, chacun essayant d'établir et d'annoncer sa détresse avec des larmes que nous, les révolutionnaires, devrions reconnaître pour ce qu'ils sont.

Samora Machel est morte. Cette mort doit servir à nous éclairer et à nous fortifier en tant que révolutionnaires, car les ennemis de notre révolution, les ennemis des peuples du monde, ont une fois de plus révélé une de leurs tactiques, un de leurs pièges. Nous avons découvert que l'ennemi sait comment abattre les combattants même lorsqu'ils sont en l'air. Nous savons que l'ennemi peut profiter d'un moment d'inattention de notre part pour commettre ses crimes odieux.

Tirons les leçons de cette agression directe et barbare, avec les frères du Mozambique. Son seul but est de désorganiser la direction politique du Frelimo et de mettre définitivement en péril la lutte du peuple mozambicain, mettant ainsi fin aux espoirs de tout un peuple - de plus d'un peuple, de tous les peuples.

Nous disons à l'impérialisme et à tous nos ennemis que chaque fois qu'ils mèneront de telles actions, ce ne sera pas encore sa leçon que nous avons apprise. Ce ne sont certes pas des leçons gratuites, mais ce sont celles que nous méritons d'autant plus. Hier, quand Eduardo Mondlane a été tué de façon lâche, barbare et perfide par les ennemis des

peuples du monde, ennemis de la liberté du peuple, ils ont pensé qu'ils avaient bien fait, qu'ils avaient réussi. ⁶⁶ Ils espéraient que de cette manière le drapeau de la libération tomberait dans la boue et que les gens prennent peur et abandonner le combat pour toujours.

Mais ils n'ont pas reconnu la détermination du peuple, son désir de liberté. Ils ne comptaient pas avec la force spéciale que les hommes ont en eux qui leur fait dire non malgré les balles et les pièges. Ils ne comptaient pas avec les combattants intrépides du Frelimo.

Telles étaient les conditions dans lesquelles Samora Machel a osé ramasser le drapeau porté par Eduardo Mondlane, dont la mémoire est encore avec nous. Machel s'est immédiatement imposé comme un leader, une force, une étoile qui guide et éclaire le chemin. Il savait mettre son internationalisme au service des autres. Il a combattu non seulement au Mozambique, mais aussi ailleurs et pour d'autres.

Posons-nous une question aujourd'hui: qui a tué Samora Machel? On nous dit que des enquêtes sont en cours et que des experts se réunissent pour déterminer la cause de la mort de Machel. Avec l'aide des radios impérialistes, l'Afrique du Sud tente déjà de colporter la théorie d'un accident. Ils voudraient nous faire croire que la foudre a frappé l'avion. Ils voudraient nous faire croire que l'erreur du pilote a conduit l'avion là où il n'aurait pas dû aller.

Sans être pilotes ou experts en aéronautique, il y a une question que l'on peut logiquement se poser: comment un avion volant à une altitude aussi élevée pourrait-il brusquement brouter les arbres et se retourner, c'est-à-dire venir à moins de 200 mètres du sol?

On nous dit que le nombre de survivants est la preuve qu'il s'agissait d'un accident et non d'un assassinat. Mais camarades, comment les passagers d'un avion - réveillés brutalement par l'impact - peuvent-ils dire comment et pourquoi leur avion s'est renversé et s'est écrasé?

À notre avis , cet événement est purement et simplement la poursuite de la politique raciste des Blancs sud-africains. C'est une autre manifestation de l'impérialisme. Pour découvrir qui a tué Samora Machel, demandons-nous qui se réjouit et qui a intérêt à faire tuer Machel. Nous trouvons, côte à côte et main dans la main, d'abord les blancs racistes d'Afrique du Sud, que nous n'avons cessé de dénoncer. A leurs côtés, nous trouvons ces marionnettes, les bandits armés du MNR, le soi-disant Mouvement de résistance nationale. ⁶⁷ Résistance à quoi? À la libération du peuple mozambicain, à la marche vers la liberté du peuple mozambicain et des autres, et à l'aide internationaliste que le Mozambique a apportée, via le Frelimo, à d'autres peuples.

On retrouve également les Jonas Savimbis. Il projette d'aller en Europe. Nous avons protesté contre cela. Nous avons dit aux Européens, en particulier à la France, que s'ils délivraient un visa d'entrée pour lutter contre le terrorisme, s'ils recherchaient des terroristes, ils en avaient trouvé un: Jonas Savimbi. A leurs côtés, nous trouvons les traîtres africains qui permettent aux armes destinées à être utilisées contre les peuples d'Afrique de traverser leurs pays. Nous trouvons aussi ces gens qui crient «paix» ici et là, mais qui déploient chaque jour leurs connaissances et leurs énergies pour aider et soutenir les traîtres à la cause africaine .

Ce sont eux qui ont assassiné Samora Machel. Hélas, nous, Africains, avons également livré Samora Machel à ses ennemis en ne lui apportant pas le soutien nécessaire. Lorsque le Mozambique a répondu à l'appel de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et a complètement rompu ses relations avec l'Afrique du Sud, qui, au sein de l'OUA, l'a soutenue? Pourtant, le Mozambique - économiquement lié à l'Afrique du Sud - connaît d'énormes difficultés. Les Mozambicains ont combattu et résisté à l'Afrique du Sud seule. C'est pourquoi nous, Africains de l'OUA, portons une lourde responsabilité dans la disparition de Samora Machel.

Les discours d'aujourd'hui ne compteront jamais pour rien si nous n'essayons pas d'être plus cohérents avec nos résolutions à l'avenir. Le Burkina Faso a présenté la même position à Harare [lors du huitième sommet du Mouvement des pays non signés]. Il ne suffit pas d'applaudir Robert Mugabe et de le présenter comme le digne fils du Mouvement non signé si, quelques heures après notre départ, l'Afrique du Sud commence à bombarder le Zimbabwe, et que chacun de nous reste confortablement chez lui dans sa capitale, ne faisant rien de plus que d'envoyer messages de soutien. Certains États nous ont applaudi. D'autres pensaient que nous allions trop loin. Mais l'histoire nous a donné raison. Peu de temps après le sommet des non-signataires, l'Afrique du Sud a fait son sale acte. Et nous y voilà, émettant simplement des condamnations verbales.

C'est l'impérialisme qui organise et orchestre tous ces malheurs. C'est qui a armé et formé les racistes. C'est qui leur a vendu l'équipement radar et les avions de combat pour

suivre et faire tomber l'avion de Samora Machel. C'est aussi qui a placé leurs marionnettes en Afrique pour communiquer les informations sur l'heure de décollage de l'avion, et quand il passerait sur leur territoire. C'est lui qui essaie maintenant de profiter de la situation, et c'est lui qui essaie déjà de savoir qui succédera à Samora Machel. C'est aussi qui essaie de diviser les combattants mozambicains en les catégorisant comme modérés ou extrémistes.

Samora Machel était une grande amie de notre révolution, une grande partisan de notre révolution. Il l'a dit partout et l'a démontré dans son attitude envers les délégations burkinabè. Nous avons pris contact avec lui pour la première fois à travers ses écrits sur la révolution. Nous avons lu et étudié les œuvres de Machel et nous étions intellectuellement proches de lui. La deuxième fois que nous l'avons rencontré, c'était à New Delhi au sommet [1983] non signé. Il nous a dit qu'il suivait la situation dans notre pays, mais qu'il était préoccupé par le désir de domination de l'impérialisme.

Après cela, nous l'avons rencontré deux fois à Addis-Abeba. Nous avons eu des discussions ensemble. Nous avons adoré cet homme qui n'a jamais baissé la tête, même après les accords de Nkomati, dont il a compris le caractère tactique - et que certains éléments opportunistes ont tenté d'utiliser contre lui, le faisant passer pour un lâche. La délégation burkinabè a pris la parole pour dire que ceux qui attaquaient le Mozambique n'avaient pas le droit de parler tant qu'ils n'avaient pas pris les armes pour aller combattre en Afrique du Sud.

Nous l'avons beaucoup soutenu, mais lui aussi nous a soutenus. Lors du dernier sommet de l'OUA, alors que la

position du Burkina Faso était menacée par certains États, Machel a pris la parole et a déclaré: «S'ils n'avaient pas la gratitude et le courage d'applaudir le Burkina Faso, ils devraient au moins avoir honte et se taire. ».

Nous l'avons retrouvé dans son pays natal à Maputo. Il nous a beaucoup aidés à comprendre la situation interne et externe extrêmement difficile dans laquelle il se trouvait. Tout le monde connaît le rôle que Samora Machel a joué parmi les États de première ligne.

Enfin, nous l'avons rencontré à nouveau lors du dernier sommet Nonaligned à Harare où nous avons eu de nombreux échanges. Samora Machel savait qu'il était visé par l'impérialisme. Il s'est également engagé à visiter le Burkina Faso en 1987. Nous avons accepté d'échanger des délégations de nos CDR, de l'armée, de nos ministères, etc.

Nous devons apprendre de tout cela. Nous devons rester fermes, main dans la main avec les autres révolutionnaires, car il y a d'autres complots qui nous attendent, d'autres crimes en préparation.

Camarades, nous apportons cette médaille , cette distinction d'honneur, au Mozambique pour la conférer à Samora Machel, et je vous demanderais à tous de nous faire part de vos réflexions. Nous lui enverrons la plus haute distinction du Burkina Faso, de notre révolution, car nous pensons que son travail a contribué et contribue au progrès de notre révolution. Il mérite donc le prix de l'étoile d'or de Nahouri.

En même temps, je vous demande de nommer les rues, les bâtiments, etc. après Samora Machel sur toute l'étendue de nos territoires, car il le mérite . La postérité doit se souvenir de cet homme et de tout ce qu'il a fait pour son peuple et

pour les autres peuples. Nous façonnerons ainsi sa mémoire dans notre pays, pour que les autres hommes se souviennent de lui pour toujours.

Camarades, nous sommes réunis ici aujourd'hui pour réfléchir à la perte de Samora Mache I. Demain, nous devons aller de l'avant, nous devons gagner.

Patrie ou mort, nous gagnerons!

Contre ceux qui nous exploitent et nous oppriment - ici et en France

(Lors de la réception officielle de François Mitterrand, 17 novembre 1986)

Sankara a présenté ces propos lors d'une réception officielle de François Mitterrand lors d'une escale d'une journée du président français dans le cadre d'une tournée en Afrique.

Permettez-moi de m'adresser à notre illustre invité, M. François Mitterrand, et à son épouse, Mme Danielle Mitterrand.

Monsieur le Président:

Quand vous êtes arrivé il y a quelques années, ce pays s'appelait la Haute-Volta. Depuis, beaucoup de choses ont changé et nous nous sommes proclamés Burkina Faso. C'est tout un programme, qui comprend un code d'honneur et d'hospitalité. C'est la raison pour laquelle nous sommes venus vous accueillir ici au Burkina Faso à l'occasion de votre brève escale à Ouagadougou.

Maudit est la personne à la porte de laquelle personne ne frappe jamais et à laquelle aucun voyageur affamé et assoiffé ne visite ou n'entre. Au contraire - et c'est notre cas - le voyageur s'est arrêté chez nous et, reprenant des forces après une gorgée d'eau rafraîchissante, nous a engagés dans une conversation pour mieux nous connaître, mieux nous comprendre et prendre de retour avec lui, chez lui, des souvenirs de notre maison.

Monsieur le Président:

Il est difficile de séparer l'homme d'État que vous êtes de l'homme lui-même. Mais je voudrais insister sur le fait que nous accueillons ici François Mitterrand. C'est pour cette raison que chacun ici vous a montré, à sa manière, sa satisfaction et sa joie de pouvoir saluer la personne qui est venue voir et d'attester de bonne foi et en toute objectivité que quelque chose est se passe quelque part sous le soleil africain, au Burkina Faso.

Le Burkina Faso est un projet de construction, un vaste projet de construction. Le temps ne nous a pas permis de visiter et de rendre hommage aux nombreux travailleurs de différents endroits qui persistent à transformer le monde chaque jour, à transformer un monde aride et difficile. Les victoires qu'ils viennent de remporter permettent déjà de dire que nous sommes loin du mythe des travaux de Sisyphe.⁶⁸ En effet, vous devez placer une pierre sur une autre, puis recommencer, puis recommencer. C'est dans ces conditions que le Burkina Faso est fier aujourd'hui d'avoir augmenté la perception des enfants scolarisés de 10% à près de 22%, grâce aux nombreuses écoles et salles de classe que nous avons construites de nos propres mains, ici et maintenant. . Nous avons pu construire de nombreux

barrages, de nombreux petits barrages d'eau qui, bien qu'ils ne soient pas de la taille de ces grands ouvrages dont on parle si largement dans le monde, ont leurs mérites et nous inspirent, légitimement je crois, avec Orgueil.

C'est encore avec le courage de nos mains et la foi de notre cœur que nous avons construit une station de soins de santé primaires dans chaque village du Burkina Faso. C'est avec détermination que nous avons vacciné des millions et des millions d'enfants de ce pays et des pays voisins. La liste serait longue mais, hélas, elle ne suffirait pas à représenter une étape, voire une étape de notre vaste et ambitieux programme. En d'autres termes, la route est longue, très longue.

M. François Mitterrand:

Nous espérons que vous pourrez connaître ces réalités en venant au Burkina Faso. C'est ce que nous espérons que vous pourrez emporter en France et ailleurs. Dans la tourmente de la lutte, dans la cacophonie de l'agression, il est utile pour des récits précis, solides et pertinents de raconter les choses telles qu'elles sont. Et en vous choisissant comme interprète et porte-parole, nous voulons également souligner les batailles constantes qui ont caractérisé votre carrière politique et votre vie elle-même. Nous connaissons ces batailles et elles nous inspirent aussi, nous, ceux d'entre nous du Burkina Faso.

Vous aimez parler, parfois obstinément dans certains milieux récalcitrants, des droits des peuples du monde. Vous aimez parler de la dette d'une manière claire que nous avons appréciée. Vous aimez aussi parler de coopération et du tiers monde. C'est bon. Quand nous avons appris que M. François Mitterrand allait mettre le pied sur le sol burkinabé, nous

nous sommes dit que même si raisonner ensemble pouvait exclure l'éloquence oratoire, néanmoins le noble sens du combat - je parle ici de duels oratoires - réussissent à nous rapprocher, parce que nous apprécions tellement ceux dont le discours évite de tourner et de vendre, de tromper et de tromper.

Dans la région française du Berry, je crois, votre nom, Mitterrand, signifie «champ de taille moyenne» - ou peut-être «mesureur de céréales». En tout cas, un homme de bon sens. Le bon sens qui est proche des hommes qui sont attachés à la terre, la terre qui ne dit jamais de mensonges. Que ce soit du grain ou que ce soit un champ, nous pensons que le facteur constant est que vous restez vous-même lié à la terre. C'est pourquoi, en parlant des droits des peuples du monde - un sujet qui vous est cher - nous disons que nous vous avons écouté et apprécié les appels que vous avez lancés et que vous répétez depuis mai 1981.

Chaque jour, nous suivons et évaluons également ce qui est réellement fait. Avec les autres peuples du monde, la France est engagée dans la lutte pour la paix, et c'est pourquoi, alors que nous nous réunissons aujourd'hui, il convient de rappeler que d'autres, ailleurs, ne savent rien de cette paix - et pour combien de temps encore?

Premièrement, il y a les Palestiniens. Les Palestiniens, les hommes et les femmes qui errent d'un endroit à l'autre, le peuple errant du sionisme. Th hommes et ese ces femmes qui sont obligées de chercher refuge, ces hommes et ces femmes pour qui les nuits sont une succession de cauchemars, et les jours une avalanche d'obus de mortier.

Paix - cela signifie aussi le Nicaragua. Vous-même, dans l'un de vos discours, avez parlé avec force du soutien que vous

avez apporté au Nicaragua contre l'exploitation minière de son port et contre toutes les actions menées de l'extérieur contre les Nicaraguayens. Vous-même, au cours de vos nombreuses discussions avec le commandant Ortega, avez manifesté une passion pour ce peuple qui n'a cessé de souffrir et qui n'a cessé d'être soumis aux agissements de barbares venus de pas très loin - car ce sont des Nicaraguayens - mais qui sont fortement soutenus par les autres.

La paix signifie aussi l'Iran et l'Irak. Des combats complexes, fratricides, incompréhensibles, où l'on ne sait plus qui se trouve dans quel camp, tant la situation est enchevêtrée. Mais où l'on peut simplement observer que ces bras, dont l'armement signifie la mort, chantent aussi un chant triste pour les femmes, les enfants et les personnes âgées. Ces armes sont fournies chaque jour par ceux qui se nourrissent du sang des autres, par ceux qui applaudissent quand l'épée tue et que le feu brûle. ⁶⁹

La paix dans le monde signifie aussi cette région tourmentée de l'Afrique australe - comme si, à travers une sorte de sortilège, des facteurs incompatibles y avaient été concentrés dans la confusion et dans des batailles de plus en plus grandes et nombreuses de jour en jour. Il n'y a pas longtemps, nous étions consternés par la mort de Samora Machel. En même temps, nous avons vu un message le ré, un signe - la nécessité de lutter contre un ordre barbare, maléfique et arriéré, de lutter contre un ordre que les peuples civilisés - et nous comptons la France parmi ces peuples - ont le devoir de combattre. à chaque instant, que ce soit par des sanctions économiques, que ce soit par des mesures politiques et diplomatiques, ou que ce soit

également par un combat armé direct et ouvert contre le racisme et l'apartheid en Afrique du Sud.

C'est dans ce contexte, Monsieur François Mitterrand, que nous n'avons pas compris comment des bandits comme Jonas Savimbi et des tueurs Li ke Pieter Botha, ont été autorisés à parcourir la France si belle et si propre. Ils l'ont taché de leurs mains et de leurs pieds couverts de sang. Tous ceux qui leur ont permis de mener à bien ces actions en porteront la pleine responsabilité ici et partout, aujourd'hui et pour toujours.

Nous savons que cette question a été amplement discutée et nous connaissons les positions des différentes parties. Mais notre tristesse est tout simplement immense. Ces hommes n'ont pas le droit de parler de compatriotes qui sont morts pour la paix parce qu'ils ne savent pas ce qu'est la paix. Ceux qui sont morts pour la paix se reposent en paix et ensemble, chaque jour, nous veillons à ce que leur mémoire reste vivante grâce à ce que chacun de nous essaie de faire pour atteindre les mêmes fins.

La paix dans le monde signifie également la République arabe sahraouie démocratique où - et nous ne le comprenons pas - un peuple, le peuple sahraoui, n'a toujours pas été en mesure, n'a toujours pas trouvé comment parvenir à l'autodétermination parce que les forces d'opposition soutenues interviennent et se mettent en travers de leur chemin.⁷⁰

La paix dans cette région signifie aussi la Libye qui a été bombardée, avec des maisons détruites, mais surtout, un massacre inutile qui n'a même pas permis à ses auteurs de réussir, de se frayer un chemin, alors qu'il privait le peuple de l'ir

parents les plus proches, de leurs amis et de leurs réalisations. ⁷¹

La paix, c'est aussi le Tchad. Tchad, où constructions et destructions se succèdent. Tchad, où les opérations militaires et les expéditions se succèdent également. Le Tchad ne trouvera donc jamais la paix, le bonheur et le développement tant que les Tchadiens n'auront pas eu l'occasion de choisir un route et un chemin de construction nationale pour eux-mêmes. ⁷²

Pour toutes ces zones orageuses, et je crois, Monsieur le Président, pour beaucoup d'autres, vos efforts ne peuvent être d'une aide considérable qu'en raison de l'importance de votre pays, et aussi en raison de l'implication directe ou indirecte de votre pays dans ces zones. Je tiens à vous assurer que, pour notre part, au Burkina Faso, nous sommes tout à fait prêts à donner un coup de main, à apporter notre aide à qui en fait la demande, pour autant que le combat à mener soit un combat qui nous rappelle le France de 1789. C'est pour cette raison que je voudrais vous dire que le Burkina Faso est prêt à signer un accord de défense avec la France pour permettre à toutes ces armes que vous possédez de venir stationner ici, afin de continuer vers Pretoria , là où la paix nous appelle.

Monsieur le Président:

Je voudrais continuer à m'adresser à l'homme. Vous parlez beaucoup et souvent de la dette, du développement de nos pays et des difficultés que nous rencontrons lors des forums internationaux, comme la rencontre des «grandes puissances» à Tokyo. ⁷³ On dit que vous y avez défendu notre cause et nous vous en sommes reconnaissants. Nous vous

demandons de continuer à le faire, car nous sommes aujourd'hui victimes des erreurs, de la légèreté des autres.

Nous sommes censés payer deux fois pour des actions auxquelles nous ne nous sommes jamais engagés. Nous n'étions pas du tout responsables de ces prêts, de ces dettes d'hier. Ils nous ont été recommandés et nous ont été accordés dans des conditions que nous ne connaissons plus. Sauf qu'aujourd'hui nous devons souffrir encore et encore. Mais nous pensons que ces questions ne seront jamais résolues par des incantations, des gémissements, des plaidoyers et des discours.

Au contraire, de tels détours risquent la grave conséquence d'endormir la conscience des peuples du monde, qui doivent lutter pour se libérer de cette domination, de ces formes de domination. Vous avez vous-même écrit quelque part dans les nombreuses pages que vous avez données à la littérature française que tous les prisonniers aspirent à être libres, que seul le combat peut le rendre libre.

Ensemble, organisons et barrons la voie à l'exploitation. Ensemble, organisons- nous - vous d'ici et nous d'ici - contre ces temples de l'argent. Aucun autel, aucune croyance, aucun livre saint, ni le Coran, ni la Bible, ni les autres, n'ont jamais pu réconcilier riches et pauvres, exploités et exploités. Et si Jésus lui-même a dû prendre le fouet pour les chasser de son temple, c'est bien parce que c'est la seule langue qu'ils entendent.

Monsieur le Président:

Au sujet de la coopération entre la France et le Tiers Monde, mais principalement entre la France et le Burkina Faso, je voudrais dire que nous accueillons à bras ouverts tous ceux qui, en voyageant par ici, sont prêts à venir

contribuer avec nous à la réussite de ce vaste projet de construction qu'est le Burkina Faso.

En ce sens, la France sera toujours la bienvenue chez nous. Il sera toujours le bienvenu d'une manière que nous aimons considérer comme plus flexible et qui rapprochera les Français et les Burkinabè. Nous ne demandons pas une aide qui séparerait les Burkinabè et les Français. Ce serait historiquement autodestructeur. Nous ne demandons pas , comme cela a été fait précédemment, que les autorités françaises s'associent aux autorités burkinabè et africaines, seulement pour que l'opinion publique française, quelques années plus tard, à travers sa presse, condamne largement ce qu'on a appelé «l'aide», mais que n'était qu'une épreuve et un délit pour le peuple.

Il y a quelque temps, une certaine idée est née en France, appelée «Cartierisme». Malheureusement, le «cartierisme» a également pu émerger du fait de l'incapacité des Africains, qui n'ont pas pu profiter de la coopération entre la France et les pays africains.

C'est juste pour dire que les deux côtés sont à blâmer. Dans notre «Chant de la Victoire», notre hymne national, nous appelons ceux qui portent l'entière responsabilité ici en Afrique des laquais locaux. Parce que, soumis à un maître, et sans comprendre leurs actions , ils exécutaient ici des ordres qui allaient à l'encontre de leur peuple.

Monsieur le Président:

Vous avez écrit quelque part qu'actuellement le montant de l'aide française est en baisse et, malheureusement, ajoutez-vous, le montant de l'aide évolue en fonction des ambitions politiques de la France et , pire que tout - pardon, vous avez dit et souligné, ce qui est pire - c'est les capitalistes qui en

profitent. Eh bien, nous pensons que c'est également vrai. Vous l'avez écrit, je crois, dans ce livre *Ma part de vérité* [Ma part de vérité]. Cette petite part de vérité est une vérité. Ce sont en effet les capitalistes qui en profitent, et nous sommes prêts à lutter ensemble contre eux.

Monsieur le Président:

Nous sommes impatients de vous entendre, de vous entendre raconter ce que vous avez retenu de ces quelques heures passées au Burkina Faso, de vous entendre aussi nous dire ce que signifie cette tournée qui se termine ici au Burkina Faso. En six jours, vous avez parcouru une bonne partie de l'Afrique. Le septième jour, vous vous reposerez.

Nous voulons épargner une pensée à tous ceux en France qui font un travail honnête pour attirer des gens éloignés - comme les peuples d'Afrique, comme le peuple du Burkina Faso - avec les Français, qui sont courageux et de grand mérite. Nous voulons penser, nous voulons adresser nos pensées à tous ceux là-bas qui sont coupés au vif chaque jour, dont les âmes sont blessées, car quelque part un Noir ou un étranger en France a été victime d'un acte barbare pris sans aucune considération pour sa dignité humaine.

On sait qu'en France, beaucoup de Français souffrent quand ils voient cela. Vous avez vous-même clairement dit ce que vous pensiez de certaines décisions récentes, comme les expulsions de nos frères maliens.⁷⁴ Nous sommes blessés qu'ils aient été expulsés et nous vous sommes reconnaissants de ne pas avoir apporté votre soutien à de telles décisions, à de telles actions qui rappellent les jours passés.

A s pour les immigrés en France, bien qu'ils soient là pour leur bonheur - comme tout homme en quête d'horizons plus ensoleillés et de pâturages plus verts - ils aident et

construisent aussi la France pour les Français. Une France qui a, comme toujours, accueilli les combattants de la liberté de tous les pays de son sol.

Ici au Burkina Faso, les Français se débattent sérieusement aux côtés des Burkinabè, souvent dans des organisations non gouvernementales. Bien que, il faut le dire, toutes ces organisations non gouvernementales ne représentent pas à notre avis des institutions respectables - certaines d'entre elles sont purement et simplement des menteurs répréhensibles - certaines d'entre elles ont un grand mérite. Et ceux-ci nous permettent de mieux connaître la France, de mieux connaître les Français. Nous pensons également à ces personnes. Nous pensons aussi à tous ceux qui croient en une action commune pour un monde meilleur.

Chaque année, de manière rituelle et avec la précision d'un métronome, vous vous rendez à Solutré.⁷⁵ Vous y allez régulièrement, et regarder ces actions répétitives nous apprend qu'il faut utiliser «le grand vent de l'effort, l'abri de l'amitié et l'unité des esprits». Cela aussi, vous l'avez écrit. Je vous l'emprunte. Nous espérons que vous rapporterez avec vous en France ce sentiment d'amitié, et que votre escale à Ouagadougou aura été à l'abri de l'amitié.

C'est pourquoi je voudrais vous demander, Monsieur le Président, Madame et Messieurs, de lever vos verres pour boire à l'amitié entre le peuple français et le peuple burkinabé. Buvons à l'amitié et à l'unité dans la lutte contre ceux qui, ici, en France et ailleurs, nous exploitent et nous oppriment. Pour le triomphe des justes causes, pour le triomphe d'une plus grande liberté, pour le triomphe d'un plus grand bonheur.

Patrie ou mort, nous gagnerons!

Merci.

La révolution ne peut pas triompher sans l'émancipation des femmes

(À l'occasion de la Journée internationale de la femme, le 8 mars 1987)

Ce discours a été prononcé à Ouagadougou à l'occasion de la Journée internationale de la femme lors d'une réunion de plusieurs milliers de femmes de partout au pays. Le texte, y compris les sous-titres, est tiré d'un pamphlet publié en 1987 par le Secrétariat général national du Comité de défense de la révolution.

Ce n'est pas un événement quotidien pour un homme de parler à autant de femmes à la fois. Il n'arrive pas non plus tous les jours qu'un homme suggère à tant de femmes de nouvelles batailles à rejoindre. Un homme éprouve sa première pudeur à la minute où il prend conscience qu'il regarde une femme. Alors, mes sœurs, vous comprendrez que malgré la joie et le plaisir que cela me procure de vous parler, je reste encore un homme qui voit en chacun de vous une mère, une sœur ou une femme.

J'espère aussi que nos sœurs d'ici de la province de Kadiogo qui ne comprennent pas le français - la langue étrangère dans laquelle je vais prononcer mon discours - seront patientes avec nous, comme elles l'ont toujours été. Après tout, ce sont elles qui, comme nos mères, ont accepté la tâche de nous porter pendant neuf mois sans se plaindre. [*Sankara explique*

alors en langue mooré que ces femmes recevraient une traduction.]

Camarades, la nuit du 4 août a donné naissance à un exploit qui a été des plus bénéfiques pour le peuple burkinabè. Cela a donné à notre peuple un nom et à notre pays de nouveaux horizons. Imprégnés de la sève vivifiante de la liberté, les hommes du Burkina, les humiliés et les proscrits d'hier, ont reçu le sceau de ce qu'il y a de plus précieux au monde: l'honneur et la dignité. A partir de ce moment, le bonheur est devenu accessible. Chaque jour, nous avançons vers elle, enivrants des prémices de nos luttes, elles-mêmes preuve des grandes avancées que nous avons déjà accomplies. Mais ce bonheur égoïste est une illusion. Il manque quelque chose de crucial: les femmes. Ils ont été exclus de cette joyeuse procession.

Si nos hommes ont déjà atteint les abords de ce grand jardin qu'est la révolution, nos femmes sont toujours confinées dans une obscurité dépersonnalisante. Entre eux, à voix haute ou douce, ils parlent des expériences qui ont enveloppé le Burkina - expériences qui ne sont, pour eux, pour le moment, qu'un grondement au loin. Les promesses de la révolution sont déjà une réalité pour les hommes. Mais pour les femmes, ce n'est encore qu'une rumeur. Et pourtant, l'authenticité et l'avenir de notre révolution dépendent des femmes.

Ce sont des questions vitales et essentielles, car rien de tout, rien de définitif ou de durable ne peut être accompli dans notre pays tant qu'une partie cruciale de nous-mêmes est maintenue dans cette condition d'assujettissement - condition imposée au cours des siècles par divers systèmes de exploitation.

À partir de maintenant, les hommes et les femmes du Burkina Faso devraient profondément changer leur image d'eux-mêmes. Car ils font partie d'une société qui non seulement instaure de nouvelles relations sociales , mais provoque également une transformation culturelle, bouleversant les relations d'autorité entre les hommes et les femmes et obligeant les deux à repenser la nature de chacun.

Cette tâche est formidable mais nécessaire. Il déterminera notre capacité à porter notre révolution à sa pleine stature, à libérer son plein potentiel et à montrer sa vraie signification pour les relations directes, naturelles et nécessaires entre les hommes et les femmes, la plus naturelle de toutes les relations entre un être humain et un autre. . Cela montrera dans quelle mesure le comportement naturel de l'homme est devenu humain et dans quelle mesure il a réalisé sa nature humaine.

Cet être humain, cette combinaison vaste et complexe de douleur et de joie; solitaire et abandonné, mais créateur de toute l'humanité; souffrance, frustré et humilié, mais source de bonheur sans fin pour chacun de nous; cette source d'affection incomparable, inspirant le courage le plus inattendu; celui-ci étant appelé faible, mais possédant une capacité incalculable à nous inspirer à prendre le chemin de l'honneur; cet être de chair et de sang et de conviction spirituelle - cet être, femmes, c'est vous! Vous êtes notre source de réconfort et nos compagnons de vie, nos camarades de lutte qui, de ce fait, devraient de plein droit vous affirmer comme partenaires égaux dans les joyeuses fêtes de la victoire de la révolution .

C'est dans cette optique que nous tous, hommes et femmes, devons définir et affirmer le rôle et la place des

femmes dans la société. Il faut donc redonner à l'homme sa véritable image en faisant prévaloir le règne de la liberté sur les différenciations imposées par la nature et en éliminant tous les systèmes d'hypocrisie qui renforcent l'exploitation éhontée des femmes.

En d'autres termes, poser la question des femmes dans la société burkinabè aujourd'hui, c'est poser l'abolition du système d'esclavage auquel elles sont soumises depuis des millénaires . La première étape est d'essayer de comprendre le fonctionnement de ce système, de saisir sa vraie nature dans toute sa subtilité, pour ensuite élaborer une ligne d'action pouvant conduire à l'émancipation totale des femmes.

En d'autres termes, pour gagner cette bataille commune aux hommes et aux femmes, il faut connaître tous les aspects de la question de la femme à l'échelle mondiale et nationale. Nous devons comprendre comment la lutte des femmes burkinabè fait aujourd'hui partie de la lutte mondiale de toutes les femmes et, au-delà, de la lutte pour la pleine réhabilitation de notre continent. La condition de la femme est donc au cœur de la question de l'humanité elle-même, ici, là et partout. La question a donc un caractère universel.

LA LUTTE DE CLASSE ET LE STATUT MONDIAL DES FEMMES

Nous avons sans aucun doute une dette envers le matérialisme dialectique pour avoir éclairé le plus possible le problème des conditions auxquelles les femmes sont confrontées, nous permettant de comprendre l'exploitation des femmes dans le cadre d'un système général d'exploitation. Le matérialisme dialectique définit la société

humaine non comme un fait naturel et immuable, mais comme l'exact opposé.

L'humanité ne se soumet pas passivement au pouvoir de la nature. Il prend le contrôle de ce pouvoir. Ce processus n'est ni interne ni subjectif. Elle se déroule objectivement dans la pratique, une fois que les femmes cessent d'être considérées comme de simples êtres sexuels, une fois que nous regardons au-delà de leurs fonctions biologiques et que nous prenons conscience de leur poids en tant que force sociale active. De plus, la conscience que la femme a d'elle-même n'est pas seulement le produit de sa sexualité. Il reflète sa position déterminée par la structure économique de la société, qui à son tour exprime le niveau atteint par l'humanité dans le développement technologique et les relations entre les classes.

L'importance du matérialisme dialectique réside dans le dépassement des limites inhérentes à la biologie, en rejetant les théories simplistes sur le fait que nous sommes esclaves de la nature de notre espèce et, au contraire, en replaçant les faits dans leur contexte social et économique.

Depuis le début de l'histoire humaine, la maîtrise de la nature par l'homme n'a jamais été accomplie de ses seules mains. La main avec le pouce opposable est étendue par l'outil, ce qui augmente la puissance de la main. Ce ne sont donc pas seulement les attributs physiques - la musculature ou la capacité d'accoucher, par exemple - qui déterminent le statut inégal des hommes et des femmes. Ce n'est pas non plus le progrès technologique en tant que tel qui a institutionnalisé cette inégalité. Dans certains cas, dans certaines parties du globe, les femmes ont pu éliminer la différence physique qui les séparait des hommes.

C'est la transition d'une forme de société à une autre qui a servi à institutionnaliser l'inégalité des femmes. Cette inégalité a été produite par nos propres esprits et intelligence afin de développer une forme concrète de domination et d'exploitation. Les fonctions et rôles sociaux auxquels les femmes ont été reléguées depuis en sont le reflet vivant. Aujourd'hui, ses fonctions de procréation et l'obligation sociale de se conformer à des modèles d'élégance déterminés par les hommes empêchent toute femme qui voudrait développer une soi-disant musculature masculine.

Pendant des millénaires, du paléolithique à l'âge du bronze, les relations entre les sexes ont été, de l'avis des paléontologues les plus habiles, de caractère positif et complémentaire. C'était donc pendant huit millénaires . Les relations étaient basées sur la collaboration et l'interaction, contrairement au patriarcat, où l'exclusion des femmes est une caractéristique généralisée de l'ère historique moderne.

Frederick Engels a non seulement retracé l'évolution de la technologie mais aussi de l'esclavage historique des femmes, né avec l'arrivée de la propriété privée, du fait du passage d'un mode de production à un autre, et d'une forme d'organisation sociale à une autre. .

Avec le travail intensif requis pour défricher les forêts, cultiver les champs et utiliser au mieux les ressources naturelles, une division du travail s'est développée. L'égoïsme, la paresse, la recherche de la solution de facilité - en bref, en tirer le maximum avec le moins d'effort - ont émergé des profondeurs de l'esprit humain et sont devenus des principes.

La tendresse protectrice des femmes envers la famille et le clan est devenue un piège qui la livrait à la domination du

mâle. L'innocence et la générosité sont victimes de la tromperie et des motifs vils. L'amour était tourné en dérision. La dignité était ternie. Tous les sentiments authentiques ont été transformés en objets de troc. A partir de ce moment, l'hospitalité et le désir de partage des femmes ont succombé à la supercherie des trompeurs.

Th Ough conscient de cette tromperie qui leur imposait une part inégale des charges, les femmes ont suivi les hommes afin de soigner et élever tout ce qu'ils aimaient. De leur côté, les hommes exploitaient jusqu'au bout le grand sacrifice de la femme. Plus tard, cette graine d' exploitation criminelle a créé de terribles impératifs sociaux, allant bien au-delà des concessions conscientes faites par les femmes, historiquement trahies.

L'humanité a connu l'esclavage pour la première fois avec l'avènement de la propriété privée. L'homme, maître de ses esclaves et de la langue , devint également propriétaire de la femme. Ce fut la grande défaite historique du sexe féminin. Il s'est produit avec le bouleversement de la division du travail, résultat de nouveaux modes de production et d'une révolution des moyens de production.

De cette manière, le droit paternel a remplacé le droit maternel. La propriété était maintenant transmise de père en fils, plutôt qu'auparavant de la femme à son clan. La famille patriarcale fait son apparition, fondée sur la propriété exclusive et personnelle du père devenu chef de famille. Au sein de cette famille, la femme était opprimée. Régnant en maître, l'homme satisfait ses caprices sexuels en s'accouplant avec ses esclaves ou concubines. Les femmes sont devenues son butin, sa conquête du commerce. Il profite de leur force

de travail et se rassasie de la myriade de plaisirs qu'ils lui procurent.

De leur côté, dès que les maîtres leur en ont donné la chance, les femmes se vengent dans l'infidélité. L'adultère devint ainsi la contrepartie naturelle du mariage. C'était le seul moyen de défense de la femme contre la rancune domestique dont elle était soumise. Son oppression sociale était le reflet direct de son oppression économique.

Face à ce cycle de violence, les inégalités ne peuvent être supprimées qu'en créant une nouvelle société, où les hommes et les femmes jouissent de droits égaux, résultant d'un bouleversement des moyens de production ainsi que de toutes les relations sociales. Autrement dit, le sort des femmes ne s'améliorera qu'avec l'élimination du système qui les exploite.

En fait, à travers les âges et partout où le patriarcat a triomphé, il y a eu un parallèle étroit entre l'exploitation de classe et l'oppression des femmes. Bien sûr, il y a eu des périodes plus claires où les femmes, prêtresses ou guerrières, ont éclaté de leurs chaînes oppressives. Mais les traits essentiels de son asservissement ont survécu et se sont consolidés, tant dans l'activité quotidienne que dans la répression intellectuelle et morale. Son statut bouleversé par la propriété privée, bannie d'elle-même, reléguée au rôle d'élèveuse et de servante, écrite hors de l'histoire par la philosophie (Aristote, Pythagoras, et autres) et les religions les plus enracinées, dépouillées de toute valeur par la mythologie, la femme partageait le sort d'une esclave, qui dans la société esclavagiste n'était rien de plus qu'une bête de somme à visage humain.

Il n'est donc pas surprenant que, dans sa phase ascendante, le système capitaliste, pour lequel les êtres humains ne sont que si nombreux, soit le système économique qui a exploité les femmes le plus cyniquement et avec le plus de sophistication. Ainsi, nous dit-on, les fabricants de l'époque n'employaient que des femmes sur leurs métiers à tisser mécanisés. Ils ont donné la préférence aux femmes mariées et, parmi elles, à celles qui ont une famille à la maison pour subvenir aux besoins. Ces femmes accordaient plus d'attention à leur travail que les femmes célibataires et étaient plus dociles. Ils n'avaient pas d'autre choix que de travailler jusqu'au point d'épuisement pour gagner la moindre subsistance de leur famille.

De cette manière, les attributs particuliers de la femme sont utilisés contre elle, et toutes les qualités les plus morales et les plus délicates de sa nature deviennent le moyen par lequel elle est asservie. Sa tendresse, son amour pour sa famille, le soin méticuleux qu'elle apporte à son travail - tout cela est utilisé contre elle, car elle se protège de tout défaut qu'elle pourrait avoir.

Ainsi, à travers les âges et dans les différents types de société, les femmes ont subi un triste sort, dans une position d'infériorité continuellement renforcée par rapport aux hommes. Bien que l'inégalité se soit exprimée de manières multiples et variées, elle a continué d'exister.

Dans la société esclavagiste, l'esclave mâle était considéré comme un animal, un moyen de production de biens et de services. La femme, quel que soit son rang social, était écrasée au sein de sa propre classe et en dehors de cette classe. C'était le cas même pour les femmes appartenant aux classes exploiteuses. Dans la société féodale, les femmes

étaient maintenues dans un état de dépendance absolue vis-à-vis des hommes, justifiée par leur prétendue faiblesse physique et psychologique. Souvent considérées comme un objet souillé et un principal agent d'indiscrétion, les femmes, à quelques rares exceptions près, sont tenues à l'écart des lieux de culte. Dans la société capitaliste, la femme, déjà moralement et socialement perçue, est également subjuguée économiquement. Gardée par l'homme si elle ne travaille pas, elle reste sous la domination d'un homme même lorsqu'elle travaille elle-même à mort. Nous ne pourrons jamais broser un tableau adéquat de la misère dont souffrent les femmes, ni montrer trop fortement que les femmes partagent la misère des prolétaires dans leur ensemble.

LE CARACTÈRE SPÉCIFIQUE DE L'OPPRESSION DES FEMMES

Le sort de la femme est lié à celui du mâle exploité. Cette interdépendance découle de l'exploitation dont souffrent les hommes et les femmes, exploitation qui les lie historiquement. Cela ne doit cependant pas nous faire perdre de vue la réalité spécifique de la situation des femmes. Les conditions de leur vie sont déterminées par plus que des facteurs économiques et elles montrent que les femmes sont victimes d'une oppression spécifique. Le caractère spécifique de cette oppression ne peut pas être expliqué en assimilant différentes situations par des simplifications superficielles et enfantines.

Il est vrai que tant la femme que le travailleur masculin sont condamnés au silence par leur exploitation. Mais dans le système actuel, la femme du travailleur est également condamnée au silence par son mari-ouvrier. En d'autres

termes, en plus de l'exploitation de classe commune aux deux, les femmes doivent affronter un ensemble particulier de relations qui existent entre elles et les hommes, des relations de conflit et de violence qui utilisent les différences physiques comme prétexte.

Il est clair que la différence entre les sexes est une caractéristique de la société humaine. Il est également clair que cette différence détermine les relations particulières qui nous empêchent de considérer les femmes, même dans le cadre de la production économique, comme de simples travailleuses. Relations privilégiées, relations périlleuses - le résultat net est que la réalité des femmes constitue un problème permanent.

Le mâle utilise la nature complexe de ces relations comme excuse pour semer la confusion chez les femmes. Il profite de toute la perspicacité qu'offre l'exploitation de classe pour maintenir sa domination sur les femmes. C'est la même méthode utilisée ailleurs par les hommes pour régner sur d'autres hommes. Ils ont réussi à imposer l'idée que certains hommes, en vertu de leur origine familiale et de leur naissance, ou de droit divin, étaient supérieurs aux autres. C'était la base du système féodal. D'autres hommes ont réussi à asservir des peuples entiers de cette manière. Ils ont utilisé leurs origines, ou des arguments basés sur la couleur de leur peau, comme une justification prétendument scientifique pour régner sur ceux qui avaient la malchance d'avoir une peau d'une couleur différente. C'est la règle coloniale. C'est l'apartheid.

Il faut être très attentif à la situation des femmes car elle pousse les meilleures d'entre elles à parler d'une guerre des sexes, alors que ce que nous avons vraiment est une guerre

de groupes sociaux et de classes qu'il faudrait simplement mener ensemble, avec les hommes. et les femmes se complètent. Il faut dire franchement que c'est l'attitude des hommes qui rend possible une telle confusion. Cela ouvre la voie aux affirmations audacieuses du féminisme, dont certaines n'ont pas été sans valeur dans la lutte que les hommes et les femmes mènent contre l'oppression. Ce combat est celui que nous pouvons et gagnerons - si nous comprenons que nous avons besoin les uns des autres et que nous sommes complémentaires, et enfin, si nous comprenons que nous sommes condamnés à être complémentaires.

Pour le moment, nous n'avons d'autre choix que de reconnaître que le comportement masculin - fait de vanité, d'irresponsabilité, d'arrogance et de violence de toutes sortes envers les femmes - ne peut en aucun cas aboutir à une action coordonnée contre l'oppression des femmes. Que dire de ces attitudes, qui peuvent sombrer au niveau de la stupidité, et qui en réalité ne sont rien d'autre qu'une soupape de sécurité pour les hommes opprimés, qui, en brutalisant leurs femmes, espèrent retrouver une partie de la dignité humaine qui leur est refusée par le système d'exploitation. Cette stupidité masculine s'appelle sexisme ou machisme. Elle inclut l'appauvrissement moral et intellectuel de tous types, même l'impuissance physique (reconnue ou non), qui oblige souvent les femmes politiquement conscientes à considérer qu'il est de leur devoir de se battre sur deux fronts.

Pour se battre et gagner, les femmes doivent s'identifier aux couches et classes opprimées de la société - travailleurs, paysans et autres. Mais l'homme, aussi opprimé soit-il, a un autre être humain à opprimer: sa femme. Dire cela signifie,

sans aucun doute, affirmer un fait terrible. Lorsque nous parlons du système dégoûtant de l'apartheid, par exemple, nos pensées et nos émotions se tournent vers les Noirs exploités et opprimés. Mais on oublie, malheureusement, la femme noire qui doit endurer son mari - cet homme qui, armé de son livret, s'autorise toutes sortes d'escapades répréhensibles avant de rentrer chez la femme qui, souffrante et démunie, l'a attendu avec dignité. Nous devons également garder à l'esprit la femme blanche d'Afrique du Sud. Aristocratique, sans doute matériellement satisfaite, elle est malheureusement un outil pour le plaisir du man blanc lubrique. La seule chose que ces hommes peuvent faire pour oublier leurs crimes contre les Noirs est de se saouler follement et perversement à cause d'un comportement sexuel bestial.

De plus, les exemples d'hommes, bien que progressistes, qui vivent joyeusement dans l'adultère ne manquent pas, mais qui seraient prêts à assassiner leurs femmes au moindre soupçon d'infidélité. Beaucoup d'hommes au Burkina cherchent une soi-disant consolation dans les bras de prostituées et de maîtresses de toutes sortes. Sans parler des maris irresponsables dont le salaire ne sert qu'à garder les maîtresses et à enrichir les bars.

Et que dire de ces petits hommes, eux aussi progressistes, qui se réunissent et parlent obscurément des femmes dont ils ont profité. Ils croient ainsi pouvoir se mesurer aux autres hommes et même humilier certains d'entre eux, en séduisant les femmes mariées. En réalité, ces hommes sont pitoyables et insignifiants. Elles n'entreraient même pas dans notre discussion sans le fait que leur comportement criminel mine

le moral et la vertu de nombreuses femmes de grand mérite, qui auraient été très utiles à notre révolution.

Et puis il y a ces militants plus ou moins révolutionnaires - beaucoup moins révolutionnaires que d'autres - qui n'acceptent pas que leurs femmes soient politiquement actives; ou qui leur permettent d'être actifs de jour et de jour seulement; ou qui ont battu leurs femmes parce qu'elles sont allées à une réunion ou à une manifestation le soir. Oh, ces hommes méfiants et jaloux! Quelle étroitesse d'esprit! Et quel engagement limité et partiel! Car n'est-ce que la nuit qu'une femme déçue et déterminée peut tromper son mari? Et quel type d'engagement politique s'attend-il à ce que l'activité politique cesse à la tombée de la nuit, ne reprenne qu'à l'aube?

Et enfin, que faire des remarques sur les femmes faites par toutes sortes de militants, les plus révolutionnaires les uns des autres. Des propos tels que «les femmes sont méprisablement matérialistes», «profiteuses», «acteurs», «menteurs», «commérages», «intrigants», «jaloux», etc.? Peut-être que tout cela est vrai pour les femmes. Mais c'est certainement également vrai pour les hommes.

Notre société pourrait-elle être moins perverse que celle-ci lorsqu'elle impose systématiquement un fardeau aux femmes, les éloigne de tout ce qui est supposé être grave et important, et les exclut de tout autre que les activités les plus mesquines et les plus mineures?

Quand tu es condamnée, comme les femmes, à attendre ton maître de mari pour le nourrir et recevoir sa permission de parler et de vivre, de quoi as-tu d'autre pour t'occuper et te donner au moins l'illusion de être utile ou important autre que des regards significatifs, des potins, des bavardages, des

querelles, des regards furtifs et envieux, suivis de commentaires malveillants sur le désir des autres d'être stylés et sur leur vie privée? Les mêmes attitudes se retrouvent chez les hommes placés dans la même situation.

Une autre chose que nous disons à propos des femmes est que, malheureusement, elles sont foutues. Nous les appelons même des cerveaux d'oiseaux. Mais il ne faut jamais oublier que la vie d'une femme est prise, voire tourmentée, par un conjoint inconstant, un mari infidèle et irresponsable, et par ses enfants et leurs problèmes. Épuisée en prenant soin de toute la famille, comment ne pas avoir des yeux hagards qui reflètent la distraction et la distraction. Pour elle, l'oubli devient un antidote à la douleur, un soulagement de la dureté de son existence, un élément vital de l'autoconservation.

Mais il y a aussi des hommes oublieux - un peu d'entre eux. Certains à cause de la boisson ou de la drogue, d'autres en se livrant à divers types de perversité tout en courant dans la vie. Cependant, personne ne dit jamais que ces hommes sont oublieux. Quelle vanité! Quelle banalité! Les banalités dans lesquelles les hommes se délectent et qui démontrent les bienfaits du monde masculin. Parce que dans une société d'exploitation, le monde masculin a besoin de femmes prostituées. Les femmes qui sont souillées et, après avoir été utilisées, sont sacrifiées sur l'autel de la prospérité d'un système bâti sur le mensonge et le pillage - ce sont surtout des boucs émissaires.

La prostitution n'est rien d'autre que le microcosme d'une société où l'exploitation est une règle générale. C'est un symbole du mépris que les hommes ont pour les femmes. Et pourtant cette femme n'est autre que la figure douloureuse

de la mère, de la sœur ou de l'épouse d'autres hommes, donc de chacun de nous. En dernière analyse, la prostitution reflète le mépris inconscient que nous avons pour nous-mêmes. Il ne peut y avoir de prostituées que tant qu'il y a des «prostituées» et des proxénètes.

Qui va voir des prostituées?

Premièrement, il y a les maris qui engagent leurs femmes à la chasteté tout en soulageant leur dépravation et leur débauche sur la prostituée. Cela leur permet de traiter leurs femmes avec un respect apparent, tout en révélant leur vraie nature au sein de la dame du soi-disant plaisir. Ainsi, sur le plan moral, la prostitution devient la contrepartie du mariage. La tradition, les coutumes, la religion et les doctrines morales semblent n'avoir aucune difficulté à s'y adapter. C'est ce que veulent dire nos pères d'église lorsqu'ils expliquent que «les égouts sont nécessaires pour assurer la propreté du palais».

Ensuite, il y a les chercheurs de plaisir impénitents et intempérants qui ont peur d'assumer la responsabilité d'un foyer avec ses hauts et ses bas, et qui fuient la responsabilité morale et matérielle de la paternité. Ils exploitent donc un bordel discrètement situé comme un trésor de liaisons sans conséquences.

Il y a aussi le groupe d'hommes qui, au moins publiquement et en «bonne» compagnie, soumettent les femmes à des attaques publiques vicieuses. Soit à cause d'une certaine déception de ne pas avoir la force de caractère à surmonter, perdant ainsi confiance en toutes les femmes, qui sont alors devenues des «outils du diable». Ou bien par hypocrisie, proclamant trop souvent et catégoriquement leur mépris pour le sexe féminin, mépris qu'ils s'efforcent d'assumer aux

yeux de la société, dont ils forcent l'admiration sous de faux prétextes. Tous ces hommes se retrouvent nuit après nuit dans des bordels jusqu'à ce que, parfois, leur hypocrisie soit découverte.

Ensuite, il y a la faiblesse de l'homme qui recherche un arrangement polyandrique. Loin de nous l'idée de porter un jugement de valeur sur la polyandrie, forme dominante des relations entre hommes et femmes dans certaines sociétés. Ce que nous dénonçons ici, ce sont les troupes de gigolos oisifs et à la recherche d'argent, abondamment servis par de riches dames.

Dans ce même système, la prostitution peut, économiquement parlant, inclure à la fois la prostituée et la femme mariée «à l'esprit matérialiste». La seule différence entre la femme qui vend son corps par la prostitution et celle qui se vend en mariage est le prix et la durée du contrat.

Ainsi, en tolérant l'existence de la prostitution, nous abaïssons toutes nos femmes au même niveau, qu'elles soient prostituées ou épouse. La seule différence entre les deux est que l'épouse légale, bien qu'encore opprimée, bénéficie au moins du cachet de respectabilité que confère le mariage. Quant à la prostituée, il ne lui reste plus que la valeur d'échange de son corps, valeur qui fluctue en fonction de ce qu'il y a dans le portefeuille de l'homme chauvin.

N'est-elle pas juste un objet, prenant plus ou moins de valeur au fur et à mesure que ses charmes s'estompent? N'est-elle pas régie par la loi de l'offre et de la demande? La prostitution est un résumé concentré, tragique et douloureux de l'esclavage féminin sous toutes ses formes.

Nous devrions donc voir dans chaque prostituée un doigt accusateur pointant vers la société dans son ensemble. Chaque proxénète, chaque partenaire de prostitution, tourne le couteau dans cette plaie purulente et béante qui défigure le monde de l'homme et conduit à sa ruine. En luttant contre la prostitution, en tendant la main à la prostituée, nous sauvons nos mères, nos sœurs et nos épouses de cette lèpre sociale. Nous nous sauvons. Nous sauvons le monde.

LA RÉALITÉ DES FEMMES AU BURKINA FASO

Alors que la société voit la naissance d'un garçon comme un «cadeau de Dieu», la naissance d'une fille est saluée comme un acte du destin, ou au mieux, un cadeau qui peut être utilisé pour produire de la nourriture et perpétuer la race humaine.

Le petit mâle apprendra à vouloir et à obtenir, à parler et à être servi, à désirer et à prendre, à décider par lui-même. La future femme, cependant, est traitée coup après coup par une société qui, à l'unanimité, comme un seul homme - et «comme un seul homme» est le terme approprié - enfonce dans sa tête des normes qui ne mènent nulle part. Une camisole de force psychologique appelée vertu produit en elle un esprit d'aliénation personnelle. Le souci d'être protégé est nourri dans l'esprit de l'enfant, l'inclinant à rechercher la supervision d'un protecteur ou à négocier un mariage. Quelle monstrueuse fraude mentale!

Et donc cet enfant ne connaît pas d'enfance. Dès l'âge de trois ans, elle doit répondre aux exigences de son rôle dans la vie: *servir et être utile*. Tandis que son frère de quatre ou cinq ou six ans jouera jusqu'à ce qu'il tombe d'épuisement ou

d'ennui, elle entrera , avec peu de cérémonie, dans le processus de production. Elle a déjà un métier: assistante ménagère. C'est bien sûr un poste non rémunéré, car n'est-il pas généralement dit qu'une femme au foyer «ne fait rien»? N'écrit-on pas «femme au foyer» sur les cartes d'identité des femmes qui n'ont pas de moi, c'est-à-dire qu'elles n'ont pas de travail? Qu'ils «ne fonctionnent pas»? Avec l'aide de la tradition et de la soumission obligatoire, nos sœurs grandissent de plus en plus dépendantes, de plus en plus dominées, de plus en plus exploitées, et avec de moins en moins de loisirs ou de temps libre.

Alors que la route du jeune homme comprend des opportunités de s'épanouir et de prendre en charge sa vie, à chaque nouvelle étape de la vie de la jeune fille, la camisole de force sociale est resserrée autour d'elle. Elle paiera un lourd tribut pour être née femme. Et elle le paiera tout au long de sa vie, jusqu'à ce que le poids de son labeur et les effets - physiques et mentaux - de son altruisme la conduisent au jour du repos éternel. Elle est un instrument de production aux côtés de sa mère qui, à partir de ce moment, est déjà plus une patronne qu'une mère. Elle ne restera jamais inactive, ni ne sera laissée seule à ses jeux et jouets comme son frère.

Quelle que soit la direction dans laquelle nous nous tournons - depuis le plateau central du nord-est, dominé par des sociétés où le pouvoir est fortement centralisé; à l'ouest , où les compétences des communautés villageoises sont décentralisées; ou au sud-ouest, la terre des communautés dites segmentaires - l'organisation sociale traditionnelle a au moins un point commun: la subordination des femmes. Dans

nos 8 000 villages, sur nos 600 000 parcelles de terre, et dans nos millions de ménages et plus, sur la question des femmes, nous pouvons voir des approches identiques ou similaires. D'un bout à l'autre du pays, la cohésion sociale telle que définie par les hommes passe par la soumission des femmes et la subordination des jeunes.

Notre société - encore trop primitivement agraire, patriarcale et polygame - fait de la femme un objet d'exploitation pour sa force de travail et de consommation pour sa capacité biologique de reproduction.

Comment la femme parvient-elle à vivre cette double identité particulière, qui en fait le lien vital qui unit toute la famille, le lien dont la présence et l'attention garantissent l'unité fondamentale de la famille, tout en garantissant qu'elle sera marginalisée et ignorée? La femme mène en effet une double existence, la profondeur de son ostracisme social n'ayant d'égal que son endurance stoïque. Pour vivre en harmonie avec la société de l'homme, pour se conformer aux exigences des hommes, elle se résigne à un effacement avilissant, elle se sacrifie.

Femme - source de vie, mais objet. Mère, mais domestique servile. Nourrisseur, mais trophée. Exploité dans les champs et à la maison, mais jouant le rôle d'un extra sans visage et sans voix. Le pivot, le maillon, mais enchaîné. Ombre féminine de l'ombre masculine.

La femme est le pilier du bien-être familial, la sage-femme, la blanchisseuse, la femme de ménage, la cuisinière, la coureuse de courses, la matrone, la fermière, la guérisseuse, le jardinier, le moulin, la vendeuse, l'ouvrière. Elle travaille avec des outils obsolètes, consacrant des centaines de milliers d'heures à un niveau de production épouvantable.

Nos sœurs, combattant comme elles le sont sur les quatre fronts de notre guerre contre la maladie, la faim, la pauvreté et la dégénérescence, ressentent la pression de changements sur lesquels elles n'ont aucun contrôle. Pour chacun des 800 000 hommes qui émigrent, une femme assume une charge supplémentaire. Les deux millions d'hommes burkinabè qui vivent à l'extérieur du pays aggravent ainsi le déséquilibre du sex-ratio qui place les femmes aujourd'hui à 51,7% de la population totale, soit 52,1% de la population résidente qui fait potentiellement partie de la population active. ⁷⁶

Trop occupée pour accorder l'attention nécessaire à ses enfants, trop épuisée pour penser à elle-même, la femme continue de s'esclencher - roue de la fortune, roue de friction, roue motrice, roue libre, grande roue. Brisées sur la roue et intimidées, les femmes, nos sœurs et nos épouses, paient pour avoir créé la vie. Relégués socialement à la troisième place, après l'homme et l'enfant, ils paient pour le maintien de la vie. Ici aussi, un tiers-monde est arbitrairement retenu pour être dominé, pour être exploité.

Soumise, la femme passe d'un gardien protecteur qui l'exploite à celui qui la domine et l'exploite encore plus. Elle est la première à travailler et la dernière à se reposer. Elle est la première à aller chercher de l'eau et du bois, d'abord au feu, mais la dernière à éteindre sa soif. Elle ne peut manger que s'il reste de la nourriture et seulement après l'homme. Elle est la clé de voûte de la famille, portant la famille et la société sur ses épaules, dans ses mains et dans son ventre. En retour, elle est payée avec une idéologie oppressive et pro-naissance, des tabous et des restrictions alimentaires, le surmenage, la malnutrition, les grossesses dangereuses, la dépersonnalisation et

d'innombrables autres maux qui font des décès maternels l'un des défauts les plus intolérables, indescriptibles et honteux de notre société. .

Compte tenu de son fondement d'aliénation, l'intrusion de prédateurs venus de loin favorise l'isolement des femmes, rendant leur condition encore plus précaire. L'euphorie de l'indépendance a laissé les femmes derrière elles dans un lit d'espoirs déçus. Contraints à des discussions séparées, absents des décisions, vulnérables (et donc première victime), ils sont restés à la merci de la famille et de la société. Le capital et la bureaucratie se sont unis pour maintenir les femmes soumises. L'impérialisme a fait le reste.

Seulement deux fois moins susceptibles que les hommes de fréquenter l'école, les femmes sont analphabètes à 99%, ont peu de formation dans les métiers, sont victimes de discrimination dans l'emploi, sont confinées aux pires emplois et sont les premières à être harcelées et licenciées. Pourtant accablées comme elles le sont par cent traditions et mille usages exc , les femmes n'ont cessé de s'élever pour relever défi après défi. Ils ont dû continuer, quel qu'en soit le prix, pour le bien de leurs enfants, de leur famille et de la société en général. A travers mille nuits sans aube.

Le capitalisme avait besoin de coton , de noix de karité et de sésame pour ses industries. Et c'étaient les femmes, c'étaient nos mères, qui en plus de toutes les tâches qu'elles accomplissaient déjà, se sont retrouvées responsables de la récolte de ces produits aussi. Dans les villes, où la civilisation est supposée être une force libératrice pour les femmes, elles se sont retrouvées à décorer des salons bourgeois, à vendre leur corps pour survivre ou à servir d'appât commercial dans la publicité.

Les femmes de la petite bourgeoisie des villes vivent sans doute mieux sur le plan matériel que les femmes des campagnes. Mais sont-ils vraiment plus libres, plus libérés, plus respectés ou plus responsables? Nous devons faire plus que poser des questions à cet égard. Nous devons fournir une voie à suivre.

De nombreux problèmes persistent encore, qu'il s'agisse des emplois, de l'accès à l'éducation, du statut de la femme dans les codes juridiques, ou même simplement au niveau de la vie quotidienne: la femme burkinabè reste celle qui vient après l'homme, plutôt qu'à ses côtés.

Les différents gouvernements néo-coloniaux en puissance au Burkina ne sont jamais allés au-delà d'une approche bourgeoise de l'émancipation des femmes, une approche qui n'offre qu'une illusion de liberté et de dignité. Quelques femmes petites-bourgeoises des villes se préoccupaient de la dernière mode de la politique féministe - plutôt du féminisme primitif - qui exigeait le droit de la femme à être masculine. Ainsi, la création du Ministère de la position des femmes dans la société, dirigé par une femme, a été présentée comme une victoire.

Mais la position des femmes dans la société a-t-elle été comprise? A-t-on compris que la position des femmes dans la société signifie la condition de 52% de la population burkinabè? A-t-on compris que cette condition était le produit de structures sociales, politiques et économiques et de conceptions arriérées dominantes? Et que la transformation de cette position ne pouvait donc pas être accomplie par un seul ministère, même dirigé par une femme?

C'était tellement vrai que les femmes burkinabè pouvaient clairement voir après plusieurs années d'existence de ce ministère que leur condition n'avait en rien changé. Et il ne pouvait en être autrement, étant donné que l'approche de la question de la libération des femmes qui a conduit à la création de ce ministère symbolique a refusé de reconnaître, montrer et prendre en compte les véritables causes de l'assujettissement et de l'exploitation des femmes. Il ne faut donc pas s'étonner que, malgré l'existence de ce ministère, la prostitution se développe, l'accès des femmes à l'éducation et à l'emploi ne s'améliore pas, leurs droits civils et politiques continuent d'être ignorés, et les conditions générales de leur vie en ville et à la campagne y de même amélioré pas un iota.

Bijou féminin, femme politique symbolique au gouvernement, tentatrice utilisée pour influencer les élections, robot femme dans la cuisine, femme frustrée par la soumission et les restrictions qui lui sont imposées malgré son ouverture d'esprit - partout où la femme se trouve dans le spectre de la douleur, que ce soit urbaine ou rurale, elle continue de souffrir.

Mais une seule nuit a placé les femmes au cœur de la résurgence de la famille et au centre de la solidarité nationale. L'aube qui a suivi la nuit du 4 août 1983 a apporté la liberté avec elle, nous appelant tous à marcher côte à côte dans l'égalité, en tant que peuple unique uni par la solidarité dans des buts communs. La révolution d'août a trouvé la femme burkinabè dans son état d'assujettissement, exploitée par une société néocoloniale profondément imprégnée de l'idéologie des forces sociales arriérées. La révolution se devait de rompre avec les politiques réactionnaires d'émancipation des femmes qui avaient été préconisées et

suivies jusque-là, en définissant clairement des politiques nouvelles, justes et révolutionnaires.

NOTRE RÉVOLUTION ET L'ÉMANCIPATION DES FEMMES

Le 2 octobre 1983, dans le discours d'orientation politique, le Conseil national de la révolution a clairement tracé l'axe principal de la lutte pour la libération des femmes. Il s'est engagé à travailler pour mobiliser, organiser et unifier toutes les forces actives de la nation, en particulier les femmes.

Le discours d'orientation politique avait ceci à dire spécifiquement en ce qui concerne les femmes: «Elles seront impliquées dans toutes les batailles que nous aurons à mener contre les diverses entraves de la société néocoloniale afin de construire une société nouvelle. Ils seront impliqués - à tous les niveaux dans la conception des projets, la prise de décisions et leur mise en œuvre - dans l'organisation de la vie de la nation dans son ensemble. Le but final de cette grande entreprise est de bâtir une société libre et prospère dans laquelle les femmes seront égales aux hommes dans tous les domaines.

Il n'y a pas de moyen plus clair de concevoir et d'expliquer la question des femmes et la lutte de libération qui nous attend. «La véritable émancipation des femmes en est une qui confie des responsabilités aux femmes, qui les implique dans des activités productives et dans les différents combats auxquels les gens sont confrontés. La véritable émancipation des femmes est celle qui oblige les hommes à donner leur respect et leur considération. »

Ce qui est clairement indiqué ici, camarades militants, c'est que la lutte pour la libération des femmes est avant tout votre lutte pour approfondir notre révolution démocratique

et populaire, une révolution qui vous accorde désormais le droit de parler et d'agir dans la construction d'une société de justice. et l'égalité, dans laquelle les hommes et les femmes ont les mêmes droits et responsabilités. La révolution démocratique et populaire a créé les conditions d'un tel combat. Il vous incombe désormais d'agir avec le plus grand sens des responsabilités en brisant toutes les chaînes et entraves qui asservissent les femmes dans des sociétés arriérées comme la nôtre et d'assumer votre part des responsabilités dans la lutte politique pour construire une société nouvelle au service. de l'Afrique et au service de toute l'humanité.

Dans les toutes premières heures de la révolution démocratique et populaire, nous avons dit: «L'émancipation, comme la liberté, n'est pas accordée, elle est vaincue. C'est aux femmes elles-mêmes de faire valoir leurs revendications et de se mobiliser pour les gagner. » De cette manière, notre révolution a non seulement posé le but à atteindre dans la lutte pour la libération des femmes, mais a également indiqué la voie à suivre et les méthodes à utiliser, ainsi que les principaux protagonistes de cette bataille.

Nous travaillons maintenant ensemble, hommes et femmes, depuis quatre ans pour réussir et nous rapprocher de notre objectif final. Nous devons être conscients des batailles qui ont été menées, des succès obtenus, des revers qui ont été subis et des difficultés rencontrées. Cela nous aidera à préparer et à diriger les luttes futures.

Quel travail la révolution démocratique et populaire a-t-elle accompli en ce qui concerne l'émancipation des femmes? Quels sont les points forts, les points faibles?

L'un des principaux acquis de notre révolution dans la lutte pour l'émancipation des femmes a été, sans aucun doute, la création de l'Union des femmes du Burkina [UFB]. La création de cette organisation constitue un gain majeur car elle a donné aux femmes de notre pays un cadre et des outils solides pour mener un combat réussi. La création de l'UFB représente une grande victoire car elle permet de mobiliser toutes les militantes autour d'objectifs bien définis et justes dans la lutte pour la libération, sous la houlette du Conseil National de la Révolution.

L'UFB est l'organisation de femmes militantes et sérieuses qui sont déterminées à travailler pour le changement, à se battre pour gagner, à tomber à plusieurs reprises, mais à se remettre sur pied à chaque fois et à avancer sans reculer. Telle est la nouvelle prise de conscience qui a pris racine chez les femmes du Burkina, et nous devrions tous en être fiers. Camarades militantes, l'Union des femmes du Burkina est votre organisation de combat. A vous de l'aiguiser davantage pour que sa lame coupe plus profondément, vous apportant de plus en plus de victoires.

Les différentes initiatives d'émancipation des femmes que le gouvernement a pu prendre en charge un peu plus de trois ans sont certainement insuffisantes. Mais ils ont permis de franchir certaines étapes, au point que notre pays peut aujourd'hui se présenter comme étant à l'avant-garde de la bataille pour la libération des femmes. Nos femmes participent de plus en plus à la prise de décision et à l'exercice réel du pouvoir populaire. Les femmes du Burkina sont présentes partout dans le pays en construction. Ils font partie des projets - le Sourou [projet d'irrigation de la vallée],

la station Refore , les brigades de vaccination, les opérations «ville propre», la bataille pour le chemin de fer, etc.

Peu à peu, les femmes du Burkina se sont levées et se sont affirmées, démolissant dans le processus toutes les conceptions masculines-chauvines et arriérées de l' homme. Et cela continuera jusqu'à ce que les femmes soient présentes dans tout le tissu social et professionnel du Burkina. Depuis trois ans et demi, notre révolution a travaillé en permanence pour éliminer toutes les pratiques qui dégradent les femmes, telles que la prostitution et les problèmes connexes, comme le vagabondage et la délinquance juvénile féminine, les mariages forcés, l'excision et les conditions de vie particulièrement difficiles auxquelles les femmes sont confrontées.

En travaillant partout pour résoudre le problème de l'eau, en aidant à installer des moulins dans les villages, en vulgarisant les cuisinières améliorées, en créant des crèches populaires, en effectuant des vaccinations régulières et en encourageant une alimentation saine, abondante et variée, la révolution a sans aucun doute grandement contribué à améliorer la qualité de vie de la femme burkinabè. Les femmes, à leur tour, devraient s'engager à s'impliquer davantage dans la mise en pratique des slogans de la lutte contre l'impérialisme. Ils doivent être fermes dans la production et la consommation de produits burkinabè en affirmant toujours leur rôle d'acteurs économiques majeurs - à la fois en tant que producteurs et consommateurs de produits fabriqués localement.

Bien que la révolution d'août ait sans aucun doute fait beaucoup pour l'émancipation des femmes, cela est encore loin d'être suffisant. Il nous reste encore beaucoup à

faire. Pour mieux apprécier ce qui reste à faire, il faut être plus conscient des difficultés à surmonter. Il existe de nombreux obstacles et difficultés. En tête de liste se trouvent les problèmes d'analphabétisme et de faible conscience politique - tous deux intensifiés par l'influence démesurée que les forces de réaction exercent dans des sociétés arriérées comme la nôtre. Nous devons travailler avec persévérance pour surmonter ces deux principaux obstacles. Parce que tant que les femmes n'ont pas une appréciation claire de la nature juste de la bataille politique à mener et ne voient pas clairement comment la faire avancer, nous pouvons facilement arrêter de progresser et finalement reculer.

C'est pourquoi l'Union des femmes du Burkina doit être pleinement à la hauteur de son rôle. Les femmes de l'UFB devraient s'efforcer de surmonter leurs propres faiblesses et de rompre avec le genre de pratiques et de comportements traditionnellement considérés comme féminins - un comportement que nous voyons malheureusement souvent encore aujourd'hui dans les choses que beaucoup de femmes disent et dans leur manière d'agir. Je parle ici de toutes ces petites méchancetés comme la jalousie, l'exhibitionnisme, l'empressement inlassable, les critiques négatives et sans principes, la diffamation mutuelle, la subjectivité hypersensible, les rivalités, etc. Les femmes révolutionnaires devraient rejeter un tel comportement, qui est particulièrement prononcé chez les femmes petites-bourgeoises. Elle est susceptible de mettre en péril tout effort collectif, alors que la lutte pour la libération des femmes est précisément celle qui nécessite un effort organisé, et donc l'aide de toutes les femmes.

Ensemble, nous devons veiller collectivement à ce que les femmes conservent l'accès au travail. C'est un travail qui émancipe et libère les femmes en leur assurant une indépendance économique et un rôle social plus important, ainsi qu'une compréhension plus complète et plus précise du monde.

Notre vision des capacités économiques des femmes n'a rien de commun avec l'avidité grossière et le matérialisme grossier qui transforme certaines femmes en spéculatrices du marché ou en coffres-forts. Ce sont des femmes qui perdent toute dignité, toute maîtrise de soi et tous les principes dès qu'elles entendent le cliquetis des bijoux ou le froissement des billets de banque. Certains d'entre eux poussent malheureusement les hommes profondément dans la dette, voire vers le détournement de fonds et la corruption. Ces femmes sont comme une boue dangereuse, visqueuse et fétide, qui étouffe la ferveur révolutionnaire de leurs maris ou compagnons militants. Il y a eu de tristes cas où les flammes révolutionnaires se sont éteintes et où l'engagement du mari pour la cause du peuple a été abandonné au nom d'une femme égoïste, acariâtre, jalouse et envieuse.

L'éducation et l'émancipation économique, si elles ne sont pas bien comprises et canalisées dans une direction constructive, peuvent être une source de malheur pour la femme et donc pour la société dans son ensemble. La femme éduquée et économiquement indépendante est recherchée comme amante et épouse dans les bons moments et abandonnée dès que les mauvais temps arrivent. La société rend un jugement impitoyable sur le m. Une femme éduquée «a du mal à trouver un mari», dit-on. Une femme riche est suspecte. Ils sont tous condamnés à rester célibataires - ce

qui en soi ne poserait pas de problème si cela n'exprimait pas un ostracisme général de la part de toute la société directe contre des personnes, des victimes innocentes, qui ne comprennent pas leur «crime» ou leur «défaut», frustré car chaque jour étouffe leurs émotions, qui se transforment en humeurs amères et en hypocondrie. Pour de nombreuses femmes, la grande connaissance a été la cause du chagrin, et la grande fortune a engendré bien des malheurs.

La solution à ce paradoxe apparent réside dans la capacité de ces malheureuses femmes riches et éduquées à mettre leurs grandes connaissances et leurs richesses au service du peuple. En faisant cela, ils seront d'autant plus appréciés et admirés par les nombreuses personnes à qui ils auront apporté un peu de bonheur. Comment pourraient-ils se sentir seuls dans ces conditions? Comment pourraient-ils ne pas connaître l'épanouissement émotionnel lorsqu'ils ont pris leur amour pour eux-mêmes et pour eux-mêmes, et l'ont transformé en amour des autres et pour les autres?

Nos femmes ne doivent pas reculer devant les luttes multiformes qui conduisent une femme à se prendre pleinement et fièrement en charge, afin de découvrir le bonheur d'être elle-même, et non la femelle domestique du mâle. Aujourd'hui, beaucoup de nos femmes recherchent toujours la couverture protectrice d'un homme comme moyen le plus sûr de sortir de l'oppression du "Que diront les gens?" Ils se marient sans amour ni joie, juste pour servir un mâle grossier et morne qui est très éloigné de la vraie vie et des luttes du peuple. Assez souvent, les femmes exigent avec arrogance leur indépendance tout en demandant en même temps une protection, voire pire, d'être placées sous

le protectorat colonial d'un homme. Ils ne croient pas pouvoir vivre autrement.

Non! Nous devons redire à nos sœurs que le mariage, s'il n'apporte rien de positif à la société et ne leur apporte pas le bonheur, n'est pas indispensable et doit même être évité. Au contraire, montrons-leur nos nombreux exemples de pionnières audacieuses et intrépides, de femmes célibataires avec ou sans enfants, rayonnantes et épanouies, débordant de richesse et de disponibilité pour les autres - même enviées par les femmes mal mariées, à cause de la chaleur qu'elles génèrent. et le bonheur qu'ils tirent de leur liberté, de leur dignité et de leur volonté d'aider les autres.

Les femmes ont montré des preuves suffisantes de leur capacité à prendre soin de la famille et à élever des enfants - en bref, à être des membres responsables de la société - sans la tutelle oppressive d'un homme. Notre société est sûrement suffisamment avancée pour mettre fin à ce bannissement de la femme célibataire. En tant que révolutionnaires, nous devrions veiller à ce que le mariage soit un choix qui ajoute quelque chose de positif, et non une sorte de loterie où nous savons ce que nous coûte le billet, mais nous n'avons aucune idée de ce que nous finirons par gagner . Les sentiments humains sont trop nobles pour être soumis à de tels jeux.

Un autre problème réside sans doute dans l'attitude féodale, réactionnaire et passive de nombreux hommes qui, par leur comportement, continuent de retenir les choses. Ils n'ont pas l'intention de mettre en péril le contrôle total qu'ils exercent sur les femmes, que ce soit à la maison ou dans la société en général. Dans la bataille pour construire une société nouvelle, qui est une bataille révolutionnaire, la conduite de ces hommes les place du côté de la réaction et

de la contre-révolution. Car la révolution ne peut triompher sans l'émancipation authentique des femmes.

Alors, camarades militants, nous devons être très conscients de toutes ces difficultés pour mieux affronter les batailles à venir. Les femmes, comme les hommes, ont des qualités et des faiblesses - ce qui prouve sans aucun doute qu'elles sont égales aux hommes. Mettre délibérément l'accent sur les qualités des femmes ne signifie en aucun cas que nous en ayons une vision idéaliste. Nous cherchons simplement à identifier les qualités et les capacités que les hommes et la société ont toujours cachées afin de justifier leur exploitation et leur subjugation des femmes.

COMMENT NOUS NOUS ORGANISER POUR ACCÉLÉRER LA MARCHE AVANT L'ÉMANCIPATION?

Bien que nos ressources soient ridiculemement petites, nos objectifs sont ambitieux. La volonté d'aller de l'avant et notre ferme conviction ne suffisent pas à faire réussir notre pari. Nous devons rassembler nos forces - toutes nos forces - les organiser et les canaliser vers la victoire de notre lutte.

L'émancipation est un sujet de discussion dans notre pays depuis plus de deux décennies maintenant. Il y a eu beaucoup d'émotion. Aujourd'hui, nous devons aborder la question dans son contexte global. Nous devons éviter de nous soustraire à nos responsabilités, ce qui a conduit à un échec à amener toutes les forces dans la lutte et à faire de cette question cruciale de l'émancipation des femmes une question marginale. Nous devons également éviter de nous précipiter, laissant loin derrière ceux, en particulier les femmes, qui devraient être en première ligne.

Sur le plan gouvernemental, guidé par les directives du Conseil national de la Révolution, un plan d'action cohérent en faveur des femmes sera mis en œuvre. Tous les départements ministériels seront impliqués et chacun se verra confier des responsabilités à court et moyen terme. Loin d'être une liste de vœux pieux et d'autres expressions de pitié, ce plan d'action doit être un guide pour l'intensification de l'action révolutionnaire. C'est dans le feu de la lutte que sont remportées des victoires importantes et décisives.

Ce plan d'action doit être élaboré par nous et pour nous. Nos discussions démocratiques plus larges devraient aboutir à des résolutions audacieuses qui montrent clairement notre confiance dans les femmes. Que veulent les hommes et les femmes pour les femmes? C'est ce que nous inclurons dans notre plan d'action. Ce plan, en impliquant tous les départements ministériels, constituera une rupture nette avec l'approche de relégation de la question de l'égalité des femmes de côté, déchargeant les responsables qui, par leur activité quotidienne, auraient dû et auraient pu apporter une contribution significative solution pour résoudre ce problème.

Cette nouvelle approche multiforme de la question des femmes découle directement de notre analyse scientifique de ses origines, de ses causes et de son importance dans le cadre de nos projets pour une nouvelle société débarrassée de toutes les formes d'exploitation et d'oppression. Nous ne demandons à personne de rendre service aux femmes avec condescendance. Nous demandons, au nom de la révolution - dont le but est de donner et non de prendre - que justice soit faite aux femmes.

Désormais, l'activité de chaque ministère et du comité administratif de chaque ministère, en plus de l'évaluation globale habituelle que nous faisons, sera jugée en fonction de sa réussite dans la mise en œuvre de ce plan. À cette fin, nos analyses statistiques incluront nécessairement des actions bénéficiant ou préoccupant directement les femmes. La question de l'égalité des femmes doit être dans l'esprit de tous les décideurs, à tout moment, et dans toutes les différentes phases de conception et d'exécution des plans de développement. Concevoir un projet de développement sans la participation des femmes, c'est comme n'utiliser que quatre doigts quand on en a dix. C'est une invitation à l'échec.

Dans les ministères chargés de l'éducation, nous devons veiller tout particulièrement à ce que l'accès des femmes à l'éducation soit une réalité, car cette réalité constitue un pas qualitatif vers l'émancipation. Il est évident que partout où les femmes ont eu accès à l'éducation, leur marche vers l'égalité s'est accélérée. Sortir des ténèbres de l'ignorance permet aux femmes de s'approprier et d'utiliser les outils du savoir pour se mettre à la disposition de la société. Tous les concepts ridicules et arriérés qui soutiennent que seule l'éducation des hommes est importante et rentable, et que l'éducation des femmes est une extravagance, doivent disparaître au Burkina Faso.

Les parents doivent accorder la même attention aux progrès de leurs filles à l'école qu'à leurs fils, à leur fierté et à leur joie. Les filles ont prouvé qu'elles sont les égales des garçons à l'école, sinon simplement meilleures. Mais surtout, ils ont droit à l'éducation pour apprendre et savoir - pour être libres. Dans les futures campagnes d'alphabétisation, le taux

de participation des femmes devra être relevé pour correspondre à leur poids numérique dans la population. Ce serait une trop grande injustice de maintenir une partie aussi importante de la population - la moitié - dans l'ignorance.

Dans les ministères chargés du travail et de la justice, les textes doivent être constamment adaptés à la transformation que notre société traverse depuis le 4 août 1983, pour que l'égalité entre les hommes et les femmes soit une réalité tangible. Le nouveau code du travail, en cours d'élaboration et de débat, devrait exprimer à quel point notre peuple aspire à la justice sociale. Elle devrait marquer une étape importante dans le travail de destruction de l'appareil d'État néocolonial - un appareil de classe façonné et façonné par des régimes réactionnaires pour perpétuer le système qui opprimait les masses populaires, en particulier les femmes.

Comment pouvons-nous continuer à accepter qu'une femme faisant le même travail qu'un homme gagne moins? Pouvons-nous accepter le *lévirat*⁷⁷ et la dot, qui réduisent nos sœurs et mères à des biens communs à troquer? Il y a tellement de choses que les lois médiévales continuent d'imposer à notre peuple, aux femmes. Ce n'est que pour que justice soit enfin rendue.

Dans les ministères en charge de la culture et des affaires familiales, un accent particulier sera mis sur le développement d'une nouvelle mentalité dans les relations sociales, en étroite collaboration avec l'Union des femmes du Burkina. Les mères et les épouses de la révolution ont des contributions spécifiques et importantes à apporter dans le cadre des transformations révolutionnaires en cours. L'éducation des enfants, la gestion efficace du budget familial, la planification familiale, la forge d'un esprit de

famille, le patriotisme - autant d'attributs importants qui devraient effectivement contribuer à la birthe des valeurs morales révolutionnaires et à un style de vie anti-impérialiste, préludes à une nouvelle société.

À la maison, les femmes doivent veiller tout particulièrement à participer à l'amélioration de la qualité de vie. En tant que Burkinabè, bien vivre signifie bien manger et bien s'habiller en utilisant des produits burkinabè. Cela signifie maintenir un cadre de vie propre et agréable, car le cadre de vie a un grand impact sur les relations au sein de la famille. Vivre dans la misère produit des relations sordides. Regardez les porcs si vous ne me croyez pas.

La transformation des mentalités serait incomplète si la nouvelle femme devait vivre avec l'ancien genre d'homme. Où est le complexe de supériorité réelle des hommes plus pernicious, mais en même temps plus décisif, qu'au foyer - où la mère, coupable accomplie, enseigne à sa progéniture des règles sexistes et inégales? Les femmes perpétuent les complexes sexuels dès le début de l'éducation de l'enfant et la formation de son caractère.

D'ailleurs, à quoi serviraient nos efforts pour entraîner quelqu'un dans l'activité politique pendant la journée si ce novice se retrouvait avec une femme réactionnaire et démobilisante la nuit!

Et qu'en est-il des tâches ménagères fastidieuses et époustouflantes qui ont tendance à vous transformer en robot et à ne laisser ni temps ni énergie pour réfléchir! C'est pourquoi une action résolue doit être entreprise en direction des hommes et pour la mise en place d'un vaste réseau d'équipements sociaux tels que crèches, crèches et cafétérias. Cela permettrait aux femmes de participer plus

facilement au débat et à l'action révolutionnaires. Chaque enfant, qu'il soit éjecté comme l'échec de sa mère ou adoré comme fierté du père, devrait être une préoccupation pour la société dans son ensemble, chacun faisant l'objet de l'attention et de l'affection de la société. Les hommes et les femmes partageront désormais toutes les tâches à la maison.

Le plan d'action en faveur des femmes doit être un outil révolutionnaire de mobilisation générale de toutes les structures politiques et administratives dans l'effort de libération des femmes. Je le répète, camarades militants: avant de pouvoir correspondre aux besoins réels des femmes, ce plan doit faire l'objet d'une discussion démocratique à tous les niveaux des structures de l'UFB.

L'UFB est une organisation révolutionnaire. En tant que telle, c'est une école de démocratie populaire, régie par les principes organisationnels de la critique et de l'autocritique et du centralisme démocratique . Il entend se différencier de ces organisations où la mystification a prévalu sur des objectifs concrets. Mais une telle différenciation ne peut être efficace et permanente que si les camarades de l'UFB mènent une lutte résolue contre les faiblesses qui persistent malheureusement dans certains milieux féminins. Parce que nous ne parlons pas du tout ici de rassembler les femmes pour les apparences ou pour toute autre arrière-pensée électorale, démagogique ou autrement répréhensible.

Nous parlons de rassembler des femmes combattantes pour remporter des victoires. Il s'agit de se battre de manière organisée et sur la base d'une série d'activités décidées démocratiquement au sein de leurs comités, en tenant pleinement compte de l' autonomie organisationnelle propre à chaque structure révolutionnaire . Chaque fonctionnaire de

l'UFB doit avoir pleinement assimilé son rôle dans sa structure pour être efficace dans l'action. Cela nécessite que l'Union des femmes du Burkina mène de vastes campagnes d'éducation politique et idéologique de ses responsables, afin de renforcer les structures de l'UFB à tous les niveaux.

Camarades militants de l'UFB, votre syndicat - notre syndicat - doit participer pleinement à la lutte de classe aux côtés des masses populaires. Ces millions dont la conscience était dorée et qui ont maintenant été réveillés par l'avènement de la révolution représentent une force formidable. Le 4 août 1983, nous, Burkinabè, avons décidé de nous appuyer sur nos propres ressources, c'est-à-dire en grande partie sur les ressources que vous représentez les femmes. Pour être utile, vos énergies doivent être concentrées sur la lutte pour éliminer toutes les races d'exploiteurs et la domination économique de l'impérialisme. En tant que structure de mobilisation, l'UFB devra forger une conscience politique très développée parmi ses militants, afin qu'ils puissent prendre un engagement complètement révolutionnaire en menant les différentes actions initiées par le gouvernement pour améliorer la situation des femmes.

Camarades de l'UFB, seule la transformation révolutionnaire de notre société peut créer les conditions favorables à votre libération. Vous êtes dominé à la fois par l'impérialisme et par les hommes. Dans chaque mâle dort l'âme d'un seigneur féodal, d'un homme chauvin, qui doit être détruit. C'est pourquoi vous devez embrasser avec empressement les slogans révolutionnaires les plus avancés pour rendre votre libération réelle et avancer plus rapidement vers elle. C'est pourquoi le Conseil National de la

Révolution constate avec joie à quel point vous participez intensément aux grands projets nationaux de développement et vous encourage à soutenir toujours plus la révolution d'août, qui est avant tout la vôtre.

En participant massivement à ces projets, vous vous montrez d'autant plus dignes que, dans sa division du travail, la société a toujours cherché à vous reléguer aux tâches les moins importantes. Votre faiblesse physique apparente n'est rien de plus que le résultat des normes d'apparence et de mode que la société vous a imposées parce que vous êtes des femmes.

Au fur et à mesure que nous avançons, notre société doit rompre avec toutes ces conceptions féodales qui conduisent à ostraciser la femme célibataire, sans se rendre compte qu'il ne s'agit que d'une autre forme d'appropriation, qui décrète que chaque femme est la propriété d'un homme. C'est pourquoi les jeunes mères sont méprisées comme si elles étaient les seules responsables de leur situation, alors qu'il y a toujours un coupable impliqué. C'est ainsi que les femmes sans enfants sont opprimées en raison de croyances désuètes, lorsqu'il existe une explication scientifique de leur infertilité, que la science peut surmonter.

De plus, la société a imposé aux femmes des normes de beauté qui violent l'intégrité de leur corps, comme la circoncision féminine, les cicatrices, le limage des dents et le perçage des lèvres et du nez. Pratiquer ces normes de beauté a une valeur douteuse. Dans le cas de la circoncision féminine, elle peut même mettre en danger la capacité d'une femme à avoir des enfants et sa vie amoureuse. D'autres types de mutilations corporelles, bien que moins dangereuses, comme le perçage des oreilles et les

tatouages, n'en sont pas moins l'expression du conditionnement des femmes, imposé par la société si une femme veut trouver un mari. Camarades militants, vous prenez soin de vous pour gagner un mari. Vous percez vos oreilles et faites violence à votre corps pour être acceptable pour les hommes. Vous vous blessez pour que les hommes vous blessent encore plus!

Femmes, mes camarades d'armes, c'est à vous que je parle. Vous qui menez des vies misérables en ville comme en village.

Vous, à la campagne, qui vous affaissez sous le poids des différents fardeaux d' une exploitation ludique «justifiée» et «expliquée».

Vous, dans les villes, qui êtes soi-disant heureux, mais au fond de vous êtes misérables jour après jour, chargés de tâches. Parce que dès que vous vous levez, vous vous retournez devant votre armoire comme une toupie en vous demandant quoi porter. Pas pour être habillé et se protéger des éléments, mais pour plaire aux hommes. Parce que chaque jour, vous êtes censé - obligé de - plaire aux hommes.

Toi qui, quand il est temps de se reposer, as le regard triste de celui qui n'a pas le droit de se reposer.

Vous, qui êtes obligé de vous rationner , de faire preuve de retenue, de suivre un régime pour conserver une silhouette que les hommes voudront.

Toi qui la nuit, avant d'aller te coucher, te maquille, de ces nombreux produits que tu détestes tant - on le sait - mais dont le but est de cacher une ride indiscrete , un signe malheureux de l'âge toujours considéré comme ayant venir trop tôt, un âge qui a commencé à apparaître, ou une rondeur prématurée. Vous voilà - fait pour passer par un

rituel de deux heures chaque nuit pour préserver vos meilleurs attributs, seulement pour être mal entretenu par un mari inattentif. Et tout recommencer à l'aube.

Camarades militantes, hier dans des discours prononcés par la Direction de la mobilisation et de l'organisation des femmes, et conformément aux statuts généraux des CDR, le Secrétariat national des CDR a réussi à mettre en place des comités, sous-comités et sections de l'UFB. La Commission politique, en charge de l'organisation et de la planification, se chargera de compléter votre pyramide organisationnelle en mettant en place un comité exécutif national de l'UFB.

Nous n'avons pas besoin d'un appareil féminisé pour gérer bureaucratiquement la vie des femmes ou pour publier des déclarations sporadiques sur la vie des femmes par des fonctionnaires qui parlent bien. Ce dont nous avons besoin, ce sont des femmes qui se battront parce qu'elles savent que sans combat, l'ordre ancien ne sera pas détruit et qu'aucun nouvel ordre ne sera construit. Nous ne cherchons pas à organiser ce qui existe mais à le détruire et à le remplacer définitivement.

Le Comité exécutif national de l'UFB doit être composé de cadres convaincus et déterminés qui seront toujours disponibles, tant la tâche à entreprendre est grande. Et la lutte commence à la maison. Ces militants doivent être conscients qu'aux yeux des masses, ils représentent l'image de la femme révolutionnaire émancipée et doivent se conduire en conséquence.

Camarades militants, femmes et hommes: l'expérience nous montre de plus en plus qu'en changeant l'ordre classique des choses, seul le peuple organisé est capable d'exercer le pouvoir démocratiquement. Les principes de

base de ce changement - justice et égalité - permettent aux femmes de montrer que les sociétés ont tort de ne pas leur faire confiance tant sur le plan politique qu'économique. Les femmes, exerçant le pouvoir qu'elles ont saisi en tant que membre du peuple, sont en mesure de racheter toutes les femmes condamnées par l'histoire. Notre révolution a commencé à changer profondément et qualitativement notre société. Ce changement doit nécessairement prendre en compte les aspirations des femmes burkinabè.

Camarades, l'avenir exige que les femmes soient libérées, et l'avenir, partout, amène des révolutions. Si nous perdons le combat pour libérer les femmes, nous aurons perdu tout droit d'espérer une transformation positive et supérieure de notre société. Notre révolution n'aura alors plus de sens. C'est pour mener ce noble combat que nous sommes tous convoqués, hommes et femmes.

Laissons nos femmes passer en première ligne! Notre victoire finale dépend fondamentalement de leurs capacités, de leur sagesse dans la lutte, de leur détermination à gagner. Que chaque femme puisse amener un homme à atteindre la hauteur de ses possibilités. Et pour cela, que chaque femme puise dans son immense puits d'affection et d'amour, qu'elle trouve la force et le savoir-faire pour nous encourager quand nous avançons et pour refaire le plein d'énergie lorsque nous montrons des signes d'affaiblissement. Que chaque femme conseille un homme, que chaque femme soit la mère de chaque homme! C'est vous qui nous avez mis au monde, qui nous avez éduqués et fait de nous des hommes.

Que chaque femme - vous qui nous avez guidés là où nous en sommes aujourd'hui - continue à jouer le rôle de mère et de

guide. Que deux hommes se souviennent de ce dont ils sont capables. Que chaque femme se souviene qu'elle est le centre de la terre. Que chaque femme se souviene qu'elle vit dans le monde et pour le monde. Que chaque femme se souviene que la première à pleurer pour un homme est une femme. On dit, et vous vous en souviendrez , camarades, qu'au moment de la mort, chaque homme crie le nom d'une femme - sa mère, sa sœur ou sa compagne - avec son dernier souffle.

Les femmes ont besoin des hommes pour gagner. Et les hommes ont besoin de victoires féminines pour gagner. Aux côtés de chaque homme, camarades, il y a toujours une femme. La main de la femme qui berçait l'enfant de l'homme bercera le monde entier. Nos mères nous ont donné la vie. Nos femmes donnent naissance à nos enfants, les nourrissent au sein, les élèvent et en font des êtres responsables. Les femmes assurent la continuité de notre peuple. Les femmes assurent le destin de l'humanité. Les femmes assurent que notre travail ira de l'avant. Les femmes assurent ainsi la fierté de chaque homme.

Mères, sœurs, compagnons:

Il ne peut y avoir d'homme fier sans une femme à ses côtés. Chaque homme fier , chaque homme fort tire son énergie d'une femme. La source infinie de virilité est la féminité. La source sans fin, la clé des victoires est toujours entre les mains d'une femme. C'est aux côtés d'une femme, d'une sœur ou d'un compagnon que chacun de nous trouve un sursaut d'honneur et de dignité.

C'est toujours aux côtés d'une femme que chacun de nous revient pour trouver la consolation, le courage et l'inspiration pour oser retourner au combat, pour recevoir les conseils qui

tempéreront notre imprudence ou quelque irresponsabilité présomptueuse . C'est toujours aux côtés d'une femme que l'on redevient homme, et chaque homme est un enfant pour chaque femme.

Celui qui n'aime pas les femmes, qui ne respecte pas les femmes, qui n'honore pas les femmes, méprise sa propre mère. Ainsi, celui qui méprise les femmes méprise et détruit le lieu même d'où il vient. Autrement dit, étant sorti du ventre généreux d'une femme, il se tue parce qu'il croit qu'il n'a pas le droit d'exister. Camarades, malheur à celui qui méprise les femmes! Il en va de même pour tous les hommes, ici et ailleurs, pour tous les hommes de toute condition sociale, de quelque hutte d'où ils viennent, qui méprisent les femmes, qui ne savent pas et oublient ce que sont les femmes: «Vous avez frappé une rocheux. Vous avez délogé un rocher. Vous serez écrasé. ⁷⁸

Camarades, aucune révolution - à commencer par la nôtre - ne triomphera tant que les femmes ne seront pas libres. Notre lutte, notre révolution seront incomplètes tant que nous comprendrons la libération comme signifiant essentiellement celle des hommes. Après la libération du prolétariat, il reste la libération des femmes.

Camarades, chaque femme est la mère d'un homme. Je ne présumerais pas, en tant qu'homme et en tant que fils, de donner des conseils à une femme ou d'indiquer quelle route elle doit prendre. Ce serait comme donner des conseils à sa propre mère. Mais nous savons maintenant aussi que par indulgence et affection, une mère écoute son fils, malgré ses caprices, ses rêves et sa vanité. Et c'est ce qui me console et me permet de m'adresser à vous ici. C'est pourquoi, camarades, nous avons besoin de vous pour parvenir à

notre véritable libération à tous. Je sais que vous trouverez toujours la force et le temps de nous aider à sauver notre société.

Camarades, il n'y a pas de véritable révolution sociale sans la libération des femmes. Que mes yeux ne voient jamais et que mes pieds ne m'emmènent jamais dans une société où la moitié des gens sont tenus en silence. J'entends le rugissement du silence des femmes. Je sens le grondement de leur tempête et la fureur de leur révolte. J'attends et j'espère l'éruption féconde de la révolution par laquelle ils transmettront la force et la justice rigoureuse issues de leurs entrailles opprimées.

Camarades, impatients de conquérir
l'avenir. L'avenir est révolutionnaire.

L'avenir appartient à ceux qui luttent.

Patrie ou mort, nous gagnerons!

Un front uni contre la dette

(À la Conférence de l'Organisation de l'unité africaine, Addis-Abeba, 29 juillet 1987)

Ce discours a été prononcé à Addis-Abeba, en Éthiopie, lors de la vingt-cinquième conférence des États membres de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). Kenneth Kaunda, président de la Zambie, a présidé la session. Le texte du discours de Sankara a été publié à Paris en février 1989 dans le magazine Coumbite .

Monsieur le Président; Chefs de délégation:

Je voudrais en ce moment que nous abordions l'autre question qui nous tourmente, la question de la dette, la question de la situation économique de l'Afrique. Autant que la paix, résoudre ce problème est une condition importante de notre survie. C'est pourquoi j'ai pensé que je devrais vous imposer quelques minutes supplémentaires pour que nous puissions en parler.

Le Burkina Faso voudrait commencer par exprimer sa crainte. La crainte qu'au fur et à mesure des rassemblements successifs de l'OUA, ils se ressemblent tous, mais il y a de moins en moins de participation financière dans ce que nous faisons.

Monsieur le Président:

Combien de chefs d'Etat sont présents ici, après avoir été dûment invités à venir discuter de l'Afrique, en Afrique ? ⁷⁹ Monsieur le Président:

Combien de chefs d'État sont prêts à se précipiter à Paris, Londres ou Washington lorsqu'ils sont convoqués à des réunions là-bas, mais ne sont pas en mesure d'assister à une réunion ici à Addis-Abeba, en Afrique? C'est très important. [*Applaudissements*] Je sais que certains ont des raisons valables de ne pas être présents. C'est pourquoi je voudrais proposer, Monsieur le Président, que nous établissions un barème de sanctions pour les chefs d'État qui ne répondent pas à une invitation à y assister. Faisons en sorte qu'avec un certain nombre de points pour un bon comportement, ceux qui viennent régulièrement - comme nous, par exemple [*Rires*] - puissent être soutenus pour certains de leurs projets. Par exemple, les propositions que nous soumettons à la Banque africaine de développement seraient affectées par un coefficient

d'africanité. [*Applaudissements*] Le moins africain serait pénalisé. Si nous faisons cela, tout le monde viendrait aux réunions.

Je voudrais vous dire, Monsieur le Président, que la question de la dette est une question que nous ne pouvons pas perdre de vue. Vous en savez vous-même quelque chose dans votre propre pays, où vous avez dû prendre des décisions courageuses, même risquées - des étapes qui semblent complètement en décalage avec votre âge et vos cheveux blancs. [*Rires*] Son Excellence le Président Habib Bourguiba, qui n'est pas venu mais nous a envoyé un message important, a donné un autre exemple à l'Afrique quand lui aussi a dû prendre des décisions courageuses en Tunisie pour des raisons économiques, sociales et politiques.⁸⁰

Mais Monsieur le Président, allons-nous continuer à permettre aux chefs d'Etat de chercher des solutions individuelles au problème de la dette, au risque de créer, dans leurs propres pays, des conflits sociaux qui pourraient mettre en danger leur stabilité et même la construction de l'Afrique unité? Les exemples que j'ai cités - il y en a beaucoup plus - indiquent qu'il vaudrait la peine que les sommets de l'OUA donnent une réponse rassurante à chacun de nous sur la question de la dette.

Nous pensons que l'analyse de la dette doit commencer par ses racines. Les racines de la dette remontent au début du colonialisme. Ceux qui nous ont prêté de l'argent sont ceux qui nous ont colonisés. C'étaient les mêmes personnes qui dirigeaient nos États et nos économies. Ce sont les colonisateurs qui ont endetté l'Afrique vis-à-vis des

financiers - leurs frères et cousins. Cette dette n'a rien à voir avec nous. C'est pourquoi nous ne pouvons pas le payer.

La dette est une autre forme de néocolonialisme, une forme dans laquelle les colonialistes se sont transformés en assistants techniques. En fait, il serait plus juste de dire des assassins techniques. Ce sont eux qui nous ont conseillé sur les sources de financement, sur les souscripteurs de prêts. Comme s'il y avait des hommes dont les prêts suffisent à créer le développement dans les pays des autres . Ces souscripteurs nous ont été recommandés, suggérés. Ils nous ont remis des documents financiers et des présentations attrayants. Nous avons contracté des prêts de cinquante ans, soixante ans et même plus. Autrement dit, nous avons été amenés à engager nos peuples pour cinquante ans et plus.

La dette dans sa forme actuelle est une reconquête savamment organisée de l'Afrique dans laquelle notre croissance et notre développement sont régis par des étapes et des normes qui nous sont totalement étrangères. C'est une reconquête qui fait de chacun de nous l'esclave financier - ou tout simplement l' esclave - de ceux qui ont eu l'opportunité, la ruse, la tromperie d'investir dans nos pays des fonds que nous sommes obligés de rembourser. Certains nous disent de payer la dette. Ce n'est pas une question morale.

Payer ou ne pas payer n'est pas du tout une question d'honneur .

Monsieur le Président:

Nous avons écouté et applaudi la Première ministre norvégienne lorsqu'elle s'est exprimée ici même. Elle a dit, et elle est européenne, que la dette dans son ensemble ne peut pas être remboursée. Je veux simplement développer ses remarques en disant qu'aucune dette ne peut être

remboursée. La dette ne peut pas être remboursée, tout d'abord, parce que si nous ne payons pas, les prêteurs ne mourront pas. Vous pouvez en être sûr. D'un autre côté, si nous payons, c'est nous qui mourrons. Vous pouvez en être tout aussi sûr. Ceux qui nous ont conduits au debt étaient des jeux de hasard, comme s'ils étaient dans un casino. Tant qu'ils gagnaient, il n'y avait pas de problème. Maintenant qu'ils perdent leurs paris, ils exigent un remboursement. On parle de crise. Non, Monsieur le Président. Ils ont joué. Ils ont perdu. Telles sont les règles du jeu . La vie continue. [*Applaudissements*]

Nous ne pouvons pas rembourser la dette parce que nous n'avons rien pour la payer. Nous ne pouvons pas rembourser la dette parce que ce n'est pas notre responsabilité. Nous ne pouvons pas rembourser la dette car, au contraire, les autres nous doivent quelque chose que les plus grandes richesses ne pourront jamais rembourser: une dette de sang. C'est notre sang qui a été versé.

On parle du plan Marshall , qui a reconstruit l'économie européenne.⁸¹ Mais ils ne mentionnent pas le plan africain, qui a permis à l'Europe de faire face aux hordes d'Hitler à un moment où leurs économies étaient assiégées, leur stabilité menacée. Qui a sauvé l'Europe? C'était l'Afrique. On en parle très peu. On parle si peu que nous ne pouvons pas devenir nous-mêmes complices de ce silence ingrat. Si les autres ne peuvent pas chanter nos louanges, nous avons le devoir, à tout le moins, de souligner que nos pères ont été courageux et que nos combattants vétérans ont sauvé l'Europe et ont finalement permis au monde de se débarrasser du nazisme.

La dette est aussi le produit d'affrontements. Quand les gens nous parlent aujourd'hui de crise économique, ils

oublie de mentionner que la crise n'est pas apparue du jour au lendemain. Elle est avec nous depuis longtemps, et elle s'approfondira de plus en plus à mesure que les masses populaires prendront de plus en plus conscience de leurs droits face aux exploiters.

Il y a une crise aujourd'hui parce que les masses refusent de permettre la concentration de la richesse entre les mains de quelques individus. Il y a une crise parce que quelques individus détiennent des sommes colossales dans des banques étrangères - suffisamment pour développer l'Afrique. Il y a une crise car face à ces fortunes individuelles, dont nous pouvons citer les propriétaires, les masses populaires refusent de vivre dans les ghettos et les bidonvilles. Il y a une crise parce que partout les gens refusent de rester à Soweto alors que Johannesburg est juste en face d'eux. Autrement dit, il y a lutte, et l'approfondissement de cette lutte conduit à des inquiétudes parmi les détenteurs du pouvoir financier.

Ils nous demandent aujourd'hui de collaborer à la recherche de la stabilité. Stabilité au profit des détenteurs du pouvoir financier. Stabilité au détriment des masses populaires. Non, nous ne pouvons pas être complices de cela. Non, nous ne pouvons pas être avec ceux qui sucent le sang de nos peuples et qui vivent de la sueur de nos peuples. Nous ne pouvons pas accepter leurs entreprises meurtrières.

Monsieur le Président:

On entend parler de clubs - le Club de Rome, le Club de Paris, le Club de partout. Nous entendons parler du Groupe des Cinq, des Sept, du Groupe des Dix, peut-être du Groupe des Cent. Qui sait quoi d'autre? Il est normal que nous ayons

aussi notre propre club, notre propre groupe. A partir d'aujourd'hui, faisons d'Addis-Abeba un siège similaire, le centre d'où viendra une bouffée d'air frais, le Club d'Add est Abeba. Nous avons le devoir de créer le front uni d'Addis-Abeba contre la dette. C'est la seule manière de dire aujourd'hui qu'en refusant de payer, nous ne nous engageons pas dans une voie de guerre mais, au contraire, dans une démarche fraternelle d'explication des faits tels qu'ils sont.

De plus, les masses populaires d'Europe ne sont pas opposées aux masses populaires d'Afrique. Ceux qui veulent exploiter l'Afrique sont les mêmes que ceux qui exploitent l'Europe. Nous avons un ennemi commun. Notre club d'Addis-Abeba doit dire aux deux parties que la dette ne peut être payée. Lorsque nous disons que la dette ne peut être payée, nous ne sommes en aucun cas contre la moralité, la dignité ou le respect de sa parole. Nous sommes d'avis que nous n'avons pas la même morale que l'autre côté. Les riches et les pauvres ne partagent pas la même morale. La Bible et le Coran ne peuvent pas servir de la même manière ceux qui exploitent les gens et ceux qui sont exploités. Il devra y avoir deux éditions de la Bible et deux éditions du Coran. [*Applaudissements*]

Nous ne pouvons pas accepter leur morale. Nous ne pouvons pas accepter qu'ils nous parlent de dignité. Nous ne pouvons pas accepter qu'ils nous parlent des mérites de ceux qui paient et de la perte de confiance de ceux qui ne paient pas. Au contraire, il faut expliquer qu'il est normal de nos jours de privilégier l'idée que les plus riches sont les plus gros voleurs. Un pauvre homme qui vole ne commet rien de plus qu'un vol, un petit crime, juste pour survivre, par

nécessité. Les riches sont ceux qui volent les recettes fiscales et les droits de douane. Ce sont eux qui exploitent les gens.

Monsieur le Président:

Ma proposition ne vise pas simplement à provoquer ou à créer un spectacle. J'essaye de dire ce que chacun de nous pense et espère. Qui ici ne veut pas voir la dette radiée, pure et simple? Quiconque ne le souhaite pas peut partir, prendre son avion et se rendre directement à la Banque mondiale pour le rembourser. [*Applaudissements*] J'espère que vous ne prenez pas la proposition du Burkina Faso comme quelque chose venant de jeunes immatures, qui n'ont aucune expérience. J'espère aussi que vous ne pensez pas que seuls les révolutionnaires parlent de cette manière. J'espère que vous reconnaissez que c'est simplement une question d'objectivité et de devoir.

Je peux vous donner des exemples de révolutionnaires et de non-révolutionnaires, jeunes et vieux, qui ont appelé à ne pas payer la dette. Je pourrais citer Fidel Castro, par exemple. Il a dit de ne pas payer . Il n'a pas mon âge, même s'il est révolutionnaire. François Mitterrand a également déclaré que les pays africains ne pouvaient pas payer, que les pays pauvres ne pouvaient pas payer. Je pourrais citer la Madame le Premier ministre de Norvège. Je ne connais pas son âge et j'hésiterais à le demander. [*Rires et applaudissements*] Je pourrais aussi citer le président Félix HouphouëtBoigny. Il n'a pas mon âge. Mais il a déclaré officiellement et publiquement que, du moins en ce qui concerne son pays, la dette ne peut être payée. Désormais, la Côte d'Ivoire est considérée comme l'un des pays les plus riches d' Afrique, du moins en Afrique francophone. C'est

pourquoi, d'ailleurs, il n'est pas surprenant qu'il ne paie plus sa cotisation ici. [*Applaudissements*] Monsieur le Président:

Ce n'est pas une provocation. J'espère que vous pourrez très judicieusement nous proposer des solutions. J'espère que notre conférence voit la nécessité de déclarer clairement que nous ne pouvons pas payer la dette. Pas dans un esprit belliciste ou belliqueux. C'est pour éviter que nous ne soyons tués l'un après l'autre. Si le Burkina Faso seul refusait de payer la dette, je ne serais pas à la prochaine conférence . D'un autre côté, avec le soutien de tous, dont j'ai grandement besoin [*Applaudissements*], avec le soutien de tous, nous pouvons éviter de payer. Et si nous pouvons éviter de payer, nous pouvons consacrer nos maigres ressources à notre développement.

Je voudrais terminer en disant que lorsque nous disons aux pays que nous n'allons pas payer la dette, nous pouvons leur assurer que ce qui est économisé ne sera pas dépensé dans des projets de prestige. Nous n'en voulons plus. Ce qui est sauvegardé sera utilisé pour le développement. En particulier, nous éviterons de nous endetter pour acheter des armes. Parce qu'un pays africain qui achète des armes ne peut le faire que pour les utiliser contre un pays africain. Quel pays africain ici peut s'armer pour se défendre contre la bombe nucléaire? Aucun pays n'est capable de cela, du mieux armé au moins armé. Et très souvent qu'un pays africain achète une arme, c'est pour l'utiliser contre un autre pays africain. Ce n'est pas à utiliser contre un pays européen. Ce n'est pas à utiliser contre un pays asiatique. Ainsi, lors de la préparation de la résolution sur la dette, nous devons également trouver une solution à la question des armements.

Je suis soldat et je porte une arme à feu. Mais Monsieur le Président, j'aimerais que nous désarmions. Parce que je porte la seule arme que je possède. D'autres ont camouflé les armes qu'ils possèdent. [*Rires et applaudissements*] Chers frères, avec le soutien de tous, nous pouvons faire la paix chez nous.

Nous pouvons également utiliser les immenses ressources latentes de l'Afrique pour développer le continent, car notre sol et notre sous-sol sont riches. Nous avons les moyens de le faire et nous avons un immense marché, un vaste marché du nord au sud, d'est en ouest. Nous avons des capacités intellectuelles suffisantes pour créer la technologie et la science, ou du moins pour l'adopter partout où nous la trouvons.

Monsieur le Président:

Assemblons ce front uni d'Addis-Abeba contre la dette. Organisons-nous pour qu'à partir d'Addis-Abeba, nous prenions la décision de limiter la course aux armements entre pays faibles et pays pauvres. Les clubs et les épées que nous achetons ne sont d'aucune utilité. Faisons en sorte que le marché africain soit un marché pour les Africains. Produisons en Afrique, transformons en Afrique, consommons en Afrique. Produisez ce dont nous avons besoin et consommez ce que nous produisons, au lieu de l'importer.

Le Burkina Faso est venu vous montrer le coton produit au Burkina Faso, tissé au Burkina Faso, cousu au Burkina Faso pour habiller les Burkinabè. Ma délégation et moi étions habillés par nos tisserands, nos paysans. Pas un seul fil ne vient d'Europe ou d'Amérique. [*Applaudissements*] Je ne suis pas ici pour organiser un défilé de mode; Je veux simplement

dire que nous devons entreprendre de vivre en Africains. C'est la seule façon de vivre libre et de vivre dignement.

Merci, Monsieur le Président.

Patrie ou mort, nous
gagnerons! [*Ovation*]

Nous pouvons compter sur Cuba

(Entretien avec Radio Havana, août 1987)

Le correspondant de Radio Havana nt Claude Hackin a réalisé cet entretien à Ouagadougou. Il a paru dans le numéro du 4 août 1987 de Granma , le quotidien du Parti communiste de Cuba.

Radio Havana: Camarade Thomas Sankara, vous avez rencontré le président Fidel Castro à plusieurs reprises. Wo vous ULD plaît nous parler de votre première rencontre avec lui, qui a eu lieu à New Delhi en Mars 1983 , lors de la Septième Conférence au Sommet des pays non alignés - avant de devenir chef de la révolution au Burkina Faso.

Thomas Sankara: Pour moi, ce fut et reste une rencontre mémorable. Si je me souviens bien, il était très demandé. Il y avait un grand nombre de personnes autour de lui, et je pensais qu'il serait impossible de parler avec lui puisqu'il ne me connaissait pas. J'ai cependant eu la chance de rencontrer Fidel.

Dans cette première conversation, j'ai réalisé que Fidel avait un grand sentiment humain, une intuition vive, et qu'il

comprenait l'importance de notre lutte et les problèmes de mon pays. Je me souviens de tout cela comme si c'était hier. Et je le lui ai rappelé avec joie chaque fois que je l'ai revu depuis. Nous sommes de grands amis, grâce à la révolution qui guide à la fois le Burkina Faso et Cuba.

Radio Havana: Après le 4 août 1983, de nouvelles relations se sont ouvertes entre

Cuba et Burkina Faso. Comment voyez-vous le développement de ces liens de collaboration ?

Sankara: La coopération entre Cuba et le Burkina Faso a atteint un niveau très élevé. Nous y attachons une grande importance car cela nous met en contact avec une révolution sœur. Nous aimons nous sentir à l'aise les uns avec les autres. Personne n'aime se sentir seul. Kno wing, nous pouvons compter sur Cuba est une source importante de force pour nous.

Divers programmes de coopération économique ont été mis en place dans des secteurs tels que la production de canne à sucre, une spécialisation cubaine et la céramique. En outre, des spécialistes cubains ont réalisé des études dans des domaines tels que le transport ferroviaire, la construction de liaisons ferroviaires et la production d'unités préfabriquées pour la construction de logements. Ensuite, il y a le secteur social: la santé et l'éducation. De nombreux Cubains ici participent à la formation de cadres techniques. Et nous avons également de nombreux étudiants à Cuba. Cuba est très proche de nous toda y.

Radio Havana: Pensez-vous qu'il soit nécessaire de construire un parti d'avant-garde au Burkina Faso?

Sankara: Nous devons construire un parti d'avant-garde. Nous devons créer une structure basée sur l'organisation, car nos réalisations resteront fragiles si nous n'avons rien pour les défendre, rien pour éduquer les masses pour remporter de nouvelles victoires.

Nous ne voyons pas la formation d'un parti comme une chose lointaine ou impossible. Nous sommes assez proches de cet objectif. Mais il y a encore un grand nombre de conceptions de petits groupes, et à cet égard, nous devons mener une campagne sérieuse pour l'accord, le regroupement et l'unité.

La nature du parti, sa conception et sa construction ne seront certainement pas les mêmes que si nous avions créé un parti avant d'arriver au pouvoir. Nous devons prendre beaucoup de précautions pour éviter de tomber dans l'opposabilité de gauche. Nous ne pouvons pas laisser tomber les masses.

Nous devons être très prudents, sélectifs et exigeants.

Radio Havana: Dans divers discours, vous avez évoqué la lutte des classes dans votre pays. Quels sont les éléments de cette lutte aujourd'hui?

Sankara: Dans notre pays, la question de la lutte des classes est posée différemment de la manière dont elle se pose en Europe. Nous avons une classe ouvrière numériquement faible et insuffisamment organisée. Et nous n'avons pas non plus de bourgeoisie nationale forte qui aurait pu donner naissance à une classe ouvrière antagoniste. Donc, ce sur quoi nous devons nous concentrer, c'est l'essence même de la lutte de classe: au Burkina Faso, elle s'exprime dans la lutte contre l'impérialisme, qui s'appuie sur ses alliés internes.

Radio Havana: Quels sont ces groupes sociaux qui s'opposent à la révolution?

Sankara: Ce sont des forces de type féodal qui ne peuvent pas applaudir face à la disparition de leurs privilèges. Nous avons aussi une bourgeoisie bureaucratique, qui est toujours là, qui se cache. Il a une expérience du travail administratif dans l'appareil d'État. Vous le trouverez dans divers endroits de l'administration de l'État, et il ne cesse de nous harceler et de nous créer des difficultés, avec le soutien de l'impérialisme. En outre, il y a les grands propriétaires terriens, qui ne sont pas très nombreux, et certains secteurs de la hiérarchie religieuse, qui s'opposent plus ou moins ouvertement à la révolution.

Radio Havana: Qu'est-ce que la démocratie, à votre avis?

Sankara: La démocratie, c'est le peuple, avec toute sa force et son potentiel. Les urnes et un appareil électoral ne signifient pas en eux-mêmes l'existence de la démocratie. Ceux qui organisent des élections de temps en temps et ne se préoccupent du peuple que lorsqu'une élection approche, n'ont pas un système véritablement démocratique. Mais partout où les gens peuvent dire ce qu'ils pensent chaque jour, c'est là qu'il y a une véritable démocratie - parce que vous devez gagner la confiance du peuple chaque jour. La démocratie ne peut être conçue sans un pouvoir total reposant entre les mains du peuple - pouvoir économique, militaire, politique, social et culturel.

Radio Havane: Ho w êtes-vous venu au marxisme?

Sankara: C'était très simple - par la discussion, par l'amitié avec quelques hommes. C'était aussi le résultat de mon expérience sociale. J'ai écouté ces hommes discuter et proposer des solutions aux problèmes de société de manière

claire et logique. Petit à petit, grâce à la lecture, mais surtout grâce aux discussions avec les marxistes sur la réalité de notre pays, je suis arrivé au marxisme.

Radio Havana: Il y a une rue à Ouagadougou qui porte le nom d'Ernesto Che Guevara. Que signifie pour vous cet éminent patriote latino-américain ?

Sankara: Cet homme, qui s'est donné entièrement à la révolution, avec sa jeunesse éternelle, en est un exemple. Pour moi, la victoire la plus importante est celle conquise au plus profond de vous-même. J'admire Che Guevara pour avoir fait cela de manière exemplaire.

Radio Havana: Dans le contexte de l'Afrique, que représente pour vous Patrice Lumumba ?

Sankara: Patrice Lumumba est un symbole. Quand je vois des réactionnaires africains qui étaient des contemporains de ce héros et qui n'ont pas pu évoluer même un peu au contact de lui, je les vois comme des gens misérables, méprisables qui se sont tenus devant une œuvre d'art et n'ont même pas réussi à l'apprécier.

Lumumba était dans une situation très défavorable. Il a grandi dans des conditions dans lesquelles les Africains n'avaient pratiquement aucun droit. Largement autodidacte, Patrice Lumumba a été l'un des rares à avoir plus ou moins appris à lire et a réussi à prendre conscience de la situation de son peuple et de l'Afrique.

Quand vous lisez la dernière lettre que Lumumba a écrite à sa femme, vous vous demandez: comment cet homme a-t-il pu comprendre tant de vérités autrement qu'en les expérimentant intérieurement et de tout cœur ?

Cela me rend extrêmement triste de voir comment certaines personnes utilisent son image et son nom. Il

devrait y avoir un tribunal pour juger ceux qui osent utiliser le nom de Patrice Lumumba pour servir la base, viles causes qu'ils promeuvent.

Radio Havana: Camarade président, si vous pouviez reculer de quatre ans, feriez-vous la même chose, suivriez-vous la même route?

Sankara: Je prendrais un chemin différent pour faire beaucoup plus que ce que j'ai accompli, car à mon avis, ce qui a été fait n'est pas suffisant. De nombreuses erreurs ont retardé le processus, alors que les progrès auraient pu être plus importants et plus rapides. Donc, si nous avions tout à refaire avec l'expérience que nous avons aujourd'hui, nous réglerions beaucoup de choses. Mais nous n'abandonnerions jamais la révolution. Nous le rendons plus profond, plus fort et plus beau.

Notre révolution a besoin d'un peuple convaincu et non conquis

(Le quatrième anniversaire de la révolution, le 4 août 1987)

Ce qui suit a été donné à l'occasion du quatrième anniversaire de la révolution à Bobo-Dioulasso, la capitale de la province de Houet.

Dans ce discours et dans le suivant de ce recueil, donné le 2 octobre, Sankara évoque les différences croissantes au cours de la révolution entre lui-même et la majorité des membres du Conseil national de la révolution (CNR), ainsi que de les organisations politiques qui y participent. Celles-ci comprenaient l'Union des communistes burkinabè, l' Union de

la lutte communiste et le Groupe communiste burkinabè, dont toutes les origines étaient maoïstes. La plupart des membres du CNR et les dirigeants de ces groupes politiques ont soutenu le coup d'État du 15 octobre dirigé par Blaise Compaoré au cours duquel Sankara a été assassiné.

Parmi les désaccords qui divisent le CNR se trouve la proposition de Sankara, faite plus loin dans ce discours, de «faire une pause dans la poursuite d'un certain nombre de projets... afin de consacrer nos énergies aux tâches d'organisation politique et idéologique»; la proposition que Sankara fera au CNR le 21 août pour envisager de réembaucher des enseignants et des fonctionnaires qui avaient été licenciés «pour leurs actes et leurs propos contre la révolution»; et la détermination de Sankara à créer une organisation révolutionnaire unie qui atteindrait plus profondément les masses populaires et regrouperait toutes les personnes activement impliquées «dans les batailles économiques, sociales, sanitaires et culturelles», sujet sur lequel il reviendrait dans son discours du 2 octobre. .

Le discours a été publié dans l'édition du 21 août 1987 du Carrefour africain.

Honorables invités de l'Union soviétique, du Togo, du Bénin, du Niger, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée-Bissau, du Cap-Vert, de l'Angola, de l'Éthiopie, de la République arabe sahraouie démocratique, de la Libye, de l'Algérie, de l'Iran, de Cuba, de la France et de l'Italie;
Chers amis du Burkina Faso qui sont venus du Sénégal, de Belgique, et
Espagne;

Camarades militants de la révolution démocratique et populaire:

Aujourd'hui, 4 août 1987, nous célébrons le quatrième anniversaire de notre révolution, la révolution d'août, la révolution démocratique et populaire. Nous laissons nos cœurs guider le chemin vers ce rassemblement de joie et de jubilation. Nos cœurs nous ont conduits à Bobo-Dioulasso, cette ville historique et exubérante dont le nom est inextricablement lié à l'Afrique de la lutte anticoloniale, l'Afrique de l'unité, l'Afrique des fédérations, bref, l'Afrique du panafricanisme revigorant.⁸²

Merci à vous tous d'être venus. Merci à tous ceux qui sont devenus Burkinabè pour la journée et à ceux qui sont Burkinabè pour toujours. Merci à tous ceux qui n'ont pas pu faire le voyage à Bobo-Dioulasso, mais qui sont certainement avec nous dans l'esprit - avec nous humblement et discrètement par choix ou par nécessité, mais avec solennité et dignité.

Merci également à tous ceux qui n'ont pas pu célébrer avec nous aujourd'hui, en raison de maladies et d'autres difficultés, et qui nourrissent stoïquement l'espoir de jours meilleurs. Merci à ceux qui ne sont plus parmi nous, mais qui ont su savourer les délices de nos victoires. En mémoire de tous les militants qui nous ont quittés prématurément, observons une minute de silence.

Merci.

Camarades, le quatrième anniversaire de notre révolution se déroule sous la bannière de notre paysannerie dynamique. La paysannerie - la communauté de ceux qui résolvent la question concrète de la nourriture concrètement chaque jour pour tous.

Oui, c'est cette paysannerie, sortant de l'ombre du Moyen Âge et de l'arriération, qui, dans les conditions les plus précaires, bat chaque année d'une manière ou d'une autre les probabilités. Cette paysannerie, notre paysannerie, constitue la plus grande partie de notre population. C'est la partie qui a été soumise - et continue d'être soumise - à l'exploitation la plus intense aux mains des vestiges des forces de type féodal et de l'impérialisme. C'est cette partie qui a le plus souffert des maux hérités de la société coloniale: analphabétisme, obscurantisme, paupérisation, cruauté sous de nombreuses formes, maladies endémiques et famine.

Il n'est donc pas surprenant que notre paysannerie soit aujourd'hui une force qui veut un changement, un changement révolutionnaire, car seule la révolution, en renversant l'ordre ancien, peut satisfaire les aspirations légitimes de la paysannerie. Pour répondre à ce désir légitime et mobiliser toutes les énergies disponibles, la révolution démocratique et populaire a transformé la paysannerie en force politique organisée en créant l'Union nationale des paysans du Burkina.⁸³

L'axe de cette force politique doit être de renforcer le processus révolutionnaire en forçant un engagement conscient en faveur de la révolution de la part de chaque paysan pauvre. Au cours de l'année écoulée, de nombreuses initiatives intéressantes ont été prises pour accomplir cette tâche - une tâche très importante et complexe. Nous devons y revenir à un autre moment au cours de la cinquième année de la révolution afin de la définir plus complètement et plus en profondeur.

La célébration de la quatrième année, centrée sur la paysannerie, devrait marquer la naissance d'un nouveau type

de paysan en harmonie avec la nouvelle société qui se construit. Nous ne célébrons pas le paysan arriéré, résigné à son sort, naïf, esclave de l'obscurantisme et féroce conservateur. Nous célébrons la naissance du nouveau paysan, sérieux et conscient de ses responsabilités, un homme qui se tourne vers l'avenir en s'armant des nouvelles technologies. Par ailleurs, l'application de plus en plus répandue du slogan «Produire et consommer burkinabè» contribue déjà à créer cette nouvelle image du paysan, acteur majeur et bénéficiaire de la politique de construction d'une économie nationale indépendante, telle que définie par la Deuxième Conférence nationale des comités de défense de la révolution.⁸⁴

La mise en œuvre du premier plan quinquennal de développement populaire qui s'inscrit dans cette nouvelle politique économique devrait donc nous donner à tous l'occasion d'apprendre à produire ce dont nous avons besoin pour nous-mêmes - et d'améliorer constamment la qualité de notre travail. Le plan quinquennal ne doit donc pas être mis en œuvre dans le seul souci de permettre un jour d'établir des statistiques.

Grâce à cette transformation globale et à ses conséquences, le terme *paysan* devrait cesser d'être le terme péjoratif que nous connaissons aujourd'hui et devenir synonyme de respect - le respect dû à un combattant fier et digne qui défend des causes justes et qui atteint avec succès les objectifs. pour sa part dans la production sociale en tant que membre du grand corps qu'est le peuple.

Il ne faut pas laisser les paysans se battre seuls dans cette bataille. La classe ouvrière et la petite bourgeoisie révolutionnaire et intellectuelle devraient assumer leur

responsabilité historique et travailler à réduire le fossé entre la ville et la campagne par l'altruisme et le sacrifice. La classe ouvrière et la petite bourgeoisie révolutionnaire et intellectuelle devraient considérer cette célébration comme une étape importante dans le processus de renforcement de leur alliance stratégique avec la paysannerie. Aujourd'hui, c'est la fête de la paysannerie et donc de ses alliés aussi - symbolisée par notre emblème, l'emblème de la révolution démocratique et populaire.

Camarades, nous devrions aujourd'hui jeter un regard sur quatre années de révolution, non pas tant pour vanter mécaniquement nos victoires - même si une fierté justifiée nous y pousse - mais pour en tirer les leçons afin de mieux éclairer notre chemin vers le progrès.

Nous avons initié et réalisé de nombreuses transformations concrètes au profit des masses. Nous ne devons pas ces résultats à des équipements plus abondants ou exceptionnels. Nous les devons aux actions des hommes. Hier, ces hommes étaient résignés, silencieux, fatalistes et passifs. Aujourd'hui, ils se tiennent debout, impliqués dans une lutte révolutionnaire concrète sur différents projets. Les victoires que nous avons enregistrées sont le fruit de leur travail, la projection dans la vie réelle de leur génie créateur et de leur enthousiasme révolutionnaire.

Ces résultats sont la preuve que notre révolution est une révolution populaire, car elle tire sa richesse, sa force et son invincibilité des masses. C'est pourquoi nous devons saluer tout le courage et l'altruisme, tous les sacrifices et le dévouement des militants de la révolution démocratique et populaire.

Nous ne les saluons pas juste pour être gentils. Les résultats que nous avons obtenus peuvent être expliqués scientifiquement. La puissance, qu'elle provienne des muscles ou qu'elle soit produite par des machines, peut être mesurée et comparée et est donc substituable. D'autres avant nous l'ont démontré, et nous n'avons eu qu'à l'appliquer à notre réalité concrète. Cela a exigé que la mentalité du Burk inabè cesse d'être une reproduction de l'individu culturellement aliéné et politiquement servile créé pour perpétuer la domination impérialiste dans les pays nouvellement indépendants.

Cette transformation de notre mentalité est loin d'être complète. Nous sommes encore nombreux à faire des normes étrangères leur pierre de touche pour juger de la qualité de leur vie sociale, économique et culturelle. Ils sont au Burkina Faso et refusent de vivre dans la réalité concrète de notre pays. Pour créer la nouvelle société, nous avons besoin d'un nouveau peuple, d'un peuple qui a sa propre identité, d'un peuple qui sait ce qu'il veut, qui sait s'affirmer et qui sait ce qu'il faut pour atteindre les objectifs qu'il s'est fixés. pour eux-mêmes.

Après quatre ans de révolution, notre peuple a commencé à se forger lui-même en tant que nouveau peuple. Le déclin sans précédent de la démission passive enregistré parmi notre peuple en est un signe tangible. Le peuple burkinabè dans son ensemble est convaincu qu'un avenir meilleur est possible. Sur ce point, nous avons même réussi à convaincre les béliers de réaction d'hier - des gens qui aujourd'hui, entraînés dans les rouages de la marche en avant de l'histoire, se joignent à nous pour regarder vers l'avenir avec optimisme, oubliant qu'hier encore ils prêchaient la

soumission à l'impérialisme et la mendicité perpétuelle comme moyen de développer le pays. La construction de notre patrie a renforcé notre conscience collective de la nécessité de dépendre de nos propres ressources et de rejeter catégoriquement le recours à un mimétisme aveugle et servile, ou à un rampement humiliant et dégénéré.

Comra de militants, l'année politique qui tire à sa fin en ce quatrième anniversaire, a certainement été orageuse. Sans revenir sur les détails des conflits qui ont surgi, ni sur la qualité des solutions trouvées pour les résoudre, il faut assimiler la principale leçon de cette expérience.

La révolution démocratique et populaire a besoin d'un peuple convaincu, pas d'un peuple conquis - d'un peuple convaincu, pas d'un peuple soumis endurant passivement son sort.

Depuis le 4 août 1983, le Burkina Faso révolutionnaire s'est imposé sur la scène africaine et internationale, surtout et surtout grâce à son génie intellectuel et aux vertus morales et humaines de ses dirigeants et masses organisées. Nous avons surmonté les adversités et triomphé d'adversaires basiques et déterminés, armés jusqu'aux dents. Nous avons réussi à défendre fermement nos principes sans jamais céder à la colère. Nous nous sommes défendus sans haine et dans le respect de la dignité des autres, car la dignité est sacrée au Burkina.

La principale chose que nous devons faire maintenant est de nous souvenir des diverses formes que peuvent prendre les forces hostiles et d'en tirer des leçons pour nous fortifier, car les batailles de demain seront sans aucun doute plus dures et plus complexes.

Au cours des quatre dernières années de révolution, nous avons constamment dû faire face à la réaction et à l'impérialisme. Ils ont mis au point les complots les plus vils visant à entraver notre travail - ou pire, à renverser notre révolution. L'impérialisme et la réaction sont, et resteront, farouchement opposés aux transformations qui se produisent chaque jour dans notre pays, menaçant leurs intérêts.

Pourtant, au cours des quatre dernières années, notre peuple a constamment prouvé qu'avec la révolution, il est possible de mettre fin à l'exploitation, de supprimer la misère et de créer le bonheur pour tous grâce au pouvoir de nos mains et de nos cœurs. Ceux qui vivent dans le luxe sur la base de l'exploitation des autres se sont opposés à notre lutte et le feront encore plus demain.

Qu'est-ce qu'ils n'ont pas fait, que ne font-ils pas encore aujourd'hui pour arrêter notre marche en avant? Le sabotage économique, les campagnes de diffamation, la corruption, les provocations de toutes sortes, le chantage et les menaces font partie des nombreuses manœuvres ennemies que nous avons rencontrées et confrontées au cours de ces quatre années de lutte révolutionnaire.

Nous avons également connu l'adversité au sein de notre cher Burkina Faso, dans nos propres rangs, dans le camp de la révolution. Des idées et des pratiques erronées se sont en effet développées parmi les masses et parmi les révolutionnaires, et ont causé du tort à la révolution. Nous avons dû lutter contre ces problèmes malgré la relative fragilité de nos propres rangs. Nous avons vu des volte-face effroyables. Les affrontements ont suivi les provocations. Il y a même eu des divisions, même si rien n'est jamais permanent.

Nous nous sommes heurtés à l'opportunisme et l'avons vu opérer. Il agit de diverses manières pour nous amener à abandonner la lutte révolutionnaire et à abandonner une défense intransigeante des intérêts du peuple au profit d'une recherche frénétique d'un gain personnel égoïste. La défense systématique de notre orientation révolutionnaire exige que nous combattions toute idée ou tout comportement allant à l'encontre de l'approfondissement de la révolution.

Du fait d'avoir choisi de suivre cette voie plutôt que la voie plus facile de la démagogie, nous avons été soumis à des attaques de plus en plus calomnieuses de la part de nos ennemis traditionnels et d'éléments issus des rangs de la révolution sur lui-même; de gens impatients infectés par le zèle douteux du novice, quand ce n'est pas d'une frénésie d'intrigants aux ambitions personnelles non déguisées.⁸⁵

L'opportunisme, comme la contre-révolution, est un buisson d'épines que l'on trouve habituellement sur le chemin de la révolution. Et jusqu'à ce que la révolution atteigne son but final, la création d'une société nouvelle où il n'y a pas d'exploitation de l'homme par l'homme, l'opportunisme continuera à se manifester à des moments différents, dans des circonstances différentes, et sous des formes extrêmement variées, depuis son origine. les expressions les plus de droite à ses plus ultra-gauches et radicales.

Les difficultés de la lutte, les exigences de l'activité politique, la dureté de la lutte de classe - tous ces facteurs ont conduit certains camarades à abandonner nos rangs p urs et simples, à prendre des initiatives prématurées, voire à poursuivre la mauvaise cible pure et simple. Facile.

D'autres rêvent de jeter l'éponge mais ont des scrupules sur la façon dont ils devraient le faire. Ils essaient également de théoriser à l'avance leur abandon de la lutte révolutionnaire . C'est pourquoi tant de théories et d'idées, toutes profondément imprégnées d'opportunisme, ont circulé et circulent encore.

Tout cela a donné lieu aux obstacles que nous avons dû combattre pour aller de l'avant. Pourtant, nous continuons à penser et à croire que seules les autres révolutions ont souffert et souffrent de revers, de défaites, de cooptation par la bourgeoisie, de blocages fatals et de trahisons.

Notre révolution, comme les autres, est constamment menacée par toutes sortes de troubles contre-révolutionnaires . Nous devons en être conscients, hautement conscients et nous engager fermement à défendre en permanence la perspective correcte qui nous guidera vers le but ultime. Surtout, nous devons être conscients que ces problèmes sont créés dialectiquement par la lutte de classe croissante, et que, au contraire, s'il n'y avait pas de tels problèmes, cela signifierait en fait la suppression sournoise de la lutte révolutionnaire en faveur de la collaboration de classe. .

Camarades, nous devons prendre le temps aujourd'hui de tirer le moins possible des leçons de notre activité passée afin d'enrichir notre théorie et notre pratique révolutionnaires, et d'approfondir notre engagement dans la lutte d'une manière organisée, plus scientifique et plus résolue.

De nombreuses tâches - et complexes - nous attendent. Les ennemis de notre peuple et de la révolution ont redoublé d'énergie et d'ingénieux efforts pour nous barrer la route. Et nous aurons besoin de plus de courage, de plus de conviction

et de plus de détermination pour continuer à avancer. Cette détermination et cette conviction viendront en partie des leçons que nous pourrions tirer de quatre années de lutte. C'est pourquoi nous devons faire de la cinquième année de notre révolution une année d'évaluation, une année de travail idéologique et politique scientifiquement organisé. Oui, nous avons besoin d'une telle évaluation.

En quatre ans de révolution, nous avons réalisé de nombreuses transformations révolutionnaires importantes. Nous avons jeté les bases de la résolution de nombreux problèmes auxquels nos employés sont confrontés. Nous avons été très actifs dans différents secteurs de notre société. Nous avons donné l'impression que nous voulons tout changer, et le faire immédiatement. Nous avons parfois été critiqués et nous le comprenons très bien. De plus, nous avons nous-mêmes remarqué que d'autres tâches importantes ont été négligées ou minimisées. Nous devons consacrer la cinquième année spécifiquement à l'exécution de tâches à caractère politique, idéologique et organisationnel.

L'approfondissement de notre révolution et le succès futur de notre activité politique dépendront de la manière dont nous résolvons ces problèmes d'organisation et d'orientation idéologique dans notre pays. La révolution ne peut pas avancer et atteindre ses objectifs sans une organisation d'avant-garde capable de guider le peuple dans toutes ses batailles et sur tous les fronts. Forger une telle organisation exigera désormais un grand engagement de notre part.

Sur la base du travail que nous avons déjà entrepris pour trouver des solutions à la question organisationnelle, les révolutionnaires de notre pays doivent unir leurs forces afin

de surmonter les défauts et les insuffisances que nous partageons tous. L'unité parmi les révolutionnaires est sans aucun doute une étape que nous devons franchir pour avancer davantage vers l'organisation de l'avant-garde. Je suis ravi de constater que les bases ont été posées pour construire une véritable unité en ce quatrième anniversaire de notre révolution, une unité militante de toutes les forces révolutionnaires de notre pays.

Nous devons cependant nous garder de faire de l'unité une chose sèche, paralysante, stérilisante et monochromatique. Au contraire, nous préfererions voir une expression multiple, variée et enrichissante de nombreuses idées différentes et d'activités diverses, d'idées et d'activités riches de mille nuances, toutes soumises avec courage et sincérité, acceptant les différences, respectant la critique et l'autocritique. - tous orientés vers le même but rayonnant, qui ne peut être autre que le bonheur de notre peuple.

Camarades , les tâches idéologiques, politiques et organisationnelles que nous devons accomplir sont d'une grande importance pour renforcer notre révolution et pour soutenir le soutien conscient et écrasant de notre peuple aux politiques révolutionnaires que nous continuerons de mettre en pratique. Il faudra un travail politique et idéologique persistant et rigoureux pour convaincre les masses et les arracher à toutes sortes de conceptions médiévales qui entravent leur plein engagement dans la construction d'une nouvelle société. Alors que la révolution signifie la répression des exploiters, de nos ennemis, elle ne doit signifier que la persuasion des masses - la persuasion de prendre un engagement conscient et déterminé.

Les tâches idéologiques et politiques de notre révolution sont le devoir de tous les révolutionnaires, surtout de la direction politique . La direction politique de notre révolution doit se renforcer et devenir plus efficace et plus rigoureuse dans l'accomplissement de sa mission. La cinquième année nous appelle à consacrer toutes nos énergies à la lutte organisationnelle, à la consolidation politique et idéologique , à l'importance primordiale du leadership politique.

En termes d'organisation politique structurée, cependant, ce que nous disons ici signifie que nous ne pouvons pas plonger tête baissée dans des schémas théoriques et des configurations intellectuellement séduisantes sans intérêt pour la vie quotidienne des masses. Profitons de l'expérience d'autres révolutions dont l'histoire populaire nous permet d'apprendre. En particulier, prenons en compte l'expérience de ceux comme nous - et il y en a beaucoup - qui ont dû se doter soit d'une variété d'organisations unies chacune, soit d'une organisation unie pleine de variété. Tout en organisant et en défendant le pouvoir de l'État conquis avec dignité par une lutte acharnée. Evitons donc les divagations éthérées qui donnent lieu à des organigrammes théoriques inutiles et dénués d'intérêt pour les masses, simplement destinés à la contemplation par quelques rêveurs et fanatiques auto-gratifiants.

Au contraire, notre révolution est avant tout une révolution qualitative , une transformation qualitative des esprits qui se traduit par la construction pratique d'une nouvelle société burkinabè. C'est la qualité de vie qui change au Burkina, et c'est le résultat d'une évolution qualitative des esprits.

Le mythe de devenir riche grâce à une lutte chien-mangeur-chien, basé sur ce qui s'est passé dans la jungle capitaliste de l'après-guerre, a disparu à jamais du Burkina. Notre patrie est devenue un vaste chantier de construction où les critères de moralité, de souci de justice sociale et de respect du droit fondamental de chacun à vivre et à jouir d'une existence de mieux en mieux ne sont pas que de vains mots, mais trouvent une expression matérielle dans l'activité sociale de chacun d'entre nous.

Ce qui donne à notre révolution son caractère spécifique, ce qui en fait un exemple et qui explique son influence croissante, ce sont les valeurs cardinales que nous avons réussi à défendre farouchement jusqu'à présent. Nous devons continuer à être des révolutionnaires, c'est-à-dire continuer à être avant tout des hommes de chair et de sang, des hommes de sentiments et d'émotions pures.

C'est vrai, dans un passé récent, nous avons parfois commis des erreurs. Cela ne devrait plus jamais se reproduire sur le sol sacré du Faso. Nous devons tous avoir de la place dans nos cœurs pour ceux qui ne sont pas encore en parfait accord avec le discours d'orientation politique et les objectifs de notre plan quinquennal. C'est à nous d'aller vers eux et de les gagner à la cause révolutionnaire du peuple.

La révolution ne cherche pas de raccourcis. Cela exige que nous marchions tous ensemble, unis dans la pensée et dans l'action. C'est pourquoi le révolutionnaire doit être un enseignant perpétuel et un point d'interrogation perpétuel. Si les masses ne comprennent pas encore, c'est notre faute. Nous devons prendre le temps d'expliquer, et prendre le temps de convaincre les masses pour que nous puissions agir avec elles et dans leur intérêt.

Si les masses ont des ennuis sans répit, c'est toujours de notre faute. Nous devons corriger les erreurs, être plus précis, nous adapter aux masses et ne pas essayer d'adapter les masses à nos propres désirs et à nos propres rêves. Les révolutionnaires n'ont pas peur de leurs erreurs. Ils ont le courage politique de les admettre publiquement, car cela signifie un engagement à les corriger et à faire mieux. Nous devrions préférer un pas en avant avec le peuple à dix pas en avant sans le peuple.

Nous avons encore beaucoup de travail politique à faire pour élargir encore les rangs des militants, hommes et femmes. Il y a encore des milliers de camarades à mobiliser, à réorganiser et à politiser pour une action révolutionnaire. Cette action représentera une consolidation et un approfondissement supplémentaires des acquis incontestables de notre révolution.

Après quatre ans, nous devons multiplier par dix nos efforts pour réfléchir de manière critique à ce qui a été accompli. Nous devons rejeter tous les bilans triomphaux et superficiels, qui sont si désagréables au fil du temps. Persévérance, tolérance, critique d'autrui, autocritique - c'est le combat difficile à mener, le combat révolutionnaire.

En tant que révolutionnaires, nous avons choisi la voie difficile, ce qui signifie que nous devons nous dépasser, nous devons nous surpasser individuellement et collectivement. Il y a des routes plus faciles et plus rapides, mais elles ne créent que des illusions et des lendemains amers. Nous réussirons grâce à nos structures révolutionnaires sur les lieux de travail, dans les villes et villages, grâce à nos Comités de Défense de la Révolution, grâce au Mouvement National des Pionniers,

grâce à l'Union Nationale des Anciens du Burkina, et grâce à l'Union nationale des paysans du Burkina. Ces structures doivent être perfectionnées et complétées. Ceux dont la construction a besoin de plus d'efforts, ceux qui ont le plus besoin de nos efforts quotidiens, retiendront notre attention tout au long de la cinquième année de notre révolution.

Camarades, chers amis des pays d'Afrique, d'Europe, d'Amérique et d'Asie:

Au nom de notre peuple et du Conseil national de la Révolution, je tiens à réitérer tous nos remerciements pour le soutien que vous apportez à cette lutte, et à réitérer notre désir sincère et notre volonté de maintenir les relations les plus amicales avec les peuples de vos pays respectifs. Le Burkina Faso, terre de paix et de dignité, sera toujours présent là où la fraternité et la solidarité militante et active sont défendues.

Camarades militants de la province de Houet, par votre travail enthousiaste et votre mobilisation, vous avez fait de ce quatrième anniversaire de notre révolution une étape importante sur le long chemin de la lutte de notre peuple pour un avenir radieux. Je vous félicite et vous encourage à redoubler de vigilance et de combativité afin que vous puissiez enregistrer des succès toujours plus spectaculaires.

Camarades militants de la révolution démocratique et populaire:

La révolution n'est ni tristesse ni amertume. Au contraire, il incarne l'enthousiasme et la fierté de tout un peuple qui prend la responsabilité de lui-même et découvre ainsi sa propre dignité. C'est pourquoi je vous invite au festival, un festival qui est la conclusion logique d'un travail bien fait et

qui marque le début de batailles nouvelles et exigeantes pleines de promesses.

Camarades, je vous invite à vous engager dans l'œuvre de la cinquième année . Je vous invite à rester fermes ensemble pour poursuivre la marche que nous avons entamée à un rythme encore plus accéléré, mais qui en même temps connaît une pause - une pause dans la poursuite d'un certain nombre de projets, une pause dont nous avons besoin afin de consacrer nos énergies aux tâches d'organisation politique et idéologique.

Je vous invite à avancer. Pour entrer dans la nouvelle année qui commence, une année qui sera celle des luttes, une année où nous ancrerons plus fermement notre révolution et nous mettrons à la disposition de tous les peuples du monde comme contribution à l'humanité. quête du bonheur que leur refusent les ennemis du peuple, et que nous, peuples, avons le devoir de construire ici aujourd'hui, maintenant et pour tous.

Pour l'unité avec le Ghana! [*Cris de "En avant!"*]

Pour une paysannerie consciente, organisée et mobilisée! [*Cris de "En avant!"*]

Pour renforcer l'Union nationale des paysans du Burkina! [*Cris de "En avant!"*]

Pour réduire l'écart entre la ville et la campagne! [*Cris de "En avant!"*]

Le t Produisons! [*Cris de*

"Burkinabè!"] Laissez-nous

consommer! [*Cris de "Burkinabè!"*]

Vivez avec les masses!

Triomphez avec les masses!

Patrie ou mort, nous gagnerons!

Merci.

Huit millions de Burkinabè, huit millions de révolutionnaires

(À l'occasion du quatrième anniversaire du discours
d'orientation politique, 2 octobre 1987)

Le discours suivant a été prononcé à l'occasion du quatrième anniversaire du discours d'orientation politique (DOP) à Tenkodogo, chef-lieu de la province du Boulgou. Le texte a été publié dans le numéro du 8 octobre 19 87 de Sidwaya .

Camarades militants, femmes et hommes, de la révolution
démocratique et populaire;

Chers amis du Burkina Faso:

Aujourd'hui, nous célébrons le quatrième anniversaire de
notre guide, notre guide de l'action révolutionnaire, notre
guide idéologique - le discours d'orientation politique .

Tenkodogo a été choisi pour accueillir ces événements,
pour servir de foyer aux pensées des Burkinabè, pour
recevoir les salutations et les meilleurs vœux de nos
amis. Tenkodogo a été choisi pour donner vie à toutes les
réflexions qui ont duré quatre ans d'initiative révolutionnaire,
quatre ans de lutte. Je tiens à féliciter les militants de la
province du Boulgou qui se sont mobilisés ensemble nuit et
jour pour que le quatrième anniversaire de la DOP puisse être
célébré avec toute la magnificence que son
importance exige. Leur travail a également permis de faire en
sorte que les célébrations de l'anniversaire illustrent la
marche glorieuse de notre peuple vers le bonheur.

Les militants de la province du Boulgou méritent nos éloges à plus d'un titre. Cela est d'autant plus vrai quand on prend en compte tous les complots qui ont été faits pour barrer la route à leurs initiatives, pour bloquer leurs efforts, pour décourager leurs sacrifices, pour faire échouer cet événement impressionnant qui marque le quatrième anniversaire de la politique. Discours d'orientation.

Nos compagnes de la province du Boulgou et les structures révolutionnaires qu'elles ont créées nous donnent des raisons d'espérer, de croire, d'avoir confiance en l'avenir, d'avoir confiance en nos masses, où qu'elles se trouvent, géographiquement parlant. La province du Boulgou permet aussi de croire en des transformations miraculeuses, en des bonds en avant avec le peuple, toujours avec le peuple, sans avancer prématurément. La province du Boulgou nous accueille dans des conditions qui en font une province exemplaire à plus d'un titre, une province méritante à plus d'un titre: non seulement en raison de ses acquis sociaux et économiques, mais surtout parce qu'elle s'est mobilisée de manière politique et cohérente, de manière confiante et déterminée.

S'il y avait un revers à Tenkodogo, s'il y avait un revers dans la province du Boulgou, c'était un revers pour ceux - de droite et de gauche - qui ont tenté d'une manière ou d'une autre de perturber le cours de la révolution, croyant pouvoir induire en erreur les masses populaires, tromper les militants et utiliser la confusion qu'ils ont eux-mêmes créée artificiellement pour les contrôler.

La révolution est invincible. Il conquiert à la fois en ville et à la campagne. Il va conquérir au Burkina Faso car au Boulgou il a déjà gagné.

Camarades:

En parlant aux masses populaires de la province du Boulgou , je dis simplement merci. Merci pour votre accueil enthousiaste, merci d'avoir commencé la fête sous cette pluie vivifiante. Un ancien m'a rappelé il y a un instant que le premier anniversaire de la DOP était célébré sous la pluie. De plus, nous célébrons le quatrième anniversaire sous la pluie. C'est un élément bienvenu de la célébration. Nos masses paysannes sur lesquelles nous comptons, nos masses paysannes qui voient la pluie comme un élément matériel fondamental de notre système agricole, ne nous contesteront certainement pas sur ce point.

Ceux qui tordent et tournent des phrases révolutionnaires verront malheureusement la pluie comme un symbole de la perturbation de la cérémonie, de la perturbation de la bamboula ⁸⁶ . Pour le paysan, la pluie signifie la joie, la pluie signifie l'espoir, la pluie signifie la victoire et le bonheur . Nous sommes avec notre peuple, nous combattons aux côtés de notre peuple, nous éloignant de toutes les idées erronées. C'est pourquoi nous sommes heureux à Tenkodogo, sous la pluie, pour le quatrième anniversaire de la DOP.

Camarades:

Le discours d'orientation politique, notre guide de l' action révolutionnaire, est à la disposition des Burkinabè. Il est à la disposition de tous les révolutionnaires. Notre guide se joint à l'effort de l'humanité pour atteindre un grand bonheur, pour combattre les forces de domination, pour combattre les forces d'oppression. C'est pourquoi notre perspective est internationale. C'est pourquoi nous voyons la DOP comme un lien vers, une affirmation du fait que nous appartenons à

la lutte collective de toute l'humanité, l'humanité des masses populaires, l'humanité des peuples en lutte.

C'est pourquoi nous saluons le soutien qualitatif , le soutien fraternel et amical de nos voisins. Des peuples qui, d'une manière ou d'une autre, se sont joints à nous, franchissant les frontières artificielles qui nous séparent pour tendre la main à cette réalité concrète - le courage des Burkinabè. Les Togolais, amis du Burkina, sont venus du Togo. Nous les remercions. Les Ghanéens, combattant à nos côtés pour la révolution africaine, sont venus du Ghana. Frères au combat, dans les victoires, ils ont aussi volontiers partagé nos échecs, qui ne sont que des indications pour nous tous de la nécessité d'avancer continuellement. Nous adressons nos salutations à ces amis. Nous saluons tous nos autres amis, si nombreux qu'il est impossible de les citer par leur nom.

Le discours d'orientation politique nous sert de guide. C'est la réalisation collective des Burkinabè. C'est la pensée collective de tous ceux qui participent consciemment à la révolution démocratique et populaire. C'est pourquoi le discours d'orientation politique doit être notre point de référence, notre poste nord , nous guidant et nous montrant la voie à suivre; l'étoile qui nous empêche de nous perdre. Le discours d'orientation politique nous enseigne que nous devons aller au-delà de la simple rébellion, que nous devons tracer un cap scientifique, un parcours rigoureux et méthodique afin de dire avec précision d'où nous venons et où nous allons. Sinon, notre révolution ne sera plus qu'une explosion subjective, une explosion de rebelles qui n'aura été guère plus qu'un feu de broussailles, en d'autres termes, elle mourra d'une mort lente, incapable de respirer, incapable de

reprendre le souffle qui permet à une révolution de continuer d'avancer, d'éclairer le chemin et de se raviver.

Le guide révolutionnaire de l'action nous unit, nous éduque et nous appelle à agir de manière disciplinée dans les rangs de la révolution. En s'inspirant du discours d'orientation politique, nous pouvons aider ceux qui ont dérapé, ceux qui ont perdu leur chemin, à reprendre le chemin droit et étroit.

Le discours d'orientation politique nous ravive, nous apporte de la chaleur - une chaleur qui permet aux craintifs de reprendre pied dans la lutte et d'avoir confiance en la révolution. C'est pourquoi nous devons continuellement revenir au discours d'orientation politique. Nous devons non seulement ouvrir constamment ses pages, les lire et les comprendre. Surtout, nous devons les appliquer aux réalités concrètes qui nous entourent - réalités qui évoluent, changent, se transforment - parce que nous sommes des êtres matériels. La réalité n'est pas une idée flottant dans l'air, une idée que nous pouvons interpréter selon nos rêves ou nos visions.

Le discours d'orientation politique a un passé. Il a déjà quatre ans. C'est beaucoup pour un pays comme le nôtre. Mais s'il a un passé, le discours d'orientation politique a aussi un présent - sa tâche aujourd'hui d'unir tous les révolutionnaires. Surtout, il a un avenir. Quel est l'avenir du discours d'orientation politique?

L'avenir du discours d'orientation politique dépend des efforts des révolutionnaires - efforts pour l'approfondir; des efforts continus pour nous élever aux batailles auxquelles nous sommes confrontés; efforts pour l'amener au premier plan des batailles d'aujourd'hui, en apportant aux révolutionnaires des réponses aux questions

théoriques et pratiques posées par les nombreux problèmes qui nous assaillent. Le discours d'orientation politique a également pour but d'unir, de rassembler les révolutionnaires. C'est autour du discours d'orientation politique - en l'affinant constamment, en l'approfondissant de manière responsable - que les révolutionnaires peuvent transformer la réalité du Burkina Faso pour le peuple burkinabè.

Notre révolution n'est pas un tournoi de prise de parole en public. Notre révolution n'est pas une bataille de belles phrases. Notre révolution ne consiste pas simplement à lancer des slogans qui ne sont rien de plus que des signaux utilisés par les manipulateurs essayant de les utiliser comme mots-clés, comme mots de code, comme repoussoir pour leur propre affichage. Notre révolution est, et doit continuer d'être, l'effort collectif des révolutionnaires pour transformer la réalité, améliorer la situation concrète des masses de notre pays. Notre révolution ne vaudra la peine que si, en regardant en arrière, en regardant autour, en regardant en avant, on peut dire que les Burkinabè sont, grâce à la révolution, un peu plus heureux. Plus heureux parce qu'ils ont de l'eau potable à boire, parce qu'ils ont une nourriture abondante et suffisante, parce qu'ils sont en excellente santé, parce qu'ils ont une éducation, parce qu'ils ont un logement décent, parce qu'ils sont mieux habillés, parce qu'ils ont droit aux loisirs, parce qu'ils ont joui de plus de liberté, de plus de démocratie, de plus de dignité. Notre révolution n'aura de raison d'exister que si elle peut répondre concrètement à ces questions.

Tant que la révolution ne pourra pas apporter le bonheur matériel et moral à notre peuple, ce ne sera rien de plus que

l'activité d'un groupe de personnes - une collection de personnes d'un mérite ou d'un autre - mais vraiment juste un groupe de momies qui ne représentent rien. mais une collection sans vie de valeurs en décomposition, incapables d'avancer et de faire avancer, incapables de transformer la réalité à laquelle nous sommes confrontés. La révolution est le bonheur. Sans bonheur, vous ne pouvez pas parler de succès. Notre révolution doit répondre concrètement à ces questions.

C'est pourquoi il est si important de faire connaître le discours d'orientation politique à tous, afin qu'il puisse jouer son rôle de stimulation et de ralliement de nos forces. Bien sûr, nous rencontrons des difficultés tout au long de notre action. Nous avons déjà connu des difficultés à l'intérieur et à l'extérieur de nos rangs. Ces difficultés ne doivent pas nous arrêter. Ces difficultés ne doivent pas nous décourager. Ces difficultés ne doivent pas devenir un frein, un obstacle insurmontable pour nous. Au contraire, ils nous apprennent simplement que nous sommes effectivement impliqués dans la lutte révolutionnaire. Autrement dit, ils nous apprennent à affronter chaque jour les mêmes obstacles qui ont empêché les autres d'atteindre le bonheur qu'ils avaient promis, parce qu'ils s'en tenaient aux mots et ne s'engageaient pas avec et pour le peuple.

Nous nous unissons autour du discours d'orientation politique. Nous l'utilisons pour renforcer les liens entre nous. Et nous l'utilisons comme point de départ pour expliquer, pour discuter de nos désaccords, de nos différences, de nos points de vue, car nous partageons un même objectif et il reste le même. Aujourd'hui, au Burkina Faso, tout désaccord qui ne peut être résolu dans le cadre du

discours d'orientation politique est un désaccord sur des objectifs différents, purs et impeccables. Si les objectifs sont les mêmes, le discours d'orientation politique permettra à nos méthodes d'action de converger.

Notre unité sera forgée au profit de notre peuple. Notre unité ne sera pas comme un match de football joué par des équipes qui peuvent être brillantes , certes exceptionnelles, mais qui n'offrent qu'un spectacle de 90 minutes, avec des prolongations possibles, et peuvent même se conclure par un penalty. Non, notre unité sera forgée par la lutte avec le peuple et sous son contrôle. C'est-à-dire que nous nous unissons en révolutionnaires, et seuls les révolutionnaires répondront à cette unité.

Qui alors sera un révolutionnaire? Les révolutionnaires seront ceux qui, dans l'action, dans la pratique, mais aussi dans leur conscience, réussiront à prendre des positions efficaces, incontestables, incontestables au cours de notre lutte, qui est concrète. C'est la lutte, par exemple, pour construire des barrages et des réservoirs par centaines et par milliers. C'est la lutte pour tracer les voies de nos propres mains pour gagner la bataille du chemin de fer, pour en faire un succès. C'est la lutte pour ouvrir des routes, pour construire des cliniques de santé , pour transmettre une partie de ce que nous avons appris à nos frères, nos camarades qui n'ont pas eu l'occasion d'accéder à l'éducation.

C'est là que nous trouverons des révolutionnaires. Nous les trouverons dans des batailles sur les fronts économique, social, sanitaire et culturel. Ouvrir des luttes ailleurs ne serait pas utile. Nous devons voir la différence entre les luttes qui nous sont utiles et les autres luttes. Les luttes qui nous

intéressent sont celles qui nous rendent chaque jour plus heureux, qui rendent notre peuple indépendant alors qu'il lutte farouchement contre l'impérialisme.

Nous trouverons des révolutionnaires parmi ceux qui disent non aux produits que l'impérialisme jette sur notre peuple afin de continuer à dominer le capitalisme sur nous. Ceux qui acceptent les exigences rigoureuses des transformations que nous subissons, ceux qui choisissent comme leur devoir de renoncer aux habitudes de consommation pour vivre aux côtés des masses, ce seront les révolutionnaires. Tout le monde n'est pas capable de vivre à la hauteur de notre slogan «Consommez Burkinabè». Nombreux sont ceux qui ne font que du bout des lèvres à «Consommez des Burkinabè», gardant leur langue et leur bouche pour les vrais délices de la consommation impérialiste. Ce ne sont pas des révolutionnaires. Ce sont eux que nous allons démasquer. Ce sont eux qui doivent être mis de côté.

Nos paysans du Burkina Faso ne gagneront jamais la bataille pour se libérer tant que nous, les consommateurs urbains, ne serons pas prêts, par exemple, à boire des boissons produites à partir de leurs récoltes. Pourquoi les gens veulent-ils nous faire consommer des produits de loin?

C'est très grave, inacceptable . C'est encore plus criminel quand ce sont les camarades, les révolutionnaires, qui sont les courroies de transmission de cette pression, les courroies de transmission de cette domination. Cela signifie que ces camarades n'ont pas saisi la profondeur et la signification de leurs propres discours de haute qualité et de haut niveau. Cela signifie que nous avons besoin d'un débat. Revenons au discours d'orientation politique. Regardons à nouveau le discours d'orientation

politique. Cela nous montrera le chemin. C'est unique et nous mène à un seul objectif: le bonheur de notre peuple.

Notre unité y sera forgée au combat, en lutte, dans le respect scrupuleux de nos statuts d'organisation et de nos méthodes de travail. Nous devons être fermement organisés autour de nos statuts d'organisation. Des statuts clairs mettront en lumière les complots et les intrigues, que les révolutionnaires cohérents combattront avec une colère légitime. Notre unité se forgera autour du programme des révolutionnaires burkinabè en appliquant l'éthique révolutionnaire, en appliquant les valeurs morales révolutionnaires.

Les valeurs morales révolutionnaires nous diront nos droits, mais surtout nos devoirs. Les valeurs morales révolutionnaires nous diront comment nous devons nous conduire dans la société pour que les masses nous évaluent, positivement ou négativement; pour que les masses continuent à venir à nous non pas parce que nous les avons vaincues mais parce que nous les avons convaincues par notre exemple. Le discours d'orientation politique devrait être utilisé pour ouvrir cette porte. Cette porte est déjà là dans chaque ligne, dans chaque page de notre DOP. Faisons le meilleur usage possible.

Notre révolution est une révolution qui ne peut déclarer son elfe exempt des lois scientifiques préexistantes qui régissent toutes les révolutions. En fait, c'est lorsque nous n'appliquons pas ces lois scientifiques que nous nous égarons. Sans théorie révolutionnaire, il ne peut y avoir de révolution. Si loin qu'elle puisse avancer, notre révolution rencontrera certainement un jour d'autres révolutions à travers l'application de la théorie

révolutionnaire, à travers l'approfondissement de notre discours d'orientation politique.

Nous avons connu des difficultés - il n'est pas nécessaire de les cacher - des difficultés qui ont conduit à des confrontations ici et là, des confrontations entre des individus bons, précieux et engagés dans le processus révolutionnaire. Ce sont des gens en qui nous devons avoir confiance. Chaque fois que nous nous laissons aller à l'idée que seul un certain noyau, un seul groupe, vaut quelque chose et que tous les autres ne sont que des plaignants et des échecs, nous nous isolons. Autrement dit, nous mettons la révolution en péril.

Le but de la révolution n'est pas de disperser les révolutionnaires. Le but de la révolution est de consolider nos rangs. Nous sommes huit millions de Burkinabè; notre objectif est de créer huit millions de révolutionnaires. Et aucun révolutionnaire n'a le droit de dormir jusqu'à ce que le dernier réactionnaire du Burkina Faso puisse expliquer avec compétence le discours d'orientation politique. Ce ne sont pas les réactionnaires qui doivent faire l'effort de comprendre le discours. Ce sont les révolutionnaires qui doivent faire l'effort de les faire comprendre. Le réactionnaire a choisi sa position réactionnaire. Le révolutionnaire a choisi sa position révolutionnaire, c'est-à-dire aller vers les autres pour les convaincre. S'il ne peut pas gagner des réactionnaires à la révolution, les forces de réaction se développeront à travers le monde.

Par conséquent, le devoir de tout révolutionnaire est d'empêcher la révolution de se retourner sur elle-même, d'empêcher la révolution de s'ossifier, d'empêcher la révolution de se ratatiner comme une figue séchée. Sinon,

mille d'entre nous deviendraient cinq cents, et cinq cents pas plus de deux. Notre révolution démocratique et populaire se distingue de toutes les sectes et groupements sectaires . Chaque jour, du mouvement des pionniers à l'UNAB, nous devrions pouvoir dire que nous avons de plus en plus de militants.

Bien sûr, tout le monde ne sera pas au même niveau. Ce serait utopique, on rêverait, de penser que tout le monde puisse être au même niveau d'engagement et de compréhension. C'est aux révolutionnaires, chaque jour, de ne jamais se décourager, de ne jamais se lasser et de faire l'effort physique, moral et intellectuel pour aller vers les autres. Cela exigera souvent que nous soyons durs avec nous-mêmes: expliquez et expliquez à nouveau. Lénine a dit quelque chose que nous oublions souvent: «À la racine de toute révolution, vous trouverez la pédagogie». N'oublions jamais ça. L'art d'enseigner est la répétition. Nous devons répéter et répéter encore.

Le discours d'orientation politique explique également clairement la nécessité pour nous d'être résolu à assumer nos responsabilités dans la lutte de classe qui nous attend. A Bobo-Dioulasso, le 4 août 1987, je vous ai invité à renforcer la lutte révolutionnaire, afin de gagner plus de révolutionnaires à notre révolution. Je vous ai invité à comprendre que nous avons besoin d'un peuple convaincu, pas d'un peuple conquis. Un peuple conquis signifie une série interminable de prisons; c'est-à-dire que nous aurions besoin de trouver une réserve infinie de geôliers. Si nous mettons quatre millions de Burkinabè en prison, nous aurions besoin de deux fois plus de geôliers pour garder les prisons.

Cela ne veut pas dire que nous ne devons pas savoir comment traiter impitoyablement ceux qui croient que la révolution est synonyme de faiblesse, ceux qui confondent la discussion démocratique - dont nous avons besoin - avec la condescendance et la sentimentalité. Ces gens récolteront ce qu'ils auront semé. S'ils doivent être punis, ils seront punis, à l'intérieur ou à l'extérieur du Burkina. Nous savons parfois que nous ne serons pas compris. Mais nous savons aussi que les sanctions peuvent être éducatives. Nous devons agir contre ceux qui ont tort, qui font obstacle à la révolution afin de la perturber.

Nous y reviendrons lorsque le temps le permettra. De plus, et nous l'avons prouvé, nous n'avons jamais déclaré qu'une seule personne était un ennemi définitif. Nous avons toujours essayé de reconquérir ceux que nous pouvions reconquérir. Et nous continuerons de le faire chaque fois que les conditions le permettront. Ne nous demandez pas de courir et de gratter une démangeaison en même temps. Ne nous demandez pas de nous concentrer sur ceux qui ont déjà une longueur d'avance et, en même temps, de cesser de prêter attention à ceux qui tirent en arrière, ces récalcitrants qui se creusent les talons.

Il faut avoir le courage de regarder tout cela calmement en face. C'est pourquoi chaque militant doit comprendre que chaque Burkinabè doit avoir une éducation politique approfondie. L'éducation politique signifie tout d'abord que tous ceux qui ont favorisé la punition - sans chercher à convaincre les gens - devraient systématiquement repenser leur approche. Nous devrions essayer de convaincre la personne qui a été punie, de dire quelque chose sur la

façon dont elle agit, ses lacunes, et lui donner des conseils qui peuvent l'aider à se racheter.

Éduquons nos gens. Éduquons, par la discussion démocratique, ceux que nous punissons. Une fois que nous aurons traversé ce processus, en tant que révolutionnaires, nous découvrirons si la personne punie a fait amende honorable et peut être rachetée. La meilleure rédemption est un processus que vous entreprenez vous-même, pas quelque chose qui vient des autres. Cela signifie reconnaître vos erreurs et vous engager solennellement à ne jamais les répéter. Cela signifie aussi vivre chaque jour la vie d'un révolutionnaire qui a reconnu ses erreurs. Dans ces conditions, les révolutionnaires apprécieront et prendront des décisions favorables à ceux qui ont été punis.

Mais avant tout, partout où nous avons atteint un certain degré d'organisation, nous devrions commencer à utiliser ces structures pour poser des questions sur tous les révolutionnaires. A partir d'aujourd'hui, 2 octobre 1987, nous invitons le peuple burkinabé, les militants burkinabé, à s'organiser, car le Conseil national de la Révolution va leur demander de revoir le travail de chaque révolutionnaire. Il appartiendra aux CDR de rendre compte de la conduite sociale et révolutionnaire des militants individuels sur leurs lieux de travail ou dans leurs secteurs géographiques.

Camarades:

La révolution ne peut conférer un pouvoir d'État, elle ne peut conférer aucun pouvoir d'aucune sorte, elle ne peut même pas conférer la possibilité d'agir sauf à ceux qui sont disposés à le faire dans l'intérêt de notre peuple. Nous ne pouvons donner aucune responsabilité, à quelque niveau que ce soit, à ceux qui travaillent contre notre peuple. Désormais, personne

ne peut se voir confier de responsabilité à quelque niveau que ce soit sans que les CDR ou nos autres organisations n'aient au préalable donné leur évaluation du camarade en question.

De temps en temps, nous retournerons dans les rangs pour voir si tel ou tel camarade est un bon militant. Que pensez-vous de ce camarade? Est-il un bon militant? Participe-t-il à vos discussions du soir? ⁸⁷ Joue-t-il un rôle concret dans vos conférences? Participe-t-il à vos projets communautaires? Aide-t-il à résoudre des problèmes dans son domaine de travail ou son secteur? Donne-t-il un bon exemple? Est-il à l'heure? Respecte-t-il les orientations fixées par le Conseil national de la Révolution? C'est vrai, combat-il systématiquement l'impérialisme? Désormais, cela sera déterminé par les yeux et les oreilles - les sens infallibles - de notre peuple.

Les évaluations seront démocratiques et populaires. Ensuite, nous pouvons dire à chaque personne - qu'il s'agisse d'un directeur, d'un chef d'entreprise ou d'un fonctionnaire - «Camarade, au cours de l'année, votre conduite a été conforme au discours d'orientation politique, aux statuts de l'organisation, au programme, avec une éthique révolutionnaire». Ou nous pouvons dire: «Camarade, nous avons le regret de vous dire que vous avez agi en décalage avec, en contradiction avec vos engagements révolutionnaires». Et nous prendrons les mesures nécessaires.

Cela signifie que désormais tous ceux qui ont été punis - licenciés, dégagés de leurs responsabilités, condamnés - doivent être convoqués devant la CDR pour voir ce qu'ils sont devenus, ce qu'ils font pour la révolution. Ceux qui ne font

rien font en fait quelque chose contre la révolution. Pour la révolution, chacun doit répondre aux organisations populaires . Parce qu'il y en a qui croient, à tort, qu'une fois qu'une sanction a été prise contre eux, ils sont devenus ennemis de la révolution et ont dû agir comme ennemis de la révolution. Oui, une sanction a été imposée, mais la révolution en a encore besoin . Parce que la sanction suprême est d'éliminer complètement votre ennemi. Mais la révolution offre aux personnes sanctionnées l'avantage de rester avec nous pour voir, entendre et comprendre, pour se racheter. Donc, ils doivent vraiment faire l'objet d' un suivi, pour ne pas leur compliquer la vie, mais pour que nous sachions exactement ce qu'ils font pour la révolution. ⁸⁸

Le discours d'orientation politique est là pour nous tous. Personne ne peut vivre sur le dos de notre peuple et prétendre que c'est parce qu'il a été mis à l'écart. Ceux qui ont cherché les lignes de touche seront trouvés par le peuple. Le peuple a reçu la mission d'agir, de rechercher et d'éduquer tous ceux qui ont essayé de s'enfouir dans un trou ou un autre. C'est ainsi que nous pouvons être sûrs que nous avons vraiment essayé d'éduquer, parce que certaines personnes qui ont été punies disent avoir été simplement mises à l'écart. Eh bien, combien d'entre eux sont prêts à participer à des projets communautaires? Combien sont prêts à apporter leur contribution pour faire avancer la révolution ?

Camarades:

La révolution est constamment victorieuse. Ayant établi sa maîtrise de la situation, la révolution peut permettre à certaines personnes de se racheter. C'est pourquoi, en ce quatrième anniversaire du discours d'orientation politique, je voudrais annoncer deux mesures.

Le premier est la libération des détenus dont le comportement social a porté préjudice à notre peuple, c'est-à-dire des détenus qui ont commis des actes, des crimes et des violations du droit commun contre des hommes, des femmes et des biens appartenant à notre peuple. Nous allons les libérer parce que nous les avons suivis pendant le processus de réinsertion sociale. Cette réintégration se produit partout et doit se poursuivre. Pour les révolutionnaires, la victoire réside dans la disparition des prisons.

Pour les réactionnaires, la victoire réside dans la construction d'un maximum de prisons. C'est la différence entre eux et nous. Nous libérerons huit-huit personnes. Le ministre de la justice publiera les noms de ces quatre-vingt-huit qui se sont bien conduits au travail sur les construction sites. Chaque jour, ils appréciaient davantage l'erreur qu'ils avaient commise et comprenaient que le travail nous rend libres. Bien sûr, il y a toujours des individus qui ne sauront pas profiter de la clémence de la révolution. Et, bien sûr, ils seront remis d'où ils sont venus. Mais je suis sûr que la majorité, peut-être tous, profiteront de cet acte de clémence, afin que nous puissions aussi en libérer d'autres.

La deuxième mesure concerne les éleveurs. Depuis longtemps, nous avons une taxe qui pèse lourdement sur les éleveurs. Le Conseil national de la révolution a décidé de simplement supprimer cette taxe. Nous l'abolissons non pas parce que les caisses de l'État sont pleines. Nous abolissons cette taxe parce qu'elle nous fait mal et cause des souffrances inutiles à notre peuple. Il démobilise la partie de la paysannerie qui élève du bétail. Cela nuit à notre

économie en perturbant l'élevage du bétail. Nous l'abolissons donc.

Nous invitons les organisations concernées - le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, le Secrétariat d'Etat à l'Elevage, le Ministère de la Question Paysanne et toutes les autres organisations - à nous aider à tirer le meilleur parti de la suppression de la taxe, au lieu d'accepter simplement que l'administration et le financement sont devenus plus difficiles. J'invite les employés du bureau des impôts, par exemple, à utiliser leur imagination pour trouver d'autres moyens de mobiliser nos ressources afin que nous puissions faire un travail encore meilleur dans la construction de notre Faso.

La joie pour certains ne doit pas être synonyme de tristesse pour les autres. Chacun de nous - ceux qui sont directement engagés dans l'élevage, ceux qui en vivent ou en tirent des bénéfices, que ce soit en amont ou en aval, que ce soit derrière, devant ou sous le bétail - bénéficient de la mesure. Et je vous remercie, camarades, pour le soutien que vous avez apporté à cette mesure.

Camarades, enfin, le discours d'orientation politique a été rendu disponible en traduction dans les langues nationales de Fulfulde, Diula et Mooré. C'est une façon d'atteindre plus de gens, plus de Burkinabè. Je tiens à remercier tous ceux qui ont contribué à ce travail. Adapter et traduire des concepts souvent nouveaux dans notre milieu, les rendre également accessibles, sans pédantisme, c'était une tâche intellectuelle qui demandait sûrement beaucoup d'efforts, beaucoup de travail et beaucoup de réflexion. Je félicite les personnes impliquées car elles ont créé quelque chose

d'utile. Je félicite également ceux qui ont pris l'initiative du projet de traduction du DOP.

Je félicite d'avance ceux qui travaillent chaque jour pour aider notre peuple à devenir plus alphabétisé - les ministères de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique et de la question paysanne. C'est leur contribution directe à l'enrichissement du DOP. Si les paysans ne savent pas lire le discours - parce qu'ils n'ont jamais appris à lire - il y aurait peu d'intérêt à ce que la DOP ait été traduite dans les langues nationales. Ils resteraient aveugles. Offrir à quelqu'un qui ne sait pas lire une copie non traduite du DOP serait comme insulter un aveugle en lui offrant une lampe de poche. Tout d'abord, l'aveugle doit pouvoir voir, puis il a besoin de la lampe torche pour mieux voir. Tout d'abord, aidons tous les analphabètes à apprendre à lire. Ensuite, nous leur donnerons du matériel solide à lire, du matériel utile, comme le DOP traduit dans les langues nationales.

Camarades du Boulgou:

J'adresse encore une fois mes félicitations au haut-commissaire et au PRP provincial.⁸⁹ J'adresse à nouveau mes félicitations aux comités provinciaux de défense de la révolution. J'adresse à nouveau mes félicitations à la section provinciale de l'Union nationale des anciens du Burkina. Je tiens à nouveau à féliciter la section provinciale de la Union du Burkina. J'adresse à nouveau mes félicitations à l'Union nationale des paysans du Boulgou. Et je n'oublierai pas les Pionniers, qui nous ont apporté tant de plaisir dans cette célébration et comment nous que l'avenir est plein d'espoir.

Je n'oublierai pas les ouvriers, en particulier l'ingénieur grièvement blessé lors de la construction du monument du 2 octobre à Tenkodogo. Malgré sa blessure, il est retourné au travail immédiatement après avoir reçu des soins médicaux, pour s'assurer que les touches finales du monument étaient bien faites. Le miracle s'est produit. Le monument a été érigé en quelques jours. Et les langues fourchues de nos ennemis ont été coupées en morceaux. Désormais, nous féliciterons ceux qui ont plus souvent excellé dans leur travail en décernant des médailles, comme nous venons de le faire.

Camarades, ce matin lors du dévoilement du monument du 2 octobre, le camarade ministre d'État ⁹⁰^a parlé de la signification de ce symbole. Je suis certain qu'il a semé en chacun de vous une petite graine de sentiment qui vous encouragera à avancer encore plus loin. Et c'est pourquoi c'est naturel, facile et un plaisir pour moi de vous dire aujourd'hui:

Camarades, attendez les mille anniversaires de la DOP!

Transférer vers un DOP encore plus profond, encore plus capable de nous unir malgré tout ce qui peut être fait pour nous diviser!

Transférer à un DOP qui sera la base matérielle du bonheur moral et matériel de notre peuple!

Transférer à un DOP qui sera le phare qui nous guidera, nous et les autres peuples, vers le bonheur en lequel nous avons tous une telle foi!

Patrie ou mort, nous gagnerons!

Merci.

Vous ne pouvez pas tuer les idées

(Un hommage à Che Guevara, 8 octobre 1987)

Une semaine avant le renversement du gouvernement révolutionnaire et l'assassinat de Sankara, il a prononcé ce discours à Ouagadougou lors de l'inauguration d'une exposition honorant la vie du leader révolutionnaire cubain Ernesto Che Guevara, tué exactement vingt ans plus tôt. Une délégation cubaine qui comprenait le fils de Guevara, Camilo Guevara March, était présente. Les passages inaudibles de l'enregistrement sur bande du discours sont indiqués par des ellipses.

Nous sommes venus ce matin, de manière modeste, ouvrir cette exposition qui cherche à retracer la vie et l'œuvre du Che. En même temps, nous voulons dire au monde entier aujourd'hui que pour nous Che Guevara n'est pas mort. Parce que partout dans le monde, il existe des centres de lutte où les gens luttent pour plus de liberté, plus de dignité, plus de justice et plus de bonheur. Partout dans le monde, les gens luttent contre l'oppression et la domination; contre le colonialisme, le néo-colonialisme et l'impérialisme; et contre l'exploitation de classe.

Chers amis, nous joignons nos voix à tous ceux qui, dans le monde, se souviennent qu'un jour, un homme du nom de Che Guevara... son cœur rempli de foi, a pris la lutte aux côtés d'autres hommes et, ce faisant, a réussi à créer une étincelle puissante. perturbé les forces d'occupation dans le monde. Nous voulons simplement dire qu'une nouvelle ère est arrivée au Burkina Faso, qu'une nouvelle réalité est en marche dans notre pays. C'est ainsi qu'il faut comprendre

l'appel à l'action de Che Guevara - Che, qui voulait allumer des feux de lutte à travers le monde.

Che Guevara a été abattu par des balles, des balles impérialistes, sous le ciel bolivien. Et nous disons que pour nous, Che Guevara n'est pas mort.

L'une des belles phrases souvent rappelées par les révolutionnaires, par les grands révolutionnaires cubains, est celle que répétait l'ami du Che, son compagnon de combat, son camarade, son frère Fidel Castro lui-même. Il l'a entendu de la bouche d'un homme du peuple un jour pendant la lutte - l'un des officiers de Batista qui, bien qu'il fasse partie de cette armée réactionnaire et répressive, a réussi à se connecter avec les forces qui luttent pour le bien-être des Cubains. gens. Juste après l'échec de l'assaut contre la garnison de Moncada, alors que ceux qui l'avaient tenté étaient sur le point d'être mis à mort par les fusils de l'armée de Batista - ils allaient être abattus - l'officier a dit simplement: «Ne tirez pas, on ne peut pas tuer les idées ». ⁹¹

C'est vrai, vous ne pouvez pas tuer les idées. Les idées ne meurent pas. C'est pourquoi Che Guevara, incarnation des idées révolutionnaires et du sacrifice de soi, n'est pas mort. Vous êtes venu ici aujourd'hui [de Cuba], et nous nous inspirons de vous.

Che Guevara, un Argentin d'après son passeport, est devenu un Cubain adopté grâce au sang et à la sueur qu'il a versé pour le peuple cubain. Il est devenu avant tout un citoyen du monde libre - le monde libre que nous construisons ensemble. C'est pourquoi nous disons que Che Guevara est aussi africain et burkinabè.

Che Guevara a appelé son béret *la boina* . Il a fait connaître ce béret et son étoile un peu partout en Afrique. Du nord au sud, l'Afrique se souvient de Che Guevara.

Des jeunes audacieux - des jeunes assoiffés de dignité, assoiffés de courage, assoiffés aussi d'idées et de la vitalité qu'il symbolisait en Afrique - ont cherché Che Guevara pour boire à la source, la source vivifiante représentée dans le monde par ce révolutionnaire. capitaine. Certains des rares qui ont eu l'opportunité et l'honneur d'être en présence du Che, et qui sont encore en vie, sont parmi nous aujourd'hui.

Che est Burkinabè. Il est burkinabè parce qu'il participe à notre lutte. Il est burkinabè parce que ses idées nous inspirent et sont inscrites dans notre discours d'orientation politique. Il est burkinabè car son étoile est estampillée sur notre bannière. Il est burkinabè car certaines de ses idées vivent en chacun de nous dans la lutte quotidienne que nous menons.

Le Che est un homme, mais un homme qui a su nous montrer et nous apprendre que nous pouvons oser avoir confiance en nous-mêmes et en nos capacités. Le Che est parmi nous.

Qu'est-ce que Che, je voudrais demander? Che, pour nous, c'est avant tout la conviction, la conviction révolutionnaire, la foi révolutionnaire en ce que vous faites, la conviction que la victoire nous appartient, et que la lutte est notre seul recours.

Che est aussi un sens de l'humanité. L'humanité - cette expression de générosité et d'abnégation qui a fait du Che non seulement un combattant argentin, cubain et

internationaliste, mais aussi un homme, avec toute la chaleur d'un homme.

Le Che est aussi et surtout exigeant. Le caractère exigeant de celui qui a eu la chance de naître dans une famille aisée... Pourtant, il a su dire non à ces tentations, tourner le dos à la voie facile pour, au contraire, affirmer lui-même en tant qu'homme du peuple, homme qui fait cause commune avec le peuple, homme qui fait cause commune avec la souffrance des autres. Le caractère exigeant du Che est ce qui devrait nous inspirer le plus.

Conviction, humanité, caractère exigeant - tout cela fait de lui Che. Ceux qui sont capables de rassembler ces vertus en eux-mêmes, ceux qui sont capables de rassembler ces qualités en eux - cette conviction, cette humanité, et ce caractère exigeant - ils peuvent dire qu'ils sont comme le Che - des hommes parmi les hommes , mais surtout , révolutionnaires parmi les révolutionnaires.

Nous venons de regarder ces images qui retracent au mieux une partie de la vie du Che. Malgré leur expression énergique, ces images restent silencieuses sur la partie la plus cruciale de l'homme, la partie même contre laquelle l'impérialisme s'est dirigé. Les balles visaient beaucoup plus l'esprit du Che que son image. Son image se retrouve dans le monde entier. Sa photo est dans l'esprit de tout le monde, et sa silhouette est l'une des plus connues. Alors veillons à ce que nous puissions mieux connaître le Che.

Rapprochons-nous du Che. Tirons plus près de lui, et non pas comme nous le ferions un dieu, et non pas comme on le ferait une idée - une image placée au-dessus des hommes - mais avec le sentiment que nous nous dirigeons vers un frère qui nous parle et à qui nous pouvons aussi parler. Nous

devons veiller à ce que les révolutionnaires s'inspirent de l'esprit du Che, qu'ils deviennent eux aussi internationalistes, qu'eux aussi, avec d'autres hommes, apprennent à construire la foi - la foi dans la lutte pour le changement, dans la lutte contre l'impérialisme et contre le capitalisme. .

Quant à vous, camarade Camilo Guevara, nous ne pouvons certainement pas parler de vous comme d'un fils orphelin. Le Che appartient à nous tous. Il nous appartient en tant qu'héritage de tous les révolutionnaires. Vous ne pouvez donc pas vous sentir seul et abandonné, trouver comme vous le faites en chacun de nous - nous l'espérons - frères, sœurs, amis et camarades. Avec nous aujourd'hui, vous êtes un citoyen burkinabé, car vous avez résolument suivi les traces du Che - le Che qui nous appartient à tous, un père pour nous tous.

Souvenons-nous enfin du Che simplement comme une incarnation du romantisme éternel, de la jeunesse fraîche et revigorante, et en même temps de la clairvoyance, de la sagesse et du dévouement que seuls les hommes profonds, les hommes de cœur, peuvent posséder. Che était le jeune de dix-sept ans. Mais Che était aussi la sagesse d'un homme de soixante-dix-sept ans. Cette combinaison judicieuse est quelque chose que nous devons réaliser tout le temps. Le Che était à la fois le cœur qui parlait et la main audacieuse et vigoureuse qui passait à l'action.

Camarades, je voudrais remercier nos amis cubains pour les efforts qu'ils ont faits pour être avec nous. Je tiens à remercier tous ceux qui ont parcouru des milliers de kilomètres et traversé les océans pour venir ici au Burkina Faso pour se souvenir du Che.

Je tiens également à remercier tous ceux dont les contributions personnelles garantiront que ce jour ne sera pas une simple date sur le calendrier, mais deviendra surtout des jours, de nombreux jours dans l'année, de nombreux jours au fil des années et des siècles, faisant L'esprit du Che vit éternellement.

Camarades, je voudrais enfin exprimer ma joie d'avoir pu immortaliser les idées du Che ici à Ouagadougou en donnant à cette rue le nom de Che Guevara.

Chaque fois que nous pensons au Che, essayons de lui ressembler, et faisons revivre cet homme, le combattant. Et surtout, chaque fois que nous pensons agir dans son esprit de sacrifice, en rejetant les biens matériels qui cherchent à nous aliéner, en refusant de prendre la voie facile, en nous tournant plutôt vers l'éducation et la rigoureuse discipline de la morale révolutionnaire - à chaque fois nous essayons d'agir ainsi, nous servirons mieux les idées du Che , nous les diffuserons plus efficacement.

Patrie ou mort, nous gagnerons!

Remarques

- 1 Fidel Castro, 8 octobre 1987. Publié sous le titre «Les idées du Che sont absolument pertinentes aujourd'hui» dans Ernesto Che Guevara et Fidel Castro, *Socialism and Man in Cuba* (Pathfinder, 198 9).
- 2 Les Cinq Cubains - Fernando González, René González, Antonio Guerrero, Gerardo Hernández et Ramón Labañino - ont été reconnus coupables en 2001 d'accusations, notamment de complot «en vue d'agir en tant qu'agent étranger non enregistré», «de commettre de

l'espionnage» et de «meurtre » . Les peines ont été prononcées allant de quinze ans à des peines de double vie plus quinze ans. Les cinq - dont chacun a été nommé «Héros de la République de Cuba» - avaient accepté des missions pour infiltrer des groupes contre-révolutionnaires aux États-Unis et tenir le gouvernement cubain informé des attentats terroristes planifiés contre le peuple cubain. Des millions de personnes dans le monde se sont mobilisées pour condamner les condamnations, les peines et les dures conditions de détention et pour exiger leur libération.

3 Depuis le début de 2002, le gouvernement américain a utilisé sa base navale de Guantánamo dans l'est de Cuba - une partie du territoire cubain détenu par Washington contre la volonté du peuple cubain - pour une prison abritant des centaines de personnes saisies principalement en Afghanistan dans le cadre de la «guerre de l'impérialisme sur la terreur ». Réputés «combattants ennemis», ces prisonniers n'ont été inculpés d'aucun crime et ont été soumis à la brutalité et à la torture, se sont vu refuser tout contact avec leur famille et n'ont pas été autorisés à contester leur détention devant un tribunal.

4 Seize mois plus tard, la Haute-Volta a été rebaptisée Burkina Faso.

5 Le Conseil du salut populaire avait décidé de punir les fonctionnaires qui passaient du temps dans les bars pendant leur journée de travail - la première fois en les nommant à la radio; la deuxième fois en leur donnant une réprimande officielle; la troisième fois en les rejetant.

- 6 Un demi-carré équivaut à environ 12,5 mètres carrés ou 15 mètres carrés. Une *entrée-coucher* est une petite maison avec une seule entrée et une chambre.
- 7 De nombreuses anciennes colonies françaises en Afrique partagent une monnaie commune, le franc CFA (Communauté financière africaine), dont la convertibilité avec le franc français (et maintenant l'euro) est déterminée par Paris. Au moment de la révolution, 1 franc français équivalait à 50 francs CFA.
- 8 Le septième Sommet du Mouvement des pays non signés s'est tenu du 7 au 12 mars 1983.
- 9 Le Ghana a fermé ses frontières à la suite d'une tentative de coup d'État le 23 novembre 1982.
- 10 Seuls les partis associés à l'ancien régime néocolonial ont été dissous. Un certain nombre de groupes et d'organisations qui ont soutenu la révolution ont pu fonctionner ouvertement.
- 11 Sankara fait ici référence aux membres du gouvernement du président Sangoulé Lamizana emprisonnés lors d'un coup d'État de 1980.
- 12 Une référence à un ensemble de bâtiments érigés dans les années 1960 pour accueillir les chefs d'État et les invités de marque du Conseil de l'Entente, organe économique régional dominé par Paris. Il comprenait un tunnel reliant ces bâtiments à l'ambassade de France de l'autre côté de la rue. Le gouvernement révolutionnaire a ensuite bloqué ce tunnel.
- 13 Dien Bien Phu a été la bataille finale décisive dans la guerre de libération nationale du Vietnam contre le colonialisme français. La reddition des forces françaises là-

bas en mai 1954 a conduit à la fin de la présence coloniale française en Indochine.

En novembre 1954, le Front de libération nationale (FLN) de l'Algérie a lancé une guerre révolutionnaire contre l'occupation coloniale française qui a conduit à l'indépendance du pays en 1962.

- 14 En 1983 les taux de change, ces chiffres égalent environ 6,8 millions \$ US de quitter le pays, par rapport à de nouveaux investissements de U de 5,2 millions \$ S.
- 15 En 1983, Yamoussoukro a remplacé Abidjan comme capitale de la Côte d'Ivoire (Côte d'Ivoire), bien qu'Abidjan soit restée la capitale de facto.
- 16 En septembre 1980, avec le soutien de Washington, Londres, Paris et Tokyo, le gouvernement irakien de Saddam Hussein a envahi l'Iran. Hussein cherchait à contrôler les champs pétrolifères iraniens et à repousser la révolution de 1979 dans laquelle des millions de travailleurs et de jeunes urbains et ruraux avaient renversé la monarchie pro-américaine. La guerre Iran-Irak a duré huit ans et a fait des milliers de morts.
- 17 Lors du sommet de l'Organisation de l'unité africaine de novembre 1984, le
La RASD a été admise en tant que membre à part entière, avec le soutien actif de la délégation burkinabè, conduite par Thomas Sankara. Le Maroc s'est ensuite retiré de l'OUA en signe de protestation.
- 18 Koupéla est située dans le centre-est du Burkina Faso.
- 19 Sur la base d'un différend frontalier de longue date avec le Mali, les gouvernements successifs de la Haute-Volta avaient opposé leur veto à l'admission du Mali à l'Union monétaire ouest-africaine. En octobre 1983, le nouveau

gouvernement révolutionnaire de la Haute-Volta a levé ce veto et renvoyé le différend à la Cour internationale de Justice.

- 20 Ancienne colonie française en Afrique centrale, le Tchad a été en proie à une guerre civile récurrente entre les factions soutenues par la France au sud et la Libye au nord. Paris est intervenu militairement en 1968–72, 1977–79, 1983–84 et 1986 à nos jours. Les troupes libyennes ont chevauché le nord de 1983 à 1987.
- 21 Plusieurs gouvernements africains ont participé à une conférence à Brazzaville en République du Congo visant à négocier la fin de la guerre civile au Tchad et le retrait des troupes françaises et libyennes.
- 22 En février 1984, les gouvernements de l'Angola et de l'Afrique du Sud ont signé l'Accord de Lusaka par lequel le gouvernement d'apartheid a déclaré qu'il retirerait sa force d'invasion du sud de l'Angola et le gouvernement angolais a promis de restreindre les activités sur son territoire de la SWAPO (South West Africa People's Organization) , qui menait la lutte pour l'indépendance en Namibie, dirigée par l'Afrique du Sud de 1915 à 1990. Cet accord a été suivi en mars 1984 par l'Accord de Nkomati entre le Mozambique et l'Afrique du Sud, par lequel le gouvernement de l'apartheid a déclaré qu'il retirerait son soutien aux pro - les forces impérialistes de la Renamo au Mozambique tandis que le gouvernement mozambicain a promis de ne plus permettre au Congrès national africain d'Afrique du Sud d'opérer à partir de son territoire.
- 23 En 1980, le régime raciste et minoritaire de la Rhodésie, confronté à une guerre de libération nationale croissante

et à un isolement international croissant, a été contraint de renoncer à ses efforts pour empêcher la domination de la majorité. Le pays est devenu la république du Zimbabwe.

- 24 De Novembre 1975 à mai 1991 , plus de 375.000 volontaires cubains ont répondu à l'appel du gouvernement angolais pour la solidarité aux invasions de Repel par les forces armées sud - africaines soutenues par Washington et en alliance avec le régime pro-impérialiste au Zaïre. Cet effort internationaliste a culminé en 1988 avec la défaite des forces racistes lors de la bataille de Cuito Cuanavale, conduisant au retrait de l'Afrique du Sud de l'Angola et à l'indépendance de la Namibie.
- 25 En mai 1981, François Mitterrand, du Parti socialiste, est élu président de la France .
- 26 Une référence à la révolution russe de 1917 et à la révolution française de 1789. La doctrine Monroe de 1823, publiée par le président américain James Monroe, déclarait que la jeune république américaine agirait pour empêcher toute ingérence dans les Amériques par les monarchies européennes réactionnaires et les colonisateurs.
- 27 La guerre révolutionnaire à Cuba contre la dictature de Batista, soutenue par les États-Unis, a commencé en décembre 1956.
- 28 C'est aussi le slogan de la Révolution cubaine.
- 29 L'Institut des peuples noirs a ouvert en 1990, après le renversement de la révolution.
- 30 Le Burkina Faso et le Ghana ont effectué des manœuvres militaires conjointes au Ghana, du 4 au 8 novembre 1983.

- 31 Le drapeau du Burkina Faso est rouge et vert avec une étoile jaune. Le rouge représente la lutte révolutionnaire; l'agriculture verte, l'abondance et l'espoir; et le jaune les richesses du pays. Le drapeau de libération noir, adopté en 1920 par l'Universal Negro Improvement Association et d'autres organisations, est rouge, noir et vert.
- 32 Dans William pièce de Shakespeare *La Tempête*, Prospero est un sorcier qui utilise son po wer pour contrôler le sort des autres. Aux yeux de nombreux combattants anticoloniaux du XXe siècle, Prospero en est venu à symboliser les oppresseurs.
- 33 La négritude est un mouvement littéraire qui a vu le jour parmi les écrivains francophones d'Afrique et des Caraïbes vivant à Par dans les années 1930. Formé comme une protestation contre la domination française et sa politique d'assimilation culturelle, il a souligné la valeur des traditions culturelles africaines. La personnalité africaine était un concept qui attribuait des qualités uniques à la culture africaine prédisposant les Africains au socialisme.
- 34 Les principes d'Alma Ata de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et du Fonds international des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) mettent l'accent sur une nutrition adéquate, de l'eau salubre, des systèmes d'assainissement, des soins de santé maternelle et infantile, la vaccination et une réserve de médicaments de base. La stratégie GOBI FFF de l'UNICEF, axée sur les femmes et les enfants, comprend le traitement de la déshydratation causée par la diarrhée avec une solution peu coûteuse d'eau propre, de glucose et de

sels; allaitement maternel; vaccination contre six principales maladies transmissibles; et l'éducation.

35 C'étaient tous des pays sous occupation militaire lorsque ce discours a été prononcé. L'Afghanistan était occupé depuis 1979 par des troupes de l'Union soviétique; l'Irlande du Nord est restée une colonie britannique brutalement réprimée par Londres; l'île caribéenne de Grenade avait été envahie par l'armée américaine en octobre 1983; et l'ancienne colonie portugaise du Timor oriental dans le Pacifique avait été envahie par l'Indonésie en 1975 et annexée de force.

36 En 1871, les ouvriers et artisans insurgés de Paris fondèrent le premier gouvernement ouvrier de l'histoire, la Commune de Paris. Il a été écrasé dans le sang par les troupes de la bourgeoisie française.

37 Discours de Fidel Castro à la réunion au sommet des non-signataires le 3
Septembre 1979, peut être trouvé dans *Fidel Castro Spee ches: Cuba's Internationalist Foreign Policy 1975–80* (Pathfinder, 1981).

38 Trois des quatre îles de l'archipel des Comores dans l'océan Indien près du Mozambique ont obtenu leur indépendance de la France en 1975. La quatrième, Mayotte, reste une colonie française.

Les îles contrôlées par les Français au large de Madagascar comprennent Europa, Bassas da India, Juan de Nova, les Iles Glorieuses et Tromelin.

39 S'adressant à l'Assemblée générale des Nations Unies le 2 octobre 1984, Daniel Ortega avait averti que le gouvernement américain prévoyait d'intensifier ses attaques contre le Nicaragua pour perturber les

élections présidentielles du 4 novembre dans ce pays. Selon les informations obtenues par le gouvernement nicaraguayen, l'escalade devait commencer vers le 15 octobre.

- 40 L'Union nationale des anciens du Burkina (UNAB) a été créée en février 1986.
- 41 En 1984, alors que le pays était confronté à une grave sécheresse et à une pénurie alimentaire de 150 000 tonnes, le gouvernement du Burkina Faso a refusé, «pour des raisons de dignité», une offre de 5 000 tonnes de denrées alimentaires de l'Union soviétique.
- 42 Prêts à court terme de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international aux pays coloniaux et semi-coloniaux, accordés dans des conditions extrêmement défavorables.
- 43 Un médicament contre le paludisme.
- 44 La Corrèze et le Larzac sont deux zones agricoles à faible revenu du centre de la France.
- 45 Une référence au sommet de l'OUA du 12 au 15 novembre 1984, à Addis-Abeba.
- 46 C'étaient des appareils qui nécessitaient moins de bois et avaient la capacité de chauffer jusqu'à trois casseroles sur un seul feu.
- 47 En commençant par le régime stalinien dans l'ex - Union soviétique, ce fut la liste utilisée par les plus grands échelons du Parti communiste et de l' appareil d'Etat pour distribuer des rendez - vous privilégiés à haut gouvernement et des postes administratifs.
- 48 La première Conférence de solidarité des peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine - également connue sous le nom de Conférence tricontinentale - s'est tenue à

La Havane du 3 au 15 janvier 1966. Parmi les 512 délégués présents, 150 de 28 pays africains.

49 Une référence à quatre organisations internationales de la classe ouvrière: la première

International (Association internationale des travailleurs), dirigée par Karl

Marx et le père ederick Engels, fondés en 1864 et dissous en 1876; la Deuxième Internationale, fondée en 1889, dont la majorité des dirigeants abandonnèrent un cours révolutionnaire à l'ouverture de la Première Guerre mondiale en 1914; la Troisième Internationale (l'Internationale communiste), fondée sous VI le leadership de Lénine en 1919; et la Quatrième Internationale, fondée en 1938 sous la direction de Léon Trotsky en réponse au renversement par Joseph Staline du cours de l'Internationale communiste sous Lénine.

50 Il s'agit d'une référence au Front progressiste voltaïque social- démocrate.

Son chef le plus connu était Joseph Ki-Zerbo.

51 Dans l' une de ses séries de romans sur les aventures de Gargantua et Pantagruel, François Rabelais raconte comment Pantagruel se venge contre un marchand qui l'avait volé en jetant un des par- dessus bord de mouton du marchand dans la mer. Le reste du troupeau intervient également.

52 Une référence à l'ancien président Jean-Baptiste Ouédraogo.

53 Le 11 juin 1984, sept personnes, arrêtées les 26 et 27 mai, ont été exécutées pour avoir comploté un coup d'État. Ils comprenaient d'anciens officiers militaires, le chef de la

sécurité à l'aéroport de Ouagadougou et un ancien maire de la ville.

54 A l'ouverture de la conférence, l'Union des femmes du Burkina ne disposait pas de sa propre délégation.

55 Ce sommet s'est tenu à Ouagadougou en mars 1986.

56 Sankara fait allusion au procès de Mohamed Diawara, Moussa Ngom et Moussa Diakité par les tribunaux révolutionnaires populaires en avril 1986. Ces trois administrateurs de haut rang connus dans tout l'Ouest L'Afrique avait volé plus de 6 milliards de francs CFA (environ 17 millions de 1986) de la Commission économique de l'Afrique de l'Ouest. Diawara et Diakité ont été condamnés chacun à quinze ans de prison sans libération conditionnelle; Ngom à quinze ans avec le droit à la libération conditionnelle après dix ans. Ils ont également reçu l'ordre de rembourser l'argent volé.

57 Le 1er Février 1985, le Conseil national de la révolution a lancé un appel aux travailleurs employés par le gouvernement pour faire du bénévolat pour aider à construire une ligne ferroviaire reliant Ouagadougou à Tambao, une ville minière du Burkina près de la frontière avec le Mali.

58 Une référence aux CDR sur les lieux de travail, quel que soit le type de travail effectué. Les membres appartenaient fréquemment à une CDR de quartier et à une CDR de service en même temps. Mais ils ne pouvaient occuper des fonctions électives que dans l'un des deux.

59 Les commandants de cercle, les gouverneurs régionaux et les collectifs ruraux étaient des institutions de l'administration coloniale française. Paul Voulet et Charles

Chanoine étaient des officiers militaires français qui ont mené une expédition coloniale en 1896 et 1897 dans le but de conquérir la région de l'Afrique de l'Ouest qu'est aujourd'hui le Burkina Faso. Ils ont utilisé des méthodes extrêmement brutales pour maîtriser les populations locales.

- 60 Tabaski est utilisé dans un certain nombre de pays d'Afrique de l'Ouest pour désigner le festival musulman de l'agneau connu dans les pays arabophones sous le nom d'Aïd alAdha.
- 61 La Société Burkinabè des Fibres Textiles.
- 62 Mamadou et Bin eta étaient des personnages des abécédaires des écoles élémentaires utilisés dans les anciennes colonies françaises d'Afrique de l'Ouest. Ils vieillissaient un an à chaque nouvelle année scolaire.
- 63 Le 1er octobre 1985, l'aviation israélienne a bombardé le siège de l'Organisation de libération de la Palestine à Tunis, en Tunisie , tuant une soixantaine de personnes. Tunis est à plus de 1 500 miles (environ 2 300 kilomètres) des frontières d'Israël.
- 64 townships noirs à l'époque de l' Afrique du Sud étaient au milieu d'une rébellion qui avait commencé à la fin de 1984. La tentative de l' écraser, l'un Rmy de l'Etat d'apartheid a tué des centaines de jeunes et les travailleurs.
- 65 Le neuvième Sommet du Mouvement des pays non signés en 1989 a eu lieu à Belgrade, en Yougoslavie.
- 66 Eduardo Mondlane, fondateur du Frelimo, a été assassiné par des agents du colonialisme portugais en 1969. Il a été succédé par Samora Machel.

- 67 Une référence à la Résistance nationale mozambicaine, ou Renamo. Il s'agissait d'une organisation étroitement liée au régime d'apartheid sud-africain, qui menait une guerre terroriste contre le gouvernement mozambicain et le peuple qui a tué des milliers de personnes.
- 68 Une référence dans la mythologie grecque à quelqu'un qui a été condamné pour l'éternité à faire rouler un énorme rocher sur une colline, pour le faire redescendre juste avant d'atteindre le sommet. Le terme en est venu à symboliser un travail infructueux.
- 69 La France a été l'un des principaux fournisseurs d'armes de l'Irak pendant la guerre de Bagdad contre l'Iran.
- 70 En 1986, le gouvernement français a soutenu politiquement et militairement l'occupation du Sahara occidental par le Maroc.
- 71 Le 15 avril 1986, l'US Air Force a bombardé la Libye, tuant plus de 100 personnes. Tout en condamnant formellement l'attentat, les responsables français ont déclaré qu'ils étaient plutôt favorables à «une action plus ambitieuse et plus percutante contre la Libye», destinée à «faire tomber le Gouvernement de Kadhafi ».
- 72 Après y être intervenu militairement à plusieurs reprises, le gouvernement français a installé un contingent militaire permanent de 1 200 soldats au Tchad en février 1986.
- 73 Une référence à la réunion des chefs d'État du Groupe des Sept, ou G7 (Canada, France, Italie, Japon, Royaume-Uni, États-Unis et Allemagne de l'Ouest) en mai 1986 à Tokyo.
- 74 Un mois plus tôt, le 18 octobre, 101 travailleurs immigrés du Mali avaient été expulsés par les autorités françaises.

- 75 Chaque année, le même jour, Mitterrand escalade le rocher de Solutré en Bourgogne pour commémorer sa participation à la résistance contre l'occupation de la France par l'Allemagne nazie pendant la Seconde Guerre mondiale. Il rejoint la Résistance française en novembre 1943, alors qu'il était administrateur du régime fasciste français de Vichy.
- 76 Selon les estimations, 800 000 habitants de la Haute-Volta travaillaient dans les pays voisins au milieu des années 70, avec un total de 2 millions vivant à l'étranger. La majorité étaient des hommes.
- 77 Le lévirat est un mariage dans lequel la veuve épouse un frère du défunt, avec divers degrés de contrainte.
- 78 mots tirés d'une chanson de protestation rendue célèbre en Afrique du Sud le 9
Août 1956, lorsque vingt mille femmes, dirigées par le Congrès national africain, ont protesté contre les fameuses lois de vote du régime d'apartheid, qui obligeaient les Noirs à porter une identification spéciale avec eux à tout moment. Le 9 août est célébré aujourd'hui comme la Journée de la femme sud-africaine.
- 79 Seuls 16 chefs d'État, sur les 50 membres de l'OUA à l'époque, étaient présents à la réunion.
- 80 En Zambie, en 1986, le gouvernement de Kenneth Kaunda a aboli les subventions alimentaires pour tenter de répondre aux demandes de la
Fonds. Une rébellion populaire a suivi, qui a été brutalement réprimée par la police zambienne. Le 1er mai 1987, le gouvernement a suspendu les mesures.
En Tunisie en janvier 1984, après plusieurs jours de manifestations dans tout le pays, le gouvernement de

Bourguiba a annulé un doublement du prix du pain et des céréales qu'il avait annoncé un mois plus tôt.

- 81 Lancé par Washington en avril 1948 comme une première étape de la guerre froide naissante, le plan Marshall a financé la reconstruction et le réarmement de l'Europe capitaliste, dont une grande partie a été détruite pendant la Seconde Guerre mondiale.
- 82 Bobo-Dioulasso avait été un centre de résistance anticoloniale puis de lutte pour l'indépendance, remontant à la fin du XIXe siècle.
- 83 L' Union nationale des paysans du Burkina a été créée en avril 1987.
- 84 La deuxième Conférence nationale des CDR s'est tenue du 30 mars au 3 avril 1987.
- 85 À partir de juin 1987, des prospectus anonymes ont de plus en plus commencé à circuler dans le pays. Souvent de nature scandaleuse, ces prospectus non signés consistaient en des attaques personnelles et politiques contre Sankara et d'autres dirigeants de la révolution. Plusieurs récits bien documentés publiés après la chute de la révolution indiquent que certaines de ces brochures ont été publiées par des organisations au sein du Conseil national de la révolution.
- 86 Un mot du groupe linguistique bantou signifiant «fête populaire».
- 87 Il s'agissait d'événements organisés par les comités de défense de la révolution, généralement sous la forme d'une présentation sur un thème spécifique suivie d'une période de questions et de discussions.
- 88 Le 21 août 1987, Sankara a demandé aux ministres du gouvernement d'examiner les demandes de réintégration

d'enseignants et de fonctionnaires licenciés pour leur opposition à la révolution. La proposition de Sankara rencontra une forte opposition au sein du Conseil national de la révolution et de la plupart des organisations politiques en son sein.

89 Le gouvernement révolutionnaire provincial (PRP) était l'organe directeur du pouvoir révolutionnaire dans chaque province. Chacun était présidé par un haut commissaire nommé par le Conseil national révolutionnaire. Le PRP était composé de tous les responsables des services gouvernementaux de la province.

90 Blaise Compaoré.

91 Le 26 juillet 1953, quelque 160 combattants menés par Fidel Castro ont attaqué la garnison Moncada à Santiago de Cuba et la garnison de la ville voisine de Bayamo, dans le but de déclencher un soulèvement populaire contre la dictature américaine de Fulgencio Batista. . Après l'attaque, les forces de Batista ont massacré plus de cinquante des révolutionnaires capturés. Malgré son échec, l'attaque de Moncada a marqué la première volée de la lutte révolutionnaire qui a abouti à moins de six ans plus tard, lors du renversement de la dictature en janvier 1959.

À propos du livre

«Nous devons oser inventer l'avenir. Tout ce que l'homme est capable d'imaginer, il peut créer.

Lorsque Thomas Sankara a accédé au pouvoir au Burkina Faso en 1983, il a vu dans ses premières paroles effacer les effets

du colonialisme. Panafricaniste dévoué, il pensait que l'Afrique pouvait se maintenir. Il a rejeté toute aide étrangère et nationalisé les terres et les richesses minérales.

Ce livre nous présente Sankara dans ses propres mots, avec une sélection de ses écrits et interviews de 1983 jusqu'à son assassinat tragique et prématuré en 1987.

Leader africain et intellectuel à bien des égards en avance sur son temps, les idées de Sankara sont aussi actuelles aujourd'hui que lors de leur formulation initiale.

«L'affirmation de Thomas Sankara selon laquelle « un soldat sans aucune formation politique est un criminel potentiel » est la base sur laquelle nous menons la lutte pour l'émancipation économique. Le livre est une contribution importante. - Floyd Shivambu

A propos de l'auteur

THOMAS SANKARA a été capitaine militaire et président du Burkina Faso de 1983 à 1987. Considéré par beaucoup comme captivant et une véritable figure de la révolution, il est communément appelé «Che Guevara de l'Afrique» et il croyait en l'autonomie de l'Afrique.

Sankara a pris le pouvoir lors d'un coup d'État en 1983 à l'âge de 33 ans. Il a lancé l'un des programmes de changement social et économique les plus ambitieux jamais tentés sur le continent africain.

Il a œuvré à l'expulsion du colonialisme et de ses effets au Burkina Faso. Sa politique étrangère était centrée sur l'anti-impérialisme, rejetant toute aide étrangère et nationalisant

toutes les richesses foncières et minérales. Certaines de ses politiques nationales comprenaient la prévention de la famine, la priorité à l'éducation, la promotion de la santé publique, l'autonomisation des femmes et la mise en place de programmes de construction de routes et de voies ferrées.

Cependant, certaines de ses politiques aliénaient les intérêts d'un certain nombre de personnes, dont la petite mais puissante classe moyenne burkinabé. En conséquence, il a été assassiné lors d'un coup d'État mené par Blaise Compaoré, soutenu par la France, le 15 octobre 1987.



« Je viens d'un pays de sept millions d'enfants, de femmes et d'hommes qui refusent désormais de mourir d'ignorance, de faim et de soif. Mon ambition est de parler au nom de mon peuple, au nom des déshérités du monde. Et dire les raisons que nous avons de nous révolter. »

Thomas Sankara
Assemblée générale de l'ONU, 1984

SOUS LA DIRECTION DE THOMAS SANKARA, le gouvernement révolutionnaire du Burkina Faso en Afrique de l'Ouest a mobilisé les paysans, les travailleurs, les artisans, les femmes et les jeunes pour  mener des campagnes d'alphabétisation et de vaccination  creuser des puits, planter des arbres, construire des barrages et des logements  combattre l'oppression des femmes et transformer les relations d'exploitation à la campagne  se libérer du joug impérialiste et se solidariser avec tous ceux engagés dans la même lutte à travers le monde.

Dans ces discours et entrevues prononcés de 1983 à son assassinat en 1987, Thomas Sankara parle pour le peuple du Burkina Faso et de l'Afrique et comme un remarquable dirigeant révolutionnaire des travailleurs, des agriculteurs et des jeunes du monde entier.

24 \$ US / 16 €

ISBN 978-0-87348-987-4



9 780873 489874

Pathfinder

CONCEPTION GRAPHIQUE DE LA COUVERTURE : EVA BRAHMAN